

86321

«L'Economie» : le logement déshéri

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N- 14935 - 7 F

Bosnie:

en attendant

M. Clinton...

DEUT-ÈTRE plus tôt qu'ile ne le pensaient, M. Bili Cilnton et la nouvelle adminis-tration américaine vont devoir,

dans les jours à venir, clerifier leur politique concernant le

guerre dans l'ex-Yougoslavie. En demandant au Conseil de sécu-

rité des Netions unies d'exami-

ner les résultats des négocie-

tions de paix qu'ils mênent

depuis maintenent cinq mois à Ganève, et qui sont de nouveau

dans l'impasse, Lord Owen et

M. Cyrus Vence veulent sans

doute savoir s'il vaut la peine de

poursuivre leur leborieuse mlsion ou si d'eutres scénarios se

dessinent, dans leur dos, notam-

Ala veille de son errivée à la Meison Blanche, M. Clin-

ton avait dit qu'il accorderait, en

politique étrangère, la priorité au

dossier ex-yougoslave, Ses colleborateurs, à commencer par le

nouveeu secrétaire d'Etat.

M, Warren Christopher, n'ont

pas caché leurs désaccorde svec

la pien Vence-Owen pour le

découpage de la Bosnie-Herzé-

govine, qui, à leurs yeux, favo-

rise trop les Serbes, entérine les

effets de la purification ethnique et consacre le dépeçage d'un

de la CEE, cas déclarations étaient une forme de désaveu.

Intervention militaire en Bosnie,

avec leurs alliés français et bri-

tanniques, il leur faut obtenir

présiablement une résolution du

Conseil de sécurité des Nations unles. On voit mal comment ils

pourraient l'obtenir, compte tenu

de l'opposition tenace de Moscou. Le premier ministre russe,

M. Viktor Tchemomyrdine, vient de rappeler, ce week-end à

Davos, que son pays était ebso-lument hustile à toute ection

militaire contre la Serbie et qu'il

privilégieit la solution politique

D'UN eutre côté, si Washington choisit finale-ment d'écerter i'idée d'un

recours à le force, euquei une

majorité d'Américains est oppo-

sée, M. Clinton ne pourra que

soutenir le mission de MM. Vance et Owen... faute de

mieux. Les deux médiateurs

n'excluent pas cette hypothèse, qui permettrait éventuellement

de débioquer las négociations. Les Musulmans de Busnie ee

sont montrés en effet jusqu'à présent très fermes à Genève,

pensant que les Etats-Unis

de l'embargo sur les armes, soit une intervention militaire, ii

n'est pas impossible qu'ils doi-

tion du Conseil de sécurité ren-forçant l'interdiction de survoi de

l'espace aérien bosnieque, et que tous les belligérants se rési-

gnent à signer le plen de paix. Quitte à continuer de c'entre-

La Conférence de Genève ne

doit pas donc être enterrée trop vite. Mais le monde attend une

clarification de la position améri-

caine. Français et Britanniques

se disent prêts à se joindre aux

Etats-Unie si coux-ci décident

d'Intervenir militairement en

Bosnie, Avec le secret espair,

semble-t-il, que M. Cilnton ne

Lire l'article

d'ALAIN DEBOVE

tuer sur le terrain.

alent proposer soit une levée

at diplomatique.

Les dirigeants américains sont maintenant pris au plège. S'ils

Etat reconnu diplomatiq

MARDI 2 FÉVRIER 1993

Les troubles dans deux pays africains

• Togo: fusillades et pillages à Lomé

- Zaire : des centaines d'étrangers évacués

dimanche 31 janvier. La veille, des dizaines de militeires et de policiers fidèles au général Gnessingbé Eyadéma avaient semé le terreur dans la capitale, en se livrant à des fusillades et à des pillages. Un bilan officieux fait état de six morts - dont un jeune garçon français - et de quatorze blessés. A Kinshasa, la situation taires français.

Des milliers de Togoleis ont fui Lomé, n'était toujours pas normalisée, dimanche, soit trois jours après la mutinerie de militaires à lequelle s'est violemment opposée le aerde présidentielle du maréchal Mobutu, Environ mille trois cents ressortissants étrangers ont quitté le pays pendent le week-end sous escorte, notamment, d'une soixantaine de mili-



Lire nos informations et la déclaration de M. Robard Dumas page 3

Paix retrouvée en Caldochie

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les élus de Nouvelle-Calédonie dressent, du 2 au 4 février, le bilan des accords de Matignon

NOUMÉA

de notre envoyé spécial

M. Henri Meriotti, dit «Riquet», n'est pae du genre à dissimuler son drapeau dans se poche. Le drepeeu tricolore, il l'a même cranement fiché sur le toit de sa ferme, qui trône à l'entrée de La Foa, bourgede egricole située à une centaine de kilomètres de Nouméa. Le torse couché sur le moteur de eon pick-up, Riquet » accueille le visiteur chalent son bonnet enfoncé jusqu'eux yeux. Il triture de sea doigte un chiffon gralsseux. Se moue, à vrei dire, est soupçonneuse. « La Calédonie, il faut la leisser tranquille, mermonne-t-il. On e réussi à rétablir la peix evec les accords de Matignon. Il ne faut pas rallumer la feu. »

Cer dens l'esprit de «Riquet» les choses sont claires. La Nouvelle-Calédonie vivait jadis l'âge d'or de l'har-monie multiractale. Puis elle e plongé dans le désordre cause dee socialistes et des

journelistes métropoliteins, qui ont « foutu ici la pagaille ». Et el l'irrépareble e été évité, le mérite en revient à M. Jacquee Lafleur, président du Rassemblement pour la Calé-donie dens le République (RPCR), à qui « on devrait élever une statue pour evoir empêché le guerre civile».
C'est que «Riquet» est un
«lefleuriste» de stricte obé-dience. Il n'a pes son pareil
pour moucher vertement les adverseires du député RPR, qui ont toujours été légion en brousse. « Si le Celédonie tourne bien aujourd'hui, c'est grace à Jacques», e-t-il coutume de lancer eux calédosceptiques.

Au plus fort des troubles de le fin 1984 et du début 1985, «Riquet» Mariotti s'ectivait dans les milices enti-indépendantistes qui guetteient evec jumellee et fusils à lunette l'arrivée des «rebelles» en provenance de Canale. Huit ans après, a-t-il

> FRÉDÉRIC BOBIN Lire la suite page 10

Dans la poudrière de Gaza

Depuis l'expulsion de quelque 400 Palestiniens au Liban, le territoire connaît un regain d'Intifada accompagné d'une brutale répression

feu!» Des gamins saisissent leur

camarade, le consolent, l'encoura-

gent. Pour un peu, ils le porteraient en triomphe. Le gosse n'e pas

douze ans. Il s une balle, calibre

7,62, dans le mollet droit. Il pleure.

L'ambulance est repartie en hur-

lant. Les gamins, deux cents peut-

être, sont déchaînés. Certains ont

encore leur cartable sur le dos. Les

adultes, les parents, se tiennent en

«Ca brule!»

JABALYA (Territoire de Gaza) de notre envoyé spécial

droit à terre. Un duigt sur le détente. Une joue posée sur la

crosse d'un fusil mitrailleur M 16.

Le canon de l'arme décrit un bref

demi-cercle. Le doigt se crispe.

Détonation. A 30 mètres, sous ic soleil pale, un enfant s'écroule.

Sans cri. Comme une incompré-

bensible surprise dans le regard.

Trois secondes se passent. Bref

de «crédits d'impôt» L'œil collé au visenr. Le gennu

La profession bancaire est egitée par une importante affaire d'évasion fiecale organisée eutour de fonds communs de placemente et de crédits d'impôt fictifs, à l'origine de laquelle on retrouve de nombreuses banques de taille moyenne et des ecciétée de Bourse. Le ministère du budgst, eprès evoir tenté en vein d'imposer des redressements fiscaux très importants - plusieurs milfiards de francs, - a décidé de porter l'effaire en justice. Une vingteine de responsebles d'une dizaine d'établiseements bancaires sont concernés et encoursraient elore de lourdes peines. Lire page 18 l'article d'ALAIN VERNHOLES

DEBATS

Un entretien avec

Alpha Gumar Konaré

« L'intégrisme religieux est

le négation de la culture efri-

Détournement

L'ÉCONOMIE

Les grands débats électoraux II. Le logement déshérité

Location, hebitat social, acceseion à la propriété : la crise touche le secteur du logement soue toutes ees formes. Un problème quotidien pour le mejorité des Français qui ne menquera pas de venir sur ls devant de le seène pendent la campagne. Les partis de l'oppo-sition ont déjà présenté leurs

programmes.
Lire aussi nos rubriquee mode d'emploi, opinions, dos-sier (Les bravets d'invention). cture, et la chronique de PAUL FABRA. Pages 25 à 34

Le sommaire complet se trouve page 24

ambulance e surgi. Gyrophare portes, tremblent pour leurs rejetous. Il y e longtemps qu'ils n'ont feu!» Des gamins saisissent leur plus droit à la parole. L'Intifada, c'est connu, s détruit les structures familiales, dynamité les traditions d'obéissance et de respect dû eux anciens. Ah! comme il est loin déià, ce joli mois de juin, quand la victoire électorale d'un glorieux général israélien accompagné d'un vol de «colombes» éclairées avait su faire renaître un filet d'espoir

Quatre cents chantiers de

musées sont en cours, ou ont été achevés, en France, depuis le début des ennées 80, portés par une fièvre qui

a gagné les élus loceux. Maie ces nouvelles « mai-

sons de la culture » ne se

contentent plus de présen-

ter des œuvres. Elles sont

eussi chargées de dynami-ser l'économie locale et de « vendre la ville ». Nous

commençons la publication

d'une série de trois erticles

consecrés à ces nouveeux

temples de le consomma-

dans les territoires occupés.

PATRICE CLAUDE Lire la suite page 6

L — Les nouveaux temples de la consommation culturelle

Divisions autour des écologistes

Au moment où est rendue publique la liste des candidats écologistes, la droite paraît divisée sur l'attitude à adopter à leur égard, les uns, comme M. Longuet, envisageent une coopération», les eutres, comme M. Balladur, refusant toute « récupération ». Le

clivage traverse le PS. Lire page 9 l'article de THIERRY BRÉHIER

Le soixantième anniversaire de l'accession de Hitler an ponvoir

Menifestations contre le racisme et le netionalisme dens toute l'Allemagne

Le Monde

silence. Crissement de pneus. Une retrait, palabrent sur le pas de lœurs

LE BILAN **ÉCONOMIQUE ET SOCIAL** 1992

est paru.

208 pages - 49 F

VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

tion culturelle. par Michel Guerrin

An cœnr de Nîmes, fece à le Maison carrée, s'élève un volume de verre flambant neuf. Ce petit Beaubourg sera inauguré en mai

prochain. A quelques kilomètres de là, Arles ettend son institut archéologique couleur bleu azur.

et Emmanuel de Roux

ble, un des plus gros musées d'Europe est en train de voir le juur. Celui de Clermont-Ferrand reçoit ses premiers visiteurs. Le musée Matisse de Nice, unc élégante ville italienne, double sa capacité grâce à une audscieuse adjonction. Péronne s'est doté d'un impressionnant Mémorisi de la Grande Guerre. Les palais des beaux-arts de Lyon et de Rouen sont en chantier. Celui de Lille a fermé ses portes pour mieux suivre le mouvement. Le musée Calvet d'Avignon est dans

En bordure de l'Isère, à Greno-

La rumeur prétend qu'il s'ouvre un musée par mois. Une chose est certaine. On ne compte plus les constructions, rénovations, restructurations, ou extensions. Quatre cents chentiers echevés ou en cours depuis 1981. L'exemple est donné par le Grand Louvre qui double sa surface grâce au talent de léob Ming

Lire in suite page 16

A L'ETRANGER: Algorie, 4.50 DA; Narrot, 9 DH; Turisle, 750 m.; Allemagne, 2.50 DM; Autriche, 25 ATS; Beiglove, 40 FB; Carade, 2.25 S CAN; Amilias-Rikution, 9 F; Chee-d'Ivoire, 465 F CFA; Danament, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G-B., 35 p.; Grice, 220 DR; Mande, 1,20 2; Ivaie, 2 200 L; Luxienbourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bes, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suide, 15 KRS; Suisse, 1,80 FS; USA (NY), 2 S; US

et nos informations page 4

Un entretien avec Alpha Oumar Konaré

«L'intégrisme religieux est la négation de la culture africaine»

Vous dites souvent qua le premier problème à résoudre, en Afrique, est d'abord d'ordre cultu-rel. Est-ce un paradoxe?

De tous les maux dont souffre le continent africain, les plus visibles relèvent de carences économiques, sociales nu politiques. Mais teurs solutions sont impossibles tant qu'on ignore les racines culturelles de ces problèmes. Examinez, par exemple, la crise de notre système éducatif. Le Mali est indépendant depuis trente ans, et depuis quelques mais le cours de son histoire s'accélère: nous sommes désormais engagés dans un De tous les maux dont souffre le de son histoire s'accélère: nous sommes désormais engagés dans un processus démocratique. Pourtant, nous constatons que ce pays est en voie de désalphabétisation: de moins en moins d'enfants vont à l'école. C'est une tragédie. Quel développement va-t-on proposer à ces nouvelles générations et à quel type de démocratie vont-ils pouvoir participer?

Pourquoi cette crise? Parce que notre système éducatif a été conçu au départ pour former des agents de l'administration coloniale. Dans son radministration coloniale. Dans son essence, il n'a pas varié ces trois dernières décennies. Aussi cette écote est-elle, au pis, une immense fabrique de chômeurs, au mieux, une fabrique de cadres qui n'ont aucune prise sur la réalité. Car cette école ne prend en charge ni les cultures locales ni l'environnement elle compenieux des vironnement, elle communique dans une langue étrangère, et n'a jamais pu s'enraciner profondément. Cette école est une école d'exelusion. Aujourd'hui, pour réformer le sys-tème scolaire, il faut d'abord le cas-

Par quoi le remplacer? ll s'agit de faire en sorte qu'à partir d'une réflexion sur les struc-tures culturelles traditionnelles (il n'y a pas de différence entre les structures dites culturelles et les structures dites d'éducation) des centres éducatils puissent s'ouvrir, centres qui dis-penseront un enseignement de base dans une langue locale.

- Et qui seront les en - Des lettrés traditionnels et une nouvelle génération d'éducateurs. La fonction de ces éducateurs doit chan-ger. Outre la lecture, l'écriture et le calcul, ils doivent apprendre les rudi-ments d'hygiène, de la maîtrise de l'environnement, de l'éducation civi-que, de l'histoire et de la géographie.

 C'est skisí que vous espérez régler les grands problèmes tou-chart à la santé – l'épidémie de sida – ou à l'environnement?

 Là encore, ce ne sont pas les grands complexes sanitaires qui nous granos comprexes santaires qui nous font défaut, mais les petites unités, les petits centres de santé communautaires oû on apprend aux gens ce que c'est que l'bygiène et les gestes indispensables à la lutte contre la propagation du sida. La protection de l'environnement conditionne éga-lement notre survic. Pendant long-temps, la façon de se vétir, de se loger, de se nourrir et même de se soigner a dépendu de l'équilibre assumé de cet environnement. Il permettait aussi de nous situer par rap-port au monde. Cet équilibre est aujourd'hui largement rompu. Le drame, c'est qu'il y a une rupture du savoir, et que l'école n'apprend rien aux enfants dans ces domaines, alors que, dans nos anciennes sociétés traditionnelles, la première préoccupation des parents était de leur faire découvrir ces nécessités indispensa-

Mais cette modification du sys-tême éducatif ou sanitaire implique aussi un changement dans la façon de gérer nos pays. Si nous voulons associer efficacement à l'Etat les res-

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944

Principaux associés de la société :

Société civile

« Association Hubert-Beuve-Méry a

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises.

M. Jacques Lesourne, gérant.

Premier président de la République du Mali e être élu démocratiquement, en avril 1992, Alpha Oumar Konaré (né en 1946) est le fils d'un instituteur de Keyee, groese ville de l'ouest du peys. Après evoir soutenu une thèse en erchéologie (1975) à l'université de Varsovie, il regagne son pays, où il eet elors chef de le division du patrimoine historique et ethnographique au ministère de le culture, puis, pendent une période de libéralisation raletive une penode de liberalisation rajetive du régime de Mousse Traoré, l'homme fort du Meli, ministre de le jeunesee, de le culture et des sports (1978-1979). Il mène ensuite une car-rière d'enseignent, tandis qu'il fonde une coopérative culturelle (JAMANA) qui édite revues, journaux et organise des expositions.

En 1992, il est élu préeident du Conseil internetional des musées (ICOM), un organisme internetional qui dépend de l'UNESCO. C'est à ce titre qu'il orgenise en novembre 1991 un colloque international à Lomé : « Quels musées pour l'Afrique. Patrimoine en devenir». Il signe (ou coeigne) plusieurs ouvrages, dont le Concept de pouvoir en Afrique (UNESCO, 1981) et la Bibliothèque erchéologique du Mali (EDIM 1981).



sources vivantes de toute la nation, nous devons aller vers une plus grande décentralisation et en finir grande decentratisation et en finir avec les découpages territoriaux arti-ficiels. Il y a des régions qui ont une identité, elles doivent exister comme telles. Une fois ces contours régio-naux déterminés, il faudra alors que les populations puissent exercer un contrôle réel sur la vie de ces régions.

> «Il faut assurer l'éveil des paysans.»

Si la démocratisation doit nécessai-rement accompagner la décentralisa-tion, elle va aussi de pair avec un autre mouvement plus complexe: l'intégration régionale. En effet, dès qu'on parle de décentralisation, on aborde inévitablement le problème des frontières nationales. Ces der-nières, héritées de la cologisation, pe nières, héritées de la colonisation, ne sont pas des tignes tranchées, infran-chissables. Elles divisent bien souvent des zones culturelles identiques où vivent des populations qui partagent la même langue, la même manière de

L'intégration nationale doit faciliter la coopération entre des régions culturellement proches mais séparées par une frontière. Ce rapprochement est particuliérement enrichissant parce on'il permettra un meilleur contact entre des communautés qui ont pu avoir, du fait de leur bistoire coloniale et post-coloniale, un développement différent et des relations avec d'autres groupes ethniques. Enfin, l'intégration régionale est nécessaire pour de simples questions

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15. RUE FALGUIÈRE

75501 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1) 40-65-25-25

de marché. Editer des livres pour t 000 ou t00 000 personnes, ça n'a

pas le même coût. - Vous réclamez l'intégration alors qu'une balkanisation menace un grand nombre de pays africains et qu'une vague de nationalisme se développe un peu par-

La libre expression qui gagne aujourd'hui l'Afrique risque, c'est vrai, de se transformer en contestation systématique, radicale, anarchique, si des réponses concretes ne sont pas apportées aux préoccupations des gens. Toutes les dérives sont alors possibles vers les nationalismes les plus étriqués, sur des bases éthniques ou religieuses. Pour répondre à ce danger bien réel, il faut refuser les replis frileux et développer, au contraire, des chaînes de solidarité par-delà les frontières. Mais, bien entendu, décentralisation et intégration régionale ne seront rien si la démocratie n'est pas préservée.

- Les événements qui se dérou-lent en Somalie ou au Libérie n'incitent pas à l'optimisme.

- Ce qui se passe dans ces pays n'est pas une fatalité. Ces événevide démocratique, un centralisme excessif et un déficit de participation. Dans les premières années de l'indépendance, l'Afrique a été dominée par le parti unique. Ce fut partout un échec. Maintenant, la démocratie est à l'ordre du jour, mais, si nous ratons cette expérience, cet échec se traduira par une nouvelle proposition, une troisième voie : celle de l'intégrisme religieux, avec son cortège de douleurs, d'intolérance, son

l'essence même de la culture afri-caine qui repose sur la diversité.

- Cette diversité ne s'estompa-t-elle pas du fait de la coupure croissante entre société tradition-nelle et société moderne, de la méconnaissance du passé et de l'indifférence vis-à-vis du patri-moire?

 Le faiblesse actuelle des struc-tures traditionnelles est due au fait que nos élites traditionnelles sont exclues de la vie active et que les gens - souvent brillants - formés dans les universités étrangères sont incapsoles de réfléchir aux problèmes spécifiques de l'Afrique. L'école n'a spécifiques de l'Afrique. L'école n'a jamajs pris en charge les cultures locales, e'est pourquoi il y a toujours eu une réticence du milieu traditionnel vis-à-vis de celle-ci. Beaucoup estiment encore qu'envoyer des enfants à l'école est non seulement inutile sur le plan professionnel mais, de plus, aboutit à une perte d'identité. L'enfant perdra son âme. Il deviendra un toubab, un étranger.

- L'exode rural n'a-t-il pas aussi comma origine le poids d'une société traditionnelle très contraignante pour les jeunes généra-tions?

C'est un thème développé, aujourd'bui, par quantité de cinéastes africains. Néanmoins, si les solidarités familiales traditionnelles connaisgré tout. Dans les grandes villes où la famille est éclatée, morcellée, elles assurent encore une certaine sécurité et un espace de communication et d'échanges. On assiste d'ailleurs à l'émergence d'une nouvelle solidarité, de voisinage, ou sur le lieu du tra-vail, à travers les coopératives, et les mutuelles. Il ne faut absolument pas casser ca, même si e'est parfois vécu difficilement. De plus, il ne faut pas confondre l'ancienne cohésion fami-liale avec le parasitisme familial qui refus des différences et son rejet des autres. C'est-à-dire la négation de

nméricaines, et pas des meilleures. Mais aussi de la danse, des pièces de théâtre, de la musique. Et cette dose massive d'images contribue à trans-former profondément le paysage culturel africain.

cultural africain.

Il faut done prendre en main cet
outil formidable. Car comment assurer la jonction entre les cultures,
comment ouvir les acquis traditionnels aux données technologiques
actuelles, comment faire en sorte que
celles-ci s'enracinent profondément,
sinon par la télévision? Pourtant, il sinon par la télévision? Pourtant, il existe trop peu de programmes éducatifs sur nos chaines de télévision. Il nous faut des mnyens matériels importants qu'on ne pourra réunir que si l'on crée un espace télévisuel africain (nous avons dans la zone ouest-africaine un espace culturel qui s'y prête bien). Si nous n'arrivons pas à nous organiser, nous passerons notre temps à consommer passivement, sans aucun esprit critique, les productions d'autrui. Et, insidieusement, nous assisterons à la perte de nos racines africaines.

- Mais comment transmettre

Mais comment transmettre

- Mais comment transmettre cet héritage, au moment où la société traditionnelle vacille, où les trésors artistiques du continent sont pillés?

- C'est vrai que notre patrimoine disparaît peu à peu dans une grande indifférence. Traditionnellement, en Afrique, les objets culturels - les statues par exemple - étaient créés tues, par exemple – étaient crées pour participer à un rite, ou étaient liés au pouvoir. On ne conservait pas l'objet pour lui-même mais pour le rite ou pour le souverain. La durée de l'objet était connue, sa vie récile limitée. Aujourd'hui, quand un décide de garder un objet, e'est son aspect plastique qui est mis en avant. On le dépose alors derrière la vitrine d'un musée où personne ne va le vnir. Car le musée tel que nous l'avons hérité de la période coloniale est, pour nous, un lieu vide, sans signification.

tout finit par reposer, trop souvent, sur l'activité d'une ou deux personnes. C'est ça qui est intolérable. Bien entendu, aujourd'bui, sans nier la puissance du groupe, il faut prendre en compte l'individu qui s'exprime de façon autonome. Avant, vous étiez obligé de subir la règle de la collectivité, celle des anciens. Maintenant, sans revenir sur le respect d'i aux personnes âgées, on ne peut que tenir compte de l'émergence des qualités individuelles. Mais, du fait du dépérissement de nos cultures traditionnelles, du peu de gens qui savent fabriquer aujourd'hui ces objets, de la rarefaction des rites anciens, je me demande si l'on ne va pas assister à l'émergence d'un nouveau type d'établissement muséa capable de conserver la mémoire de la culture africaine qui est en train de s'évanouir avec la mémoire de nos anciens — déjà des cérémonies sont mortes parce qu'elles n'ont pu être transmises. Et puis on s'aperçoit qu'il n'y a pas seulement le rite, mais aussi la puissance expressive de l'objet. Mais encore faut-il que nos aussi de prince de l'objet. jeunes générations puisse comprendre ce qu'est un masque, à quoi il sert. Et ce n'est pas à l'école qu'on lui apprend. Tant que les musées n'au-ront pas de rapport avec les struc-tures éducatives, ce seront des monroirs. Le nouveau « musée » africain ne ressemblera sans doute pas à ce qui existe en Occident. Comment imaginer, en effet, dans les années à venir – qui verront les conditions économiques de nos pays se détériorer probablement encore. - que nous puissions nous conformer à des modèles impossibles à assumer de facon indépendante sur le plan financier? Et comment ne pas imaginer une économie nouvelle du musée rer l'éveil des paysans. Faire en sorte africain en rapport avec les ressources de la population? C'est avec les élites de nos villages, de nos communautés rurales, qui ont créé

tantiels et qu'ils puissent se tant entendre. Un des grands risques pour la démocratie, aujourd'hui, e'est que due nous devons trouver des solu-tions. Propos recueillis par EMMANUEL DE ROUX

BULLETIN D'ABONNEMENT

copieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F Le Monde

PUBLICITE

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-66-29-33 mission paritaire des journaux et publicarions, nº 57 437 ISSN : 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Président directeur général :
Jacques Lesouras
Directeur genéral : relicie Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guiu. Philippe Dapuis
Isabelle Tsaldi.
15-17, rue da Calonti-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 63-125 F
Télés: 46-53-73 : Sociéé filiale
la SARI. It bineire de Medias et Régin Europe. Le Monde

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 · Tapez LEMONDE ou 36-15 · Tapez LM ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

Tál. : (1) 40-65-25-25 Tálácopieur : (1) 49-60-30-10 Tálex : 261.311 F **ABONNEMENTS** l, Place Hubert-Beuve-Méry 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél : (1) 49-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

PAYS role mesh-CZZ FRANCE Teril PAYS-BAS 536 F 572 F 790 F 1 038 F 1 123 F 159 F 1 890 F 2 006 T 2960 F

ÉTRANGER : per voie aérienne tarif sur demande. regyoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou Changements d'auresse cenumus ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux | Veuillez avoir l'oblig
semaines avant leur départ, en nom proprès en cup
indiquant leur numéro d'abonné.
301 MON 01

DURÉE CHOISIE Nom Prénom: Adresse: Code postal: Localité : Pays:

 Comment faire en sorte qua des cités comme Lagos ou Kin-shasa, cessent d'être des pôles d'attraction irrésistibles? - Est-ce que toutes les villes sont condamnées à être des Mexico, ou des Los Angeles? Ce n'est pas une fatalité. C'est un choix politique et culturel. Et c'est là que l'action de l'Etat doit être déterminante. Ces concentrations urbaines sont ingérables, d'autant que tes gens n'ont pas encore pris l'habitude d'habiter en hauteur et consomment de façon anarchique en produisant trop peu. Même Bamako, qui est beaucoup plus petit que Lagos, s'étend sur 30 kilomètres. La civilisation africaine, qui est une civilisation rurale, a besoin de s'inventer une urbanité.

«Le nouveau

musée africain

ne ressemblera pas

à ce qui existe

en Occident.»

Le poids des anciens semble d'au-tant plus lourd que les jeunes généra-tinns ont d'autres modèles sous les

yeux. Leurs membres s'en vont donc

vers les villes pour trouver la liberté.

Mais, dans les grands centres urbains, cette liberté tourne rapide-ment à la elochardisation. En Afri-

que, nous assistous à l'extension infi-

nie de mégalopoles sinistres où errent

des gens déracinés alors que nos vil-

lages, de plus en plus selérosés, se replient sur eux-mêmes. Il faut assu-

que ceux qui nourrissent le pays puissent aussi avoir des gains subs-tantiels et qu'ils puissent se faire

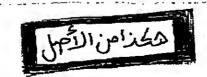
 C'est effectivement dans les villes qu'émerge une rouvalla culture africaine. C'est manifeste sur le plen musicel. - Le succes de la musique afrintre bien que la culture africaine montre bien que la culture afri-caine n'est pas morte et qu'elle est même suffisamment vivace pour intégrer des formes étrangères sans rien renier de ses origines. Succès que la radin permet de multiplier. Radio qui a, en outre, un fort impact sur nos vieilles civilisations orales – les radios associatives sont nom-breuses. Mais il y a un médium qui breuses. Mais il y a un médium qui véhicule une nouvelle forme de culture à travers tout le continent, jusqu'au an modes vestimentair à jusqu'au langage, c'est la télévision.
Pour l'instant, il faut bien avouer
qu'elle diffuse beaucoup de séries

Le Monde Edité par la SARL Le Monde

Jacques Lescume, gérant directeur de la publication Bruno Frappet directeur de la rédection Jacques Guitu directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général Rédecteurs en chef

Anciens directeurs :

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
14: 11, 40-65-25-25
Télécopieu: 40-65-25-99
ADMINISTRATION:
1, PLACE HUBERT-BELIVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TÉ.: 11; 40-65-25-25
Télécopieu: 49-80-30-10



The state of the s

The same of

PEC NO. 1

FREST Art. M.



TOGO: nouvelles exactions des militaires

Des milliers d'habitants ont fui Lomé après une opération de représailles des forces de sécurité tion de l'hôpital de Lomé a pour

Des milliers de personnes ont fui Lomé, dimanche 31 jenvier, au lendemain d'une opération de représailles des forces de sécurité qui e fait, selon un blien officieux, six morts (dont un enfant français) et quatorze blessés, tous civils.

Peu après le lever du jour, de longues files d'hebitents ont commencé è se diriger vers les sorties de la ville, en direction du Ghena – dont le frontiàre jouxte Lomé, - du Bénin - à une cinquantaine de kilomètres, - ou des villages.

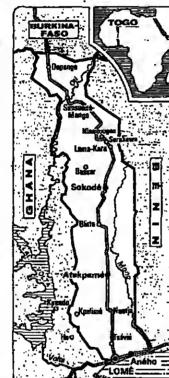
Samedi en début d'après-midi, au moins une centaine de militaires, gendarmes et policiers s'étaient répandus dans les rues de la capitale en déclenchant une intense fusillade, Selon le chef de l'Etat. le général Gnassingbé Eyadema, ces bommes cherchaieat à « venger » les agressions commises les jours précédents contre plusieurs de leurs camarades. Mercredi, jeudi et vendredi, à la snite de la répression par la police, mardi, d'une manifesta-tion de l'opposition - au cours de laquelle au moins seize personnes avaient été tuées, - un militaire avait été brûlé vif. un gendarme égorgé, deux policiers, deux gendarmes et un militaire blessés, selon les ministères de la défense et de l'intérieur.

« Devoir d'ingérence humanitaire »

L'opération de représailles a commencé une beure et demie après que la télévision nationale vres du militaire et du gendarme assassinés. Les premières fusillades out été déclehenées par une cinquantaine de soldats de l'unité d'élite des forces armées togo-

laises, la garde présidentielle. Des militaires d'autres corps, desgendarmes et des policiers se sont joints à eux pour répandre la terreur dans la ville, notamment dans les quartiers populaires du nord et de l'est, réputés favorables à l'opposition.

C'est dans un de ces quartiers, à Bé, qu'un enfant français de onze ans, dont l'identité n'a pas été révélée, a été mortellement atteint de deux balles alors qu'il se trouvait au premier étage de la maison de ses parents. La direc-



ment intervenu à deux reprises samedi pour « condamner les violences d'où qu'elles viennent » et nppeler les révoltés à ne pas « se rendre justice » eux-mêmes. Une délégation de l'opposition togolaise en visite au Burkina-

Faso a réclamé dimanene une intervention de la France ou de « toute autre puissance » au Togo, au nom dn « devoir d'ingérence humonitaire ». Au cours d'une conférence de presse, le chef de eette délégation, M. Bassirou Ayèva, dirigeant du Monvement patriotique dn 5 octobre (MO 5, radical), a estimé qu'nne telle

sa part déclaré avoir reçu einq

Peu après les fusillades, mili-

taires, gendarmes et policiers,

rejoints à la tombée de la nnit

par des eivils, ont entrepris de piller des dizaines de magasins et

boutiques. Fidèle à ses habitudes,

le général Eyadema est vaine-

morts et quatorze hiessés.

intervention devrait se concrétiser par «l'envoi de troupes militoires ».

Des consultations ont eu lieu dimanche entre plusieurs chefs d'Etat des pays membres de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour tenter de résoudre la crise politique au Togo, a indiqué à Lagos le secrétaire exéeutif de cette organisation, M. Ahass Bundu. M. Bundu a précisé que ces consultations se déroulaient sous l'égide du président en exercice de la CEDEAO, le chef de l'Etat béninois, M. Nicéphore Soglo. La

CEDEAO, a-t-il assure, «fero tout son possible » pour éviter que la situation togolaise « ne dégénère en guerre civile, comme au Libério ». - (AFP.)

« Notre coopération peut être arrêtée du jour au lendemain»

affirme M. Roland Dumas

all n'est pas question de nous transformer en gendarmes de l'Afrique, affirme M. Roland Dumas dans un entretien publié lundi le février dans le quotidien Sud-Quest. Le ministre des affaires étrangères estime néanmoins que «nous derons faciliter le processus démocratique, l'encourager et faire comprendre oux dirigeants qu'ils y ont intérêt». Et d'ajouter : « Nous disposons pour ce nomiques et financiers, et notre coopération peut être arrêtée du jour au lendemain.» Si cette éventualité a été concrétisée à la suite des émeutes de 1991 en ce qui concerne le Zaïre, elle

reste à l'état de menace pour ce qui est du Togo, Alors que les Etats-Unis, la CEE et l'Allemagne ont suspendu l'essentiel de leur coopération avec Lome depuis plus d'un an, la France n'a ajourné que son assistance militaire. La semaine dernière, aprés la répression sanglante d'une manifestation de l'opposition, tous les observateurs s'attendaient à voir la coopération civile suspendue. La puisque, l'administration togolaise étant en grève, tous les projets de coopération sont de facto ajournés. Mais Paris n'a pour l'instant annoncé aucune décision.

ZAÎRE: après les mutineries

centaines d'étrangers ont quitté Kinshasa pour le Congo

Plus d'un millier de ressortissants étrangers ont été évacues da Kinahasa vers Brazzaville, capitale du Congo, samedi 30 et dimenche 31 jenvier, eprès les mutineries de militaires qui ont fait une centaine de morts jeudi è Kinshesa, selon la Ligue zaīroise des droits de l'homme. Le bilan des troubles serait beeucoup plus élevé, ont indiqué des observateurs, elors que le situation n'était toujours pas revenue è le normale dimanche soir.

Environ 1 300 étrangers ont été évacués de la capitale zai-roise, dont 120 Français, qui ont traversé le fleuve Congo soua la protection d'une soixentaine de militaires fran-çais. Les dépouilles de l'ambasadour de Franco Philippe Bernard et d'un autre eitoyen français, également tué jeudi (le Monde daté 30 janvier-le février), ont été transportées à Brazzaville, à l'issue d'unc brève cérémonie en présence du corps diplomatique.

« Tueries systématiques »

Une partic des personnes évacuées – des Belges pour la plupart – a quitté Kinshasa à bord du bateau présidentiel, le Komonyolo, mis à disposition par le maréchal Mobutu après que celui-ci eut affirmé que les contingents français étaient les bienvenus, mais pas les soldats de l'ancienne puissance coloniele (330 soldats belges étaient arrivés samedi à Brazzaville, landis que 220 autres faisaient route vers la capitale du Congo).

Le ministre belge des effaires étrangères, M. Willy Claes, a indiqué que tant qu'aucun Belge n'aura été tué au Zaire. ces soldats demeureront à Brazzaville « pour ne pas risquer une inutile confrontotion ». Quelque 300 Belges ont été escortés jusqu'à leur ambassade à Kinshasa par la Division spéciale présidentielle (DSP).

Les membres de cette unité l'élite fidèle au président Mobutu s'étaient auparavant livrés à une répression féroce contre les mutina, selon M. Omar M'Kamba, conseiller du premier ministre de transition. « Il v a eu des tueries systématiques », 2-t-il dit. « Tout est dévasté et il n'y a pratiquement plus de nourriture », a pour sa part confié un diplomate.

Des religieuses belges ont été violées au cours de la nuit de vendredi à samedi à Kinshasa, a révélé M. Claes. « Beaucoup de violences ont été commises pour la prétendue reprise en main de lo situation. Nous devons regretter quelques viols de religieuses belges à Limete » (un quartier de la capitale zaïroise), e déclaré le ministre belge à la presse. - (AFP, Reu-

SOMALIE

Allègement du dispositif militaire américain

Quelque 2 700 soldats des troupes américaines déployées en Somalie vont quitter le pays, a indiqué dimanche 31 janvier le porte-parole des forces américaines, le colonel Peck. Cette réduction d'effectifs est la consé-

ont occompli leur mission et ne sont plus nécessaires icl », n explique le colonel Peck, en précisent que leur départ « n'ouroit oucun effet sur la capacité de la force d'in-tervention internotionale (ONU-SOM) à occomplir so mission humanitaire ».

D'autre part, les forces américaines, accompagnées d'éléments des troupes du Botswana, ont procédé à nue importante saisie d'armes, samedi, après le ratissage du quartier de Bakara, au centre de la capitale Mogadiseio, connn comme l'un des plus fournis en armes. Quatre camions de cinq tonnes ont été nécessaires pour transporter armes et munitions, souvent peu modernes.

En revanehe, l'opération lancée par 700 soldats américains contre le banditisme dans la petite ville d'Afgoi (au sud-ouest de Mogadiseio) s'est soldée par un maigre résultat : un seul fusil saisi. La population avair été prévenue la veille. - (AFP, AP.)

AFRIQUE-DU-SUD: tout en envisageant des élections multiraciales avant la fin de l'année

M. De Klerk s'emploie à rassurer la minorité blanche

Répondant à le demande de l'ANC, le président Frederik De Klerk a déclaré, dimanche 31 janvier, que des élections multiraciales pourreient evoir lieu cette ennée si les négociations en cours sur la démocratie et le multipartisme evançaient rapidement.

Vendredi. Il avait ouvert le session parlementaire au Cap en insistant sur sa volonté de poursuivre les réformes constitutionnellea. Meis, pour rassurer l'électorat blanc, il evait eussi souligné que celles-ci partent sur le droit des minorités et annoncé plusieurs mesures destinées à accroître la sécurité.

de notre correspondent

Alors que les critiques ne lui ont pas été due les citados le montes les difficultés conjuguées qui ont trait à la crise économique, à la violence et au blocage des négociations constitu-tionnelles, le président a voulu, vendredi, prouver que les choses allaient bien mieux que ne l'affirmaient «certains faiseurs d'opinion». La fin de l'année 1992 «o marqué un tournant», a assuré M. De Klerk, affirmant discerner désormais «un nouvel état d'esprit et un plus grand réa-

Il y n un peu de la méthode Coué dans de telles affirmations. Quoi qu'en dise M. De Kierk, les perspecuves demeurent incertaines. On l'a bien vu lorsque le président a abordé la situation économique du pays. Au débit : la chute des cours de l'or et

O CENTRAFRIQUE: SONVERS report des élections. – Les élections présidentielle et législatives, dont le presidentielle et legislatives, dont le premier tour devait avoir lieu le 14 février, ont été reportées, les préparatifs n'étant pas achevés, a annonce la commission électorale samedi 30 janvier, sans préciser de nouvelles dates. Le gouvernement D NIGER: remaniement ministédu président André Kolingba avait annulé les résultats des élections d'octobre dernier après des inci-

□ KENYA : 117 morts au moins dans un accident ferroviaire. — Une catastrophe ferroviaire survenue près de Mtito Andrei, à deux cents ktlomètres environ an sud-est de Nairobi, e fait eu moins cent dixsept morts, selon un bilan provisoire. L'aceident est survenu samedi 30 janvier lorsque le train reliant Nairobi à Mombasa, evec à son bord quelque 600 passagers, a déraillé et basculé dans nn fleuve, un pont ayant cédé sous le poids du convoi, après des pluies excep-tionnelles. Plus de 180 personnes sont en outre portées disparues. -

dents. - (Reuter.)

D MAROC: vsite en France du prince héritier. - Le prince héritier, Sidi Mohamed, fera une visite officielle en France, du 3 nu 5 février, be président Mitterrand, le premier ministre et plusieurs membres du gouvernement. Coordonnateur des Forces armées royales (FAR), il rencontrera le chef d'état-major, l'amiral Jacques Lanxade, puis visitera les chaînes de construction des Airbus à Toulouse et la 11. division de parachutistes, sta-tionnée dans le Sud-Ouest.

riel. - Certains membres du gouvernement étant candidats aux élections législatives prévues pour le 14 février, te premier ministre de transition, M. Amadou Cheffou, (AFP, Reuter.)

dentitete du 21 tevrier s'eteve a le leur que par erreur dans le Monde daté 31 janvier-le février. L'un des postulants, M. Aboubacry Dia, du Parti africain des écologistes du Sénéral (PAES), a en effet retiré sa Sénégal (PAES), a en effet retiré sa candidature.

du dollar, qui renchérit le coût des importations; une sécheresse sans précédent depuis plusieurs années; des structures industrielles vieillissantes; la baisse des recettes fiscales; et une situation politique qui rend les investisseurs hésitants. Au crédit : le ratentissement de l'inflation. «Il faudra encore se serrer la ceinture », a averti M. De Klerk, annonçant diverses mesures destinées à réduire les dépenses et à rationaliser le fonctionnement de la «coltieuse machine gouvernementale». Ceux qui, notamment parmi les Noirs, attendaient du convernement une répartition plus équitable des richesses, ou un programme de relance suscepcible de leur donner un emploi et un toit, ceux-là en seront pour leurs frais.

En matière de lutte contre la violence, M. De Klerk a manifesté un classicisme équivalent. Les pénalités qui sanctionnent la possession illégale d'armes seront ainsi renforcées, tandis que remises de peine et libéra-tions anticipées seront limitées. Surtout, M. De Klerk a envisagé la prochaine remise en cause du moratoire qui, depuis deux ans, dans un but de «réconciliation», suspend les exécutions capitales. Autant de mesures qui doivent beancoup aux mauvais sondages et à la chute de la popularité présidentielle.

Restait le délicat problème des

négociations constitutionnelles. Là

encore, M. De Klerk a peu innové. a annouce dimanche 31 janvier un « Ou nous poursuivons dans la voie remaniement ministèriel, incluant du changement, ou nous nous retirons notamment la création d'un ministère d'Etat «chargé de lutter contre parons à une sangiante bataille», la rébellion et pour la réconciliation a-t-il prévenu, avant de promettre nationale». Ce poste a été confié à M. Albert Wright, porte-parole du gouvernement. D'autre part, l'armés a house le la confié à de l'égard des femmes et de l'égard des fe mée a baussé le ton, samedi, son de proposer l'élaboration d'un texte porte-parole ayant déclaré que les sur les libertés fondamentales propre porte-parole ayant declare que les infilitaires « n'occepteront pas les troubles dans les mois è venir». — de droit». En dissertant sur les droits (AFP, Reuter.) chait aussi à ressurer ses électeurs D SÉNÉGAL : hult candidats à blancs. L'année dernière, ils avaient l'élection présidentielle. – Le nom-bre de candidats à l'élection prési-dentielle du 21 février s'élève à l'Etat. Les voilà aujourd'hui angoissés

GEORGES MARION

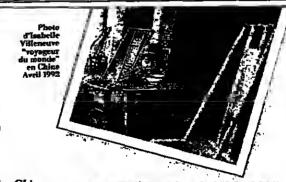
ANGOLA

Echec des négociations à Addis-Abeba

pienne, la délégation gouvernementale angolaise est repartie pour Luanda, dimanche 31 janvier, sans être parvenue à un accord de cessez-le-fen avec l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA).

Les deux parties ont en principe prévu de reprendre les discussions le 10 février à Addis-Abeba. Elles n'ont eependant pas caché que, d'ici là, les combats se poursui-

Au terme de trois jours de dis-cussions dans la capitale éthio-gence figure la volonté de l'UNITA gence figure la volonté de l'UNITA d'obtenir le démantèlement de la police anti-émeutes. Le mouvement de M. Jonas Savimbi a rejeté la proposition du gouvernement de placer cette police sous le contrôle de la force de l'ONU en Angola (UNAVEM). «Le peuple angolais doit se préparer ou pire», a déclaré le chef de la délégation gouvernementale, le général Higino Carneiro, cité par le Jornal de Angola. - (AFP, Revier.)



LA VRAIE CHINE.

our déconvrir la vraie Chine, consultez les spécialistes nº 1 de cette destination : Voyageurs en Chine. Ils sont les sents à pouvoir rous offrir à la fois de vrais conseils, de vrais choix, de vrais prix : les bonnes adresses, les simples rols programme et la liberte d'un voyage indimouble.

secs et les circuits les plus élaborés, les meilleurs tarifs et les opportunités. Pour en profiter, venez les consulter ou demandes la brochure gratuite: "Voyageurs en Chine 93".

VOLS A/R : PARIS/PÉKIN, PARIS/HONG KONG, PARIS/SHAN GAT: 4.890 F PRETOUR OPEN OU DATE FIXE AU CHORO. CIRCUITS ORGANISES : "LES 10 PLUS BEAUX SITES" : L'ITINÉRAIRE LE PLUS RICHE, LES PLUS ANCIENNES CAPITA-LES IMPÉRIALES, 25 JOURS À PARTIR DE 19.280 F LA CHINE À TOUT PRIXT : LA SÉCURITÉ D'UN VOYAGE

10 JOURS A PARTIR DE 12,290 F MARCO POLO LUXE" : LES PLUS BEAUX HÔTELS , LES SITES LES PLUS PRESTI-GIELLY DE LA CHINE IMMEMORIALE, 15 JOURS A PARTIR DE 20,300 F VOYAGEURS INCHINE: 45, RUE SAINTE ANNE, 75001 PARIS - TÉL : 42 86 16 40.

VOYAGER PLUS VRAI.

OYAGEURS

EN CHINE

Bon à découper et à retourner à loyageurs en Chine 15, rue Sainte Anne,

VEUILLEZ M'ADRESSER VOTRE BROCHURE GRATUITE "VOYAGEURS EN CHINE 98" : NOM _

CYADEURS EN CHINE FAIT PARTIE DU GROUPE

La guerre dans l'ex-Yougoslavie et l'échec de la dernière réunion de Genève

Des ertilleurs serbes ont bombardé l'hôpital heures dimanche 31 janvier, tuant deux personnes et en blessant sept eutres. Les artilleurs serbee, postés sur les hauteurs environnantes, ont également touché la vieille ville et les banlieues de l'est pendant la plus grande partie de la journée. La veille, l'ensemble de le capitale bosniaque avait subi d'intenses bombardements serbes qui avaient fait 20 morts et 88 blessés.

tentent de dégager dans le nord-est pour maintenir le lien entre la République de Serbie et les zones serbes de Bosnie.

En Bosnie centrale, une trêve est intervenue entre les troupes bosniaques, et les milices croates dimanche matin. Toutefois, le président bosniaque andommagé lors des combats antre Serbes et Alija izetbegovic, de passage à Zagreb dimanche,

Kosevo de Sarajevo et ses alentours pendant deux entre des troupes de l'arméa bosniaque et les dans l'Etat a tandis que le président croate Franjo permanence et, si un processus d'érosion rapide milices serbes la long du couloir que les Serbes Tudiman, en tournée électorale sur la côta, a se menifestait, les populations locales vivant en affirmé que les « Musulmans extrémistes et inté- aval auraient entre neuf et dix heures pour quitter gristes » bosniaques menacent l'identité nationale de la communauté croate en Bosnie.

> En Croztie même, l'un des experts britanniques dépêchés sur le barrage de Peruca, qui avait été Croates jeudi, e estimé que le risque d'effondre-

La radio a également fait état d'affrontements e accusé les Croates de Bosnie de créer un « Etat ment avait règressé. Le barrage est surveillé en la zone dangereuse, a déclaré M. Paul Back.

M. Back e rendu hommage à l'action des ingénieurs croates qui cont permis d'éviter una catastrophe», notamment en entreprenant de déverser des centaines de tonnes de terre sur le sommet du

déjà été evancée à plusieurs

reprises par la France, sans tou-tefois que lea modalirés mili-

taires envisagées pour sa miee

en œuvre aient jamais été publi-

On Indiquait le semeine der-

nière dans les milieux responsa-bles à Peris que l'idée était de

dégager les collines de Sarajevo de l'artillerie Inurde qui y est

concentrée, un objectif auquel les beligérants avaient d'ailleurs

souscrit dés le mois d'août der-

nier, mais qu'ile n'ont jamais

ettaint. Soit cette opération

recueille cette fols l'eccord

6 000 hommes supolémentaires

pour veiller à son déroulement :

soit elle est imposée de force

par les Occidentaux, ce qui sup-

poseran, din-on, le déploiement

de 20 000 hommes eu sol et

une importente protection

aérienne. Las Américains, qui

ont jusqu'à présent refusé d'engager des hommes au soi dans l'ex-Yougoslavie, n'ont apparem-

ment pas encore donné leur

point de vue. En tout étet de

cause, une telle intervention sup-

poserait que mandat soit donné

eux Occidentaux par une nou-

velle résolution du Conseil de

[1] Voir aussi l'International Herald Tribune du |= fèvrier

érieux des belligérants, et il faut

quement exposées.

Washington consulté sur une proposition française

Dégager par la force

les collines de Sarajevo?

L'emiral Jacques Lanxade,

chef d'état major des armées, e discuté evec son homologue

eméricaln, le général Colln Powell, des aspects militaires d'une proposition concernent la

Bosnie que la France envisage de relancer devant le conseil de

sécurité des Nations unies,

révèle Leslie Gelb dens un édi-torial publié dimanche 31 janvier par le New York Times (1).

Il s'agit d'une pert de faire aboutir le projet de résolution,

vieux de près de deux mois, sur

le renforcement de l'interdiction de survoi de la Bosnie. Ce pro-

jet, qui envisage des ections militaires en cas de violation de

cette interdiction, a'est heurté

jusqu'à présent aux réticences

des Britanniques et à celles du secrétaire général de l'ONU notamment. Il avait pour but de redonner une crédibilité aux décisions de l'ONU en témolgnant de l'ONU en condenant de l'ONU en témolgnant de l'ONU en t

de la détermination des Occiden-

taux à les faire respecter. Oe

l'avis général cependant, il e

quelque peu perdu de son intérêt, les violations de l'espace

aérien bosniequa par les eppa-

reile serbes eyant pretiquement cessé ces demières semaines.

L'autre volet de la proposition

françaiaa porte sur Sarajevo. Il

s'agit, note le New York Times, de rjeter immédietement un

ennesu militaire protecteur

autour de la ville essiégées. Cette proposition de faire de

MM. Vance et Owen comptent sur le Conseil de sécurité pour imposer leur plan de paix

de notre envoyé spécial

Faute d'accord, les négociations de Genéve sont done ajournées. Les deux médiateurs de la Conférence internationale sur l'ex-You-goslavie, lord Owen (pour la CEE) et M. Cyrus Vance (pour l'ONU), et M. Cyrus Vance (pour l'ONU), espèrent maintenant que M. Boutros Boutros-Ghali et les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies réussiront là où ils ont échoué: persuader, avec plus de poigne, les trois parties au conflit en Bosnie-Herzégovine que le plan global de paix qui leur est proposé est «viable», qu'elles doivent done le signer sans conditions et retouver « dons quelques et personner « dons quelques et proposé est « viable». et retourner « dons quelques semaines », selon un diplomate, au Palais des nations pour passer à la discussion sur les modalités d'ap-plication du projet de règlement — éventuellement amendé. En fait, ce scénario ne doit pas être totale-

Samedi 30 janvier, à Genève, c'était en tout eas l'impasse. MM. Vance et Owen avaient demandé, en séance plénière, une réponse aux trois volets de leur plan, et ce n'était pas la première fois. Les Serbes, les Musulmans et les Croates de Bosnie avaient déjà dit «oui» aux grandes lignes de la Constitution de la future République. Sur la question du découpage en dix provinces, Serbes et Musul-mans, contestant les frontières, ont

Quant oux conditions de la cessation des hostilités (séparation des forces, démilitarisation progressive et mise sous contrôle ou supervi-sion de l'ONU des armements lourds), les Serbes et les Croates les ont approuvées. Mais les Musul-mans continuent à les rejeter et réclament des wéclaircissements » que le général Nambiar, numéro un de la FORPRONU, devait essayer de leur apporter dans les jours à venir. Tout n'est donc pas définitivement bloqué.

Les critiques américaines

ininterrompues a depuis tôt le matin jusque tard le soir, ici à Genève, à Sarajevo, à Zagreb et à Belgrade », comme le souligne lord Owen, « alors qu'une guerre sou-vage et la purification ethnique se poursuivent pendant que nous par-lons » (notamment dans la région de Trebinje, où plusieurs milliers de Musulmans sont sur le chemin de l'exode), les deux médiateurs restent convaincus que leur plan de paix est « le meilleur ».

En transmettant le dossier aux Nations unies, il semble qu'ils veuillent à présent sayoir si oui ou non l'ONU et surtout les einq membres permanents du Conseil de sécurité soutiennent leur démarche. Ces dernières semaines, démarche. Ces dernières semaines, en effet, la presse américaine a multiplié les entiques à l'égard de cette mission sans fin, censée retarder une intervention militaire internationale «moralement» nécessaire, et à l'égard de M. Cyrus Vance en particulier, assimilé à un Chamberlain négociant avec des «criminels de guerre».

A Washington le nouveau secré-

A Washington, le nouveau secré-taire d'Etat, M. Warren Christopher, a laissé entendre que la «carte» de la nouvelle Bosnie était peu acceptable, car les frontières qu'elle dessine légitiment dans un certain sens le nettoyage ethnioue

EDITIONS

Bernard Feron et Michel Tatu

AU KREMLIN

comme si vous y étiez

Khrouchtchev, Breinev, Gorbat-

chev et les autres sous les feux

de la *glasnost*

En vente en librairie

 Décès d'Alexandra de Yougoslavie.
 Alexandra de Yougoslavie, épouse du roi Pierre II de Yougoslavie, contraint à l'exil en 1941, est décédée samedi 30 janvier à l'âge de soixante et onze ans des suites d'un cancer, à son domicile du Sussex. Alexandra, arrière-petite fille de la reine Victo-ria, avait épousé Pietre II à Londres, où il se trouvait en exil. De 1934 à 1941, Pierre II avait régné à Belgrade sous la régence de son oncle, puis avait du s'exiler après l'invasion de la Yougoslavie. Il est décédé en 1970 aux Etats-Unis. Le couple a eu un fils, le prince Alexandre, quarante-

accompli principalement par les Serbes et « punit » les victimes, à savoir les Musulmans.

Sans évoquer directement ces critiques – mais ils les avaient sans doute à l'esprit, – M. Cyrus Vance et lord Owen ont fortement insisté, samedi à Genève, sur le fait qu'ils n'avaient de leçon à recevoir de personne en matière de droits de l'enceme et autient que les distres de l'enceme et autient qu'en les distres de l'enceme et autient qu'en les distres de l'enceme et le les de les l'homme et souligné que les dispo-sitions de leur plan condamnaient sans ambigulté la purification etbnique et prévnyaient le retour dans leurs foyers des centaines de milliers de personnes déplacées.

a Sur ce point, chacun sait qu'il est exclu pour nous de faire des concessions. Une fois ce plan accepté, disait le médiateur mandaté par la CEE, aucune faction ne pourra empêcher les « casques bleus » d'entrer où ils veulent [dans ces zones auxquelles ils n'ont pas accès actuellement, NDLR) pour y assurer lo protection des popula-tions et le retour des réfugiés. » Mais, ajoutait-il, « il faut être réa-liste : le niveau d'onimostie et de haine qui règne actuellement en Bosnie est tel que cela prendra par-fois des années».

Contre une levée de l'embargo sur les armes

On a done le sentiment que MM. Owen et Vance aimeraient que le secrétaire général et le Conseil de sécurité de l'ONU entérinent rapidement et sans réserves l'essentiel de leur plan - contesté également à Paris - et leur don-nent le feu vert pour poursuivre leurs négociations. A leurs yeux, les différends qui subsistent entre les belligérants ne sont pas insurmon-tables. M. Boutros-Ghali et les cinq peys membres permanents du Conseil ont, s'ils le souhaitent, les « moyens politiques, économiques et militaires » de le faire appliquer,

Cela dit, en dehors d'une possi-ble résolution, plus muselée, concernant l'interdiction de survol militaire de l'espace aérien de la Bosnie-Herzégovine (qui est quasiment respecté depuis quelques semaines, selon les observateurs sent hostiles, dans les circonstances présentes, à d'autres formes de sanctions dans l'ex-Yougoslavie.

L'idée, par exemple, d'une levée de l'embargo sur les livraisons d'ar-mements pour la Bosnie, réclamée par les Musulmans de M. Izetbego-vic, par l'Organisation des Etats islamiques (OCI) et avancée du bout des lévres récemment par la nouvelle administration américaine, scrait, seion eux, «très dom-mageable à ce stade de la négocia-tion». Ils estiment qu'une telle décision aboutirait à une «explosion», à une guerre encore plus «soppistiquée» evec davantage d'armes dans l'ex-Yougoslavie, qui n'en manque pas, et dans une région en partieulier : la Bosnle-Herzégovine.

Une grande partie du potentiel militaire de la Fédération de Tito avait été concentré dans cette avait été concentré dans cette République qui, comme ses anciennes sœurs, était appelée à se défendre contre une agression «étrangère» (de l'URSS d'alors), par le bieis, notamment, d'une guerre de guérilla. Cette défense reposait sur la dissémination de multiples dépêts d'armes plus ou moins secrets, dans les montagnes moins secrets, dans les montagnes et les campagnes, dont se servent, aujourd'hui, les belligérants. « Prendre de nouvelles sanctions contre la

Serbie ou la République fédérale de Yougaslavie [MM. Miloscyte et Cosic], qui nous ont aidés dans ces pourpariers, entre autres pour ame-ner les Serbes de Bosnie à Genève », ne serait pas, selon lord Owen,

Les Croates de Busnie de M. Mate Bohan ont approuvé, sans le moindre ronchonnement, le plan de paix de MM. Vance et Owen, qui les satisfait tant en ce qui concerne les principes constitutionnels de la future Bosnie que les frontières. Il va au-delà de leurs revendications premières. Les Serbes de M. Radovan Karadzic, quant à eux, souffient le chaud et le froid. Ils se disent prêts - du moins à Genève - à faire des concessions sur leurs conquêtes géographiques, mais ne renoncent pas à leur idée d'une a continuité territoriale» entre les régions serbes de Bosnie.

"Nous n'ayons pas peur d'une intervention militaire », disaît M. Karadzic, toujours prompt à offirmer cyniquement que les Serbes sont en fait les victimes de la purification ethnique, que son « gouvernement » n'a jemais ordonne une telle « purification » et qu'il est favorable eu retour de e tous les réfugiés» dans leurs foyers. Sur les tracés des frontières de le future Bosnie, il propose « démocratiquement » des référendums locaux pour tégler les contentieux. Ce à quoi MM. Vance et Owen se sont fermement oppo-

Si Serbes et Croates, dans cette négociation, paraissent sur bien des points très proches, les Musulmans, principales victimes du conslit, en dépit du fait qu'ils mènent depuis quelques jours une contre-offensive militaire sur plusieurs fronts, demourent pour le moins critiques à l'égard du plan Vance-Owen. Ils ont rejeté fermement la «carte» proposée qui, à leurs yeux, prend trop en compte des critères ethniques et remet totalement en question le caractère multiculturel et multi-ethnique de la Bosnie d'avant-guerre. Ils réclament soit la leyée de l'embargo sur les armes, e pour nous permettre de nous defendre », disent-ils, soit une intervention internationale « pour garantir la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine» et éviter son

M. Izetbegovie affirme, au regard de ce qui se passe à Sarajevo, « avoir le soutien des opinions mubliques internationales, ce qui est important, mais peut-être pas celui de tous les gouvernements occidentaux». La position apparemment «dure» des Bosniaques peut s'expliquer par le flou qui a entouré, jusqu'à présent, la position de M. Bill Clinton et de la nouvelle administration américaine concernant les Balkans. Un «éclaircissement» qu'attendent aussi les Euro-

Les officiels affirment eux-mêmes

que leurs relations avec Zagreb sont

e plus chaleureuses » qu'avec Belgrade. En même temps, les responsa-bles soulignent qu'il n'est pas ques-

tion pour l'Ukraine d'aller au-delà

d'une participation è une mission de

maintien de la paix, mission considé-

rée ici comme satisfaisante : elle per-

met à l'Ukraine de se faire un nom

et d'établir sa réputation sur la scène

internationale. Par silleurs, l'Ukraine

se prépare à accueillir des enfants

refugies: il s'agira principalement d'enfants de la minorité ukrainienne,

forte d'environ 30 000 personnes, qui

ROMA IHNATOWYCZ

réside dans l'ex-Yougoslavie.

ALAIN DEBOVE

Kiev dément avoir violé l'embargo de l'ONU contre la Serbie

correspondance Les responsables ukrainiens ont réagi avec vigueur aux accusations venues de Bucarest et de Solia, selon lesquelles le pétrole transporté par des barges vers la Serbie avait été chargé en Ukraine (le Monde daté 31 janvier-1* février). Les autorités roumaines et bulgares avaient de cette manière cherché à se défausser de l'accusation de n'avoir tien fait pour s'opposer à cette violation de l'embargo sur les livraisons à la Ser-

Le ministère des affaires étrangères et la direction des gardes-frontières utrainiers ont l'un et l'eutre affirmé, vendredi 29 janvier, que les six barges poussées par le bateau serbe le Bihac, qui evaient fait escale le 20 décembre dans le port de Reni en Ukraine, étaient chargées de pétrole et d'autres produits sen provenance de Russie, de Bulgarie, de Chypre et de Turquie» et devaient être déchargées à Riven, en Bulgarie, ainsi qu'à Vukovar, en Croatie. Les documents tenhimmt estre acceine deivent être. établissant cette origine doivent être remis aux Nations unies des que l'enquête sera terminée, indique le communiqué publié par le ministère des affaires étrangères.

Cette affaire « jette une ombre sur les bonnes intentions manifestées par l'Ukraine» dans le conflit yougoslave, explique un fonctionnaire du minis-tère. Ces «bonnes intentions» se sont notamment traduites par l'envoi, dans le cadre des forces de l'ONU, dans le cadre des forces de l'ONU, d'un contingent de 400 soldats à Sarajevo. Trois d'entre eux ont été tués. L'Ukraine s'est aussi jointe à l'embargo décrété par l'ONU contre la Yougoslavie, et, contrairement à ce qui se passe à Moscou, le Parlement de Kiev ne manifeste pas de soutien bruyant à la Serbie. «Le moins qu'on puisse dire est que l'Ukraine n'a pas une attitude pro-serbe», explique le leader du mouvement d'opposition leader du mouvement d'opposition démocratique Roukh. De fait, beaucoup d'Ukrainiens éprouvent plutôt de la sympathie pour les Croates, et établissent un parallèle entre les deux nations, l'une et l'autre longtemps nations, l'une et l'autre longuemps soumises à l'hégémonie de laur puis-sant voisin, qu'il soit russe ou serbe. Avec cette différence majeure que la guerre n éclaté dans les Balkans, alors que les Slaves de l'Est sont parvenus à garder leurs désaccords sur le table

M. Mazowiecki s'interroge sur l'utilité de sa mission

Rapporteur spécial de la com-mission des droits de l'homme des Nations unies depuis août 1992, M. Tadeusz Mazowiecki va-t-il poursuivre sa mission? De passage à Paris à l'invitation du ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, et de quelques parlementaires, l'ancien premier minist polonais s'interroge sur l'utilité d'une poursuite de son mandat.

«Ma mission est très frustrante, a-t-il déclaré dimanche 31 janvier au Monde. Je ressens profondément le fossé entre la multiplication des enquêtes et l'absence de résultats concrets. Ma tache est d'adresser des recommandations au Conseil de sécurité des Nations unies, qui, hui, doit prendre des décisions. Si jusqu'à présent j'ai poursuivi ma mission, c'est parce qu'à Sarajevo et dans d'autres endrolts où j'ai pu me rendre des gens ont place leur confiance en moi. Ils ressentiraient mo démission comme un aveu d'échec. »

M. Mazowiecki a fait trois tournées dans l'ex-Yougoslavie, dont la dernière vient de le mener en Macèdoine. « J'y ai vu des représentants du gouvernement, du Parle-ment et de l'opposition. J'ai rencon-tré aussi les représentants des Albanais, Turcs. Tziganes, Valaches et Serbes. A l'exception de ces derniers, tous m'ont offirmé vouloir une Macédoine indépendante. J'ai pu me rendre compte des énormes difficultés économiques de ce pays, dues à la supension des accords économiques avec les ex-Républiques yougoslaves, à l'embargo et à la position de la Grèce.

» Il y a contradiction entre l'esti-"Il y à contradiction entre l'estimation que fait l'Europe d'un danger d'extension du conflit en Macèdolne à partir du Kosovo et la
non-reconnaissance de la République macèdonienne par les instances
internationales. Du point de vue de
mon mandat, qui est celui de la
défense des droits de l'homme, j'estime qu'il faut reconnaître la Macèdoine, car le droit le plus important doine, car le droit le plus important est celui de vivre en sécurité. » La dernière proposition faite par la France sur le nom de cette République peraît inaccepteble à M. Mazowiecki, qui considére le dénomination, par exemple, de «République ex-yougoslave de Macédoine» comme humiliante pour ce petit pays.

Par eilleurs, le rapporteur spécial a vivement regretté le manque de collaboration et de coordination entre les diverses commissions d'enquête, notamment en ce qui concerne les viols systématiques des fentmes en Bosnie-Herzégo-vine. Ce manque de concertation, a-t-il relevé, « a pour conséquence un éparpillement de nos efforts et, à in longue, nous risquons d'être de moins en moins crédibles. Il est très pénible pour ces semmes de répéter pour chaque commission d'enquête le récit de leur supplice».

ELISABETH KULAKOWSKA

Une double formation française et américaine au management.

L'assurance d'un M.B.A. reconnu. Des noms qui parient

d'eux-mêmes :



MBA Institute Enseignement Supérieur International Libre 38. rue des Blancs Menteaux 75004 PARIS - Tél. (1) 42 78 95 45

Admission directe en 2' année. Concours spécial Prépiles 4 et 5 juin 1993 (inscription avant le 30 mars 1993).



Le Monde ● Mardi 2 février 1993 5

EUROPE

prise du pouvoir par Hitler.

de notre correspondant

dre de cette journée commémora-

ESPAGNE: trente mille personnes aux obsèques

Le meurtre de trois adolescentes a bouleversé le pays

MADRID

telpesse to barrage out suitelle a

set entre neuf et une havenn pour quite Also, a declare to paul Sack k & retidu hommage 2 10 fon ces inge

the que want pormis if ou der one care-

servicent an antrapacional de deverse

son de turbes de terre : ut in sustimeté

our une proposition danging

11767

· par la force

tofiers que les

SUMMER OF THE SPIRE !

BUT CONTACT TO LAND

& OGC 1s.

PARTY LAND

82 mission

AL ALL

411

£

i. . . .

Property of the

4.

71271117

4.500

The State of the S

Calabian 15

. - .---

1 2 Mars 2

at un processure de crusica rapide

alt, les populations, profes vivantes

de notre correspondant

Trente mille persoones ont assisté, samedi 30 janvier, à Alcasser, petite localité proche de Valence (Levant), aux obsèques de trois adolescentes seuvagement assassinées. Ce triple meurtre bouleverse toote l'Espagne. Le pape e envoyé uo message de condoléances et les plus bautes autorités de l'Etat, y compris le roi, ont fait part de leur émotion.

La découverte, mercredi dernier, des cadavres de Miniem Garcia et Desirée Hernandez, quetorze ans, et Aotonie Gomez, quinze ens, toutes trois d'Alcasser, a mis fio à soixante-quinze jours de recherches et d'espérance. Cette longue ettente aurait pu être éternelle si un apiculteur n'aveit, par hasard, remarqué de la terre remuée à proximité e ses ruches, dans uo endroit tout à feit isolé. En s'epprocheot, ce retraité eperçut à travers les herbes un bras sortant du sol comme pour demaoder de l'aide. La guardia civil devait retirer trois corps enterres eôte à côte, ceux des trois jeunes filles dont on était sans nou-velles depuis le 13 oovembre et que des centaines de personoes ont

cru apercevoir un peu partout. Ces trois amies voulaient eller à une fête, dans une discothèque. Un voisin leur a feit faire un bout de ehemin puis elle oot cootioué à pied les cinq cents mètres qui restaient, tout en levant le nouce. Une voiture blanche s'est arrêtée et on ne les e plus revues. Les eutorités se sont elors mobilisées pour retrouver celles que l'oo a d'abord prises pour des fugueuses, puis pour des victimes de la traite des blanches. Les parents se sont tou-

POLOGNE

Le Sénat a adopté la version atténuée de la loi interdisant L'avortement----

Le Sénat poloneis e edopté samedi 30 janvier, à le mejorité d'uoe scule voix, le version etténuce du projet de loi interdisant l'evortement voté le 7 janvier par

Le verdict du Sénat a constitué une surprise, dans le mesure où l'on s'attendeit généralement à Varsovie que cette Chambre, réputée plus conservatrice que la Diète, durcisse le projet de loi dens le sens d'une interdiction absolue de l'interruption volontaire de grossesse. Le texte edopté, qui doit à présent être soumis à la signature du président Walesa dans les trente jours, prévoit quelques exceptions à l'interdiction de l'IVG (le Monde du 9 janvier) et encourage la contraception. - (AFP.)

jours refusés à envisager le pire alors que, le temps passant, les policiers ne voyaient guère d'autre hypothèse. Selon les premiers résultats de l'enquête, les trois adolescentes ont été emmenées de force dans une baraque abandonnée, tor-

turées, violées, et tuées d'une balle

Alors que toute la ville réclamait déja justice et la tête des assassins, les euteurs présnmés du triple meurtre étaient identifiés en un temps record. Près des tombes, les policiers avaicot découvert un morcean de papier sur lequel figurait un traitement psychiatrique et un nom : Enrique Anglés. Tout fut eosuite très faeile. Si Enrique Anglés a été mis bors de cause, son frère Antonio, vingt-trois ans, petit délinquant qui n'e pas réintégré la prisoo à la suite d'une permission, est en fuite. Son complice présumé, Miguel Ricart, voleur de voitures de vingt-trois ans, e été eppréun troisième individu.

MICHEL BOLE-RICHARD

Une première télévisée pour les ministres de la CEE

Pour la première fois dens l'histoire de le Communauté européenne, quatre chaînes de télévision (Euronews, la chaîne danoise DR, l'allemende ARD et l'américaine CNN) devaient diffuser en direct, lundi 1ª février, la réunion du conseil des ministres des affaires étrangères de la CEE, jusqu'à présent réunis à huis clos. Ce premier débat télévisé deveit porter sur le programme de danoise, le signeture d'un eccord d'association :evec le Roumanie et les négociations portant sur l'élargissement de la Communauté.

Cette initiative, destinée à donner plus de transparence aux travaux communautaires, fait sulte eux bonnes résolutions prizes eux sommets de Birmingham et d'Edimbourg pour lutter contre l'opacité du princessus décisionnel des Douze. Toutefois, seulea les premières heurea de discuasion seront filmées, la confidentialité retrouvent ensuite tous ses droits pour l'examen du dossier yougnslave. Les evis restent partagés, eu seln des Douze, quent à la portée réolle de ce genre d'émissinn présentée comme un «gadger» par les uns et comme une « avancée utile » par les eutres.

HONGRIE: le différend avec la Slovaquie sur le Danube

La position de Budapest a évolué à propos du barrage de Gabcikovo

BUDAPEST

de notre correspondant

Face à l'impasse dans laquelle se trouve l'épineux contentieux bun-garo-sloveque à propos du dauble barrage électrique de Gabcikovo-Nagymaros sur le Danube, les dirigeants de Budapest ont amorcé une sensible évolution de leur position.

La Hongrie a dénoncé, eo mai dernier, le traité de 1977 pour le construction de cette centrale, affirmant, entre autres, que sa mise en œuvre entraînerait de graves dégâts écologiques. « C'est dommage que nous n'ayons pas cru nos propres yeux », nous affirme aujourd'hai M. Gyula Kodolanyi, le conseiller du premier ministre pour les affaires étrangères. « Nous pensions que les Tchécoslovaques allaient suspendre leurs travaux quand nous avons dénoncé le traité. Lorsqu'ils ont détourné les eaux du Danube (le 24 octobre dernier pour alimenter Gabcikovo) nous avons été pris de court. Et nous sommes désormais placés devant un fait accom-

M. Kodolanyi, ancien membre du Cercle du Danube, mouvement de dissidents qui a lancé la mobilisation contre cette centrale sous le régime communiste, evait indiqué la semeine dernière au qootidien Népszabadsag que « cette situation n'est pas immobile, elle avance vers

un compromis». C'était aussi l'une des premières fois qu'un responsable gouvernemental affirmait publiquement qu'il regretteit que « le gouvernement air les mains liées » par uoe résolution parlementaire qui limite le mandat des négocia-teurs magyars à la seule dénonciation du traité de 1977.

Les autorités bongroises ne cachent pas non plus leor amertume envers l'ancien gouvernement fédéral tchécoslovaque et le présidont Vselav Hevel, à qui elles reprochent d'avoir cédé aux pressions siovaques. «Après le changement de régime, nous estimions qu'il était impossible que le président Havel soutienne ce projet». souligne M. Kodolanyi.

Ces aveux d'échec semblent indiquer que la Hongrie se soit mainte-nant résignée à chereher uo compromis qui lui permette de sauver la face, d'autaot que les oégociations evec la Slovaquie piétinent. Autre indice de cette évolution : la dernière rencontre tripartite entre Budapest, Bratislava et la Commission européenne la semaine dernière, paraît avoir progressé sur la question cruciale du volume d'eau qui doit revenir dans le lit origioel du Danube. Les entretiens doivent

se poursuivre début février . YVES-MICHEL RIOLS **ALLEMAGNE**: le soixantième anniversaire de l'accession de Hitler au pouvoir

« Plus jamais ça!»

En point d'orgue au puissant ders politiques. La capitale en titre mouvement de protestation de la nouvelle Allemagne était à organisé ces deux derniers nouveau au centre de l'ettention. mois pour réaffirmer l'attache-Depuis l'Alexanderplatz jusqu'à la ment des Allemends aux colonne de le Victoire, de l'est è valeurs de la démocratie, des l'ouest de Berlin, sur le grand axe centaines de milliers de perde parade qui emprunte l'avenue sonnes ont pris part, samedi Unter den Linden et passe à la porte de Brandebourg, près de 30 janvier dans toute l'Allecent mille Berlinois ont constitué à magne, à des rassemblements la tombée de la nuit une chaîne ou à des manifestations contre humaine silencieuse, éclairée eux le racisme, l'antisémitisme, le bougles, qui s'est éteinte symbolinationalisme, pour marquer le cuement è 18 heures pour ne laissoixantième anniversaire de la ser que le «Plus jamais ça l». Au même endroit, il y e sobrante ans, le jour même où Adolf Hitler avait été chargé de former le gouvernement par le maréchal Hindenburg, es forces vives du nazisme avaient défilé aux flambeaux sous la porte «Plus jamaia çal», le mot d'or-

subjuguée. tive s'est inscrit samedi 30 janvier en lettres de feu, à l'aide de cen-Dans plus d'une trentaine de taines de petits lampions, au pied villes ellemandes, des défiléa ont de la porte de Brandebourg. C'est réuni au même moment des foules è Berlin qu'avait eu lieu, le 8 importantes. Le président de la novembre 1992, le première République, M. Richard von Weizsacker, a pris part à une cheine grande manifestation contre le

de Brendebourg devant une foule

tock è sa banlieue de Lichterhagen, où la violence reciste avah conou son paroxysme en enût demier. Après plusieurs nuits de harcèlement, les émeutiers, parmi lesquels de nambreux jeunes de la cité, y avaient incendié un centre d'accueil de demandeurs d'asile et un foyer de travailleurs vietnamiens. La police avait fait preuve d'une passivité dont parsonne n'e encore voulu jusqu'ici assumer la responsabilité politique.

Le mobilisation contre le violence, depuis la mois de novembre, répondait aux critiques venues de l'étranger contre le manque de réactions des autorités, A gauche comme à droite, les partis politiques, qui polémiquaient depuis des mois sur la réforme du droit d'asile, evalent paru complètement paralysés devant le phénomène. La profenation de mémoriaux juifs, les ettaquea contre les étrangers, notamment tures, ont brusquement fait prendre conscience du danger.

centaines de milliers d'Allemands, surtout à l'ouest, sont descendu dens la rue pour affirmer que le nouvelle Allemagne ne pouvait rien avoir de commun evec les nostalgiques du III- Reich. Eglisee, syndicats, entreprises ont rivalisé d'initiatives pour prendre la défense

Paratièlement, la police et la justice ont durci la répression contre les auteurs de violences. Plusieurs groupuscules ant été interdits. Le Parti républicain, la plus importante formation d'extrême droite, e été placé sur le liste des farmations politiques à surveiller.

Les ettaques contre les foyere n'ont pas complètement disparu, maia lea bandes de jaunea qui semaient la terreur font moins parler d'elles pour le moment. Le débat politique s'eat reporté du problèma de la limitation de l'entrée des immigrés à celui de la crise économique et de la solidanté de l'ouest envers l'est de l'Alle

HENRI DE BRESSON

VOTRE BANQUE PEUT BIEN VOUS ACCORDER DU TEMPS PUISQUE VOUS LUI CONFIEZ VOTRE ARGENT.



AU CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE, UN CHARGÉ DE CLIENTÈLE N'A QU'UN NOMBRE LIMITÉ DE CLIENTS.

On ne dépose pas son argent dans une benque comme on le dépose dans un coffre-fort. On veut le gérer, avoir des coneeile financiere, des solutions... Ce dont on a besoin, c'est d'un interlocuteur disponible et compétent. Au Crédit Commerciel de Frence, c'est simple, un chergé de clientèle

n'e qu'un nombre limité de cliante. Il est donc disponible à la foie pour essurer la gestion de votre compte courant, et pour étudier avec vous les différente projete que vous lui confiez. Vous pouvez diecuter avec lui de l'avenir de votre petrimoine, recevoir dee conseils financiers, réfiéchir è

vos plecements, notamment pour les valeurs mobilières. Il répond à vos baaoine de crédit, vous informe at vous conseilla, en touta discrétion. Il suffit de franchir la porte d'une agence pour s'apercevoir que le Crédit Commerciel de Frence sait consecrer du temps à ses cliente.



C'EST TOUS LES JOURS QU'ON JUGE SA BANQUE.

Le président Rafsandjani estime que Téhéran n'a aucune concession à faire en politique intérieure ou étrangère

n'a rien à se reprocher : il est victime de la propagande hostile des Occidentaux, eussi bien au sujet de ses relations evec l'étranger que de sa politique intérieure ou de défense. Le chef de l'Etat, M. Ali Akber Hachémi Rafsandjani, l'affirme sane ciller. C'est danc eux autres, aux Etats-Unis en particulier, de faire le premier pas pour améliorer leurs relations avec Téhéren, e-t-il expliquá, lors d'une conférence de presse, réunie, dimanche 31 jenvier, le première depuis dix-huit mois.

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

L'air tranquille, ne s'emportant qu'une seule fais en quelque deux heures de conférence - «Si vous voulez etre juste, vous devriez retirer vos propos», a-t-il dit à un journaliste qui l'interrogeait sur les droits de l'homme en Iran, - M. Raf-sandjani s'est borné à plaider non soupcons portés contre son pays, avec pour principe de défense: l'Iran n'est, a priori, animé d'aucune «hostilité ou animosité» envers les autres pays; mais « il ne fera pas de compromis sur ses principes». C'est à pren-dre ou à laisser,

Les raisons pour lesquelles les rap-ports avec les Etats-Unis sont tou-jours aussi mauvais? «C'est la politique impérialiste o de Washington, a répondu le président en énumérant le gel des avairs iraniens, estimés à quelque II milliards de dollars -

de Gaza

Suite de la première page

Même à Gaza, aù l'on avait du

mal à oublier le « briseur d'os » de la fin des années 80, ce même

général qui s'était fait fort de « cas-

ser les reios» du soulèvement nais-sant, même ici une légère brise de

confiance s'était levée. Seuls quel-ques esprits chagrins prédisaient qu'à soixante-dix ans il était

impossible » qu'Itzhak Rabio, le

nouvenu premier ministre, ait pu changer, a Même s'il veut un accord

avec nous et les pays arabes, disaient les plus optimismes, il reprendra sa politique de la main

Statistiques pour un rêve brisé. A peine élu, M. Rahin avait annoncé qu'il mettait fin sur-le-champ à l'une des punitions collec-

tives les plus cruelles appliquées à uo peuple rebelle : le dynamitage de mnisons familiales dans les-

quelles un «terroriste» avéré avait

pu trouver, un moment ou l'autre, gite et couvert. Hélas! mains d'un mois après la proclamation, les sol-

dats du nauveau gauvernement

« de gauche » inauguraient une nouvelle méthode : la destruction,

au missile anti-char, de logements simplement susceptibles d'abriler

des « terroristes » recherchés par le Shin Bet.

Depuis le mais de juillet dernier.

seize apératians de ce type ont été menées à Gaza : vingt-neuf mai-

sons ant été attaquées, le plus sou-vent réduites à l'état de gravas.

Dans la majarité des cas, les

familles concernées n'ayant guère eu plus de trois minutes pour sortir

leurs effets personnels et sauver leurs vies, elles ant tout perdu :

meubles, appareils menngers,

livres, souvenirs, vêtements, tout a brûle, tout a été mitraillé. Dans six maisons seulement, l'armée a agi

sur des renseignements finbles et il se trouvait effectivement des

hammes recherchés à l'intérieur. Sept ont été arrêtés et deux tués.

Au cours des six premiers mois de la « pragmatique » administra-tion Rabin, quatre-vingt-huit Pales-tiniens, selan M. Huïder Abdel-Chali, président de la délégatian

Chafi, président de la délégation palestinienne aux négociations de

paix avec Israel, ant été tués par l'armée. Au cours des six mais pré-

cédents, saus le gouvernement nationaliste de M. Shamir, cin-quante-trois résidents des terri-toires avaient été lués : vingt-cinq

cadette en avait neuf, et, comme

les deux tiers des jeunes vietimes, elle a été tuée dans la bande de

Gaza, étroite langue de terre,

Dans la poudrière

régler ce problème serait, à ses yeux, un «signe de bonne volonté» de la part de M. Bill Clinton, – l'attitude envers les Palestiniens «dont nous parageons les souffrances», «l'ingérence dans les affaires du Golfe» et «la catastrophe de Bosnie», que les Estet Linis «totot» d'impress. Etats-Unis « tentent d'ignorer ».

M. Rafsandjani estime que « la politique des Etats-Unis aujourd'hui est incompatible avec les idéaux de la révolution islamique». Tout dialogue politique demeure danc tributaire d'un changement de la part de l'ad-ministration américaine, ce dont le président iranien doute fort - «Il n'y a pas de signe de bonne volonié», dit-il. Mais cela n'empêche pas les échanges commerciaux d'aller croissant entre les deux pays car «ils répondent aux besoins des deux Etats».

« Citez-moi un seul cas à propos duquel Téhéran doit changer d'atti-tude!», s'est-il exclamé. Or, l'Iran est accusé, au moins per les Occidentaux et certains pays arabes, de soutenir les extrémistes islamistes de toutes nationalités, de nourrir des visées hégémaniques dans le Golfe, de se réarmer outre mesure, sans oublier l'«affaire Salman Rushdie» et les violations des droits de l'homme. Si une partie de ces accusations n'est, il est vrai, pas vérifiable, les réponses de M. Rafsandjani ne le sont pas davantage pour la plupart.

L'affaire Rushdie

«Nous n'avons rien qui s'appelle exportation de la révolution», a-t-il dit, ajoutant que la République islamique est «disposée à aider» ceux qui l'ont prise pour modèle. «Il n'y a pas un seul milliaire tranien au Soudan, aucune présence iranienne en Somalie, pas même politique.» Quant

ceroée par l'Egypte, Israël et la Méditerranée: 360 kms carrés, buit cent mille résidents, les deux tiers dans des camps de réfugiés. L'une des plus fartes deosités humaines de la planète. Dans cette

nasse, en deux mois, ontre les

morts, deux cent quarante-huit jeunes Palestiniens ont été blessés

par balles, réclles, plastifiées ou caoutchoutées. « On n'arait plus vu

cela depuls au moins deux ans », s'alarme-t-on à l'Ageoee des Nations uoies pour l'aide aux réfu-

Barbelés

et miradors

enfants. Une sorte de jeu violent, parfais martel, auquel on se livre

après l'école. Pour devenir un

heros ou un «martyr». Pour trom-

per l'ennui. Parce qu'on n'a jamais rien connu d'autre que l'occupa-tion militaire et qu'on a trop sou-

vent vu des parents arrêtés, bous-eulés, humiliés. L'Intifada, c'est une vague de haine déferiante, cha-que jour recommencée. Et voilà les

pierres qui s'envalent à nouveau. Les frondes se tendent, les cris, les

insultes redaublent. Dépenaillés,

bravaches, les gamins sont revenus narguer les soldats en treillis.

tez si vous ètes des hommes! Allez ! venez vous battre sans armes! Pèdè-

rastes! Fils de p...!» Ils out appris toutes les injures possibles. Ils les

« Bande de poules mouillées! Sor-

L'Iotifada, e'est la batnille des

giés palestinieus (UNRWA).

drons par tous les moyens possibles », a affirmé M. Rafsandjani, alors que Téhéran est désigné comme l'un des bailleurs de fonds du Mouvement de la résistance islamique Hamas dans les territoires occupés par Israel.

L'Etat juif est « un gouvernement illégitime, avec lequel aucun gouvernement islamiste ne devrait établir de relations », estime le chef d'Etat. Evequant les succès enregistrés, selon hui,

Candidat à sa propre succession

de notre envoyée spéciale

M. Rafsandjeni n clairement M. Hafsandjeni in ciairement indiqué, dimanche, qu'il serait candidat à se propre succession à l'élection présidentialis du mois de juin procham. « J'ai consecré ma vie à la révolution. Si la société a besoin de moi.... S'il est nécessaire que je sois sur la scèna (politiqua), ja demaurarai sur la scène», a-t-il dit nu cours de sa conférence

Les médins iranians ant récemment cité un certain nombre da a présidentiables », notamment l'ayatollah Khomeiny-Ha, membre du «Conseil de discernement a chargé d'arbitrer entre l'exécutif et le législatif, et la président du Parlemant, M. Ali Akber Nategh-Nouri. Mais ce demier a déjà indiqué qu'il ne serait pas candidat si l'actuel président l'était.

déversent par tombereaux. En hébreu, parce que cela fait plus mai. Là-bas, tranquille et calme comme à l'entraînement, le soldat n reposé son genau à terre. Il épaule. Quatorze blessés par balles aujourd'uni, dix-huit demain, vingt et un hier, trente-quatre svant-hier, L'UNRWA tient les comptes. Demain ou après demain, au quar-tier général de la défense, à Tel-Aviv, un porte-parole essaiera d'expliquer, comme à l'accoutumée, que les soldats ont respecté les consignes de tir, qu'ils ont fait les sommations d'usage, qu'ils se sen-taient menacés ou qu'ils o'avaient pas le choix. La version officielle est parfois vraie, parfois fausse. Cela o'a plus guere d'impurtance,

chacun croit ce qu'il veut. Il était 16 heures 30, un jour comme presque tous les autres, à la fin du mois de janvier, à Jabalya. Le plus grand, le plus «dur» des buit camps de réfugiés de la bande Gaza. Jahalya-la-poudrière. C'est ici, exactement sur ce terrain vague poussiéreux et jonché d'ardures, que la première manifesta-tico violente de l'Intifada a éclaté. C'était le 8 décembre 1987. Depuis cette date, cent onze Israéliens, civils et militaires, ont été tués par des Paiestiniens. Dans le même temps, dix fais plus de Palestiniens sont tombés sous des balles israéliennes. Près de six cents autres, accusés de «collaboration avec l'ennemi », ont été assassinés par d'nutres Palestiniens, «justiciers du soulèvement ».

A Jabalya, survivent soixantesept mille va-nu-pieds, entassés dans des empelets de taudis repoussants, des pents pâtés de brique nue surmantés de toits de tôles rouillées, disséminés dans un labyrinthe de ruelles défancées, boueuses, semées d'immondices.

ISRAËL

Le gouvernement étudie la possibilité de rapatrier une partie des Palestiniens expulsés

La possibilité de rapatrier une partie des quelque 400 Palestiniens expulsés au Liban le 17 décembre dernier n été évoquée, dimanche 3t janvier, lars de la réunian du gouvernement, qui n'a cependant pris aucune décisian. La radia nationale, citant de hauts responsables, a indiqué que l'Etat juif, pressé par les Etats-Unis, serait disposé à rapatrier un tiers des proscrits et à réduire la période de bannissement pour les autres. Cette éventualité n été immédiatement rejetée par le porte-parole des expulsés, M. Abdel Aziz El-Rantissi. Celui-ci a affirmé que le premier ministre, M. Itzhak Rabin, « dois appliquer la résolution 799 du Conseil de sécurité de l'ONU», qui exige le retour immédiat des

Plusieurs centaines de manifestants israéliens ant organisé, samedi, une marche de protestatian dans les rues de Jérusalem pour exiger le rapatriement de ces Palestiniens. Membres du «comité judéo-arabe contre les expulsions», ils entauraient un cercueil sur lequel était inscrit « Shalom » (paix), référence nux menaces que cette affaire fait peser sur les négo-ciations israélo-arabes. - (AFP.)

par la révolution franienne depuis quatorze ans. M. Rafsandjaui y a inclus la victoire des islamistes algé-riens aux élections législatives (annu-lées) du mois de décembre 1991. Il n'a pas été plus explicite alors que la presse algérienne accuse Téhéran de soutenir Per-Front islamique du salut (FIS), militairement et financière-

Si t'Iran effectue des aehats Si l'Iran effectue des aehats d'armes, ses voisnes le font aussi, et à une plus grande échelle, a-t-il fait valoir. Son gouvernement a alloué à la défense «un petit pourcentage» de son budget 1993-1994 (850 millions de dollars, mais les Occidentaux estiment entre 2 et 3 milliards de dollars par an les achats d'armes iraniens au cours des dernières années), soil «1,5 % du PNB». L'Iran n'a pas la bombe atomique et n'a nas l'internières années). bombe atomique et n'a pas l'inten-tion de l'acquerir. Il ne s'intéresse qu'an nucléaire «à des fins civiles». Les sous-mains récemment achetés ne visent qu'à renforcer la marine.

Les droits de l'hamme, à propos desquels le rapporteur spécial des Nations unies, M. Reynaldo Galin-do-Pohl, n épinglé le gouvernement iranien, notamment pour «arrestairanien, notamment pour «arresta-tions arbitraires, tortures et exécu-tions»? «Nos prisomiers sont mieux traités que d'autres dans des pays occidentaux», répond M. Rafsand-jani. Ils jaussent de périodes de liberté provisoire pour aller visiter leurs familles. «La torture est une pratique antérieure à la révolution, en l'an», et, pourtant, «l'Occident sour-nait alors le régime en place».

Le président iranien a tenté de Rushdie, «une affaire technique», que les autres ant transfarmée en problème politique. Mais... une «fatwa» (sentence religieuse) ne pouvant être éventuellement modifiée que par celui qui l'a décidée, celle en

baignées d'odeurs àcres et puantes. Jabalya, c'est la «ciac de la joie», l'apathie en moins. Et puis, au cen-tre de l'enfer, un îlot de propreté bien ordonnée, un fartin, un poste avancé. Tsahal, « l'armée de défense» d'Israël dans son rôle le moins glorieux. Barbelés et miradors de protection. A l'intérienr des casemates, une petite compa-gnie d'ineanscients en uniforme. Une centaine d'hammes, tout an plus. La plupart sont des jeunes conscrits. Guere plus ages que leurs

eibles, mais beaucoup mieux 15 beures, le lendemain, sur la grand-route qui perce le territoire du nord au sud. Anjourd'hui, la Méditerranée a pris une teinte turquoise. Les longues plages de sable fin paraissent encore plus blanches et plus désertes qu'à l'ardinaire. Il fait beau. A l'horizon, il y a des palmiers, des bananiers, des oli-viers pastel, des milliers d'orangers part et d'autre du macadam, entre les cultures bien ordoocées et les fourrés, se blottissent des petites grappes de maisons basses, quel-ques immeubles décrépis, quelques résidences cossues, trois nu quatre bidanvilles, d'innambrables car-casses de voitures rouillées. Des paysans en keffich out entassé des

Chasse à l'homme

caisses de fruits au hord de la

route et les proposent aux passants.

Beaucoup de gens marchent à Gaza. D'autres roulent, entassés dans des taxis collectifs et des voitures particulières, le plus souvent hringuebalantes et surchargées. Chacun feint d'ignorer la présence des soldats, très nombreux le long du ruban gondronné. Les postes militaires fortifiés – laurdes tentes kaki cernées de sacs de sable, abritics par des murailles de terre ocre édifiées au hulldozer, coiffées de barbelés - se sont multipliés ces deraières années. Les barrages rou-tiers, gros blacs de béton protec-teur et chevaux de frise en acier, teur et chevaux de frise en acter, aussi. Partout, des sentinelles en faction, le dnigt sur la détente, l'eil aux aguets. «Le territoire de Gaza se libantse», ont récemment écrit au premier ministre plusieurs officiers et soldats réservistes. Il y a six mois, d'autres svaient demandé qu'israel ahandnane le territoire avant d'y perdre sa jeunesse et son

Sur la grand-route, nu roule à quarante à l'heure. Cinquante véhi-cules civils lanterment à la queueleu-len derrière un command-car kaki. Depuis le 7 décembre, depuis qu'un groupe Ezzedine-El-Kassem, branche armée du mouvement de la résistance islamique Hamas, a a shattu trois endats depuis une berabattu trois soldats depuis une ber-line civile, il est interdit à tout véhicule non militaire, même nux ambulances, de dépasser les jeeps de l'armée. Mais la route est large. vertu de laquelle l'auteur des Versets sataniques a été condamné à mort est irrévocable depuis la disparition de l'imam Khomeiny.

Fant-il voir, dans cette plaidoirie, largement conservatrice même si elle n'est pas très militante, la consén'est pas très militante, la conséquence d'une victoire des tenants de la rigueur islamique avec, à leur tête, le «guide» de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, ou le résultat d'un compromis entre le président et le «guide», le premier ayant obtenu satisfaction, au moins pour ce qui concerne les réformes économiques qui ne mettent pas en péril la pareté révalutionnaire? En tout cas, M. Rafsandjani s'est rangé, dimanehe, derrière M. Khamenei: «C'est le guide qui décide, a-t-il dit. La politique du président et du gouvernement est la même que celle du guide.»

La veille, le Parlement, à majorité conservatrice, avait entériné le projet de budget du gouvernement, alors qu'an s'attendait à un débat serré. Après la valse-hésitation des derniers mois et face à l'adversité alentour, ou comme est persu comme tel ici. ce qui est perçu comme tel ici, l'équipe au pouvoir en Iran a offert, dimanche, l'image d'une unité retrou-

MOUNA NAIM

u Une délégation officielle aux Etats Unis. - Pour la première fois depuis la révolution de 1979, une délégation officielle iranienne effectue une visite aux Etats-Unis pour s'entretenir du aux grats-Unis pour s'entretain ou contentieux entre Téhéran et plusieurs compagnics pétrolières américaines. Le chef de cette délégatian, composée d'experts du ministère du pétrole, a précisé qu'il en la pas l'intention de conclure des contrats mais de discuter des réclamations d'Amoco à l'Iran devant la Cour de La Haye».

Notre chauffeur tente de daubler, A travers le pare-brise, il brandit une grosse plaque estampillée «presse», en hébreu, en arabe, en anglais. On n'est-jamais trop prudent. Dans la jeep, l'un des deux soldats a compris la tentative, arme son pistolet mitrailleur, oous met en jaue et nous contraints à nous rabatire.

Deux jaurs plus tnrd, deux autres militaires, dans un véhicule identique, se feront tuer un peu plus loin sur la même route. Cette fois-ci, les assaillants islamistes les attendaient sur le bas-côté, à l'ombre d'one rangée d'oliviers. Ils étaient à pied. L'armée a décrété le couvre-feu, entrepris une vaste chasse à l'homme. On ne les a pas retrouvés. « Nous avons porté un coup sévère aux Hamas», annon-çait M. Rabln, il y a six semaines, après l'expulsion de plus de quatre cents suspects vers le sud du Liban, Allez savoir! En tout cas. les activistes armés oot montré qu'ils sont encore là. Et dans les camps de réfugiés, parmi les gamins des ruelles, leur légende ne

PATRICE CLAUDE

Deux soldats irraéliens assassisés. - Une cinquantaioe de Palestiniens ant été arrêtés à Khan You nès, dans la bande de Gaza, après le meurtre, samedi 30 janvier, de deux soldats israéliens, qui aurait été commis par des membres du Mouvement de la résistance islamique Hamas. D'autre part, les services secrets israeliens ont arrêtés, la semaine dernière, trois citnyens américains, soupçonnés soit d'avoir essayé de renflouer financièrement Hamas, soit d'avoir participé à des actions terroristes pour le compte de cette arganisation. - (AFP.)

DIPLOMATIE

Lui reprochant son manque de « plan d'action »

Les Anglo-Saxons tirent à boulets rouges sur le «Forum de réflexion» de l'UNESCO

Les vingt et une personnalités compasant le «Forum de réflexion» de l'UNESCO viennent de se réunir à Paris, pour la pre-mière fois. Ce Forum a été crée en 1992 pour « inspirer l'UNESCO durant la décennie à venir », bref pour redonner du tonus à une arga-nisation affaiblie tant par la bureaunisation anaigne tant par la obteste cratisation que par le retrait des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne ou par le désintérêt de l'intelligent-sia occidentale.

La composition du Forum nvait été soigneusement dasée, allant entre autres de l'essayiste américa-no-palestinien Edouard Saïd, à l'immunologue israétien Michel Sela, du chef d'Etnt et dramaturge tehèque Vaclav Havel au philosophe français Michel Serres et au romancier italien Umberto Eco.

« Surmonter les frontières culturelles»

Mais la conférence de presse don-née, vendredi 29 janvier, par la pré-sidente, la juriste et féministe aus-tralienne Elizabeth Evatt, et ses deux adjmnts (l'économiste et ban-quier aliemand Reimut Jochimsen, et le ministre brésilien de la resience lesse lessel venez l'économiste. science, Jose-Israel Vargas) n'a pas vraiment permis de se rendre compte si les persannalités pré-sentes étaient parvenues à trouver quelque « recette » nauvelle pour a surmonter les frontières culturelles dans une optique de progrès».

Devant l'attitude plus que sceptique adoptée d'emblée par les Anglo-Saxons, qui ont tiré à boulets rouges sur ce Farum esans plan d'action», on peut se demaoder quel sera son avenir. Cette timide initiative de l'UNESCO pour reve-nir à ses sources, e'est-à-dire à une meilleure écoute de penseurs et spécialistes, en principe non liés à leurs gouvernements respectifs, est en effet contraire à la visian à la sms plus «technique», plus «gouverne-mentale» de l'Organisation qui est celle des Anglo-Saxons et des Japonais. Les pays latins, ceux du tiersmonde et quelques nutres nuront pu 'constater derechef que l'influence de Washingtoo et Londres n'a jamais été aussi perceptible que depuis leur départ de l'UNESCO.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ

Promotion de MM. Jospin et Stirn dans le corps diplomatique

L'ancien ministre de l'éducation oationale, M. Lionel Jospin, et son ancien collègue du gouvernement. M. Olivier Stirn, ont été élevés au grade de ministre plénipotentiaire de seconde classe. Entré dans le corps diplomatique en 1965, puis détaehé à l'éducatinn nationale, M. Jospin était conseiller des affaires étrangéres de première

Ancien ministre du tourisme du gouveroement Rocard, démissionnaire après la tenue d'une réunian publique dont l'assistance comptait des figurants, M. Stirn est issu du corps préfectaral. Il représente la France au Canseil de l'Europe depuis septembre 1991. Parmi les autres diplomates promus figurent le directeur de cabinet du ministre de la défense, M. François Nicollaud, nammé ministre plénipotentiaire de première elnsse, et M. Bernard Kessedjian, ambassadeur de France en Algérie, ancien directeur de cahinet du ministre des affaires étrangères jusqu'à «l'affnire Habache», promu minis-tre plénipotentiaire de seconde

EN BREF

ci ÉGYPTE: deux policiers griève-ment hiessés dans un attentat au Caire. – Un inspecteur de police et un enascrit ont été grièvement blessés, samedi 30 janvier, par le jet d'une bouteille incendiaire con-itre le véhicule dans lequel ils circulaient, dans le quartier d'Imbaha, principal fief des islamistes au Caire. Le 24 janvier, deux policiers avaient été tués par balles à Boulaq, un autre quartier populaire du Caire, un bastion intégriste également. Une arganisation islamique, inconnue jusqu'alars, «Juste vengeance», vient de revendiquer ce meutre, dans un communiqué qui désigne les forces de l'ordre par le moi «ennemi». — (AFP.)

o IRAK: Bagdad n'a pas douné la liste de ses fournisseurs nucléaires. — « Les Irakiens n'ant pas remis la liste des fournisseurs nucléaires et veulent un questionnaire » spécifique concernant leur programme nucléaire, a déclaré, dimanche

31 janvier, le chef de la mission nueléaire de l'ONU, M. Mnurizio Zifferero, de retour de Bagdad. A son avis, «il est fort possible que les Irakiens cachent encore certains équipements ou matériels » pouvant entrer dans la fabrication de l'armement nucléaire. « Sans un sys-tème de contrôle, a-t-il averti, ils pourraient atteindre dans cinq au sept ans le même niveau » auquel ils étaient parvenus sur le plan nucléaire avant la guerre du Golfe.

n KOWEIT: décoration pour M. Perez de Coellar. - L'émir du Koweit, cheikh Jaber al-Ahmed al-Sabah, a décoré, dimanche 31 janvier, l'ancien secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, des insignes de l'ardre du Kowelt. l'une des plus hautes distinetions du pays, qui lui a été décernée en hommage à son rôle en faveur de la libération de l'émirat pendant la guerre du Golfe. - (AFP.)



ASIE

Le Monde • Merdi 2 février 1993 7

INDE : la fin de la visite du président russe

M. Eltsine souhaite développer une «coopération pacifique» avec les pays d'Asie

Le président russe e regagné Moscou, vendredi soir 29 jenvier, à l'issue d'une visite officielle en Inde. Avant son départ, il e annoncé que la Russie avait mis fin à l'accord d'exportation de pétrole conclu evec New-Delhi l'en dernier. Au cours de sa visite, M. Eltsine e réaffirmé sa volonté de « rééquilibrer » le diplomatie russe et de développer une « coopération pacifique » evec les pays asiatiques, en particulier avec l'Inde et la Chine. Il e par ailleurs indiqué que, « si la question était soumise à discussion » il « voterait pour » que l'Inde devienne membre permanent du Conseil de sécurité des Netions-unles.

DIPLOMATI

Les Anglas Mons then a busilets ranges

sur le « Foram de relleile.

de il vinco

The topo

Part gerfebent bereit.

Maria Maria Weeks Maria

Sain States

\$1,4500 per

COMMIN.

MARS IN

. Deva

Attento Nation

MAN A

- ---

- 単質なですべ

data : Marie Santa e a/14 · · · 44.00 Av Mittel Charles

Are I gove

Section 1 At the second Language 1

Finite 197

M M

The Contract

William Street 2.00

أتناهم ويجو

and Tables

les 1977

 $w = p^{(1+\beta)} \cdot$

T

-*11.00

4.0

in Street the

les frontieres relients

Extires.

marks for

NEM-DETHI, de notre correspondant

M. Boris Eltsine a profité de sa visite à New-Delhi, la première d'un chef d'Etet russe en Inde depuis la disparition de l'URSS, pour réaffirmer l'importance que revêt, aux yeux de Moscou, le continent asiatique, «Nos intérêts nationaux et le contexte géopolitique rendent inévitoble une présence ferme de la Russie en Asie», a-t-il déclaré, précisant qu'il n'était plus de mise de « s'embarrasser de considérations Idéologiques ». Après sa visite, à la fin de l'année dernière, en Chine et en Corée du Sud, cette affirmation est un message clair en directioo de Pékio: « Nous ne voyons que des partenaires en Asie, et le ropprochement avec lo Chine

fait partie de notre politique asiati-que globale», a ajouté M. Eltsine. a Nous sommes soulagés et hevreux. » Ce cri du cœur du ministre de la défense indien, M. Sharad Pawar, a également donné le ton de la nouvelle donne des relations rus-so-indiennes. La vieille amitié entre Moscou et New-Delhi, allié traditionnel du temps de l'URSS, eonnaissait une période délicate depuis le démantélement de l'empire soviétique (le Monde du 28 janvier).

> Un «New Deal» avec Moscou

Aux prises avec leurs propres dif-ficultés économiques, les Russes ne peuvent plus se permettre d'accortages: les échanges commerciaux bilatéraux, fixés jusque-là sur la parité du rouble et de la roupie, ont dû être réévalués à un taux plus proche de celui du dollar. De même, la carence des livraisons de pièces détachées pour le matériel militaire russe vendu aux Indiens était une sonrce d'irritation pour New-Delhi. Sur le plan international enfin, l'Inde craignait que la fio du enmmunisme en Russie ne mette un terme à ses rapports privilégiés avec Moscou, qui fut un allié de poids pendant la guerre

Tous ces obstacles semblent avoir été en grande partie surmontés au cours de cette visite. Un accord a été signé qui permet à l'Inde de réchekoaner sa dette à un taux plus favorable que celui exigé par les Russes. Cette dette, qui a été éva-luée à environ 11 milliards de dollars, sera remboursée sur quarante-cinq ans sans intérêts, et en partie en roupies, qui serviront à la Russie à acheter des produits indiens. Les livraisons de pièces détachées pour les Mig de l'armée de l'air indienne et pour le matériel militaire devralent par ailleurs reprendre leur

défense, selon lequel « l'accord conclu a mialement résolu les pro-blèmes» sur cette question.

M. Eltsine a également réaffirmé sa volonté de livrer aux Indiens des fusées à propulsion cryogénique, en dépit de l'hostilité de Washington. La signature d'un traité d'amitié russo-indien et l'assurance donnée par M. Eltsine qu'il ne fournirait pas de matériel militaire au «frère ennemi » pakistanais auront rendu encore plus clair le succès de cette visite, que le Times of India inter-prétait, samedi matin, comme un véritable « New Deal » avec

BRUNO PHILIP

D CAMBODGE : l'armée de Phnom-Penh a lancé nne offensive contre les Khmers rouges. - Les forces armées du gouvernement de Phnom-Penh ont lancé la semaine dernière une vaste offensive dans le but de récapérer le territoire contrôlé par les Khmers rouges et de s'emparer de leur quartier général situé à Pailin (dans l'Ouest), ont annoncé, lundi le février, des responsables des Nations unies, Il s'agit, selon ceux-ci, de l'offensive la plus importante depuis le déploiement de l'Autorité provisoire de l'ONU (APRONUC) en mars 1992. - (AFP.)

CHINE: un geste en direction du président américain

Deux dissidents ont été libérés avant d'avoir fini de purger leur peine

de notre correspondant

Deux dissidents liés à l'ancien secrétaire général du PCC, M. Zhao Ziyang, ont été libérés quelques mois avant d'avoir fini de purger lenr peine. Cette mesure est interprétée comme un geste de conciliation de Pékin envers la nouvelle administration américaine, plus critique à son encontre que celle de M. Bush.

M. Clinton a choisi, pour diriger la délégation américaine à la Commisdeligation americante à la Commis-sion des Nations unies sur les droits de l'homme à Genève, M. Riehard Schifter, ancien collaborateur du pré-sident Bush, qui avait démissionné

□ TAÏWAN : démission du premier istre. - Le premier ministre taïwanais, M. Hau Pei-tsun, a annoncé, samedi 30 janvier, qu'il allait démissionner après des semaines de conflit entre factions libérale et conservatrice du Parti nationaliste (Kousmintang, KMT) au pouvoir. La démission de l'ex-général Hau, chef de l'aile conservatrice du KMT, était réclamée avec insistance par le courant libéral dominant, ainsi que par le Parti démocrate progressiste (DPP, opposition). Le président Lee Teng-hui, que soutiennent les nationalistes libéraux, devrait proposer prochainement un nouveau premier

ministre au Parlement. - (Reuter.)

par désaccord avec son attitude trop conciliatrice envers la Chine. La nnminatinn au poste de secrétaire d'Etat adjoint pour l'Asie et le Pacifi-que de M. Winston Lord, ancien ambassadeur à Pékin, lui aussi très critique, n'est pas fait non plus pour rassurer les dirigeants chinois.

A première vue, M. Wang Xizhe, quarante-trois ans, n'a rien à voir avec la répression du «printemps de Pékin» de 1989 qui conduisit égale-ment M. Gao Shan en prison. Pour une raison simple : il avait été condamné à quatorze ans de prison en 1982 à Canton pour « propagande contre-revolutionnaire». Et pourtant, il existe entre lui et M. Gao, ancien

☐ HONGKONG : M. Deng Xiaoping iatransigeant. — La Bourse de Hongkong a brutalement chuté de 2,3 %, jeudi 28 janvier, à la suite d'une nouvelle offensive de Pékin contre les projets de réforme démocratique dans la colonie britannique, Le représentant chinois à Hongkong, M. Zhou Nan, a affirmé que son pays ne ferait aucune concession, Il s'est référé à M. Deng Xiaoping, selon lequel «[la Chine ne peut] reculer d'un seul pouce (...) Certains ont sug-géré que chaque côté fasse des conces-sions. Les accords entre la Grande-Bretagne et lo Chine doivent être strictement appliqués. Pas un seul mot ne doit être changé». - (AFP, Reuter.)

conseiller de M. Zhao emprisonné pour avoir tenté de mobiliser le Parlement contre la lni martiale en 1989, un lien que le PCC n'ignore en rien : tous deux appartiennent à cette même opposition pro-démocratique qui, à travers les cycles de répression, s'efforce de faire évoluer la «dictature du profetariat » vers un régime plus représentaif plus representatif,

M. Wang est l'un des trois activistes de Canton qui se rendirent coupables, en 1974, de la publication du tout premier texte dissident jamais sorti en Chine populaire, diffusé en France en 1976 sous le titre de Chinois si vous servier. Il c'aciercit de Chinois, si vous saviez. Il s'agissait d'une dénonciatinn en règle de la révolution culturelle qui avait, à sa manière, inspiré celui qui dirigeait à l'époque la province méridionale, et l'époque la province méridionale, et qui n'était autre que M. Zhao. Un premier séjour en prison allait s'en-suivre pour M. Wang.

Si le groupe en question, dont le pseudonyme de Li Yizhe est resté célébre, s'est par la suite dissous, M. Wang avait continué à mettre à profit les loisirs que lui laissait son emploi d'ouvrier pour publier des «samizdats» dénonçant le monopole du pouvoir du PCC. Ce qui lui avait valn quatorze ans de prison, un an de moins que le plus connu des dissidents ehinois, M. Wei Jingsheng, accusé des mêmes «crimes» avec, de surcroit, une accusation fabriquée de

FRANÇIS DERON

rythme normal. C'est en tout cas ce que l'oo peut déduire de la déclara-tion du ministre iodien de la

ÉTATS-UNIS

M. Clinton a peaufiné avec ses conseillers son plan de relance économique

M. Bill Clinton est rentré dimanche soir 31 janvier de son pre-mier week-end à la résidence prési-dentielle de Camp David (Maryland), où il a peaufiné pendant deux jours, avec les membres de son cebinet et ses conseillers, son plan de relance économique. Ces discussions ont regroupé au total quatre-vingts personnes. Il a été question de l'écono-mie, de la sécurité sociale et de la façon de micux coordonner le travail

Bowl », la finale du championnat professionnel de football américain, puis s'est rendu à un diner de l'Association des gouverneurs. Ceux-ci se sont prononcés dimanche en faveur d'une couverture sociale pour l'en-semble des Américains, estimant qu'il s'aglssait d'un «impératif moral». Selon un sondage publié samedi par l'hebdomadaire Newsweek, 51 % des Américains approuvent les premiers pas de M. Clinton en tant que président, 32 % les désapprouvent. – (AFP, AP.)

13 48 % des Américains sont opposés à la présence d'homosexuels dans l'armée. - Quelque 48 % des Américains sont opposés à la levée de l'interdiction des homosexuels dans l'armée souhaitée par le président Bill Clinton, centre 43 % qui y sont favorables, selon un sondage d'opinion de la chaîne CNN et du magazine Time publić saraedi 30 janviet. - (AFP.)

D M. George Shultz affirme dans ses Mémoires que M. Bush étuit impliqué dans l'Irangate. - L'ancien président George Bush a minimisé son rôle dans le plan secret américain de ventes d'armes à l'Iran entre 1985 et 1986 pour obtenir la libération des | affirmé, dimanche 31 janvier, leurs otages du Liban, écrit M. George défenseurs à New-York. Les Shultz, ancien secrétaire d'Etat de M. Ronald Reagan, dans ses Mémoires. Dans des extraits publiés dans l'hebdomadaire Time, samedi du'il tienne sa promesse electrona du'autoriser leur immigration, a déclaré M. Michael Ratner, avocat du Centre des droits constitutionsujet et a fait partie de ceux qui soutensient ce projet. - (Reuter.) nels de New-York. - (AFP.).

.. COLOMBIE .

AMÉRIQUES

Vingt personnes ont été tuées dans un attentat

Les attentats à la voiture piégée, attribués aux trafiquants de drogue, se sont multipliés samedi 30 et dimanche 31 janvier à Bogota et à Medellin. L'attentat le plus meurtrier s'est produit samedi dans la capitale colombienne: 20 personnes ont été tuées et une trentaine d'autres blessées lorsqu'un véhicule bourte d'une centaine de kilogrammes de dynamite a explose près d'un centre commercial très fréquenté, à quelques façon de micux coordonner le travail des agences fédéraies, mais pas du sujet controversé de la levée éventuelle de l'interdiction des homosexuels dans l'armée.

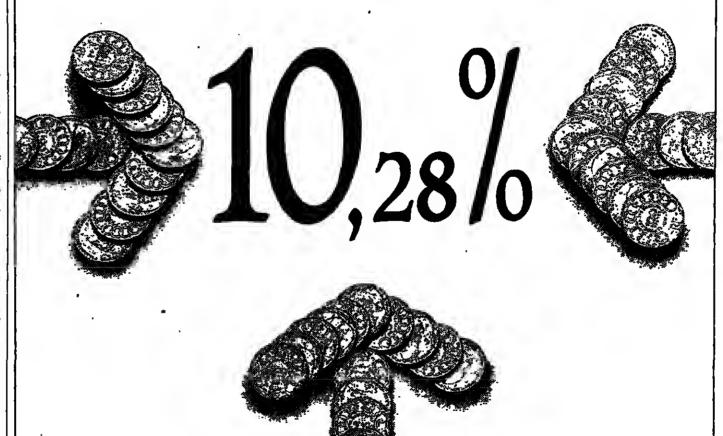
Le président a assisté dans la soirée à la retransmission du «Super Bowl», la finale du championnait

Deux voitures piégées ont, d'autre part, explosé dimanehe dans des part, explosé dimanehe dans des quartiers résidentiels de Medellin, faisant quatre blessés. L'une des voitures avait été placée à proximité d'un immeuble où résident des parents du ehef du cartel de la cocaîne de Medellin, Pablo Escobar, faissant croire à un règlement de comptes. Ce dernier avait annoncé le 15 janvier dans une lettre au procureur de la Nation. M. Gustavo de cureur de la Nation, M. Gustavo de Greiff, son intention de déclencher «une lutte armée» contre le gouver-nement. L'objectif d'Escobar serait de faire plier les autorités pour qu'elles acceptent ses conditions en vue d'une nouvelle reddition. Le «baron» de la drogue, en fuite depuis le 22 juillet, avait utilisé une stratégie semblable avant sa première reddition, le 19 juin 1991. - (AFP.

D HAITI : grève de la faim de réfugiés séropositifs à Guanlanamo. - Près de trois cents Haîtiens bloqués depuis près d'un an sar la base navale américaine de Guantanamo, à Cuba, parce qu'ils sont séropositifs, ont entamé une grève de la faim pour obtenir le droit de se rendre aux Etats-Unis, ont 271 réfugiés, dont 11 malades du sida, 219 séropositifs et 41 enfants, atteodeot du président Bill Clinton qu'il tienne sa promesse électorale

BARCLAYS

Voici l'annonce la plus attirante de ce début d'année.



Et voilà le texte le plus attirant de ce début d'année, jugez plutôt : le taux auquel nous faisons référence est celui de la progression de la valeur de la part de notre fonds Barclays Investissement Patrimonial, taux constate entre le 1er octobre et le 31 décembre 92 et rapporté à l'année. Là où ça devient très intèressant, c'est que Barclays Investissement Patrimonial est le fonds commun de placement exclusivement réservé aux titulaires du Compte Chèque Dynamique, celui-là même que

vous pouvez utiliser pour toutes vos opérations courantes et qui vous rapporte de l'argent. C'est sur ce fonds que sont automatiquement placées toutes vos liquidités au-dessus de 15 000 F. Les frais de tenue de compte, qui sont appliqués sur votre solde créditeur moyen, varient de 1 à 2 % selon le montant de ce solde. Pour plus de renseignements, vous pouvez adresser votre carte de visite à Barclays, 21 rue Laffitte 75009 Paris, téléphoner au N° Vert 05 31 03 93 ou encore taper 3614 BARCLAYS.

N°VERT 05.31.03.93

Les candidats présentés par les Verts et Génération Ecologie

intervenu avec les Verts sur les candidats de l'Entents des écologistes aux élections législatives, le consail national da Génération Ecologie a ratifié, dimancha 31 janvier, à huls clos, la lista de sas propraa

Après la liste des candidats du RPR et de l'UDF (le Monde du 22 jenvier) et celle du Parti socialiste (le Monde du 30 janvier), nous publions, ci-dessous, la liste dea candidats da l'Entente des écologistes, investis par les Verts (V) et par Génération Ecologia (GE) dans las circonscriptions da metropola, moins la Corse (îls ne présente-ront pas de candidats dans l'îla). Dans qualques cas, les deux mouvements soutiannent des candidats d'ouverture (O), individuels ou rattachés à l'un des deux mouvements, et, pour des raisons liées essentiellement au financement das partis politiques, certains candidats appartenant aux Varts sont rattachés à leurs partenaires de Génération Ecologie. Ils apparaissent ici avec l'étiquette «V-GE».

Troia « primaires » sont organisées antre des candidats des deux mouvements dans le Cantal et les Hautea-Alpes. Qualques circonscriptions na sont pas encore pourvues.

ALSACE

Bas-Rhia. — 1=: Andrée
Buchmann (V); 24: Yveline
Mæglen (GE); 34: Magdeleine
Brom (V); 44: Denis Maurer (V);
54: Jean-François Gueidan (V);
64: Alice Morel (GE); 74: Hugues
Stæckel (V); 84: Guy Hemnnet
(V); 94: Hugues Geiger (GE).
That Phia - 15: Guy Weehere

Hant-Rhin. - 1^a: Guy Waehren (V); 2^a: Christine Barthet (GE); 3^a: Guy Lehning (V); 4^a: Jean-Bernard Forestier (V); 5^a: Jacques Muller (V); 6^a: non désigné (GE); 7^a: Antoine Waechter (V).

AQUITAINE

Dordogue. - 1 ": Chantal Merchadou (GE); 2": Pierre Lade (V); 3": André Vidal (GE); 4": Marie-Odile Dauriac (GE).

Gironde. - 19: Mic

(GE); 9: André Orives (GE); 10: Gérard Chausset (V); 11: Jean-Pierre Verret (V).

Landes. - 1: Jean-Marc Carité (V); 2: Jacques Papon (GE); 3: Bernard Lauga (V).

Lot-et-Garoane. - 1: Mnurice Orensteio (V); 2: Philippe Camou (GE); 3: Lydia Dubarry (GE).

Pyrénées-Attantiques. - 1: Bernard Laclau-Lacrouts (GE); 2: Jean-Marc Trely (V); 3: Jean-Miehel Deproyat (GE); 4: Daniel Langiatte (V); 5: Jean Lissar (V); 6: Michel Veunac (GE).

AUVERGNE

Allier, - In: Alain Bréant (GE); 2º: Jacky Flnuzat (GE); 3º: Michel Durant (V); 4º: Claude

Boaziz (V).

Cantal. - I =: « primaire » entre Jean-Claude Rocher (V) et Christian Morgo (GE); 2: Lionel Feuilles (V). Haute-Loire. - In: Michel Fort

tagge-Lore. — 1": Michel Fort (V); 2": Jean-Pierre Brossier (GE), Pwy-de-Doma. — 1": Michel Depalle (GE); 2": Dominique Ade-not (GE); 3": Marc Saumureau (V); 4": Hervé Mantelet (V); 5": Clande Mérat (GE); 6": Rnland Gourves (GE).

BOURGOGNE

Côte-d'Or. - ln: Jean-Patrick Masson (V); 2º: Jean-Pierre Gillot (GE); 3º: Alexandre Jurado (V); 4º: Jacques Lazzaroti (GE); 5º: Sophie Bouchard (V). Nièvre. - ln: Hélène Rochard (GE); 2º: Jean-François Daguin (V); 3º: Jean-Lue Donadoni (V).

Sadne-et-Loire. - [m : Olivier Pages (V); 2: Jean-Luc Dautriche (V); 3: Delphine Brox-Brochot (GE); 4: Jean-Paul Bonin (V); 5: Alain Cordier (V); 6: Hervé Bosio (V).

Youne. - 1": Denis Rnycourt (V); 2°: Jean-Michel Delagneau (V); 3°: Joël Broquier (GE).

BRETAGNE

Côtes-d'Armor, - 1": Jacques Mangold (V); 2*: Bernard Hesry (GE); 3*: Jean-Claude Lenay (V); 4*: Bernard Prigent (V); 5*: Denis

4: Bernard Prigent (V); 5: Denis Bautier (GE).

Flaistère, - 1": Pierre Delignière (GE); 2: Daniel Malengreau (V); 3: Michel Briand (V); 4: Pierre-Jean Le Morvan (GE); 5: Gérard Borvon (V); 6: Alfred Corne (GE); 7: Bernard Uguen (GE); 8: Michel Beucher (V).

Bie-et-Vilaine. - 1": Dominique Boullier (GE): 2: Yves Cochet

Boullier (GE); 24: Yves Cochet (V); 3: Jean Tchoubar (GE); 4: (V); 2°: Pierre Hurmie (GE); 3°: Philippe Violenti (GE); 4°: Gaël Lagadec (V); 5°: Maurice Langlois Hervé Le Bars (V); 5°: Luctienne Lapère (GE); 6°: Dominique Prost (GE); 7°: Jean-Pierre Mnusset (V); 2°: Patrice Le Bordinur (V); 8°: André Falguière

> AGRICULTURES ET SOCIÉTÉ PISTES POUR LA RECHERCHE

COLLOQUE INTERNATIONAL 8-9-10 FÉVRIER 1993 CITÉ DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE - PARIS

ORGANISÉ PAR L'ASSOCIATION DESCARTES AVEC LE MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'ESPACE LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

AVEC LE SOUTIEN DE LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES DEXI

laistère de l'agriculture et du développement rural

Renseignements et inscriptions cortes. Tel. : 46-34-34-88 – Fex 46-34-39-40

MINISTÈRE DE 1

L ENVIRONNEMENT

CENTRE

Cher. - In: Joël Crotté (V); 20: Jean Roussean (GE); 30: Yves Barrière (GE).

Barrière (GE).

Enre-et-Loir. – 1⁻¹: Gérard
Laboureur (V); 2²: François Fillon
(V); 3²: Jean-François Anquetil
(GE); 4²: Mireille Ladève-Lépine

(V).

Indre. - In: Jean Delavergne
(V); 2: Patrick Ferrenq (V); 3:

non désigné (GE).

Indre-et-Loire. - In: Clande
Pujol (GE); 2: Laurent Canot
(V); 3: Joseph Poli (GE); 4:

Alain Pachet (V); 5: Joël Pélicot
(GE).

(GE).

Lair-et-Cher. - In: Nicole Combredet (V); 2: Roger Daire (GE);

3: Josiane Simon (GE).

Loiret. - In: Anne Nino-Dupieu (GE); 2:: Brunn Duval (V); 3: Nicole Bouilly (V); 4: Jean-Luc Burgunder (V); 5: Yves de Kisch (GE).

CHAMPAGNE-ARDENNE

Ardennes. - I": Jean-Philippe Nadaud (GE); 2: Philippe Lenice (V); 3: Jean-Louis Jason (GE). Anhe. - In: Bruno Dionisi (GE); 2*: Dominique Menissier (V); 3*: Pierre Benoit (GE). Marne. - In: Gérard Crouzet

(V); 2°: François Delmotte (V); 3°: Philippe Lecompte (GE); 4°: Daoiel Yon (GE); 5°: René Dubois (GE); 6°: Marc Lefèvre

Haute-Marne. - 1": Gilles Simon (GE); 2": Fabrice Wowak

FRANCHE-COMTÉ

Doubs. - In: Bruno Legeard

Doubs. — Im: Bruno Legeard
(V); 2º: Jeao-Philippe Gallat
(GE); 3º: Jacques Hellias (GE);
4º: Gérard Mamet (O-V); 5º:
Jean-Marie Durand (V).
Jura. — Im: Jean-Lue Maillet
(GE); 2º: Adèle Socie (GE); 3º:
Dominique Voynet (V).
Haute Saéue. — Im: Alain Cwiklinaki (V); 2º: Margareth Chatelain (GE); 3º: Danielle OlivierKoehret (GE).
Territoire de Belfort. — Im: Alain
Fnusseret (V); 2º: Joël Scarinoff
(GE).

ILE-DE-FRANCE

Paris. - 1": Brice Lalande

Paris. - 1": Brice Lalande
(GE); 2": non désigné (GE); 3":
Laurent Boyer (GE); 4": non désigné (GE); 5": Evelyn Ferreira (V);
6": Dominique Simonet (GE); 7":
Nicole Bénévise (GE); 8": Francois Breteau (V); 9": Jean-Jacques
Porchez (GE); 10": Pierre-Alain
Brossault (V); 11": Jean-Louis
Vidal (V); 12": Vincent Lecoq
(GE); 13": Laure Schneiter (V);
14": Philippe Brunswick (GE);
15": Elisabeth Gombert (GE);
16": Chantal Marandoo (GE);
17": Xavier Knowles (V); 18":
Jean-Luc Dumesnil (V); 19": Philippe Germa (GE); 20": Jean
Desessard (V); 21": Valérie
Marange (V).
Essoune. - 1": Jean-Bernard
Gramunt (V); 2": Alaio Coste (V);
3": Francis Chalot (V); 4": Michel
Mombrun (GE); 5": Jean-Claude
Le Scornet (GE); 6": Amy Dahan
(GE); 7": Philippe Le Pont (V);
8": Patriek Hardouin (GE); 9":
Roland Smolar (GE); 10": Joël

Roland Smolar (GE); 10: Joel Roret (GE).

Hauts-de-Selne. - In: Hubert Hauts-de-Selne. — 1": Hubert Guicharousse (V); 2: Dominique Frager (GE); 3': Christine Brigand (GE); 4*: Christian Demercastel (V); 5*: Alaio Dupré (GE); 6*: Denis Abecassis (GE); 7*: Daniel Barq (GE); 8*: Guy Konopnieki (GE); 9*: Gilbert Devillard (V); 10*: Didier Hervo (V); 11*: Monique Macheret (GE); 12*: Jean-François Dumas (V); 13*: Adrian Romer (GE).

Rosner (GE).

Seine-et-Marne. - In: Françoise
Lefebvre (GE): 2a: Philippe
Mouche (V): 3a: Agnès Monvoisin-Cheslet (V): 4a: Joël Savry
(V): 5a: Claude Munnier (V): 6a:
Lucien Chabason (GE): 7a: Daniel
de Becker (GE): 8a: Alain Rist
(V): 9a: Jean Calvet (GE).

Sains-Seint-Deule In: Michal Seine-Saint-Denis. — In: Michel Bourgaio (V); 2: Hayette Bou-jema (GE); 3: Zaïr Kedadouche (GE); 4: Patrick Benkemoun (V); 5: Bernard Hache (GE); 6: Aline Archimbaud (V); 7: Patrick Bazin (V); 8: Jean-Claude Pruski (V);

(GE); 4: Christian Guyonvarc'h (UDB-V); 5: Eric Regenermeri (GE); 10: (GE); 6: Claudine Rouillé (V).

| GE | 4: Christian Guyonvarc'h (GE); 10: (Jean-Marc Ambrosiai (GE); 11: (Jean-François Baillnn (GE); 12: Francis Terquem (GE); 13: Jean-Luc Bennahmias (V).

Luc Bennahmias (V).

Val-de-Marae. — 1^{ng}: Philippe
Devisme (GE); 2^{ng}: Catherine Calmet (V); 3^{ng}: Jean-Pierre Girault
(V-GE); 4^{ng}: Gilles Desseigne
(GE); 5^{ng}: Danièle Raabe (V); 6^{ng}:
Michel Carré (V); 7^{ng}: Lofe Le
Guénédal (GE); 8^{ng}: Marie-Odile
Biche (GE); 9^{ng}: Dominique Tricaud (GE); 10^{ng}: Jean-Paul Deléage
(V); 11^{ng}: Alain Lipietz (V); 12^{ng}:
Patrice Hernn (GE).

Val-d'Oise. - 1^m: Pascal Tourbe (GE); 2^s: Patrick Descuvre (GE); 3^s: Pierre-François Siméoni (V); 4^s: François Gayet (GE); 5^s: Alain Chancel (V); 6^s: Louis Perrier (V); 7^s: Jean-Pierre Petiteau (V); 8^s: Fanny Merguy (GE); 9^s: Michel Cantal-Dupart (GE).

Michel Cantal-Dupart (GE).

Yvelises. — 1": Jean-Claude
Allafurt (GE); 2: Dominique
Julien-Labruyère (GE); 3: Elèooore Gabarian (GE); 4: Janick
Giroux (V); 5: Saadia Sahali (V);
6: Jean-Marc Séry (GE); 7:
Monique Le Sanx (GE); 8: JeanFrançois Colin (V); 9: Elisabeth
Boyer (GE); 10: Jean SindouFaurie (V); 11: Harlem Désir
(GE); 12: Sylvain Dandonneau
(V).

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Aude. - 1": Jacques Doucet (V); 2": Maryse Arditi (V); 3": Michel Cornuet (GE).

Gard. - !": Josef Alcoo (GE); 2º: Christian Eymard (GE); 3º: Alain Bertolino (V); 4º: Thierry Tournaire (V); 5º: Roger Travier

Hersult. - 1": non designé (GE); 2º: Jean-Louis Garcia (V); (V); 2: Bruno Gutierrez (V); 4: non désigné (GE); 5: Jean Coupiac (V); 6: Jean-Paul Columa (GE); 7: Yves Pietrasanta (GE).

Lozère. - 1": Gérard Breton (GE); 2: Jean-Pierre Bonjean (V). Pyrénées-Orientales. – In: René-Louis Fayaud (GE); 2º: Patrick Garcia (V); 3º: Maryse Lapergue (GE); 4º: Michel Parrat (V).

LIMOUSIN

Corrèse. - Im: Alain Colladant (V); 2: Jean-Pierre Massias (GE); 3 : non désigné (V).

Creuse. - I=: Olivier Warin (GE); 2: Jean-Bernard Damiens (V).

Haute-Vienne. - 1": Bernard Devallois (GE); 2": Bernard Soury (GE); 3": Marcel Bayle (V); 4": Insertic P.Hor. (O)

LORRAINE

Menrthe-et-Maselie. -Claude Blondeau (GE); 2: 1sa-belle Epron (V); 3: Daniel Pey-toureau (GE); 4: Clément Witt mann (V); 5: Daniel Bouguignon (V); (GE); 6: Daniel Bouguignon (V); 7. Alexandre Bardelli (V).

Meuse. - In: Pascal Menoux (V); 2: Roland Giraud (GE). Moselle. - 1" : Jean-Luc Huet Moselle. — 1th: Jean-Luc Hucz (GE); 2th: Jean-François Secondé (GE); 3th: Armand Bemer (V); 4th: Daniel Béguin (V); 5th: Gilbert Poirot (V); 6th: Philippe Leick (GE); 7th: Marie-Anne Isler-Béguin (V); 8th: Nicolas Schiffler (V); 9th: Gérard Botella (GE); 10th: Jean-Jean-Bestella (GE); 10th: Jean-Jean-Bestella (GE); 10th: Jean-Jacques Piezanowski (GE).

Vnsges. - 1": Duminique Andres (V); 2": Jean-Paul Deltour (GE); 3": Etienne Gehin (GE); 4": Jean-Claude Noirelere (V).

MIDI-PYRÉNÉES

Arlège. - In: Françoise Matri-con (V); 2º: Bernard Pastourel (GE).

Aveyron. - 1": Denis Psaume (V): 2: Evelyne Durival (GE); 3: Yves Fremion (V).

Haute-Camnne. — to: Marie-Françoise Mendez (V); 2: Ghis-lain Vergnes (V); 3: Jean-Fran-çois Maury (V); 4: Michel Mustin (GE); 5: Didier Hony (GE); 6: Christian Moretto (GE); 7: René-Marre Willemot (V); 8: Nadine Saucront (GE) Saugouit (GE). Gers. - In: Jacques Rousseau (GE); 2: Michel Ghirardi (V).

Let. - 1=: Antoine Soto (V); 2: Hautes-Pyrénées. - In: Michel Geoffre (GE); 2*: Albert Danjau (V); 3*: Arlette Dubalen (OE). Tara. - 1*: Francis Maffre (GE); 2*: Denis Crépin (V); 3*: Josiane Daunis-Marty (GE); 4*: Christian Emaille (V).

Tarn-et-Garonne. - 1ⁿ: Erie Chailloux (V); 2^s: Yaan Guyo-mard (GE).

NORD-PAS-DE-CALAIS

Nord. — 1^m: Pierre Beilanger (GE); 2^a: Rnnald Charbaut (V); 3^a: Dominique Planeke (V); 4^a: Nicole Knecht (GE); 5^a: Eugèce Delrue (V); 6^a: Roger Catteau (GE); 7^a: Jacky Minart (GE); 8^a: Joël Campagne (V): 9^a: Etienne Fnrest (GE); 10^a: Michel-Antoine Callens (V); 11^a: Philippe Buisine (V); 12^a: Marcel Lefèvre (V); 13^a: Dominique Martin-Ferrari (GE); 14^a: René Patoor (V); 15^a: Alain Dubois (GE); 16^a: Alain Pruvot (V); 17^a: Victor Sion (V); 18^a: Maggie Cuvillier (V-GE); 19^a: Régis Dufour-Lefint (GE); 20^a: Benjamin Dutouquet (GE); 21^a: Benjamin Dutouquet (GE); 21s:
Jean-Pierre Lartige (V); 22s:
Maryse Demoulin (GE); 23s: Rossano Pulpito (V); 24s: Denis Williame (V).

liame (V).

Pas-de-Caiais. — I =: Luc Blankaert (V); 2 : Alain Bailleul (GE);
3 : Dominique Madelaine (V); 4 :
Patrick Poulet (V); 5 : Pierre
Géneau (V); 6 : Michel Hamy
(GE); 7 : Jean-Marc Ben (V); 8 :
Etienne Galand (GE); 9 : Serge
Pacheka (V); 10 : Franck Gluszak
(GE); 11 : Gilles Pennequin (GE);
12 : Daniel Ludwikowski (V);
13 : Jean-François Caroo (GE);
14 : non désigné (V).

BASSE-NORMANDIE

Calvados. - In: Josette Bénard (GE); 2: Alain Graénais (V); 3: Erie Boisnard (GE); 4: Carinne Lepage-Hughn (GE); 5: Bernard Hérard (V); 6: Jacques Leblane Manche. - 1*: Didier Anger

Manche. — 1ⁿ: Didier Anger (V); 2ⁿ: Rémy Lebasclés (GE); 3ⁿ: Christiane Durchon (V); 4ⁿ: Chantal Roupsard (GE); 5ⁿ: Jean-Clande Magalhaes (V).

Orae. — 1ⁿ: Jean-Paul Buard (V); 2ⁿ: Bernard Rio (GE); 3ⁿ: Dominique Madelaine (V).

HAUTE-NORMANDIE

Eure. - 1 ": Sylvain Bigot (GE); 2 : Pascal Dious (V); 3 : Michel Ressouche (GE); 4 : Bernard Dis-son (V); 5 : Olivier Bassine (V). Seine-Maritime. - 1 ": Irêne Pergent (V); 2: Christine Ramband (GE); 3°: Jean-Pierre Girod (V); 4°: Dominique Aupierre (GE); 5°: Christian Pedron (GE); 6°: Joël Valette (V); 7°: Pierre Dieulafait (V); 8°: Bernard Despierre (GE); 9: Michel-Léopold Janvin (GE);
10: Antoine Lefarestier (GE);
11: Gilles Eggenat (V); 12: Jean-Claude Ravenel (V).

PAYS DE LA LOIRE

Loire-Atlantique. - 1": Xavier Donsset (V); 2": Jean-Claude Demaure (V); 3": Bernard Renou (V); 4: Bernadette Berthet (V); 5: Patrick Cotrel (GE); 6: Yves Legesy (GE); 7: Charles Perrault (GE); 8: Gilles Denigot (O-GE); 9: Jo Gropi (V); 10: Charly Templier (V).

Maine et Loire. - 1": non désigné (O); 2: Philippe Bodard (GE); 3: Yves Lethielleux (V); 4: Christophe Reveillé (V); 5: Patrick Henry (O-V); 6: non désigné; 7: non désigné.

Mayenne, - 1": Olivier Illand
(V); 2: Joël Patourean (V); 3:
Louis Michel (GE).

Sarthe. - In : Lionel Renusson (V); 2: Jean-François Paquin (GE); 3: Jean-François Cointré (GE); 4: Didier Bourgy (V); 5:

non désigné (GE). Vendée. – In: Jean Guibert (GE); 2*: Daniel Robquin (GE); 3*: Bernard Massuyau (GE); 4*: Danielle Laumont (V); 5*: Franck Plazanet (V).

PICARDIE

(V); 2°: Jean-René Boutreux (GE); 3°: José Meurice (V); 4°: Alain Colpin (V); 5°: Jean-Fraoçois Gérack (GE). Olse. - I : Christian Filippi (GE); 2: Bernard Lahitte (V); 3:

Aisne. - 1a: Patrick Dejeambe

Corinna Pascal-Thibout (V); 4: Gérard Palteau (GE); 5: Linnel Stoleru (GE); 6: Jean-Claude Lefebyre (V); 7: Christian Jaskowies (GE)

Somme. - [" : Hubert Delarue (GE) : 2" : Jean-Jacques Bertrand (V) ; 3" : Alain Boulanger (GE) ; 4": Claude Ferra (GE) ; 5" : Xavier Commecy (V); 6": Christian Wyt-tynck (V).

POITOU-CHARENTES

Charente. — Im: Jean Revereault (V); 2a: Michel Lorriaux (GE); 3a: Yves Manguy (V); 4a: Pierre Debien (GE).

Charente-Maritime. — In: André Dubosc (GE); 2º: Yvan Poisbeau (V); 3º: Dominique Godineau (V); 4º: Christophe Bultel (V); 5º: Paul Revolat (GE).

Deax-Sèvres. - !": non désigné (GE); 2": André Pachet (V); 3": Jean Collon (V); 4": Cyril Pouclet (V).

Vienne. - 1": Marie Legrand (V); 2°: Jean-Pierre Souil (GE); 3°: Jean-René Gouron (GE); 4°: Catherine Barril (V).

PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR

Alpes-de-Hante-Provence. - In: Pierre-Alaio Cambefort (V); 2: Jean-Marie Colombon (GE).

Hantes-Alpes. - In: primaire entre Christine Roux (V) et un candidat (GE) non désigné; 2º: primoire entre Hervé Gasdon (V) et Michel Marin (GE).

Alpes-Maritimes. — 1ⁿ: Ghislain Nicaise (GE); 2ⁿ: Guy Marimnt (V); 3ⁿ: Denis Roman (V); 4ⁿ: Jacques Kramer (GE); 5ⁿ: Pierre-Loup Mazerand (V); 6ⁿ: Maurice Bardet (V); 7ⁿ: Pascal Marques (V); 8ⁿ: Nadia Loury-Guigan (GE); 9ⁿ: Antoine Labeyric (GE). (GE); 9: Antoine Labeyrie (GE).

Bouches-du-Rhône. - 1n: Patrick
Nofri (V); 2n: non désigné (GE);
3n: Catherine. Lange (GE); 4n:
Daolel Bret (V); 5n: Armand
Tnuati (GE); 6n: Vietor-Hugo
Espinoza (GE); 7n: Jean-Claude
Badih (V); 8n: Pierre Applincount
(GE); 9n: Jean Reynaud (V); 10n:
Marie-Claire Mouyrin (GE); 11n:
Patrick Sanvage (V); 12n: MichelHenri Botella (GE); 13n: Gérard
Monnier-Besombes (V); 14n: Yvon
Roche (V); 15n: Rnbert Célaire
(O); 16n: Catherine Levraud (V).
Var. - 1n: Guy Leberre (GE);

Var. - 1 = : Guy Leberre (GE);
24: Michel Casannva (V); 34:
Maurice Franceschi (GE); 44:
Alain Mnreu (GE); 54: Michel
Ruby (V); 64: Gérard Dauvergne
(V); 74: Philippe Guinet (V).

Vancinse, - 1ⁿ: René Pélisson (V); 2^o: René Vnlot (GE); 3^o: Étienne de Menthon (GE); 4: Serge Boyer (V).

RHONE-ALPES

Ain. - I : Marc de Antoni (V); 2º: Erie Gilbert (V); 3º: Albert Delavière (V-GE); 4º: Alain Moussel (GE). Ardèche. - Im: Sylvain Chiron

(GE); 2 : Pierre Courouble (GE); 3 : Michel Rabanit (V). Drome. - 1^m: Annie Puech (GE); 2^a: Jean-Pierre Morichaud (V); 3^a: Gérard Védrines (GE); 4 : Denis Dongé (V).

Isère. - In: François Lalande (V); 2: Cédric Philibert (GE); 3: non désigné; 4: Gérard Leras (V); 5: Thierry Chamel (GE); 6: Pierre Kermen (GE); 7: Gilbert Satter (V); 8: Bernard Berthel (GE); 9: Maurice Commandeur

Loire. - In: Gérard Payre (GE):

2.: Christian Brodhag (V); 3.:

Annie Trapeaux (V); 4.: Elisabeth
Peyron (V); 5.: Bruno Barriquand
(V); 6.: Régis Husson (GE); 7.:

Lucieu Moulier (GE).

1..... is

or ka≜ Nyaéta

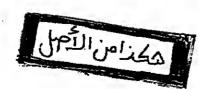
1000

Lucieu Moulier (GE).

Rhôse. - 1º: Jean-Marc Chaffringenn (GE); 2º: Gilles Buna (V): 3º: Miehel Chomarat (GE); 4º: Dominique Lopin (GE); 5º: Etienne Tête (V); 6º: Pierre Bouquet (V); 7º: Guy Peyretti (GE); 8º: Marc Jedliczka (V); 9º: Roger Masson (GE); 10º: Laurence Darteil (GE); 11º: André Martin (GE); 12º: Bernard Chambon (V); 13º: François Wnlf (V): 14º: Louis Rour (V) 13: François Wnlf (V); 14. Louis Roux (V).

Savole. - 1": Colette Trepier (GE); 2": Bernard Turpin (V); 3": Michel Roux (V).

Haute-Savule. - Im: André Tissot (GE); 2°: François Rouge (V); 3°: René Sournia (GE); 4°: Joseph Grillet (V); 5: Jacques Maylander (V).





• Le Monde ● Mardi 2 février 1993 9

législatives

réparation des election

tion Ecologie

Bank & Bank Blogger Middle on the late.

Wite. At an

Company of

Metric

Dutang and

Art Charles Shirts

Revolution !

L LOUNE .

20

Albert de it.

KA: 10°

Vac. Mintes ! .

Vamigne.

A ... Atop to

Diskupe :

ipel.

77.2

PROGRAM

ALPES OF THE PART

Charen's Marca

POITOU CHARINE

Les écologistes, alliés de la droite ou dernier espoir des socialistes?

Dans sept semaines, l'essentiel sera joué. Dans huit, tout acra consommé. Thut, pourtant, paraît encore flou : et le programme que mettra en œuvre la nouvelle majorité; et le nom de celui qui sera chargé de l'appliquer depuis l'hôtel Matignon; et la forme de la future opposition. La seule certitude porte, il est vrai, sur l'essentiel : c'est la droite qui sera au pouvoir à partir du mois d'avril.

Scule ou en association? La ques-tion n'est pas tranchée. Dans le Figaro du 1" février, M. Gérard Longuet, président du PR, souhaite que la future majnrité, prenant que la future majnrité, prenant exemple sur ce qui se passe dans de nombreux conseils régionaux, «travaille» evec les écologistes. M. Edouard Balladur, qui était l'invité de «7 sur 7», à TF1 dimanche, est beaucoup plus prudent. Pour hit, si effectivement «les écologistes expriment une sensibilité proje » dont il faudra «tenir vroie » dunt il faudra « tenir compte », la nouvelle majorité devra appliquer le programme sur lequel elle aura été élue, et n'être « tentée ni par l'exclusion ni par la récupéra-

Récupérer les voix écologistes au deuxième tour, puis leurs élus dans la future Assemblée nationale, est bien, au contraire, le dernier espoir des socialistes. Ils en sont maintedes socialistes. Ils en sont mainte-nant convaincus, même s'ils ont encore des façons bien différentes de solliciter cette allience. Dans Libération de lundi, M. Henri Weber, conseiller de M. Laurent Fabius, s'adresse à son «cher Brice» pour (ui expliquer qu'il ne pourra pas «oppliquer son pro-gramme avec une majorité conser-vatrice». En revanche, M. François Hollande, au micro de Radio J. Hollande, au micro de Radio J, dimanche, a remarqué: e Nous n'avons pas en face de nous un partenaire mais quelqu'un qui veut prendre notre place, et à partir de là la convivialité doit rester limitée».

La droite n'a pas ce souci. RPR et UDF sont toujours décidés à tra-vailler ensemble, mais la convivia-lité reste mesurée, ne serait-ce parce

'et d'ouverture qu'attend le pays » et que, «compte tenu du carractère indissociable » de l'entente entre les deux partis, « aucun candidat issu de l'une des familles ne peut être a prinri censuré ou récusé ». A l'inverse, M. Charles Pasqua, dans le Journal du dimanche, explique que pour le poste de premier ministre

nous aurons

BESOIN DE CINQ

ANS POUR REDRESSER

la situation de la France est «la plus grave depuis la Libération». Pour que l'action des ministres ne soit pas perturbée par les querelles préalebles à la présidentielle, l'an-

POLITIQUE

même assuré que le chef de l'Etat pourrait démissionner « si le gouver-

nement de droite lui impose de tou-cher à des acquis sociaux», le

contraignant à dire : « Pas ça, pas moi. » Hors de cette hypothèse, l'actuel ministre de la justice a assuré

que, même en période de cohabita-tion, le président de la République

doit conserver « ses responsabilités dans tous les domaines », en expi-quant qu'il est « le chef des

armées », que pour la diplomatie « il représente la France », et qu'il

doit veiller eu respect de l'article 2 de la Constitution, qui précise que le France est une République

Pour l'evenir, M. Vauzelle a assuré que le «souci» de M. Mit-

terrand est que « les valeurs qu'il incarne et défend depuis tant d'an-nées demeurent l'inspiration de ce

pays», et que donc eil ne s'en ira

que si son successeur partage les mêmes valeurs; c'est-à-dire si lo

campagne présidentielle permet de

supposer, comme on peut le suppo-ser dès aujourd'hui, un succès d'un candidat de gauche». Est-ce pour le faciliter que M. Vauzelle annonce

déjà qu'au lendemain des législa-

tives il organisera « des assises de la

solidarité » pour «fédérer » tous ceux qui, au delà du PS, partagent les valeurs de gauche?

THIERRY BRÉHIER

cien ministre d'Etat a assuré qu'il n'était pas « question de constituer une sorie de comité qui serait dési-gné par les étais-majors des partis». WUS N'ALLEZ QUAND HÊME PAS M'OBLIGER À



« le mieux place à [ses] yeux serait Jacques Chirac, pulsqu'il est le président du RPR, qu'il entend le rester, et qu'il fait le tour de France pour expliquer aux Français la politique qu'il faudrait conduire».

M. Vanzelle: M. Mitterrand démissionnera si...

M. Balladur fait semblant de ne rien entendre de tout cela. Il conti-nue à parler comme un futur chef de gouvernement. Samedi, il e rendu public son propre «audit» de la situation de la France (le Monde

11 a ainsi proposé eun plan quin-quennol de lutte contre le chomage, pour lequel wil n'y a pas de recettes miracles», et un autre plan de cinq ans « pour organiser le desendettement de l'Etat».

Se défendre de vouloir porter atteinte aux acquis sociaux fut la principale préoccupation de M. Balladur, qui fit remarquer qu'un gou-vernement qui avait permis qu'il y ait « cinq millions d'exclus » était particulièrement mal placé pour vonloir les défendre, M. Michel Vouzelle e pourtant confirmé, dimanche, au « Frauco Mitterrand ferait de leur protection son princique la compétition reste vive pour daté 31 janvier-l'" février), et manche, au «François Mitterrand dimanche sur TF1 il a présenté son parti e « avec François Léotard un homme apte à incarner l'attitude de courage de redressement sur einq ans », car dimanche, au «François Mitterrand ferait de leur protection son principal cheval de bataille. Celui qui fut le porte-parole du président de la de redressement sur einq ans », car

Aux assises du RPR sur la culture

M. Chirac souhaite « un réexamen de la politique des grands travaux»

Concluant, samedi 30 janvier, taire général du RPR, a estimé que, «malgré la dureté des temps, il faudro maintenir l'effort budgétaire auquel nous sommes parvenus». les assises du RPR sur la culture, M. Jacques Chirac a dénoncé les «écarts» qui se sont creusés entre la capitale et la province en matière d'équipements culturels.

Pendant deux jours, vendredi 29 et samedi 30 janvier, le RPR a orga-nisé à Paris des assisse culturelles nisé à Paris des assises culturelles sous le titre de « Culture d'en France». Le premier jnur était consacré à des « commissinns » (théâtre, musique, cinéma, arts plastiques, livres, etc.) composées d'artistes, d'intellectuels, de professionnels et d'élus, qui siègeaient simultanément. Chacun e évoqué ses problèmes: la baisse de la fréquentatinn des salles ou la crise de la lecture, les difficultés de la chanson française face à l'invasion anglosaxonme, les différents systèmes d'aides apportés par l'Etat, le rôle des établissements publics, le poids des collectivités locales... des collectivités locales...

des collectivités locales...

Les défenseurs du théâtre privé et du théatre public se sont effrontés courtoisement. Jean Desailly (Théâtre de la Madeleine) : «Le prix ljugé excessif des places c'est la mauvaise conscience des gens qui ne vont jamais au théâtre.» Jérôme Savary (Théâtre national de Chaillot) : «Le théâtre public n'a pas le monopole de l'ennui.» La tonalité de l'ensemble était plutôt corporatiste, et calme. Même absence de rugosité le lendemain, où se sont succédé deux tables rondes, animées l'une par Jacques Toubon, l'autre par Jacques Toubon, l'autre par Jacques Toubon, l'autre par Alain Carignon. Autour d'eux, le même mélange d'intellectuels, d'arcités (Yves Berger, Philippe Sollers, Michel Fugain, Jean-Jacques Beneix, Jean-Claude Carrière, Pierre Miquel), de professionnels et d'élus RPR. Ces derniers n'ont visiblement pas retemu le message de Marc Eumaroili : tous ont réaffirmé l'impas retenu le message de Marc Famaroli : tous ont réaffirmé l'importance de l'Etat, e au caur d'une portance de l'euit, e un cum u une politique culturelle». Une rupture server et enrichir le patrimoine. Garantir l'égalité de tous devant la culture. Donc favoriser l'enseignement des disciplines artistiques, une roma s'aggravant et sur politique culturelle». Une rupture server et enrichir le patrimoine. Garantir l'égalité de tous devant la culture. Donc favoriser l'enseignement des disciplines artistiques, une

M. Toubon : «Mort aux cons!»

« On a cumulé, il faut maintenant rationaliser, ce qui ne veut pas dire détruire », a indiqué Jacques Toubon, qui e noté que « la ligne générale d'une bonne politique culturelle devait être : mort aux cons!», avant de conclure en citant Shelley : « Le poète est le législateur des temps difficiles ont été évoqués par Philippe Sollers. « Notre pays est assez sinistré sur le plan politique, culturel », e-t-il estimé, inquiet du retour « d'une atmosphère sourde du vichysme ». L'écrivain, qui e expliqué sa présence par une vieille tendresse envers de Gaulle et Mairaux, a affirmé qu'on ne pouvait « ignorer la disparité qui s'accroît entre les riches et les pauvres » et que, « sur une base aussi grave, la culture ne pouvait continuer à n'être que le spectacle de la culture ». « On a cumulé, il faut maintenant

Dans son discours de clôture, Jacques Chirae a brossé les grandes lignes d'une politique culturelle. Pré-

le maire de Paris la démocratie cul-turelle ne se limite pas à l'école : « Il s'agira de définir une véritable politique d'aménagement culturel national afin de réduire les écarts qui se sont afin de rèduire les écarts qui se sont creusés entre les grandes métropoles, notamment la capitale et la province. Il n'est pas normal, par exemple, que les bibliothèques municipales se débattent au milieu de difficultés budgétaires alors qu'on est en train de construire la bibliothèque la plus grandiose du monde, peui-ètre à juste titre, mais excessive sur le plan du coût. C'est donc à un réexamen de la politique des grands travaux qu'il foudra procèder, non pas avec la voionté de détruire ce qui o été fait, mais dans le souci de mieux garantir les grands équilibres culturels. »

Troisième mission de l'Etat : aider

Troisième mission de l'Etat : aider les acteurs de la vie culturelle, et d'abord ceux qui sont en difficulté, soit en continuant ce qui a été fait, soit en innovant, et toujours en s'ap-puyant sur les collectivités territo-

Un discours prononcé sur un ton modéré et qui voulait ignorer la polémique. Alain Carignon, vnlou-tiers présenté au RPR comme un possible ministre de la culture, est dans la même disposition. «Il y a un héritage, nous devons l'assumer. Il ne doit y avoir ni chasse aux sorcières ni têtes coupées. » Les moyens? «La culture doit être épar-gnée par la nécessaire rigueur budgé-taire.» Si le maire de Grenoble, qui dit avoir rencontré « beaucoup de monde, y compris ceux qui ont parti-cipé à l'aventure Lang», souhaite néanmoins que «certaines choses changent, c'est parce que le climat o changes, eAujourd'hui, cit-il, on res-sent trop le poids de la société mar-chande. Ses seuls freins sont ceux de lo culture. Sans retomber dans le socio-culturel des années 60, les créa-teurs ne peuvent éviter de s'interroger sur les déchirures du tissu social qui vont s'aggravant et sur la distance qui crost entre une partie de lo

EMMANUEL DE ROUX

Les vérités de M. Le Pen

passage à «L'heure de vérité», sur France 2, dimanche 31 janviet, M. Jean-Marie Le Pen a signé le livre d'or de l'émission à l'elde d'une citation de La Fnntaine indiquant : «L'homme est de glace aux vérités, il est de feu pour le mensonge. » Lez princi-pales déclaratione du président du Front national ont été les sui-

□ Immigration : «C'est l'im-Immigration: «C'est l'in-migration qui est responsable de l'aggravation considérable du chômage, de l'aggravation consi-dérable de la fiscalité en même temps que de l'insécurité. (...) Je dis qu'il y e deux millions d'emplois qui sont occupée par des immigrés... Contrairement à ce que l'on croit, ile occupent des positions partout.»

□ Incarnetinn : e Nnus sommes une tradition, la tradition de l'incarnation. C'est-à-dire que la politique, ce n'est pas seulement dee mots, des phrases, des concepts, ce sont aussi des hommes et des femmes qui vivent. (...) Le Front national sans Jean-Marie Le Pen? Et le gaullisme sans de Gaulle, et le PS sans Mitterrand? Et un bateau sans capitaine? Un evion sans pilote? Oui, ça ns marche pas, en

 Légialatives (réeultats) : «Je ne suis pas M™ Soleil. Très petit succès à 10 %, petit succès à 11, succès à 12, grand succès

SOINS PRODUNGS ALBRANE

les candidate UDF RPR ne sont pas les mêmes. Il y en a pour lesquels nous evons une détestation supplémentaire, il y en e dont nous reconnaissons les mérites, mais MM. Noir et Carianna ne peuvent espérer que

□ Porte : «La France, dans la situation dramatique où elle se trouve, dait d'ebord baleyer devant sa porte avent d'aller balayer devant celle des eutres. Nous evons beaucoup fait (...). Eh bien, que d'autres prennent notre place i»

Description Purification (ethnique): e Je n'en pense rien. Que vou lez-vous que j'en pense? Je condamne la purification ethni-que, le cancer du sein, la grêle, les eccidents de la route. En gros, tous les malheurs qui arri vent au monde. (...) Avant de vouloir faire cesser les viols en Bosnie, il faudrait d'ebord faire cesser les viols en région pari-

□ Togo et Zeïre : «Quand il s'agit de la sécurité de nos ressortissants et de nas concitoyens, je sule pertisan de l'intervention de nos troupes. (...) L'installation da systèmes démocratiques dans ces pays est-elle une utopie? J'ai tendance à le peneer et je crains que naus n'ayons la-bas encore plutôt joué en faveur du trouble que de la

CHUTE DES CHEVEUX. TRAITEMENT **ANTICHUTE** KLORANE.

Une nouvelle formule Antichute Dermatologiques Klorane. Formulé à base chez les hommes, le processus ne peut que d'oligo-éléments, le nouveau Traitement s'accentuer d'année en année. Il existe Antichute Klorane freine la chute et favorise anjourd'hui un traitement performant, spéci- la croissance des cheveux existants. fique, mis au point par les Laboratoires Parlez-en à votre pharmacien*

Premiers signes de chute ? Il faut agir. Car d'extraits végétaux actifs, de vitamines et



naturellement actif

*Demande: consed à votre distributeur agreé. Four recevou le garde consed Khrame un toute mhormatium : 3614 Klorane un écriter à Caroline Thibault, Dieteur en Pharmacie, Laboratories Dermandogiques Khrane, 45 Place Abel Gauce, 92100 Buildigue-Paris.

in in

Trans. 44. . . .

tigare to a con-

Quatre élections cantonales partielles... | Paix retrouvée

ALPES-MARITIMES canton de Nice-VIII (2º tour). 1., 15 621; V., 5 403; A., 65,41 %; E., 5 025.

Richard Giamarchi, RPR sout. UDF, 3 258 (64,83) ÉLU Josiane Pastorel, FN, c. r., e. m. de Nice, 1 767 (35,16 %).

de Nice, 1 767 (35, 16 %).

Richard Gianarchi, secrétaire départamental du RPR, succède à Christian Estroni, député et conseiller régional, président de la fédération RPR des Alges-Maritimes, que la lot sur la camai des mandats a coudait à quitter le couseil général où il avait été réélu en mars deraire. Face à la candidate du FN, seule à pouvoir se maintenir au second tour, Il recueille 797 suffrages de plus que le total den voix de droite du premier tour. De son côté, Josiane Pratorel, qui sara la suppléante de Jean-Marie Le Pen aux législatives de mars, dans la 3 circonscription, qui gague 478 voix d'un tour à l'antre, progresse de plus de sept pointa de pourcentage par rapport su accond tour de mars 1992 mais perd 668 suffrages.

Les résultats de premier tour étaient les

de mars 1992 mais perd 668 suffrages.
Les résultats de premier tour étaient les suivants: L., 15 621; V., 5 396; A., 65,45 %; E., 5 306; Richard Giumarchi, 1 763 (33,22 %); Josiane Pasturel, 1 299 (24,29 %); Max Cavagilone, div. g. sont. PS et MEG, 882 (16,62 %); Jean-Paul Barety, RPR diss., sdj. m. de Nice, 446 (3,40 %); Danièle Berahn-La Geff, Verta, 337 (6,35 %); Patrice Mascarello, PC, 317 (5,97 %); Jean-Louis Vidal, UDF-P. et R. 68sa, 272 (5,12 %).

En mars 1992, les résultats du second tour avaient été les autrants : L. 15 989; V. 8 980; A. 43,80 %; E. 8 688; Christian Estreel, 4 151 (47,77 %); Josiane Pastorel, 2 435 (24,19 %); André Le Gat, PS, 2 102 (24,19 %).]

NORD : canton de Clary (1" tour). I., 21 531; V., 12 739; A., 40,83 %; E., 12 166.

Jacques Warin, PS, m. de Caudry, 4 513 (37,09 %); Yves Coupé, div. d., adj. m. de Camhrai, 2 908 (23,90 %); Jean-Richard Vallette, UDF-CDS, sont. RPR et UDF, 1 927 (15,83 %); Gérard Bezin, PC, 1 635 (13,43 %); Jacques Disdier, FN, 1 183 (9,72 %) BALLOTTAGE.

[Le maire socialiste de Caméry qui se présente sous l'étiquette Alliance des Français pour le progrès, arrive en tête du haliottage dans cette pertielle organisée à la suite du décès d'Henri Lefèbrre (PS) qui avait été rééin, en octabre 1988, an accond tour avec 7 476 voix (63,93 %) contre 4 217 (36,96 %) à Jean-Richard Vallette sur 11 693 suffrages exprimés, 12 520 votants (soit 42,26 % d'absuntion) et 21 684 inscrite. Au premier tour, les résultats avaient été les suirants: L, 21 684; V., '11 998; A., 44,66 %; E., '11 413; Henri Lefèbrre, 5 525 (36,50 %); Gérard Rezin, 2 091 (18,51 %); Jacques Disdier, 1 840 (9,11 %).

Par rapport au scrutin de 1968, et mai-

Disdier, 1 646 (3,11 %).

Par rapport an accrutin de 1968, et mujeré une participation plus éterée, le PS perd 746 suffrages et 8,98 points de poucentage. Le PC est également en recui (- 456 voix, - 4,88 points). En revenche, le FN enregistre une légère progression: + 143 roix, et + 0,61 point. La droite, qui cette fois avait deux candidets, gague 13,24 points de pourceutage et 1 810 suffrages. C'est Yves Coupé, adjoint au maire de Cambral François-Kavier Villain, RPR, qui, se présentant sams étiquette, gague cette primaire en devançant le centriste, Jean-Richard Vallette, souteau par le RPR et l'UDF.]

OISE: canton 16 325; V., 6 423; A., 60,65 %: E., 6 181.

Michel Woimant, RPR, adj. m. de Compiègne, 3 013 (48,74 %);

Une lettre de M. Michel Maurice-Bokanowski

Nous ovons reçu de M. Michel Mourice-Bokanowski, sénateur RPR des Houts-de-Seine, maire d'As-nières, la lettre suivonte:

Dans un article du numéro daté 24-25 janvier 1993, le journal le Monde m'a mis en cause, en évo-quant une contestation dont j'aurais été l'objet en décembre dernier au sein du conseil municipal d'As-nières. Je tiens à rectifier cette information erronée: s'il y a hien en une contestation en décembre 1991 – non en décembre 1992, – elle n'a plus d'objet depuis de longs mois. J'ai retrouvé un large soutien dont la meilleure preuve est le vote du conseil municipal du 14 décembre 1992 concernant la révision du plan d'occupation des sols qui a ohtenu l'unanimité des conscillers (RPR, UDF, NI, PS, FN), a l'exception de la représ tante communiste qui s'est abste-

D Précision. - Dans la première édition du Monde daté 31 janvier-le février, nous avons écrit par erreur, dans le titre de l'article consacré au débat hudgétaire du couseil régional du Nord-Pas-de-Calais, que l'attitude des communistes avait entraîné l'échec de la coalition Verts-PS. En réalité, même si les 15 élus du PC avaicot voté pour le budget présenté par M= Blandin, ils n'auraient pas permis son adoption, puisque celui-ci e été rejeté par 57 voix contre 40.

Claude Gouigoux, div. d., c. m. de Compiègne, 789 (12,76 %); Jean-Claude Lefebvre, Verts, 745 (12,05 %); Jacques Désmoulin, PC, e. m. de Choisy-an-Bae, 622 (10,06 %); Dominique Maron-neaud, FN, 609 (9,85 %); Fran-çoise Victor, GE, m. de Bienville, 403 (6,51 %) BALLOTTAGE.

Retardée par le recoura du Front national amprès du Conseil d'Etat après les élections sénaturiales, Pélection cantamate partielle pour désigner un aucesseur à Philippe Marini, maire de Complègne, aéanteur RPR depuis le 27 septembre deuier, a été finalement organisée plus été que at le souhaitait l'ancien satire de Compiègne, Jean Legendre, qui milliait pour qu'elle ait lieu en même temps que les législatires.

les législatires.

La campagne a été marquée notamment par la méseatente des écologistes qui n'out pas présenté de candidat commun et par une dissidence à droite. En effet, malgré l'accord intervass extre le RPR et l'UDF sur la candidature de Michel Wolmant, Claude Gouigoux ex-UDF-CDS a présenté la sienne, ce qui int a valu d'être sanctionné par le maior de Compiègne qui ini a retiré su délégation au commerce. Quant su candidat habitael du PS dans ce cauton, Bermard Hellal, il a présen, cette fois, ne pas se présenter en expliquant : « Il nous parait plus judicieux d'être présents lour de la viritable de chéasce des élections cantonnel la mascarade archestrés par M. Martal. »

Cette défection explique sans douts le score du candidat du PC qui, avec 10,86 % des suffrages expelmés, retrouve prosque son résultat de 1988 (646 voix et 8,66 %).

Une partielle avait été organisée ou avril 1991 à la suite du décès de Pierra Desbordes (RPR), décédé le 30 janvier précédent, qui avait été réélu su premier tour des cautonales de septembre 1988. La premier tour de cette partielle avait donné les résultais suivants : L., 16 481; V., 7 981; A., 51,57 %; E., 7 719; Philippe Marini, 3 685 (47,73 %); Bernard Hellai, PS, 1 520 (19,66 %); Jean-Chanée Lefebvre, Verta, 1 428 (18,49 %); Alain Petiter, FN, 597 (7,73 %); Jacques Desmoulins, PC, 489 (6,33 %). Les résultats du socond tour avaient été les suivants :

L. 16 472; V., 8 555; A., 48,06 %; E., 7 868; Philippe Marini, 4 993 (63,45 %); Bernard Hellal, 2 875 (36,54 %).]

BAS-RHIN: canton d'Illkirch-Graffenstaden. (1" tout)

I., 33 227; V., 10 363; A., 68,81 %; E., 10 113. Henri Bretz, UDF-CDS, 2 717 Henri Bretz, UDF-CDS, 2 717 (26,86 %); Yves Bur, UDF-CDS, e. m. de Lingulsheim, 2 358 (23,31 %); Georges-Pierre Noth, FN, 1 610 (15,91%); Fabien Foesser, Verts, 1 472 (14,55 %); Jacques Bigot, PS, 1 424 (14,07 %); Patrice Henneresse, RPR, 189 (3,84 %); Suzane Thominet, PC, 143 (1,41 %); Jean-Marie Zugmeyer, 2 (0,1 %) BALLOTTAGE.

(Un second tour est nécessaire gour pouvoir le siège vacant d'Antoine Wach (RPR), dis en mars 1992 et décédé le 24 décembre dernier. Heart Bretz (UDF-CDS), suppléant du député RPR André Durr, invasti par PUDE et le RPR, affrontera Vens Bur, lei sensi membre du CDS. En revanche, Patrice Hemeresse, afhérent du RPR, a obtest moins de 4 % des mifinaces.

Le Front sational arrive en troistime position, en beisse de 1,52 point de pour-centage par rapport au premier teur de esses 1992; le candidet des Verts, qui lei arest régresse de 1,75 point, continue de devancer le PS, qui progresse de 1,26 point. Ce premier tour a mobilisé deux fois moins d'électeurs qu'en mars duraier.

fola moins d'électours qu'en mars dernier.

En mars 1992, les résultats du grunder tour avaient été les entrants: L, 33 300; V, 21 448; A, 35.59 %; E, 20 672; Anteine Wach, EPR, 6 228 (30,08 %); Georgea-Pierra Nath, FN, 3 604 (17,43 %); Fablen Feesner, Varts, 3 371 (16,30 %); Yres Bur, UDF-CDS, 3 336 (16,13 %); Jecques Bigot, PS, 2 650 (12,81 %); Michel Feeilles, act. d., 1 180 (5,70 %); Saranne Thominet, PC, 311 (1,50 %). An second tour, les résultats avaient été les sulvants: L, 33 301; V, 18 903; A, 4566 %; E., 17 552; Antylne Wach, 8 271 (47,12 %); Fablen Foesser, 5 415 (30,25 %); Georges-Pierre Noth, 3 866 (22,82 %);

... deux municipales...

ESSONNE : Lintours (1" tour) 1., 4 211; V., 2 582; A., 38.68 %; E., 2 492

Liste conduite par Jacques Ryckelinck, PS, 906 (36,35 %); liste conduite par Gérard Palazzo, div. d., 700 (28,08 %); liste conduite par Patrice Leroy, RPR, 513 (20,58 %); liste conduite par Christian Vinsot, div. g., 373 (14,96 %) ... BALLOTTAGE.

[Le conseil municipal da vingt-neuf membres a été diasons par le préfet de l'Essonse en décembre, à la saite de la démission de donn conseillers municipanx entraînés par un adjoint au maire. Limous fut une des deux seules communes gégaées par la droite en 1925, La liste du maire sortunt, Patrice Lerey (EPH) a'obtient, au terme du prembre nour, que 20,52 % des voix cantre 22,66 % à celle de Gérard Palazze, son adjoint démissionante et 36,25 % à celle de Jacques Rychelynk, maire PS de 1972 à 1989, alors que la liste officiellement investic par les partis de gauche a Pour Limours » réalise 14,96 % des milinges.

En 1989, les résultais du second tour avaient été les mivants: L., 3 975; V. 2 973; A., 25,20 %; E., 2 877; liste d'union de la droire, conduite par Paprice Leroy, 1 467 (50,99 %), 22 ELUS (23 UDF, 9 RPR et 11 div. d.); liste d'union de la gauche canduire par Jean-Paul Hudet, PS, 1 410 (49 %), 7 ELUS (4 PS, 2 PC et 1 div. g.). Ceux du prenier étaient les autumns: L. 3 977; V., 2 794; A., 29,74 %; E., 2 706; liste d'union de la droite, 1 215 (44,96 %); liste d'union de la droite, 1 215 (44,96 %); liste d'union de la droite, 1 215 (44,96 %); liste d'union de la droite, 1 215 (44,96 %); liste d'union de la droite, 1 215 (44,96 %); liste d'union de la droite par Marc Aurand, 252 (9,31 %).

YVELINES: Le Chesnay (l" tour) 1., 19 769; V., 9 433; A., 52.28 %; E., 9 295.

Liste conduite par Philippe Bril-

... et une régionale

GUADELOUPE 1., 224 934; A., 54,06 %; E.,

97 491.

Liste conduite par Lucette Michaux-Chevry, UPF, 47 084 (48,30 %), 22 éins; liste conduite par Frédérie Jalton, PS, 16 668 (17.10 %), 7 éins; liste conduite par Marcellin Lubeth, PPDG, 8 679 (8,90 %), 4 éins; liste conduite par Roland Thésauros, UPLG, 7 555 (7,75 %), 3 éins; liste conduite par René-Serge Nabajoth, PS diss, 7 354 (7,44 %), 3 éins; liste conduite par Mona Cadoce, PCG, 5 895 (6,05 %), 2 éins; liste conduite par Louis-Constant Fleming, div, 3 130 (3,21 %); liste conduite par Henri Yoyotte, div, 1 226 (0,55 %).

Nouveau conseil: 22 UPF; Nouveau conseil: 22 UPF; 7 PS; 4 PPDG; 3 UPLG; 3 PS diss.; 2 PCG.

Marqué par me progression du tenza d'absteution, passé de 41,47 % an mara 1992 à 54,06 %, ce serain a suctout profité à la liste de Lucette Michaux-Chevry, qui se bénéficiait jusqu'aiors que d'ame et majorité de travail » composée des 15 élus de se liste, des 7 conseillers régionanx socialistes dissidents et des 5 élus de Parti progressites désocratique 5 élus de Parti progressites désocratique

lault, RPR, m. s., 3 434 (36,94 %), 25 ELUS.

liste conduite par Jean-Louis Berthet, UDF, 3 169 (34,05 %), 6 ELUS; liste conduite par Ber-nard Gillis, div. d., 1 827 (19,65 %), 3 ELUS; liste conduite par Jean Maillefer, PS, 865 (9,30 %), 1 ELU.

[Philippe Brilianit, maire RPR du Chesnay de mars 1939 jusqu'h is dissolution du conseil stranicipal demandée en novembre deraier per le préfet des Yvelines, ratrouvers dan la fin de cette esmaire son fendant de maire, le second tour de l'élection bul syant donné 265 voix de pins qu'à son aucien premier adjoint, Jeas-Lanis Berthet soutons per la fédération UDF des Yvelines. Cette courte unjurité se traduit par l'attribution de vinga-cinq siègné des trents-cinq à pour-sule qui dénormies se répartissont aims : 8 RPR et apparentés, 5 UDF et apparentés, 20 divers droite, I Génération éculogic (liste Barther) et 1 PS.

Au premier tour, les résultats étalent

An pressier tour, les résultats étalent les suivants : L. 19 772; V., 9 899; A., 53,96 %; E., 8 892; liste conduits par Philippe Brillant, 2 896 (32,56 %); liste conduits par Jean-Louis Barthet, 2 510 (28,22 %); liste conduits par Bernard Gillie, 1 951 (21,95 %); liste conduits par Jean Maillefer, 1 027 (11,54 %); liste conduits par Jean Maillefer, 1 027 (11,54 %); liste conduits par Marie-Chantal Delmas, FN, 597 (3,70 %).

Sor (3,70 %).

En mars 1989, le second tour avait dound les résultain sativants: L., 19 214;
V., 11 636; A., 42,56 %; E., 16 832; here de droits conduits par Philippe Brillanit,
RPR, 5 890 (54,37 %). 27 ELUS (5 EPR et 22 div. d.); here de droite conduits par
Maurice Colatz, UDF, 3 110 (28,71 %),
5 ELUS (2 UDF, 2 EPR et 1 div. d.);
liste d'union de la gauche conduits par
Jean Maillefer, PS, 1 832 (16,91 %),
3 ELUS (1 PC et 1 PS).

nistes). Les helépendantistes de l'Union populaire pour la libération de la Gande-loupe (UPLG) réalisent égalsment une avancés, en voyant leur nombre de siègns passer de 2 à 3 dans la nouvelle assem-blée.

Les socialistes distidents (- 4 sièges) et orthodoxes (- 2 sièges) fout figure de grands perdants, aux côtés de PC gusde-loupden (- 1 siège) et du PPDG (- 1 siège), ce deraier enregistrant de plus faibles pertes en suffrages.

En rémedissant à disposer, avec en seule liste, d'une majorité absolue un conseil régional, Lucette Michaux-Chevry devra dorénavant assumer la lourde charge de résorber les 908 millions de france de

L'ancien coupell régional, insu des élec-tions du 22 mars 1992, que le Conseil d'Etai avail annulées, était alasi com-pozé: 15 UPF; 9 PS; 7 PS diss.; 5 PPDG; 3 PCG; 2 UPLG.

Les résultats avaient été les saivants:

1. 225 794; A., 41.49 %; E., 121 589;
liste conduits par Lacette Michaux-Chevry, UFF, 35 599 (29,27 %); liste conduite par Frédéric Juiton, PS, 21 226 (17,45 %); liste conduite par Daminique Larilla, PS dia, 18 786 (15,38 %); liste conduite par Ernest Moutenasseny, FPDG, 13 108 (10,78 %); liste conduite par Mona Cadoce, PCG, 7 096 (5,83 %); liste conduite par Mona Cadoce, PCG, 7 096 (5,83 %); liste conduite par Roland Thésauros, UPLG, 6 673 (5,48 %).

en Caldochie

«Je suis corse d'origine. Un Corse peut pardonner mais n'oublie jamais. Mol. j'ai pardonne mais je n'ai pas oublié. » Récemment, un Canaque est venu lui emprunter des cartouches pour aller chasser.
«Riquet» ne les lui a pas prêtées.
Bon prince, il les lui a données.
Quand un Canaque et un Caldoche de La Foa s'échangent des politesses autour de cartouches, c'est ment change.

Un embryon d'esprit « provincialiste »

A Ponembout, on ignore ec genre de psychodrame. Aucien cen-tre pénitencier, le village est peuplé de petits Blancs qui ont longtemps voté à gauche par tradition protes-tataire. Leur réputation déplaisair même fortement dans le commune tature. Leur reputation deplaisant même fortement dans la commune voisine de Koné, où l'on se targuait d'une ascendance sans tâche, au point que les jeunes gens des deux villages réglaient leurs comptes généalogiques en faisant le conp de poing dans les bals du samedi soir. Fier de son micro-climat Poutembent a ainsi mieux samedi soir. Fier de son micro-cli-mat, Pouembout a ainsi mieux résisté qu'ailleuts au grand ébranle-ment des «événements» qui e fait basculer des pans entiers de la Cal-dochie dans le camp des activistes. Les accords de Matignon, on se les était forgés avant la lettre.

Electeur RPCR de Pouembout, M. Daniel Flotta ne s'offusque nui-M. Daniel Flotta ne s'offusque nul-lement d'être sujourd'hui un rési-dent de la province Nord, contrôlée par le FLNKS. Pour lui, ressentiel est que la brousse, « qui était en train de crever», s'arrache à son sous-développement. Or l'aménagement de la capitale pro-vinciale autour du secteur de Koné-Pouembout a donné un pré-cieux coup de fouet à l'économie cieux coup de fouet à l'économie locale. À l'entendre, on mesure à quel point les accords de Matignon ont contribué à brouiller le jeu en faisant émerger un embryon d'es-prit «provincialiste» chez bien des Caldoches du Nord. Après le sempiternel couplet contre Noumés oui «ne parle pas la même langue que nous», M. Flotte finit par lacber: « Moi, je suis « province Nord» et l'ai interêt à voter avec les gens de la province Nord». Les indépendantistes n'ignorent pas qu'ils ont là une carte à jouer pour peu qu'ils parviennent à ressusciter les réflexes des années cinquante et tes renexes des années chaquante et soixante, lorsque Canaques et petits Blancs mélaient leurs voix au sein du parti autonomiste de l'époque, l'Union Calédonienne (UC). Conscient du danger, le RPCR de Noumés veille au grain.

Le «pouvoir canaque »

Mais comment continuer à exploiter électoralement la peur d'un «ponvoir kanak» qui s'est converti aux vertus du pragma-tisme gestionnaire? Et qui hérite de succroît d'une grosse affaire, la Société minière du sud Pacifique (SMSP), cédée à la province Nord par M. Lasteur lui-même? Ce der-nier épisode est exemplaire du dilemme auquel va être confronté le RPCR dans son électorat du Nord.

Quand la transaction est annon-cée, en avril 1990, les Caldoches de

la région sont atterrés, abasourdis. a On s'est sentis abandonnés», se souvient Frédo Song, le chef de centre de Ouaco, le village minier privé de M. Lafleur où s'alignent maisons en préfahriqué, flanquées du véhicule 4X4 sous le garage, et où une école primaire, une piscine, une épicerie et un dispensaire permettent à la communauté des ouvriezs de vivre en quasi-autarcie. Entré à l'âge de dix-huit ans sous les ordres du père Henri Lafleur, figure légendaire de la Nouvelle-Calédonie des pionniers, Frédo Song exprime alors sans fard son déserroi à « lecques», qui lui réfor-Song exprime alors sans and son désarroi à «Jacques» qui lui rétorque : « Ne t'en fais pas, rien ne changera». Et de fait, rien n'a changé. « Les nouveaux patrons m'ont traité et rémunéré de lo même façon », reconnaît Frédo

Ce métis au regard doux, qui mêle dans ses veines du sang chinois, canaque et anglais, n'est guère torture par des interrogations identitaires. « Je ne me sens pas vroiment Blonc mois je pense comme un Blanc», finit-il par comme un Blanc », finit-il par admettre après avoir trouvé la question plutôt incongrue. Ce qu'il sait pertinemment, en revanche, c'est que ses convictions politiques le classent dans le camp pro-firan-çais. « Mois l'idée d'être sous les ordres d'un Mélanésien ne me gêne pas si c'est quelqu'un de valable. » Ses collègues caldoches, eux aussi, n'ont pas l'air accablé par le non-veau régime. Il n'est que de voir leur empressement à s'adonner à une activité syndicale enfin digne de ce nom. La Nouvello-Calédonie n'étant pas à un paradoxe près, ces n'étant pas à un paradoxe près, ces anciens fidèles de M. Lafleur ont adhéré comme un seul bomme à la tonte jeune section locale de l'USTKE, un syndicat dirigé par des indépendantistes canaques mais dont les troupes se recrutent dans tous les milieux. Est-ce donc ca le «pouvoir canaque», ces nou-veaux patrons qui font tourner rondement l'affaire et inaugurent la démocratie syndicale?

L'indépendance a l'horizon

Mais la magie des secords de Matignon n'a pas transfigure tous les Caldoches, loin s'en fant. M. Jean-Charles Moglia, jeune éleveur du village de Sarraméa (province Snd) et militant du Front passers la la companyant de la national, n'y croit tout simplement pas. « Des accords basés sur le sang pas. « Des accords basés sur le sang d'un côté et sur l'argent de l'autre, ce n'est pas joli », gruce-t-il. « Si le temps a cicatrisé les plaies, njoute-t-il, ce n'est pas grâce aux accords de Matignon mals parce que, duront les événements, on n'o jamais franchi le point de non retour. » Lui aussi, comme « Riquet » Mariotti, a sonné le toc-sin en s'affairant dans les milices d'autodéfense. Lui aussi cultive la nostalvie de la « fraternité nassée » nostalgie de la «fraternité passée» et se dit persuadé que les Canaques ont été a manipulés ». Mais pourquoì donc ne pas s'abandonner à la griserie ambiante? Pourquoi ne pas goûter aux délices de la paix retrouvée?

A viai dire, une vilaine angoisse tarande Jean-Charles. «Le but final, sonfile-t-il, c'est tont de même de savoir si on aura l'indépendance canaque ou pas. Le déve-loppement économique, je m'en

fiche, si on a cette indépendance au-dessus de nos têtes comme un couperet. » Or cette indépendance, il la voit se profiler inexorablement à l'horizon. Point besoin d'être grand clere: il en n eu la révélation, le 25 décembre dernier, lation, le 25 décembre dernier, lorsque emmitoufié dans son mantesu de Père Noël, dans la chaleur de l'été austral, il a distribué les cadeaux à l'école communale. «Je, me suis alors rendu compte qu'il y avait de plus en plus de jeunes enfants canaques. Chaque année, il y en a davantage. Quond une fomille européenne foit deux fomille européenne foit deux enfants, une famille canaque en fait quatre ou cinq. Leur démographie galope. Elle est là, leur indépen-dance.»

Et qu'on ne vienne pas soupçon-ner Jean-Charles de «racisme»! Son père adoptif était un Canaque et sa belle-sœur est également canaque. Il est copain comme cocbon avec le maire indépendantiste du village, militant du Palika, in branche «dure» du FLNKS, et dont il est le cousin issu de ger-main. Mais l'indépendance, non le L'indépendance, c'est le risque de la misère. » Et Jean-Charles, pro-priétaire de cent trente hovins, trois cent cochons et douze chevaux, n'est pas du genre à «jouer au poker».

La rumeur de la place des Cocotiers

A mille années-lumière de ces histoires de brousse, où Clochemerle le dispute à d'invraisemhlables aventures humaines, Nouméa som-nole. Obsédée par l'idée d'attirer les jeunes couples japonais en voyage de noces, la ville s'est refait une toilette. Ici, une griffe de peinture blanche; là, un saupoudrage de baquets de fleurs. Bien sùr, on s'inquiète de ces bidonvilles qui ceinturent le chef-lieu et des comtions apparues au sein d'une com-munanté wallisienne et futunienne à l'humeur maussade. Bien sur, les professionnels s'alarment de l'acti-visme syndical de l'USTKE. Bien sûr, un parti d'extreme-droite, le Front Calédonien, s'insurge contre la promotion canaque dans la police qui s'effectue, selon lui, par le biais de « manipulations ».

Mais on sait aussi s'amuser de la rumeur de la place des Cocotiers, qui rapporte malieieusement le menu détail des duels épiques que se livrent les hommes d'affaires locaux. On a ainsi noté que M. Jacques Lafleur, président de la province Sud, donne le ton et déli-vre les sauf-conduits avec une assu-rance inégalée. Aussi découvret-on, impuissant, que le renforce-ment de cette féodalité était clairement inscrit dans la logique des accords de Matignon. Faut-il alors s'étonner si Nouméa, avide d'air frais, en vient à saluer l'arrivée de nouveaux partenaires, hier indési-

La prise de contrôle par la province indépendantiste du Nord d'un prestigieux complexe bôtelier - le Surf Novotel, le Casino et l'hôtel fbis - a en effet été applaudie par tous, mais en privé, comme une sympathique performance. Outré d'avoir été placé devant le fait accompli, M. Lasieur a menacé de jeter ses troupes dans le rue. Mais il a dù reculer faute de combattants. Du coup, il a ordonné le boycott du casino indépendantiste. Tant que la Nouvelle-Calédonie est conviée à boycotter les casinos et non les bureaux de vote, c'est qu'en effet la paix retrouvée fait

FRÉDÈRIC BOBIN

PICARD LIBRAIRIE INTERNATIONALE

82, rue Bonaparte, PARIS VP Motro : Saint-Sutoice 10h-13h/14h-18h

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE ARCHITECTURE - BEAUX ARTS RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens Beaux fivres e catalogue 510 vient de paraître

Envoi sur simple demande RÉOUVERTURE DE NOTRE MAGASIN

RENOVÉ

EDITIONS Les échos

de la mémoire Tabous et enseignement Georges Kantin et Gilles Manceron Prétace de Claude Julien

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Dossier: Prostituées et après...

Enguête: L'Espagne 93 Entretien: Pierre Mauroy

PRÉPARATION AUX **ACCÈS DIRECTS** EN 2º ANNÉE MI HEC - ESCP - ESC

Admission sur licence

Sciences-Po Admission sur licence UM ESSEC

Admission sur Maitrise

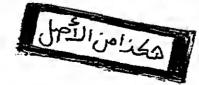
18, rue du Cloître Notre-Dans 75004 Paris © 43.25.63.30

Cette semaine, dialoguez avec Gérard Longuet

Qui a dit quoi? Les petites phrases des hommes politiques

Stages de perfectionnement pour bacs A, B, C, D, bac Français de Première Noël, Fevrier, Pâques et Juin







Le Monde • Mardi 2 février 1993 11

JUSTICE

. tilings

かけって ちょしょ

trace . west

CHAR ...

da g444.

& books Ft

Sous le coup d'un mandat d'arrêt international

L'ancien mercenaire Bob Denard est rentré en France

Mercenaire impliqué dans toutes les eventures africaines de ces trente demières ennées. M. Robert Denard a débarqué. lundi matin 1" février, à l'eéroport de Roissy-Charles-Da-Gaulle, en provenance d'Afrique du Sud. Interpellé à sa descente d'avion par la police de l'air et des frontières (PAF), il s'est vu signifier un mandat d'arrêt délivré le 16 octobre 1991 à Paris á l'issue de sa condamnation pour « association da malfaiteure » par défaut pour son rôle dans la tentative de coup d'Etat parpétrée en janvier 1977 au Bénin, ainsi qu'un mandat d'errêt international pour « essociation de malfaiteurs et vol aggravé » déli-vré le 16 juillat 1991 par M= Chantal Perdrix, juge d'instruction è Paris, è propos cette fois de son rôle dans l'assassinat du président comorien Ahmed Abdallah, renversé le 26 novembre 1989 dans des circonstances sanglantes, M. Denard e eussitôt été transféré eu paleis de justice da Peris.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Il y a encore quelques jours, à Luanda, un haut responsable du gouvernement engoleis expliquait les succès de le rébellion de M. Jonas Savimbi par la présence à ses côles de merceneires conduits par Bob Denard. Au même moment, à trois mille kilomètres de là, ce dernier mettait, à Pretoria, la retour. On ne prête qu'aux riches et en matière d'activités mercenaires Robert Denerd, alias colonel Bob Denard, alias Gilbert Bourgeaud, alias Said Mustephe Mahdjou, l'e été, peut-on dire, immensément.

Fils d'edjudant de le coloniele, Bob Deoard evait commencé sa carrière, en 1945, à l'âge de seize ans, par un engagement dens le marine netionele. Après une période de formation à l'école des mousses de Saint-Mandrier (Var), le voilà fusilier marin en Indochine, vous rustiler marin en indocaine, elors que la France s'enlise dans une guerre qu'elle finira par perdre en 1954. Deux sus auparavant, Bob Denerd, démobilisé, e intégré la police chérifienne comme gardien de la paix. Pour l'heure, il règle la circulation à Casablenca.

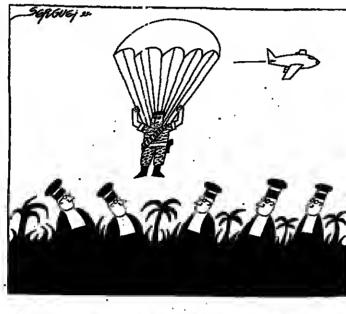
> Echec au Bénin

Meis très vite il est affecté à des tâches moins pacifiques. La situa-tion marocaine est, en effet, tendue. La France y «protège» un royaume dont les hebitants, roi en tête, rêvent d'indépendance. Des bombes explosent et la police créée une bri-gade anti-terroriste où est versé Bob Denard. Selon un méthode qui sera bientôt réutllisée en Algérie, il s'agit moins d'arrêter les « terroristes» que de les éliminer.

Après l'indépendance marocaine et un bref séjour en Algérie, le retour à Paris est calamiteux. Bob

Selon la Cour de cassation La mention «lu et approuvé» n'a aucune valeur juridique

La première chambre civile de la Cour de cassation, présidée par M. Jacques Massip, a jugé, mcrcredi 27 jeovier, que la meotico «lu st epprouvé» inscrite au bas d'un contrat constitue e une formalité dépournie de toute portée ». La plus heute juridiction de l'ordre judiciaire a cassé un arrêt rendu le 9 janvier 1991 par la cour d'appel de Colmar, qui avait estimé qu'un contrat d'assurance n'était pas valablement signé parce que l'un des intéressés n'avait pas ajoulé «lu et approuvé» à sa signeture. La Cour de cassation e posé comme principe qu'un « acte sous seing prives - il s'agit de tous les cootrats signés entre particuliers, contrats de prestations de services, contrats de vante ou de location principalement - n'est e soumis à aucune outre condition de forme que la signature de ceux qui s'obli-



Denard y fréquente les activistes de . l'Algérie française, anciens compa-gnons de l'OAS ou membres des groupuscules d'extrême-droite. Il les retrouvera plus tard dans toutes ses retrouvera plus tard dans toutes ses eventures, mercenaires en Afrique, appariteurs musclés de l'après-mai 68 ou bommes de main pour campagnes électorales. « En 1960, explique-t-il, j'at lu dans un journal un article sur le Katanga ou Moïse Tschombé venoit de jaire sécession de l'ex-Congo belge devenu indépendant. J'y suis parti sur un coup de tête. C'était mon côté marin. C'est l'abbé Fulbert Youlou, à l'époque président du Congo-Brazzaville, qui m'a fait délivrer un passeport diplom'a fait délivrer un passeport diplo-matique pour rejoindre Tschombé ».

C'est le départ d'une oouvelle carrière. Denard combat poor Tschombé contre Mobutu, pour Mobutu cootre l'armée zaîroise rebellée, contre Mobutu à nouveau eux cotés des Katangais. On le croise ou Yemen, où il prête main forte à l'imam El Badr qui affronte une révolution soutenue par Nasser, eu Biafra où il soutient la sécession d'Ojukvu contre le gouvernement de Lagos, au Gabon où il réorganise la garde présidentielle du président Bongo, en Angole où il assiste l'Unite de Jonas Savimbi dans sa lutte contre le corps expéditionnaire cubain. Le roi Hassan II le contacte pour libérer les ministres libyens du roi Idriss séquestrés par un jeune colonel qui monte, Omar Khadafi. L'opération sera ennulée à la dernière minute, Entre-temps, l'ancien sous-officier de la marine nationale est devenu colonel, élément essen-tiel d'un jeu politique africain où la France n'entend pas agir avec les moyens officiels de l'Etat.

Le 16 jenvier 1977, le colonel Bob Denerd débarque eu Bénin (ex-Dahomey) à le tête de quelques dizaines de mercenaires. Il s'agit de renverser, avec le soutien do Maroc, du Gabon et de la France, le président Mathieu Kerekou et de remettre en selle le docteur Zimzou. L'affaire échoue, le commando se replie su Gebon, laissant derrière lui huit morts – dont deux merce-naires – ct une cinquentaine de blessés. Cotonou en eppelle à l'ONU et poursuit Denard devant les tribunaux français. Le 16 octo-bre 1991, après des années de pro-cédure, la 14ª chambre correction-nelle du tribunal de Paris le condemne par défaut à cinq ans d'emprisonnement, pour association de maifaiteurs.

> La mort du président .comorien Abdallah ·

Au même moment, Denard est tombé sous is coup d'un mandet d'arrêt international pour ses acti-vités eux Comores. En 1975, il svail été engagé par Ali Soilih qui, quelques jours après l'indépendance do pays, venait d'évincer du pouvoir le président Ahmed Abdallah. Trois ans plus tard, ce dernier l'embauche pour montsr le coup joverse. L'opération réussit et Bob Denard est nommé chef de la garde



présidentielle. Durant onze ans, il sera, à la tête des forces armées comoriennes, le véritable numéro deux du régime. Mais, le 26 novembre 1989, l'opposition s'insurge ct attaque le palais présidentiel. Dans la confusion, le président Abdallah est tué. « C'est l'un de ses gardes du corps qui l'o obattu, par erreur, explique Denard qui, réfugié en Afrique du Sud, et accusé par la femille de le victime d'avoir tué son ancien petron, doit faire face à de nouvelles poursuites. Quel intérêt aurais-je eu à le tuer? Je faisais ce que je voulais.»

S'il rentre à Paris, malgré la prisoo qui l'etteod et la perspective sioon d'une condamnation, du moins celle d'un nonveau procès, c'est, dil-il, a pour régulariser une situation judiciaire qui m'empêche de gagner ma vie. Depuis trois ans que je suis en Afrique du Sud, mes économies ont fondu». A soixantetrois ans, plus question de louer ses services à ceux qui pouvaient les lui payer, rois on présidents africains, services spéciaux ou gouvernements occidentaux. L'homme a vieilli et les séquelles de ses nombreuses blessures le font souffrir. Surtout l'Afrique n'est plus l'enjeu de cet affrontement entre l'Est et l'Ouest qui lui permettait de vivre. Plus que de mode, «chiens de guerre» et outres «affreux» sont passés de sai-

GEORGES MARION

MEDECINE

Au colloque sur « Le peuple magistrat »

L'agonie de l'intime conviction

Au cours du colloqua organieé samadl 30 jenvlar au Sénat à l'initiative de M. René Monory sur le thème « Le peupla magistrat», M. Jacques Toubon s'est prononcé en faveur d'une procédure d'appel des décisions rendues par les cours d'assises en évoquant la risqua d'una suppression du iury criminel. Cette réforme qui nie la notion d'intime conviction - est souhaitée par les anciena jurés, mais elle divise les magistrats.

L'idée chemineit doucement, C'est sans aucun doute un avocat ou eon client trop sévèrement condamné qui, le premier, s trouvé scandaleux qu'il ne soit pas possible de faire appel d'une décision de cour d'assises. D'autres avocats et quelques magistrats ont ensuite partagé ce sentiment pour, de temps à eutre, en perler tout bee entre eux. Mais le propos ns sortait pas du cercle restreint de quelques initiés ebonnés à des ravues de droit comperé. D'eilleure, n'était-ce pas une sorte de blaephème d'oeer prétendre que le peuple pouveit se tromper? L'edage « Vox populi, vox dei » ne se discutait pas.

Pourtant, c'est le peuple qui e lui-même tué ce mythe. Le 13 juin 1992, un peu plus de cinquante anciens jurée du département de la Vienne, réunis à Poitiers, décleraient sans la moindre gêne qu'ils étalent favorables à une remise en question de leurs propres décisions. Vendredi 30 jenvier, eu cours d'un colloque organisé au Sénat à l'initietive de M. René Monory, soixante jurés eyant eiégé dans les cours d'assises du Rhôns, du Nord, des Bouches-du-Rhône et de Peris ont exprimé le même souheit. C'était eur le ton de l'évidence, et if ne leur semblait pas utile da débattre longuement de la disparition d'une procedura visiblemant ercheïque qui empêche l'eccusé d'un crime de disposer des recours offerts aux petits délinquents. Mele ce n'était qu'un colloque, et l'idée aurait été classée au rayon des vœux pieux si le eeul homme politique présent dens le celle n'avait pas fermement eppuyé cette modification profonde de nos mœura judiciaires. M. Jacques Toubon, député RPR de Perie, qui souhaite succéder à M. Michel Veuzelle, s'est montré trèe cleir : « Ceux qui, comme moi, veulent défendre le jury doivent penser qu'il n'est pas infail-lible er qu'il faut instituer un second degré de juridiction. »

Il est vrai que le jury e bien besoin d'êtra défendu. Au-delà de la contestation de certaines décisions qui font scandele, le fonctionnement journalier des juridictions criminelles fait l'objet de sévères critiques, qui ont été renouvelées eu cours du colloque. Pour un même crime commia dens dee circonstences compareblea, le senction peut varier du simple au double selon le lieu de jugement, et, dens un même département, deux formations différentes de la cour d'essises supportent eouvent des réputetions divergentee. SI le même phénomène s'observe, dens de moindras proportions, en correctionnelle, il est possible de faire eppel. Il y e donc bien longtemps que le mot « loterie » e été prononcé pour qualifier, sur la mode de la dérision, une juridiction de plue en plus contec-tée. Aussi M. Toubon n'hésitet-il pas à employer le ton de la menace : «Si on ne donne pas une garantie à la cour d'assises ille, on la supprimera parce qu'on en aura marre. »

Le coût de la réforme

Le vœu pieux de quelques dizeines d'anciens jurés dolt-il déeormeis être rangé dans le grende armoire sans fond des promeeses électoreles d'un membre de l'opposition qui suit de très près les affaires de justice? Même si tel est le cas, le propos ne meno rage. Car une telle réforme, dene Une metière qui n'est pae très populaire, coûterait très cher et, afin que M. Toubon ne l'oublie pas, M. Henri Boulard, pramier président de le cour d'eppel de Versailles, lui lançait cet avertissement : « Si appel il doit y avoir, que les hommes politiques de l'époque n'oublient pee les nécessités de personnel.

Il faudra des juges, beaucoup de juges, car l'insteuration de l'eppel, selon M. Toubon, passe par la motivation des errêts cri-minels. «Est-ce que la justice criminelle doit continuer à reposer sur l'intime conviction ou est-ce

que l'on peut considérer comme un progrès de motiver la décision?», demandait le député de Paris sans cacher qu'il était favorable à une motivation.

Ce qui raecemble blen à un projet ne feit pae l'unenimité permi lee professionnels du droit. M. Dominique Fournier. président de le cour d'essises de l'Isère, y souscrirait, car « la justice e besoin d'être acceptée, comprise, et la presse peut jouer un certain rôle en expliquent la décision». Si les enciens jurés se prononcent en faveur d'une cour d'eppel criminelle qui comporte reit eussi un jury, M. Jeen-Georges Diemer, conseiller à le Cour de cessation, envisege « une juridiction de magistrats qui ne pourrait pas aggraver la sanction et qui ne se prononcerait que sur le peine ». M. Chrietian Le Gunehec, préeidant de le chambre criminelle de la Cour de cassation, s'est, pour sa pert, étonné : «Le problème n'est pas nouveau. Mais le motivation en cour d'assises, quelle serait-elle? On n'explique pas le cheminement de la pensée qui e conduit le déclaration de culpabilité ! L'appel entraînerait la disparition du jury. » Pour M. Boulerd et pour Me Olivier Metzner, la motivation de la décision n'est pes nécessaire pour parmettre un eppel, et, selon l'avocat, « la motivation n'est qu'un elibi. La solution n'esr pas la motivation, mais la création d'un droit de la preuve. Il faut savoir sur quoi on peut condamner. »

La discussion est engagée et, s'il faut en croire M. Toubon, elle pourrait sortir des colloques pour se poursuivre un jour devant l'Assemblée nationale. Mais ei k mort du jury n'est pes ennoncée, il esmble que l'on assiste à l'agonie de l'e intime conviction », une locution aux allures superbes qui permet cependant d'envoyer un homme en prison pour la vie en se contentant de dira seulement oui. M. Bemard Feyolle, président de la cour d'assises dee Bouches-du-Rhône, citait Molière : «Quand on pend quelqu'un, on lui dir pourquoi c'est», et il ejoutait cette observation lourde de sens : «Si l'explication de la sanction était possible, les décisions seraient différentes...»

MAURICE PEYROT

Le dépistage du virus du sida .

Enquête sur les méthodes d'un laboratoire parisien

MM. Bernard Kouchnar, ministre de le santé et de l'action humanitaire, et Rané Tauleda, ministre des effaires sociales, ont damandé, dans la soirée du vendredi 29 janviar, à la direction des affaires sanitaires et sociales de Paris, da feira procédar « da touta urgence » à un contrôla des conditions dens lesquelles un laboretoire parisian privé procède au dépistage sanguin de l'infection par le virus du sida. Cette décision fait suita à la dénonciation des pratiques

mises en œuvre dans ce labora-

toire par l'association Act-Up.

Les animateurs de l'association de lulte contre le sida Act-Up oot annoncé, vendredi 29 janvier, avoir transmis su cabinet de M. Bernard Kouchner un dossier dénonçant les pratiques d'un laboratoire privé d'analyses médicales. Dans la soirée du même jour, ils organisaient une manifestation devant cet établissement, le laboratoire d'Artois, situé avenue Victor-Hugo à Paris (sei-cième). Cette association expliquait notamment avoir la preuve, grâce ou cemoignage de personnes travaillant dans ce laboratoire, que le dépistage sanguin vis-à-vis du virus du sida n'était pas pratiqué dans les règles. Selon Act-Up, pour des raisons financières, ce laboratoire procédait i un seul examen sur un ensemble de sérums provenant de différentes

Techniquement, une telle pratique ne manque pas de soulever des questions quant à la fiabilité des résultats fournis. Pour les spécialistes de virologie que nous avons interro-gés, il est clair - quelle que soit la

sensibilité des tests de dépistage vis-sociales de Paris de procéder « de utilisons des tests rapides fabriqués à-vis de l'infection par le virus du side – que le fait de procéder à un mélange des sérums entache gravement la valeur des résultats. Tous soulignent en effet qu'un faible taux d'anticorps dirigés contre le virus du sida risque de passer de la sorte inaperçu. Et tous formulent leur totale réprobation face à de telles

Pour leur part, MM. Kouchner et Teulade ont, eprès communication des informations fournies per l'association Act-Up, voulu en savoir plus en demandant à la direction départementale des affaires sanitaires et

toute urgence » à un contrôle dans ce pièces comptables et sur des docu-

« La pratique qui nous est repro-chée n'est mise en œuvre que sur les sérums de malades devant être rapidement opérés, explique le docteur Philippe Tombeck, l'un des respon-sables du laboratoire d'Artois. Nous

par les firmes Abott et Du Pont de laboratoire. « Si les faits dénoncés Nemours. Compte tenu de leur prix étaient avérés, indique-t-on dans d'achat, ces tests ne sont pas correcte l'entourage de M. Kouchner, il est caire que la fermeture de cet établissement pourrait être décidée. »
L'enquête demandée devrait fonder ses conclusions à la fois sur des d'actras, ces tests ne sont pas correctement pris en charge par la Sécurité sociale. Nous faisons évidemment la sociale de la faison de la fois sur des sociales extra de la fois sur de transfusion sanguine. J'ajoute enfin que de telles pratiques ne sont pas de notre seul fait et que d'autres font de même. » Le docteur Tombeck souligne que cette technique de groupage de différents sérums eest utilisée par de très nombreux laboratoires privés d'analyses médicales ou de transfusion sanguine».

Dans une clinique de Vannes (Morbihan)

Deux décès inexpliqués à la suite d'une intervention chirurgicale

VANNES

de notre correspondant

Un drame encore inexpliqué a provoqué le décès de deux patients qui venzient d'être opérés, un lycéen qui venzient d'être opérés, un lycéen de dix-neuf ans et une femme âgée de soixante-dix-neuf ans, à la cliniblaient, dimanche soir 31 janvier,

vannetaise, propriété de la Congrégation des Sœurs du Sacré-Cœur de Jésus, de Saint-Jacut-les-Pins (Morbisurvenue lors d'opérations effectuées entre 9 b 30 et midi, selon la direction de la clinique. «Les douze opérations dans la matinée de vendredi de soixante-dix-neuf ans, à la clinique du Sacré-Cœur de Vannes (Morbihan), vendredi 29 janvier. Deux autres patients, âgés de dix-sept et trente-huit ans et qui présentaient actes signes d'atteinte pulmonaire présoccupants et Inexplicables» après un réveil anesthésique satisfeisant, avaient été transfèrés dans un état critique au service de réanirmation à l'hôpital de Vannes, mais ils semblaient, dimanche soir 31 janvier. présentés évoquant un processus d'in-toxication d'origine X tout à fait indépendant des protocoles anesthésiques, Douze patients au total oot été qui, en tout cas, ne peuvent les expli-opérés, vendredi, dans le clinique quer ». L'hypothèse d'inversion de

han). La série de quatre accidents est survenue lors d'opérations effectuées amesthésistes différents. Quatre appareils respirateurs ont été utilisés. La direction de la clinique a suspendu toute activité au bloc opératoire dès vendredi soir. Sur demande des pra-ticiens anesthésistes, la direction de l'établissement a saisi la justice samedi matin. Une information judiciaire a été ouverte pour connaître les causes de la mort des deux patients, et confiée eu SRPJ de Rennes. La clinique chirurgicale, qui reçoit 12 000 patients par an, dont 3 500 à 4 000 subissent une anesthésie, smploie cent soixante-dix personnes dont six chirurgiens à plein temps.

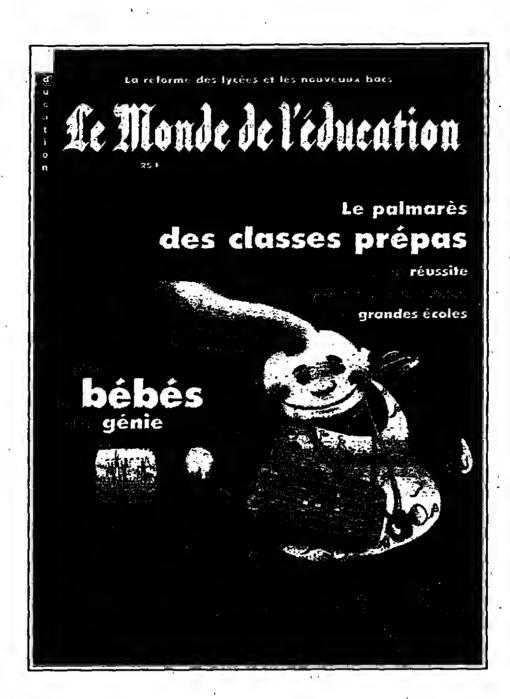
MICHEL LE HEBEL

Numéro de février 1993 - 25 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAU

Exclusif Le palmarès des classes prépas

Les taux de réussite aux concours d'entrée dans les grandes écoles, établissement par établissement : écoles d'ingénieurs, écoles de commerce, écoles normales supérieures. Avec des informations sur les différents styles de lycées et des conseils pour bien poser sa candidature.



Enquête : Les bébés ont du génie

Pour faire le point sur les atouts et les dangers des méthodes d'apprentissage précoce.

Dossier:

Les nouveaux bacs

Ce qui va changer en première à la rentrée prochaine, et en terminale l'année suivante : les matières, les options, les horaires et les coefficients des nouvelles séries.

Reportage:

Les étudiants et la lecture

Même s'ils choisissent d'abord le cinéma, la musique ou la presse, les étudiants restent les plus grands lecteurs de livres. Et des initiatives se multiplient sur les campus pour les inciter à lire.

هكذامن الأحل



NAU

ures.

Nice, la peur et les rumeurs

Confusion dans le chef-lieu des Alpes-Maritimes où onze attentats ont été commis depuis le début de l'année

de notre envoyée spéciale Dès l'heure de la fermeture, la lingère baissa rapidement son rideau, boulevard Cessole. Demain, retrouvera-t-elle intacte sa boutique? Ce vendredi matin 29 janvier, elle avait découvert, devant sa vitrine, des cars de police et de pompiers, une foule tendue. « Quel choc! l'ai cru d'abord à un accident. » En fait, e'est la devanture attenante d'un bottier qui a volé en éclats dans la nuit. Tont à côté, le Soack Mod's avait déjà été soufflé par une bombe. Sur l'immeuble d'en face, des éclats de ciment avaient endom-magé la façade jusqu'au deuxième étage. Des voitures en stationnement n'étaient plus que débris, e Par miracie, il n'y a pas eu de mort, ni même

La lingère ne sait rien : « Peut-être La lingère ne sait rien: « Peut-être le bottier, un vieux Niçols, pourrait-il mieux répondre ?» Le tenancier visé par l'explosion? « Un homme aimable. On se saluait.» Des rumeurs qui naissent de la peur, dans ce quartier de petites gens? « On ne peut rien conclure, » La lingère reste muette, pour peut sont muets les veriences. enmme sont muets les voisinages aux adresses chaudes de la ville, là où ont eu lieu les onze attentats à l'explosif répertoriés entre le 3 et le 30 ianvier.

Depuis cette dernière semeine, cependant, l'engoisse sourd, dans une ville qui se prépare sons le soleil pour son fameux camaval de février. e La violence ne se contente plus de causer des dégâts matériels. Elle peut tuer», commeotent des Niçois. e imaginez la foule, les chars, les gradins...» Alors, ou cours du week-end, on a quelque peu déserté le marché aux fieurs et les magasins du centre-ville. Les touristes Italiens ont boudé les antiquaires do port. Et quand la out e envahi la ville, on a préféré rester chez soi.

e Quand frapperont-ils? » A ce jour, nul ne met un nom sur ces fauteurs de troubles, pas même les enquêteurs de la police judiciaire, qui s'en tiennent aux rares éléments qui s'en tiennent aux rares éléments matériels et n'ont procédé à ancune arrestation. L'ingénieur en chef du laboratoire de police scientifique, venu de Paris, le 29 janvier, est reparti en emportant, pour les analysex, les traces des explosifs utilisés. L'examen ve preodre du temps. Sans attendre, trois enmpagnies républicaines de sécurité (CRS) ont été dépêchées pour prêter main forte été dépêchées pour prêter main forte aux forces locales.

Pour la première fois depuis le début de l'année, les poseurs d'explosif ont mis en danger des vies humaines en prenant pour cible, mercredi 27 janvier, une boulange-rie-pâtisserie. Celle-ci, rue du Colo-nel-Cassim, o'est plus qu'un arnas de ferraille. Au-dessus du magasin, les vieilles persiennes à l'italienne demeurent closes. La cage d'escalier est trouée, noircie de fumée.

> Des méthodes de professionnels

lci, mercredi soir, peu avant minuit, ce fut la panique. Des retrai-tés, pour s'enfuir de leur immeuble en flammes, faillirent santer par les fenêtres. Les pompiers firent évacuer par échelle tous les occupants, dont trois souffraient d'un début d'étouf-fement. Deux bombes - des bouteilles de gaz reliées à des pains de plastic – venaient de faire exploser la boulangerie. L'ouvrier pâtissier, qui habitait au-dessus du local, se trouva barricadé chez loi : une planche avait été clouée sur sa porte. Cet homme, ancien gérant, venait de céder ses parts. Visant un commer-

cant et touchant l'immeuble entier, les malfaiteurs pourraient avoir les malfaiteurs pourraient avoir vouln, ce coup-ci, terroriser les gens. Au Snack Mod's, deux jours plus tard, la volonté affichée fut identique. L'«équipe» poss sur les trois cents grammes de plastic une plaque d'égout, provoquant une fragmenta-tion qui amplifia les effets de l'ex-

Cette demière semaine d'escalade a rompu la relative indifférence des Niçois à l'égard des précédents ettentats. La peur se mêle à une grande confusion. Qui peut comendre? Les auteurs de ces actes ne laissent guère de traces. Ils utilisent des méthodes de professionnels, mais o'évitent pas quelques ratés. Ils choisissent des cibles si différentes que nul ne peut déceler un fil commun à ces actions. Et aucun des attentats de janvier o'é été revendiqué à ce jour,

La série débuta par une petite charge placée dans le bureau d'un expert-comptable, ao centre-ville. Pour quel motif? Le scénario se répéta au cabinet d'un evocat pénaliste. Il avait eu sa voiture endom-magée, il y e deux ans. Récidive de truands? Deux magasins Forum-vidéo furent à leur tour frappés. Nice o'en est plus à s'étonner de ce type d'événement, attribué jusqo'alors sans trop savoir à des querelles de

Commencèrent alors les attames cootre des lieux symboles de l'eutorité publique. Les charges furent mesurées contre le palais de justice et un atelier de la police, installé à la périphérie. Contre la prison, l'ac-tion fut nettement plus profession-nelle: une roquette balancée par un fusil lesco-presedes au vied du mes fusil lance grenades au pied du mur d'enceiote. La nuit suivante, le transporteur de la même maison d'arrêt fut attaqué, non sans que les assaillants aient d'abord déjoué le dispositif policier en téléphonant de

feusses alertes au enmmissariat. Autant de défis à l'Etat? Mais ancune revendication n'a été formu-

lée à ce jour. Aussi l'hypothèse pro-mière d'un groope extrémiste devient-elle plus floue. Est-ce alors une stratégie de la tension, dans une campagne législative trouble?

Pour le moment, l'enquête n'exclut ancune des pistes. La série funeste de janvier a été précédée d'une dizaine de règlements de comptes entre repris de justice. Depuis le 3 janvier, il n'y en a plus. Les poseurs de bombes formera non pas une mais plusieurs équipes Peut-être seraient-ils commandés par des intérêts fort divers, et pas forcément adverses. Comme si chacur trouvait son compte dans la confu sion créée... Des truands du milien «marqueraient» leur territoire dans la ville. Une façon de promouvoir le racket des commerçants? D'entres individus profiteraient de l'occasion pour régier des comptes d'ordre personnel, voire escroquer une compa-

En visite dans la troisième circonscription de la ville, où il est candidat pour les législatives, Jean-Marie Le Pen a évoqué avec convic-tioo e l'arigine masseuse» de ces actes. Au micro de Radio Monte-Carlo, dimanche 31 janvier, Jacques Médecin, l'ancien maire, réfugié en Uruguay, sous le coup de poursuites judiciaires, a répondo à sa façon à son ami fidèle : «Quand Nice était dirigé par un homme d'autorité, titu-laire de l'autorité légale, chacun res-tait dans sa spécialité. La Mafia existait déjà, mais marginale, allant ailleurs de préférence. Aujourd'hui, on his offre une route large. » Nice, en perdant son «parrain», a éveillé bien des appetits.

DANIELLE ROUARD

A la suite de l'enquête de MM. d'Aubert et Gallet

M. Carignon veut savoir si Grenoble est infiltrée par la Mafia

Le meire de Grenoble, M. Alain Carignon (RPR) souhaite savoir și sa villa est effectivement gangrenée par la mefia comme le prétendralent las onnclusions de l'enquête perlemantaira conduite par MM. Françoia d'Aubert (UDF) et Bernard Gallet (PS) dont les conclusions seront renduea publiques le 3 février. Pour cele M. Cerignon envisega de demendar à son conseil municipel l'autoriaction de porter l'affaire devant la justica.

GRENOBLE

de notre correspondant

Forte aojourd'hui d'enviroo cinquante mille membres - plus des deux tiers soot de nationalité française - le puissante commoneuté itelieone esseotiellement originaire du sud de la «botte» et de Sieile est installée depuis les anoces 20 daos l'egglomératioo greoobloise. Elle prospère dans les entreprises du bâtlment, dans le commerce, notamment des fruits et des légumes, et la restauration.

Preuve d'uoe parfaite iotégra-tioo au sein des villes de l'agglomération, plusieurs conseillers et certaios adjoints au maire de le municipalité communiste de Footaioe soot d'asceodance italieooe. Le président des Siciliens de l'Isère, M. Antoine Fonte rejette les occusations portées contre les membres de sa communeuté. Il rappelle qu'à plusieurs reprises, e les Siciliens ant manifesté publiquement sur l'île avec les Farces

democratiques italiennes contre la mafia. A cette occasion, ils ont reçu le soutien de leurs cousins français » .

Reste que parmi les Siciliens présents à Grenoble un grand nombre est issu de Cetane et de le petite ville de Sommatino aujourd'hui montrées du doigt par la enmmission d'enquête parlementaire française. « Naus ne sommes pas à l'abri de brebis galeuses », ennstate un élu grenohlois, M. Pierre Strippoli (divers droite) originaire du sud italien. Les ennées 1970 furent partieulièrement «chaudes» à Grenoble en raisoo notammeot de la préseoce du clan des « italo-grenoblois » qui s'illustrerent dans une série de rackets et au travers de l'affaire dite des prostituées.

Plusieurs proxénètes fureot coodamoés eo 1981 à des peines de six à dix ans de réclusion cri-

Selon certains membres de la eommunauté transalpioe, « les clans qui autrefais tenaient la ville ant disparu, leurs chefs s'étant exterminés» tout eu long de la décenoie 1970 et jusqu'en 1985.

lls rejetteot également l'hypothèse seloo laquelle certaios chefs mafieux auraient trouvé dans la « capitale des Alpes », uo lleu propice « pour se mettre au vert » et feire prospérer d'ici leurs affaires erapuleusses. « Le climat ne leur canviendrait pas et c'est en Italie que se passent les apérations Importantes », apprécie le cooseiller municipal grenoblois, M. Pierre Strippoli.

CLAUDE FRANCILLON

RELIGIONS

Le « Messie » des Loubavitch n'est pas venu

Ce n'était qu'une fausse nou-velle. Le « Messie », dont la venue était annoncée pour le dimenche 30 jenvier par M[∞] Hetena Sperling, directrice d'une revue des Loubavitch en laraēl, n'était pas au rendezvous. En fait, cette journée du 10 du mois de Chevat, dans la calendrier hébraïque, marquait le quarante-troisième enniversaire de la prise de fonctions du chef spirituel des Loubavitch, la rabbin Menahem Schneerson, quetre-vingt-douze ans, vivant à New-York. Et la revue isreétienne avah écrit la semaine dernière : « Notre vénérable maître est en fait le Messie en puissance depuis quarante-trois ans. Il vient de recevoir l'ordre divin de dévoiler son identité messianique aux yeux du peuple juif, et dimanche il eera salué comme

Héles I dimanche. Il ne s'est rien passé. Les porte-parola officiels du mouvement Loubavitch - 150 000 membres aux Etats-Unis, en Israel, en France - s'étaient d'oilleurs désolidarisés da cette annonce. Mais les mêmes, depuis deux ons, par des campagneo de presse et imminente la venue du Messie. Pour eux, la guerre du Golfe, l'effondrement du communisme et le retour en lareël des juifs d'URSS sont les signes avantcoureurs de cee nouveaux temps messianiques (1).

Les Loubavitch sont les descendants du Baal Chem Tov, le maître epirituel des Hassidim. nés en Pologne au dix-septième siècle, qui ont développé les enseignements mystiques de la tradition juive (le kabbale en particulier). Né le 14 avril 1901 en Russie, le rabbin Schneerson, septièma maître des Loubavitch, e fait ses études à Berlin et an Sorbonne. Fuyent l'Europe en 1941, il o'est installé à New-York et e succédé à son beau-père à la tête de l'empire Louhevitch, qui reçoit des millions de dollars de dons chaque année et est devenu la plus grende maison d'édition juiva dons le monda. Peralysé par une attaque cardiaque au printamps demier, le « rahbi » des Loubavitch e perdu l'usage de la parole. La vénération de eeo fidàles n'en est que plue

(1) On lica en particulier Au son du grand choffar, écrit par Halm Nissen-bann, porto-parole en France du mouvement Loubavitch. Edition Torab-Presse. 190 pages. 90 F.

Protestant contre la suppression de 750 postes

Lés enseignants des Tycées professionnels appelés à la grève

A la demaode de quatre syndicats d'enseignaots do technique (le syndicat eutonome, l'UNSEN-CGT, le SGEN-CFDT et le SNLC-FO), les 70 000 ensei-gnants des lycées professioooels étaient appelés à faire grève lundi le février. Protestant contre « la politique ministérielle d'affaiblissemeot des lycées professionnels », les syndicats s'insorgent surtout contre la suppression ins-crite ao budget de 750 postes de professeurs de lycées professioonels, la réduction du nombre d'heures d'enseignement et de sections dans ces établissements.

Le ministère de l'édocation nationale et de la culture justifie ces suppressions de postes par l'accélération du transfert en enl-lège des classes de quatrième et de troisième technologique actuel-lement en lycée professionnel et par la baisse démographique.

Elles ne sont, aux yeux des syndicats, que la traduction des «contradictions» de la Rue de « contradictions » de la Rue de Grenelle dont « le discours, posi-tif, sur le développement de la for-mation professionnelle publique est totalement déconnecté de la

Les syndicats en veulent pour

preuve, par exemple, la difficulté qu'oot les établissements, dans certaioes régioos, à oovrir des sectioos de baccalauréats professionnels (bec pro), « le patronat et les collectivités territoriales préférant au service public et à l'alternance école-entreprise sous statut scolaire, l'ouverture de formations au bac pro par apprentissage».

Par ailleurs, les responsables syndicaux rappellent que « l'orientation massive en seconde indifférenciée » ne peut être que « préjudiciable » à l'enseignement professioonel. Ils s'ioquiètent, enfin, de la dispositioo législative, récemment validée par le Conseil constitutionnel, qui autorise à recruter à temps partiel des enseignants associés exerçant en même temps en entreprise.

Cette disposition est censée pallier la faiblesse du recrutement d'enseignants dans des disciplines techniques fortement concurrencées par les entreprises en terme de salaires. Les syndicats craignent qu'elle oe ennstitue « une brèche » qui permette eo fait de déréguler, à terme, le recrutement dans ce secteur.

J.- M. Dv

Le démantèlement d'un trafic de cocaïne

L'ex-international de football Bernard Pardo écroué

Quatre membres d'un réseau de trafiquants de cocaïoe, dont le footballeur Bernard Perdo, sélectiocoé treize fois eo équipe de France, ont été inculpés et écroués pour iofractions à la législation sur les stupéfieots, samedi 30 et dimanche 31 janvier, par M= Marie-Claude Péna, juge d'instruc-tion à Marscille. Les trois entres inculpés, Michel Brunat, Alain Rizzotto et Roger Campana, sont des repris de justice.

Les quatre bommes ont été inter-pelles lors d'un coup de filet orga-nisé en milieu de semaine dernière et visant une trentaine de per-sonnes proches du grand bandi-tisme dans les Bouches-du-Rhône, le Var, les Alpes-Maritimes et l'Aude (le Monde du 30 janvier). Vingt et uo kilogrammes de cocaine, des armes, des voitures de luxe et trois cent mille francs ont été saisis à cette occasion par les

policiers du SRPJ de Marseille. Uo réseau de trafiquants, alimentant en cocaîne plusieurs villes du sud de la France, e ainsi été démantelé à l'issue d'une enquête de plusieurs mois.

L'ancien joueur de l'Olympique de Merseille, Bernerd Perdo, trente-deux ans, au domicile duquel une arme de poing s été trouvée, éteit particulièrement populaire dans la cité phocéenne. Il avait été contraint à une retreite sportive anticipée, le saisoo dernière, sprès avoir été gravement blessé à un genou lors d'un eotraioement et olors que son transfert de l'OM à Paris-Saint-Germain avait été signé. «S'il a fait une connerie, il le paiera», e enmmenté, dimanche 31 janvier, M. Bernard Tapie, ministre de la ville et président de l'OM.

Sont publiés au Journal officiel du samedi 30 janvier :

DES LOIS - № 93-121 du 27 janvier 1993

JOURNAL OFFICIEL

portant diverses mesures d'ordre social;

 Nº 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la cor-ruption et à la transparence de la vie économique et des procédures

- Nº 92-1446 du 31 décembre 1992 relative à l'emploi, su déve-loppement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage (rectificatif);

- Nº 93-5 du 4 janvier 1993 relative à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médica-ment (rectificatif);

 Nº 93-6 du 4 jaovier 1993 relative aux sociétés civiles de pla-cement immobilier, aux sociétés de crédit foncier et eux foods com-mons de créances (rectificatif); - Nº 93-8 du 4 janvier 1993 relative oux relations entre les pro-

maladie (rectificatif). UN DÉCRET - Nº 93-124 du 29 janvier 1993 relatif aux biens culturels soumis à certaines restrictions de circulation.

fessions de santé et l'assurance

DES ARRÊTÉS Du 26 jaovier 1993 pris en application du 2º de l'article 2 du décret nº 86-82 du 16 janvier 1986 modifié portaot création d'uoe mission ioterministérielle des grandes opérations d'architecture et

- Du 5 novembre 1992 relatif à la signalisation des routes et auto-

- Du 22 janvier 1993 modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques remhoursables aux assurés sociaux.

Est paru dans le Journal officiel do dimanche 31 janvier : UN ARRÊTÉ

- Du 29 jeovier 1993 portant création d'une aide forfaitaire eo faveur de la vie autonome à domicile des personnes edultes handica-

UNIVERSITE (PARIS-IV) **FORMATION CONTINUE COURS D'ESPAGNOL PORTUGAIS DU BRESIL** Initiation et perfectionnement

Pratique de la langue orale.

Le soir à partir de 18h30. Institut

D'ETUDES IBERIQUES et latino-américaines 31, rue Gay-Lussac 75005 PARIS 40.51.25.13 de 17h30 à 19h30

the strain of th

Série d'explosions contre des services de l'Etat au Pays basque ::

ATTENTATS

Dea axplosions criminelles ont causé d'importants dégâts à la perception da Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques) et dans un buresu de la recette des impôts de la villa, dimanche 31 janvier vers 1 heure du matin, sans faire de victimes. Ces deux attentats n'ont pas été revendiqués. La police considère cependent qu'il e agit des « sigième et septième actions menées par l'organisation indépendantiste basque [lparretarrak] depuis le début de l'année». Des attentats avaient notamment visé le laboratoire de la préfecture de police de Paris, la 9 janvier à Paris (le Monde du 12 janvier), ainsi que

des installations d'EDF, de la direction de l'équipement, de La Poste et de France Télécom au Pays basque frençais. Seul l'ettentat contre la préfecture de police de Paris avait été revandiqué par un communiqué soulignant « la nécessité d'une solution politique au Pays besque ». En 1992, Iperretarrak avait revendiqué vingt et une actions dirigées essentiolloment contre des agences ou des opérateurs de promotion immobilière.

Retour sur Terre

de deux cosmonautes russes

Les deux cosmoneutes russes Anatoli Soloviev et Serguet Avdeiev, en orbite dans la station Mir depuis le 27 juillet dernier, ont regegné la Terre, lundi 1e février, à bord du Soyouz TM-15. Selon l'agence itar-Tass, le vaisseau spa-

tial e atterri sano encombre dans les plaines du Kazakhstan, à une ceptaine de kilomètres de la ville d'Arkatyk. Au cours de leur séjour en orbite, Soloviev et Avdelev evaient effectué quatre sorties dans l'espace, pour mener des travaux destinés à prolonger la durée de vie de la station Mir jusqu'en 1998. L'équipage e été relayé par deux nouveoux cosmoneutes. Guennadi Menekov et Alexondre Polechtchouk, envoyés le 24 jan-vier demiar à bord do Soyouz TM-16 lie Monde du 26 janvier). -(AFP, AP, Reuter.)

PROCÉDURE PÉNALE

10 millions de francs pour la réforme du code

Le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, invité dimanche 31 janvier de l'émission « Forum RMCl'Express », a affirmé qu'il allait

débloquer 10 millione de francs dana le cadre de l'entrée en vigueur, le 1« mare, des princies dispositions de la réforme du code de procédure pénale. 5 milllons de francs seront effectés à l'Informatisation des cabinets de juges d'instruction, 2,5 millions permettront d'acquérir des télécopieure portablee, et 2,5 millono seront consacrés à l'achat de logiciels informatiques.

Le ministre de la justice a, par eilleurs, signé une circulaire, publiée eu Journei officiel du 31 janvier, afin de répondre aux critiques suscitées par le promulgation de la loi réformant le codo de procédure pénale. La circulaire justifie cette réforme en insistant sur les multiples attaques dont l'ancien code faiaeit l'objet, qu'il s'agisse de le ienteur des procédures judiciaires ou de la durée de la détention provisoire.

1172 5

ethinist sold and

and the second

ports the training

Carried Co.

्रम् **अस्त**ार स्टब्स्

11.25

SPORTS

TENNIS:

les internationaux d'Australie

Les rendez-vous majeurs de Jim Courier

Comme en 1992, l'Américain Jim Courier a remporté les Inter-nationaux de tennis d'Australie, dimanche 31 janvier à Melbourne, en battant en finale le Suédois Steen oattant en finate le Suédois Ste-fan Edberg, 6-2, 6-1, 2-6, 7-5. Ce dernier, deux fois vainqueur de ce tournoi lorsqu'il se disputait encore sur le gazon de Kooyong, a échoué pour la troisième année consécu-tive sur le rebound ace du Flinders Park chauffé à blanc par le soleil australien (34° C dans l'enceinte et 67º C au ras du revêtement synthé-

Balayé par la puissance de l'Américain dans les deux premiers sets, où il n'avait pu prendre que deux points sur les sept jeux de service de son adversaire, Edberg n'a pu réellement s'exprimer que dans le troisième. Avaince deux dans le troisième. A vingt-deux ans, Jim Courier compte désormais dix victoires en tournoi dont qua-tre dans ceux du Grand Chelem.

Malgré sa première place mondiale, il n'avait plus gagné depuis Roland-Garros. Ses objectifs cette nunée resteront la Coupe Davis et les quatre tournois majeurs, notamment l'US Open, qu'il n'a jamais ahordé dans l'état de fraicheur requis pour fournir la montée en poissance qu'exige une telle quin-

> CYCLISME : championnats du monde de cyclo-cross

Dominique Arnould renone avec la tradition

Trois semaines après son titre national, Dominique Arnould a revêtu le maillot arc-en-ciel de ehampion du monde de cyclo-eross, dimanehe 31 janvier, à Corva di Azzano (Italie). Ce routier, qui avait gagné en 1992 la première étape du Tour de France, a pris la tête à moins de deux kilomètres de l'arrivée en profitant d'un saut de chaîne de l'Allemand Mike Kluge, le tenant du titre. Le dernier titre de cyclo-cross remporté par un Français remontait à vingt-six ans avec la victoire de Michel Pelchat chez les amateurs. Dominique Arnould est le quatrième Français à avoir décroché le titre chez les professionnels après Jean Robie (1950), Roger Ron-deaux (1951 à 1953) et André Dufraisse (de 1954 à 1958).

FOOTBALL AMÉRICAIN: super bowl

Dallas écrase Buffalo

Les Dallas Cowhoys ont écrasé les Buffalo Bills, 52 à 17 dans le Super Bowl, finale du championnat de football américain disputée, dimaoche 31 janvier, devant plus de cent milie spectateurs au Rose Bnwl de Pasadena (Californie). Dallas a remportè son troisième trophée en six finales, le premier en quinze ans, apportant par la même occasion une neuvième victoire consécutive pour ln Confé-rence nationale (NFC), tradition-nellement plus forte que la Conférence américaine (AFC), dont Buffalo est issu

Les Buffalo Bills sont ainsi devenus la première équipe de l'histoire du ehampionnat professionnel (NFL) à échouer en trois finales ennsécutives. Handicapés cette année par une hlessure de leur meneur de jeu, Jim Kelly, dès le deuxième quart-temps, ils avaient perdu contre les Washington Red-skins l'an dernier et les New York

Face à ces éternels perdants, les Dallas Cowhoys se sont imposés comme les héros d'une de ces success stories dant raffolent les Américains. Plus mauvaise équipe de la NFL il y a à peine trois saisons, lorsqu'ils n'avaient remporté qu'un seul match en seize rencontres, ils apparaissent désorbattre dans les prochaines années, selon une tradition qui veut que chaque décennic soit dominée par une équipe-phare. Bill Clinton s'est empressé de reconnaitre cette suprématie en passant, dès la fin match, un coup de fil de félicitations nu président et à l'entraîneur de l'équipe : tous deux sont originaires de l'Arkansas, l'état dont le président américain était gouverneur. - (AFP.)

SKI ALPIN: championnats du monde

Les Français à l'école de la rigueur

Un an après les Jeux olympiques d'Albertville, les championnats du monde de ski aloin rassembleront, du 3 au 14 février à Morioka (Japon), les meilleurs spécialistes. Après leurs modestes résultats en Savoie, les Françeis comptent sur Carole Merie, favorite du sialom géant, et sur le slelomeur Patrice Bianchi pour rapporter des médailles. Longtemps eccusés de désinvolturs, les tricolores apprennent les lois de le rigueur sous la baguette de leur diracteur technique elpin, Michel Vion, encien chempion du monde de combiné.

MORIOKA

de notre envoyée spéciale

Démarche, et discours révèlent dans l'attitude de Michel Vion un tempérament énergique. Il est le dernier Français à avoir décroché un titre mondial. C'était il y a onze ans. à Schladming (Autriehe). Anjourd'hui, il est le symbole des changements opérés au sein de la Fédération française de ski (FFS) après les Jeux olympiques d'Albert-ville. Si le hilan global des médailles françaises satisfaisait les autorités fédérales (huit des neuf trophées reviennent au ski), le ski alpin, avec une médaille d'argent Démarche let discours révèlent alpin, avec une médaille d'argent (Franck Piccard en descente) et deux médailles de hronze (Carole Merle en super-Géant et Florence Masuada en comhiné), sortait peu grandi de l'aventure savoyarde. Il fallait résgir.

Sous la pression du ministère des sports, Bernard Chevallier, prési-dent de la fédération, accepta d'investir un directeur pour chaque discipline : l'alpin, le ski nordique

et l'acrobatique. En juin, Michel Vion, qui s'occupait du service course d'un fabricant de skis français, signa un contrat «alpin» de trois ans avec deux objectifs immédiats : les champinnnats du monde de Morioka et les Jeux olympiques de Lillehammer de février 1994.

Fort de ses six années d'expérience à la tête d'un service compétitinn, il a des idées qui vont secouer le milieu. e Un skieur entré dans l'équipe de France peut aussi en sortir », indique le nouveau directeur technique en prenant ses fonctions. Des son arrivée, la composition de l'équipe tombe ainsi de quarante-sept à trente coureurs. Les garçons, surtout, sont soumis à ce régime strict. Six sont remercies, cinq d'entre eux sont mis à l'écart. Ils devront travailler seuls et prouver qu'ils peuvent revenir en équipe de France.

Pour ces derniers. l'hiver et les premières épreuves de Coupe du monde seront le juge de paix. Ainsi Denis Rey ou Ian Piccard, le petit frère de Franck, finalement sèlec-tionnés pour Morioka. Ils recon-naissent que cette «punition» leur a fait du hien. Ils ont bachoté en solitaire et doivent leur ticket japonais à d'excellents résultats : Denis Rey a terminé quatrième de la des-cente de Garmisch-Partenkirchen, en janvier ; lan Piccard s'est classé sixième, en décembre, au alaion géant de Kranjska-Gora (Slovénie). Au final, seuls les coureurs qui ont terminé les récentes épreuves de la Coupe du monde parmi les dix premiers se soot embarqués pour Morioka. Michel Vion ne juge pas la méthode sévère. Il la sait identique à celle des pays voisins, la Suisse ou l'Autriche, « Depuis quelque temps, ll n'y a plus seulement Franck Piccard et les autres derrière. Nous avons un réservoir suffi-

sant de garçons pour constituer une

podiums. » Après evoir ronchonné, les coneurs sont revenus sur terre.
« Ils ont compris que vouloir les faire gagner en resserrant les boulons était une façon de les respec-

Depuis le début de la saison, les arçons sont entraînés par Théo Nadig. Ce Suisse, qui a conseillé l'équipe américaine pendant neuf ans avant de renforcer, pendant trois ans, les forces italiennes autour d'Alberto Tomba, passe, lui aussi, pour un homme rigoureux et pragmatique, plus enclin à fouler la neige des pistes que la moquette de la fédération. Loin des enjeux poli-

«Je ne suis pas Zorto »

Dirigées depuis 1986 par Gilles Mazzega, les dames feront connais-sance avec le régime Vion dans un ou deux ans. Leur chef de file, Carole Merle, l'une des favorites du slalom-géant, est encore un peu esseulée. e Nous n'avons pas encore un gronpe suffisant pour y choisir une élite, comme chez les garçons. L'équipe féminine est plus ecclecti-que», poursuit Michel Vion. Ainsi Nathalie Bouvier : victime d'une double fracture des tibias en 1991 à Furano un mois après sa médaille d'argent lors de la descente des championnats du monde à Saalbach, la Invassienne, qui manque encore de compétition et de bons elassements, est « récompensée» pour ses courageux efforts consentis pour revenir parmi les meilleures. A trente ans, Christelle Guignard doit célébrer à Morioka la fin de sa carrière. Michel Vion a ouvert la sélection à deux jeunes, Carole Montillet et Leila Piccard.

Ces jeunes qu'il veut à tout prix protéger : «La France a la maladie

exposant des coureurs trop tendres à la compétition de haut niveau, on les a cramés, se privant d'une bonne partie de la relève. Les Français sont différents des Suisses ou des Norvégiens. Ils prennent plus de temps à mûrir, à supporter la pres-sion de la compétition. Nos champlons sont plus âgés que les autres. Et après?u

Ainsi, il a demandé aux comités régionaux de garder plus longtemps les meilleurs juniors dans leur giron quand ils étaient tentés de les envoyer au feu de la compétitioo de haut niveau sous la houlette de la fédération. « Cela coûtera plus chet et ils n'auront pas plus de moyens, reconnaît-il. Ils devront conjuguer différemment. Eux aussi seront obligés de faire des choix.»

Qu'attend Miehel Vion des champinnnats du monde de Morioka? L'homme reste prudent. De bons résultats, peut-être des podiums. e Nous serions, bien sûr. très déçus si Carole Merle ne rem-portait pas la médaille d'or derrière laquelle elle court depuis quatre ans (1). Pour le reste, le travail sais que l'on m'attend au tournant, mais je ne suis pas le Zorro du ski français. Quand je suis arrive, je m'attendais à prendre des coups. Les fruits de la rigueur et du pragmatisme demandent une année encore pour venir à maturation. Il ne faut pas être impatient. Après les Jeux olympiques de Lillehammer, nous aurons le droit de juger».

BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) En championnat du monde, Carole Merle a décroché l'argent à deux reprises : en sialom géant à Vail en 1989 et en super-Géant à Saalbach en 1991.

VOILE: le Tour du monde en 80 jours

Trois grands capitaines à la conquête du trophée Jules-Verne

Les résultats

Après Olivier de Kersauson parti de Brest lundi 25 janvier à bord de son trimaran Charal (le Monde du 27 jenvier), deux catamarans, Commodore Explorer de Bruno Peyron, et Enza New-Zealand, co-skippé par le Néo-Zélandais Peter Blake et le Britannique Robin Knox-Johnson, ont franchi, dimanche 31 janvier, la ligne de dépert fixée à l'entrée de le Manche. le cap Lizard, avec l'ambition d'effectuer le premier tour du monde à la voile en moins de

Vainqueur en 109 jours du Vendée Globe Challeoge, la course autour du monde en solitaire sans escale, Titouan Lamazou avait étè le premier à mettre en chantier un grand voilier, Tag Heuer, une goélette de 43 mètres, susceptible de relever l'hiver prochain le défi de Jules Verne et de son héros Phileas Fogg (le Monde du 17 novembre 1992).

Les trois équipages actuellement en mer out tenté de le prendre de vitesse en utilisant des multicoques reconditionnés pour ee défi avec des budgets et des temps de préparation plus réduits.

Les réfèrences des skippers et l'extraordinaire patentiel de vitesse de ces multicoques rallonsés, pluident toutefois pour le sérieux de ces tentatives. A trente-six ans, l'aîné des trois frères Peyrnn, compte 165 000 milles (305 000 km) parcourus en catamaran, avec vingtsept traversées de l'Atlantique, dnnt onze en solitaire.

Depuis juillet 1992, il détient d'ailleurs le recurd de cette traversée en solitnire en 9 jours 19 heures 22 minutes. Son hateau, l'ex-Jet Services V mis à l'eau en 1986, est toujours détenteur du record de la traversée de l'Atlantique en équipage en 6 inurs 13 heures 3 minutes et du plus grand nombre de milles (525) parconrus par un vnilier en 24 heures (21,8 nœuds de

Vainqueur de la Whithread en 1990, Peter Binke est le seul marin à avnir dispoté les einq éditions de cette course autour du

moode en équipage. A quarantequatre ans, il totalise 400 000 milles (740 000 km) sur les océans et était directeur technique du deroier déli néo-zélandais pour la coupe de l'America. L'autre capitaine à bord, Robin Knox-Johnson, aujourd'hui âgé de einquante-trois ans, était entré dans la légende de la voile en remoortant en 1968 le Golden Globe, la première course autour du monde en solitaire sans escale. cette aventure, il avait mis 313 jours, à 3,6 oœuds de moyenne, pour accomplir cette odyssée à hord de Suhaili, un ketch de 10.87 métres. Leur catamaran, l'ex-Formule Tag du

FOOTBALL

Championnat de France

(Vingt-troisième journée)

Classement. - 1. Monaco, 33 pts; 2. Paris SG, Nantes et Marsaille, 31; 5. Bordeaux, 29; 8. Auxerre, 27; 7. Sam-Erienne, 25; 8. Montpellier et Strasbourg, 24; 10. Lyon, 23; 11. Toulouse et Socheux, 21; 13. Caen, Metz, Lens et Le Harra, 19: 17. Videnianne, 18: 18: 18

Havre, 19; 17. Valenciennes, 18; 18. Lille,

Coupe de France

(Huitibme tour)

nclinés face à des équipes d'un niveau infé-neur lors du hustième tour de la Coupe de

France. La grosse surprise est venue de Fort-de-France, dimanche 31 janvier, où le

FC Bourges s'été battu, 2-1, par le Club Franciscain, issu de la director d'honneur

ranciscain, issu de la division d'honneur nardiniqueise. Charleville et Perpignan om

été dominés par deux équipes de troisième division, respectivement Gravelines, 1-0, et

Trois clube de deuxième division se sont

16; 19. Nimes et Toulon, 15.

"Le Heyre b. Nantes

"Nimes et Bordeaux

Tens et Monaco ...

Lyon b. Caen ...

"Parsi-SG b. Life

"Metz b. Strasbouro

Toulouse b. Sochaus

Montpellier b. "Valer

Marseille b. "Auxerre.

Toulon et Saint-Etienne

Caoadico Mike Birch, a èté construit en 1983.

Conçus pour des courses o'excédant pas deux à trois semaines avec des équipages réduits, ces multicoques très spartiates mettroot à rude épreuve la résistance des navigateurs, exposés co per-maneoce aux gerbes d'ean et au bruit assourdissaot des coques heurtant les vagues.

Neaf fois l'Atlantique

Le principal souci des équipages (cinq marins à bord de Commodore Explorer; six plus un cameraman sar Enza New-Zealand) réside toutefois dans la fiahilité de ces voiliers qui devront

BASKET

Levallois b. Roanne

"Cholet b. Le Mans...

*Antibes b. Peu-Orthez

"Dijon b. Racing-PSG ..

37: 5. Gravelines, 36.

"Villeurbanne b. Châlons

"Limoges b. Lyon CRO.

ontpeller b. Gravelines

Nationale 1A

rvième journée retour)

Classement. - 1. Limoges, 43 pts; Antibes et Pau-Orthez, 39; 4. Cholet,

□ RUGBY : le Quinze de France

inchangé contre l'Ecosse. - Le comité de sélection de la Fédération

française de rugby, réuni dimanche 31 janvier à Paris, a reconduit le Quinze de France qui s'était incliné en Angleterre (16-15) le 16 janvier

pour rencontrer l'Ecosse, samedi 6 février au Parc des Princes, lors de

cinq nations. Composition de l'équipe : Jean-Baptiste Lafond

(Bègles); Philippe Saint-André (Montferand), Philippe Sella (Agen), Thierry Lacroix (Dax), Pierre Hon-tas (Biarritz): (o) Didier Cambera-

bero (Béziers), (m) Aubio Hneber (Toulon); Laurent Cabannes (Racing CF), Marc Cécillon (Bourgoin), Phi-lippe Benetton (Agen): Olivier Rou-mat (Dax), Ahdelatif Benazzi

(Agen); Laurent Seigne (Mèrignac), Jean-François Tordo (Nice, cap.),

Louis Arriary (Lourdes).

ac journée du Tournoi des

125-102

97-63

.112-96

parconrir. sans escale techoique (1), l'équivalent de nenf traversées de l'Atlantique.

Le travail technique des architectes ne s'est pas limité à l'allongement des coques (26 mètres. soit un mètre de plus à l'avant et deux mètres à l'arrière pour Commodore Explorer et 25.90 métres pour Enza New-Zealand). Les mâts (31 mètres) et les plans de voilure (352 m² au près et 777 m² au portant pour le hateau francais: 306 m² an noès et 526 m² a portant pour le néo-zélandais) ont été augmentés. Enza New-Zealand a même été doté d'une nacelle centrale abritant l'électronique de

Le travail de Gilles Ollier et Nigel Irens, les architectes respectifs des deux bateaux, a aussi eu pour bot de renforcer les structures les plus fragiles sans alourdir ces lévriers des mers.

Partagés entre la recherche de la vitesse et le souci de ménager leur bateau, les skippers des deux catamarans devrout, plus qu'Olivier de Kersauson avec son trimaran, privilégier la progression aux allures portantes. e Sur le parcours le plus court autour du monde. nous devrions tenir une movenne de 12.8 næuds, explique Peter Blake. Cela impliquerati de progresser contre le vent dans les alizès de sud-est avant l'Afrique du Sud, puis de suivre une route très sud dans les 50º rugissants avant le cap Horn. Robin et mai avons prévu un parcours au portant proche de celui suivi par les clippers aux jours bênis de la navigation à voile. Cela voudra dire parcourir plus de milles à une vitesse moyenne de 14,8 næuds, mais notre bateau est capable de dépasser quotidiennement les

GÉRARD ALBOUY

(i) En 1989, à bord du même bateau, Ofivier de Keramson avait battu en soli-taire le record du tour du monde à la voile en 125 jours avec deux escales techniques an Cap (Afrique du Sud) et à Mar-del-Plata (Argentine). S'il espère mettre moias de 80 jours avec son équipage, il a refusé de respecter le règioment du Trophée Jules-Verne qui n'autorise aucune assistance entre le départ et l'ar-

HIPPISME: le prix d'Amérique

Queen L reine de Vincennes

Avec une surproduction de cheveux nationeux (12 000 naissances par en). les courses françaises de trot sont tentées de vivre en autarcie. Elles disposent d'une masse d'ellocations élevée (plus de 800 millions en 1992) dont propriétaires et éleveurs voudraient bien se garder l'exclusivité. D'autant plus que les confrontations ouvertes, entre Européens particulièrement, qui leur ont été vivemant conseillées par le Commission de Bruxelles, ne tournent pes toujours à leur evantage. Tel la Prix d'Amérique gegné, dimenche 31 janvier à Vincennes, par une étonnante petite jument suédoise de 1,64 mètre, Queen L

A mi-parcours d'une épreuve de 2 600 mètres réunissant dixhuit champions, on ne donnait pas cher des chances de Queen L, complètement à l'ar-rière-garde. La tactique de son jockey-driver, J.-H. Johanson, un homme du Nord, aux nerfs d'acier, allait pourtant s'avérer judicieuse. Il voulait faire par-ler la classe et la vitesse de sa partenaire dans une accélération subite après avoir laissé ses adversaires les plus redoutables s'entre-battre en tête. Un calcul d'autant plus adroit qu'il savait les favoris français fatigués : les deux précédents vainqueurs de cette même épreuve, en 1991 et 1992, Técor de Bauné et Verdict Gédé, avaient accumulé les défaites dans toutes les courses préparatoires à ce grand rendez-vous, considéré comme le championnat du moode du trot. Des entraînements et des compétitions répétès pendant des années sur des pistes en cendrée très dures, l'étè comme l'hiver, avaient eu raison de leurs jarrets et de leurs mus-

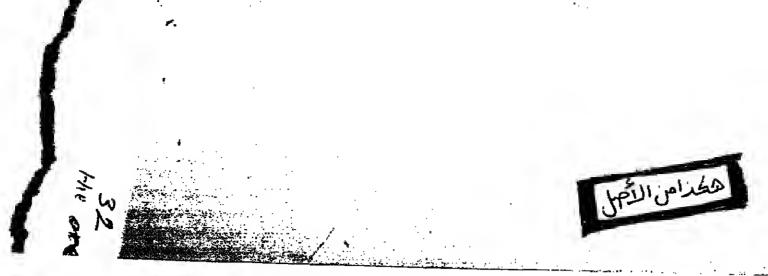
> Sœur de champion

Après le demier tournant, à 300 mètres du but, un regroupement s'est produit. Une dizaioe de chevaux se sont retrouvés sur la même liene, les sulkys roue dans roue sur loute le largeur de la piste. Tous étaient sollicités au maximum, mais ont lâché les uns après les comme Ursulo de Crouay, était patente. Il craquait d'uo seul coup. C'est alors que se profilait Queen L, qui contournait tout le peloton et, sur le poteau conservait la victoire malgré la contre-attaque de l'inattendu Ukir de Jemma, avec lequel Philippe Allaire avait, lui aussi, pratiqué une sage course d'attente.

La troisième place était pour Vourasie, revenue tout autant du diable vauvert. Son nom évoque évidemment celui de son frère, le célèbre Ourasi, le plus grand champion de la spécialité de ces dernières années. vainqueur de quatre Prix d'Amérique dont trois consécutifs. Dans sa jeunesse, la cadette a été ménagée par son entraîneur, Léopold Verroken. Elle n'a commencé à courir les classiques que cette année, à l'age de six nns. Elle a done tout l'avenir devant elle pour gagner le trophée et assurer la relève des anciens, qui n'avaient pas suhi de défaite dans cette course face aux étrangers depuis dix-neuf ans.

Les dirigeants, qui sont aussi les responsables de l'élevage, particulièrement le président de la Société d'encouragement au cheval français, avaient toute fois des motifs de se montrer satisfaits : la gagnante, quoique suédoise d'adoption et fille d'un célèbre étalon américain, n par sa mère, Atila, une ascen dance française. Le record des enjeux au pari mutuel a été battu avec 219 millions. Enfin, ils avaient fait preuve de générositè puisque la recette des vingt-cinq mille entrées a étè intégralement versée à Médecins sans frontières.





Le Monde ● Mardi 2 février 1993 15

ARTS

Hittelsen be for the land

reine de Viscens

Avec une surpreduction

(12 000 maintainces par an

les contaes "ancaises à

tet sont tellers de vire e

autercie Elies disposen

d'une masse d'allection Alexee jalus de 200 mig

en 1992) dent proprieten

At Meveurs vondisient

un gurder l'exclusivite De

tuest plus que les confer

tions ouvertes entre !:

pons particuliérement

der ont ete mer-

conseillers par la Com-

alon de Renardes sets

sent pas touplets a u

aventage Tel in Placific

etque gagne amer,

31 johren a Vatconier :

une Montanto prite de

auddaise un 164 co

A tree par . . .

And the second

ton that

to 2.:

-

A STATE

Market .

\$154 M

masi -

Pa .

15

使有 1000

\$ 15

4 10 € 3

440

3.50

. 90.00

1.657

44.76

: 110 1

£-+.

. At 1 5 15

Low

S. . . .

de . . 4 37 2

在多数

distri-

1446 1446 1450

.

-

--

L pro-

V ##

4-

+ A.v

38. 50. 11

manica surveits

Fo.

\$ 7 \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$

Kandinsky, la mémoire de l'abstraction

Une exposition et un volume de correspondances pour approfondir la connaissance d'un peintre droit et cohérent

En 1934 et en 1935, Vassily Kandinsky exposa des toiles, des aqua-relles et des gravures rue du Dra-gon, à l'enseigne des Cahiers d'arı. Dans la petite galeria de la revue que dirigeait Christian Zervos, en 1934, il présenta quarante-trois œuvres des années 20 et 30. L'an-née suivante il réuesit e on conée suivante, il réussit - on se demande comment - à y loger dix toiles, vingt-huit gouaches et une vingtaine de dessins. Les prix étaient assez dérisoires, les Cahiers d'art dans une position financière précaire, et l'aventure ne se prolongea guère plus longtemps.

Dès la fin de 1935, Kandinsky se lamentait de voir Zervos accorder ses faveurs, ses pages et ses murs aux surréalistes, Max Ernst, Yves Tanguy et Man Ray. L'année suivante, le peintre et le critique n'en étaient plus qu'à des relations correctes. Six mois plus tard, ils rompaient. Sur la ebronique de cette liaison esthétique, une exposition et un numéro des Cahiers du Musée national d'art moderne font toute la lumière. La revue public, parfaitement annotée el expliquée, la correspondance des deux hommes entre 1927 et 1937. Les lettres sont d'un intérêt inégal, les détalls pratiques abondent, les déclarations théoriques sont plus rares, elliptiques d'ordinaire, et proférées sur un

ton de certitude très tranchant. A vrai dire, Kandinsky se montre essentiellement préoccupé par l'or-ganisation de sa réputation. !! défend son œuvre avec constance, il cherche à susciter des articles en sa faveur, il se demande comment convaincre, pêle-mêle, Lhote, Ara-gon et Breton, il espère une exposi-tion chez Léonce Rosenberg, il est tion chex Léonce Rosenberg, il est décu, il s'emporte et il obtient enfin que Zervos public ses textes – dont ses Réflexions sur l'art abstrait, qui valent d'être relues.

> « Un besoin vital de l'homme »

«Avec le temps, écrit-il ainsi en 1931, on démontrera à coup sûr nettement que l'art « abstrait » n'exclut pas lo liaison avec lo nature, qu'au contraire cette liaison est plus grande et plus intime que ce ne fut le cas tions les derniers temps. » Et il conclut: «Les esprits qui, à la vue de quelques triangles sur un tableau, restent prisonniers de ces triangles et ne voient pas lo peinture, sont les nêmes esprits qui sur toute figure mêmes esprits qui sur toute figure masculine de l'Antiquité firent met-tre une feuille de vigne.»

Ces esprits qui «ne voient pas la peinture» ont-ils disparu? Ils célèbrent Kandinsky désormais, mais leurs aveuglements d'aujourd'hui ne sont pas moins fâcheux que ceux

d'autrefois. C'est du reste ce qui retient aussi dans ces lettres : elles pourraient avoir été écrites, pour nombre d'entre elles, par un jeune peintre de maintenant écrasé par les orthodoxies nouvelles. Comme Kandinsky, il s'interrogerait sur les raisons de l'hostilité, il s'épuiserait à la vaincre. Il finirait par se répéter co guise de consolation, comme Zervos, a que l'art ne peut pas mou-rir, qu'il est éternel, qu'il peut subir des éclipses par la mauvaise volonté des hommes mais qu'il surnagera toujours parce qu'il répond à un besoin vraiment vital de l'homme ».

L'exposition - quelques huiles, trois aquarelles anciennes, des gra-trois aquarelles anciennes, des gra-vures dédicacées – ne se veut anthologique ni, à plus forte raison, rétrospective. Elle commémore simplement un artiste droit, cohérent et puissant grâce à des œuvres méconques on s'équilibrent heureusement la volupté de la couleur et l'ordre de la construction

PHILIPPE DAGEN

► Gulerie Cahlars d'art, 14, rue du Dragon, 75008 Paria, Tél. : 45-48-76-73. Juaqu'au

➤ Vasaily Kandinsky, Correspon-dances avec Zervos at Kojāve, textea présentéa at établia par Christien Derouet et Nina Ivanoff, Cahlers du Musée national d'art moderne, 200 pages, 180 F.

MUSIQUES

Mort de Paul Rosine

Le pianiste Peul Rosine, leaétait âgé de quarante-cinq ans.

Paul Rosine avait su trouver la juste place de son île, la Martinique, sur la carte des Caraïbes. Son groupe, Malavoi, créé en 1970 puis reformulé dix nus après en companie du violente en monada. retormule dix fins après en compa-gnie du violoniste Emmanuel Césaire, a bâti son succès sur des airs mélangés (Coresse Moin, La Filo, Sidonie). Après la mort, l'an passé, dans la force de l'âge, d'Eu-gène Mona, qui avait revitalisé le « bel-air », la Martinique voit aujourd'hui disparaître un des artisans de sa nouvelle vague cultu-relle, jalouse de ses particularismes.

Pianiste, auteur-compositeur, arrangeur, Paul Rosine était né le 26 janvier 1948, dans la commune du Lamentin. Cet affable fonction-naire, chef de bureau à la préfecde musicien par les bals du samed soir. De Sainte-Anne à Grand'Ri-

Un admirateur

Pendant trois ans, Malavoi s'im-pose le silence. En 1980, le groupe redémarre par un grand concert au Centre martiniquais d'actioo cultu-relle, fief autonomisle de Fort-de-France. Nonveau concept : les cuivres oot été supprimés, Emmanuel Césaire introduit le violon, le jeu de piano de Paul Rosioe lire vers le jazz, la salsa ou la rumba, trouve soo environnement sud-américain Malavoi revalorise les rythmes martiniquais, quadrilles, mazurkas, valses, biguioes à l'ancience, capte et digère les trouvailles du mouvement rénovateur de l'èpoque, tels le jazz de Fallfret on les chowalbwa, musiques de manèges refravaillées par Dédé Saint-Prix, avanl la défertante du zouk, contre lequel Malavoi et Paul Rosine feront toujours rempart, sans le rejeter tout à fait.

Paul Rosine tiendra jusqu'au bout à l'appellation de « musicien amateur ». Soulignant les difficultés à promouvoir sa culture de façon professionnelle, il était, aussi, un lage du Morne-Vert, juste en face de la montagne Pelée.

VÉRONIQUE MORTAIGNE ➤ Matabia, 1 CD Décile BM650 distribué par 8MG; Rétrospec-tive, 1 CD Décile 353 871 dis-tribué par 8MG.

der du groupe martiniquaie Malavoi, est mort d'un cancer le 31 janvier à Fort-de-France. Il

vière, et pendant six ans, Malavoi première formnle fit danser les Martiniquais sur une musique qui empruntait à la biguine et au jazz, autant qu'à la variété française ou américaine. De ce tour de Martinique par le menu qu'è tube se que par le menu, où les tubes se jouent à la demande, Paul Rosine retient que la richesse musicale de l'île, laissée en jachère, est en train

des anciennes générations

admiratent des anciennes généra-tions : le clarinettiste et compositeur Alexandre Stellio, un des pillers du Bal nègre de la rue Blo-met à Paris, le compositeur Louis Boislaville ou, plus près, Marius Cultier. Au fil des ans, Malavoi change de profil mais pas de cap.

Du creuset Malavoi continuent de sortir des talents (Marie-José Alie, Edith Lefel, Tony Chasseur), des idées (Paul Rosine compose la idées (Paul Rosine compose la musique du film Rue Cases-Nègres, d'Euzhan Palcy), des béritiers directs (Kali), des mélanges (le West Indies Jazz Band). A la fin de l'année 1992, pour fêter ses vingt ans d'existence, Malnvoi avait invité amis et comparses le temps d'un album, Matebis. Paul Rosine y interprétait, de sa voix calme, un peu basse et déviante, une chanson signée Gérard Molino et Henry Selvador. Le vite en agir over le Salvador: Je suis en paix ovec le monde. Il sera inbumé lundi le février au cimetière du petit vil-

PHOTOGRAPHIE

Les expériences folles de Douglas Huebler

Une rétrospective, à Limoges d'un des pères du mouvement conceptuel

de notre envoyé spécial

A première vue, il s'agit d'une cigarette à la main, assise sur un lit, nue, se protégeant la poitrine nvec un vêtement sombre. A côté de cette photographie de l'Améri-cain Douglas Huebler, accrochée dans l'élégant espace du Fonds régional d'art contemporain (FRAC) de Limoges, se trouve, lement encadré, un feuillet dactylographié qui donne un autre sens - tout son sens, dirait l'auteur - à l'image,

On peut lire : « Le 31 décembre 1973, une jeune semme a été photo-graphiée 1/8 de seconde ovant minuit. Attendu que l'obturateur de l'oppareil étoit règlé à 1/4 de seconde, l'Image était complètement exposée 1/8 de seconde oprès minuit : c'est-à-dire juste oprès l'écoulement du premier 1/8 de seconde de l'année 1974. Comme le personnoge photogrophié étoit tourné vers le sud, la partle gauche de son corps était orientée à l'ouest; comme le temps « se déplace » de l'est vers l'ouest, la photographie représente la jeune femme à un instant où, opproximotivement, la moitlé de son corps se retrouve dans l'onnée révolue, 1973, tondis que l'autre est entrée dons lo nouvelle

année 1974; conformément à l'es-

prit de la saison, elle porte le cos-

tume du petit Jesus, » Uoe boooe photographie? Peu importe. Le texte est cocasse, le mariage des deux est détooant, sous-tend la prisc de vue, sans les mots qui l'accompagnent, la photo-graphie n'est rien. L'image en tant que telle n'est que « l'expression formelle de l'œuvre », écrit-il, dans une phrase rituelle qui conclut tous ses textes. Considéré comme le premier artiste coocepluel, il a défini son idée, dès 1969, en une phrase définitive : «Le monde est rempll d'objets, plus ou moins inté-ressants; je n'ai aucune envie d'en ajouter un seul. Je préfère, simple-ment, constater l'existence des choses en termes de temps et/ou de

Sur ce principe - constater plutôt que eréer, - Douglas Hue-bler s'est lancé dans des entreprises visuelles aussi complexes qu'absurdes, aussi folles que drôles. Exemples : photographier le Tour de Londres et vérifier si les eliehés ne dévoilent pas « quelque signe trahissant la présence des ames autrefois incarcèrées en ce lieu ». Douze photographies qui rendent compte « des efforts renouvelés par le chien de la maison pour se réchauffer aux rayons changeants dardes par le soleil dans le courant de l'après-midi ». Rephotographier

dans une revue pornographique le visage d'« une personne qui se sen-tirali génée si sa mère venali à voir l'image dans son entier». Dix photographies prises en dix minutes dans Central Park, a chacune avant pour but de localiser l'endroit d'où semblait provenir le chont très

caractéristique d'un oiseau isolé ». Evidemment, l'oiseau est invisible. Evidemment, la plupart des projets de Douglas Huebler tournent à l'échec. Certains donnent des résultats troublants - les murs de la Tour de Londres « dessinent» des fragments de visages. A partir de 1971, son projet devient encore plus impossible et absurde : photographier l'ensemble des gens qui forment l'humanité. A un Limou-geaud qui s'inquiétait de l'avancemcot du projet, Huebler rétorque : «Je commence à peine.»

Le réel et sa représentation

Vaste supercherie imaginée par un doux dingue américain? On aurait trop vite fait de jeter Hue-hler dans le même panier que les ionombrables conceptuels post-duchampieos – utilisant la photographie ou ooo - qui n'on! pas dépassé le slade de l'anecdote ou du procédé. Car Huebler, exposé dès 1970 en France par Yvon Lambert, est un des premiers à faire dialoguer les images mentales et celles, hieo réelles, impressionoées sur pellicule. A montrer la distance entre le réel et sa représentation. A révéler l'absurdité de rer l'instant éphèmère de la prise de vue. Bref, à interroger les notions strictes de temps et d'es-

Oo ne compte plus les artistes, et non des moindres, qui poursuivent ce type de recherches : Hans-Peter Feldmann en Allemagne, Sophie Calle et Christian Boltanski en France, William Wegman aux Etats-Unis... Mais e'est à chaeun d'entre nous, en fait, de lnisser courir son imagination, un peu comme dans les scènes de Huebler. Chacun s'est un jour retrouvé sur une rive d'un fleuve, et a photographié l'autre rive, « un endroit iomais vu ouparavant et au'il n'avatt pas l'intentton de revoir ». Mais scul Huebler retrouvera sur l'autre rive, bien dans l'axe du viscur, « un homme qui le regardait en face et qui présentait une singu-lière ressemblance avec l'artiste». Juste récompense.

▶ FRAC Limousin, impassa des Charentes, 87100 Limogas, Tél.: 55-77-08-98. Juaqu'su 15 mars. Catalogue, 200 pages 200 F.

Les couleurs du Sud

A Vence, hommage à la lumière méditerranéenne

VENCE

de notre envoyé spécial

A Vence, le ehâteau de Villeneuve s'est place, depuis l'été der-nier, sous le signe de Matisse. Les dessins du vieux fauve s'accom-modaient hien de la rénovation voyante des lieux, mais on se demandait alors si les murs colorés supporteraient des tahleaux moins frappants. On constate avec ee deuxième accrocbage que le ehâteau, revu par l'architecte Jean-François Bodin, accepte hien des œuvres de natures très diverses.

Aujourd'hui, Matisse n'est présent que par le titre de la nouvella exposition : « Le grand émerveillement ponr le Sud ». Nordique, il avait été profondément frappé par la lumière méditerranéenne et par l'intensité qu'elle confère aux cou-

Les organisateurs de l'exposition ont voulu réunir des artistes nyant bénéficié du même éblouissement. Les œuvres mootrées ne répondent pas, loin s'en faut, à cette défini-tion, et il serait illusoire de chercher un « génie du lieu » dans cette

Un accrochage agréable et intelligent

En effet, oo ne trouve guère la trace du Sud dans les travaux qui nous sont proposés, même si les artistes choisis ont effectivement séjourné - ou sont nés - sous ces latitudes. Il reste, néanmoins, un accrochage agréable et intelligent, où Dubuffet et Soulages voisinent avec trois Hantal de belle qualité et un ensemble récent de Martin Barré; on y retrouve avec intérêt Viallat, ou Buraglio, et avec nn plaisir grandissant Alain Clément et Bernard Pages. Les Julousies de Noël Dolla laissant le spectateur plus dubitatif. Les travaux spectaeulaires de Gérard Traquaodi, ceux de Jean-Marc Bustamante et de Bernard Faucon témoignent d'un renouveau sopbistiqué de l'image.

La plupart des œuvres présen-tées proviennent des collections du fonds régional d'art contempo-raio (FRAC). On o pu reprocher, souvent à juste titre, au FRAC le choix conventionnel de ses acqui sitions et un goût uniforme. Mais préférer l'homogène à l'exceptionnel permet des regroupements d'une grande cohérence (comme celui-ci), pour peu qu'un conservateur avisé pense à y puiser la matière d'une expositioo. Pas de elarté aveuglante done, ni d'éhlouissement, mais uoe très honnête Juminosité.

HARRY BELLET ► « Le grand émerveillement pour le Sud», château de Villeneuve, 06140 Vence, Tél.: 93-58-78-75. Jusqu'eu 4 mara.

DANSE

Sous le signe du rite

Les tribus Elkins, Ninja et Bouvier-Obadia à Suresnes et à Noisiel



Joëlle Bouvier et Régis Obadia

Après les claquettes et le hip-hop du Rock Steady Crew, le Théâtre Jean-Vilar de Suresnes (Hauts-de-Seine) a vibré du vendredi 29 au dimanche 31 janvier, aux rythmes des danseurs américains. Ceux de la Doug Elkins Company ont, comme prévu (le Monde du 21 janvier), conquis le publie; ceux de Willy Ninja, pape incontesté du voguing, à l'issue de la projection du film dont il est l'un des héros, Paris is Burning (toujours inédit en France), aurait pu, dans le quart d'heure, ouvrir le cours de danse le plus fréquenté de Hexagone. Surtout après démonstration de ses talents très plastiques

Contorsions, poses étirées à l'extrême et tenues avec des mines de pince-sans-rire, préciosité: la «bande à Ninja» en fait trop, mais c'est la loi de ce genre, inventé par les gays et les travestis new-yorkais. Pendant quelques heures, ils paro-dient l'aspect d'un top model, d'un cadre en costume trois-pièces ou d'uo riehe oisif vu par Vogue, le magazine auquel ils ont emprunté le nom de leur danse. Le voguing est également prétexte à de pacifiques rivalités : deux danseurs s'affrontent, le plus doué, le plus cruellement ironique impose sa loi. Les hommes ayant le plus d'autorité dirigent des elans – les Maisons. Il y a une « Maison Ninjn », construite sur la vitalité, la drôlerie, et une léroce ambition, dont le maître exerce ses

talents depuis douze ans déjà. A l'opposé de Suresnes, à la Ferme-du-Buisson de Noisiel, dans la baulieue est de Paris, les membres de la compagnie Bouvier-Obadin donnaient, samedi 30 janvier, la der-'nière représentation de Une femme chaque nuit voyege en grand secret. Cette pièce célèbre des rites plus archaïques : ceux, immémoriaux, de la terre qui dégèle, du printemps qui s'aooooce, et du sacrifice humain qu'il exige pour que les récoltes soient fécondes. On aura reconnu là le thème du Sacre du printemps, traduit ici par une chorégraphie fondée sur le cercle et la répétition. Un autre rite de passage attend désormais Joëlle Bouvier et Régis Obadia : en avril, ils doivent présenter à l'Opéra-Garnier Plein Soleil, leur

création d'Avignon 92, DOMINIQUE FRÉTARD

► La Compagnie Bouvier-Obadia jouera Welcome to Paradise à Angers, au Théâtre Chenzy, du au 7 février. Tél. : 41-88-90-08. A Nantas, à l'Onyx, le 23. Tél. : 40-44-38-00. Piein Soleit, à l'Opéra-Garnier de Paris, du 20

Projection de Planète rap, de la Compagnie hip-hop Art Zons, la 5 février, à 19 h 30, 31, rue Michelet. à Colombes !Hauts-

Le palmarès du Festival Premier plan

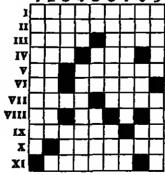
de notre envoyé spécial

Le palmarès du cinquième festival Le palmarès du cinquième testival consacré aux premiers films et films d'école enropéens, qui s'est tenu à Angers dn 22 au 31 janvier, a traduit une divergence cotre les goûts du jury, présidé par Jane Birkin, et ceux du public. Le Grand Prix du jury (doté de 50 000 francs par la Fondation GAN) a été attribué à la Fondation GAN) a été attribué à la public et préference de belle et mélancolique méditation de l'Italien Mario Martone Mort d'un mathématicien napolitain, qui avait déjà obtenu le Prix spécial du jury à Venise. Appelés à voter à l'issue des projections, les très nombreux jeunes spectateurs du festival ont, eux, porté leurs suffrages sur Ein Lied für Beko, officiellement allemand, mais co réalité film kurde réalisé et inter-prété (et mis en musique) par Nizamettin Aric. Evocation des malheurs de son peuple, - répression turque,

ce sobre plaidoyer privilégie l'émotioo plutôt que les recherches for-

D'une manière générale, les premiers films présentés à Angers tra-duisaient une sombre vision du monde de la part des jeunes cinéastes - témoin, aussi, la révéla-tion d'une jeune cinéaste estonienne, Nivolé Adomenaîté, signataire du beau film russe Une maison sur le sable, ou C'est trop con..., de l'acteur français Jean-Pierre Daroussin, Prix du meilleur court-métrage. La fantaisie venait de certains des films d'école, notamment Sabajev, du Slovêne Mitja Novljan, prime, ex-aequo, avec le film espagnol Memorias sin batallas y otros muertos, de Nathalie Alonso Casale..., on de la rétrospective britannique présentée en marge de la compétition.

ment disposer les roses. - 2. Qui



HORIZONTALEMENT

Une conquête de Napoléon. -II. Qui obligent à cracher. - III. Son passage est perfoia dangereux. A les boules. - IV. Ordre de départ. Mot qu'on paut utiliser quand ce n'est pas vrai. - V. Participe. Peut être douce en Asie. - VI. Largeur de crêpe. Un endroit dangereux. -VII. Est formé de métamères. Un coin perdu. - VIII. Préposition. Heureux élu. - IX. Un homme avec qui il ne faut pas chercher d'ouver-ture. Ecueil. - X. Là où ils passent, il n'y a plus de mouchea. - XI. Dialogua avec Tryphon.

VERTICALEMENT 1. Une femme gul doit savoir joli-

PROBLÈME Nº 5967

gliana bian. - 3. Port. Mēma paa saisi. - 4. Périoda. Plats, an Bass. — 4. Perioda. Plats, an Espagne. — 5. Saint. Pour faire la peau. Ordre de déplacement. — 6. Un oisasu vraimant traa chouette. Pronom. — 7. Un animal beau comma un eceur. Dans la vent. - 8. Sans taches. Utile pour le golfeur. Est parfois sur les dents. 9. Personnage à demi légendaire. Panier de peche.

Solution du problème nº 5966 Horizontalement

I. Bonbonne. Mineur. - II. Oreiflarde. Esse. - III. Nervi. Rieurs. Up. - IV. Novice. Lé. Are. - V. Sua. Bégayer. - VI, Rata. Oslo. Lu. -VII. Eb. Consigne, Abo. - VIII. Tas. Ral. Glul. - IX. Intransitif. Mer. -X. Edo. Limpidité. - XI. N.O. Pesée. Ilus. - XII. Néo. Clairon. XIII. Enlisé. Auhre. Id. - XIV. Reina. Nuits. - XV. Grattte-papier. Et.

Verticalement

1. Bon-chrétien (fruit). Erg. -Ore. Abandonner. - 3. Nemst. S.T.O. Elia. - 4. Bivouac. Point. -Olive. Orale. Set. - 6. N.L. Onanisme. - 7. Narcissieme. O.P. -8. Erić. Li. Ipéca. – 9. De. Bog. Ti. Lump. – 10. Meule. Idéal. – 11. Règle. Fi I Inné. – 12. Nés. Au. Tireur. - 13. Ea. Ay. Almélo. -14. Uaure. Bue. Unité. -15. Répertoires. D.S.T,

GUY BROUTY

La fièvre des musées

Suite de la première page

En 1992, le directeur des musées de France, Jacques Sallois, e dû courir de Céret à Péronne, en passant par Mulhouse, Dijon et Rouen ponr ineugnrer les nouveaux espaces. Et encore Clermont-Fer-rand e-t-il été oublié, au grand rand 6-t-il été oublié, au grand dam de son maire, Roger Quilliot (PS). Au ministère de la culture le budget construction et rénovatiou se gonfle : 63 millions en 1981, 225 millions en 1991 (hors grands chantiers du président de la République). Comment expliquer cette fébrilité?

fébrilité?

Le succès du Centre Pompidou d'ahord, puis celui des Musées d'Orsay et Picasso, les chantiers du président – le Grand Louvre – ont frappé les imaginations et suscité des vocations, multipliées par les lois de décentralisation. L'épidémie a touché les régions il y e une dizeine d'années, mais elle a explosé il y a cinq ou six ans. A l'aube du deuxième millénaire, notre pays s'était couvert d'un « blanc manteau d'églises ». A la veille du troisième, un phénomène identique semble se renouveler au identique semble se renouveler au profit des musées affectés, eux aussi, d'une aura quasi religieuse.

La ruée des municipalités

Il en existe déjà mille deux cents dont trente-quatre nationeux. Au hasard de la carte, on trouve un Musée du cuivre à Villedieu-les-Poèles (Menehe), un Musée de la toile de Jouy à Jouy-en-Josas (Yve-lines), un Musée des techniques fromagères à Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados), mais aussi un Musée de la fromagèrie au Trépot (Doubs) et un Musée du camembert à Vimoutiers (Orne). Quatre musées sont exclusivement voués au tabac Il en existe déjà mille deux cents sont exclusivement voués au tabac et à la pipe, cinq au sei, sept aux chemins de fer, douze à la pêche, vingt-deux à l'automobile, quarante-deux à la Résistance et à le déportation, einquante-deux à la viene et au vin

Ceux dédiés aux arts plastiques sont bien sûr les plus prestigieux et

25

Mikhail Volokho

2 février

14 février 1993

les plus coûteux. « On aurait tort d'y lire une extension de l'amour de l'art, effirme séverement Michel Schneider, ancien directeur de la musique au ministère de la culture (1). Simplement une diffu-sion de la passion conservatrice culture (1). Simplement une distussion de la passion conservatrice d'un temps qui ne sait plus juger du sens des choses, mais veut conserver, au cas où » Même les professionnels commencent à s'inquiéter de cette multiplication: Françoise Cachin, du Musée d'Orsay, parle de la transformation de notre pays en une gigantesque «Acropole touristique». Inquiétude hien souvent epaisée. En 1972, Daniel Buren s'indignait: «L'œuvre ne sert plus aujourd'hui que de gadget décoratif à la survivance du musée. » L'artiste y est aujourd'hui accueilli à hras ouverts et contribue à son succès. La fièvre succède, il est vrai à une longue léthargie. Julien Gracq (2) se souvient de ses visites lycéennes au Musée de Nantes: «Avec ses hautes salles, vides et endeuillées, tendues de vert sombre, ses verrières à la lumière pluvieuse, il était pour moi comme une annexe, une crypte sépulcrale et vaguement menaçante du lycée. (...) Sa faible odeur de moisi resta longtemps llée pour moi à l'idée des arts plastiques. » Les reres (et modestes) aménagements entrepris dans les années 70 ont souvent été modestes) aménagements entrepris dans les années 70 out souvent été manqués : les musées de Montpel-lier, de Marseille ou de Saint-Ger-mein-en-Laye se retrouvent evec des mezzanines bideuses. Encore beureux quand le décor original n'a

Aujourd'hui, les maires se ruent Aujourd'hui, les maries se ruent à le direction des musées de France (DMF), avec un plan sous le bras en échange d'une ligne de crédit. Car e'est bien la pression municipale qui a contribué à accélèrer le monvement. Au milieu des ennées 80, le musée est en effet devenn un formidable enjen politi-

des grésillons O gennevilliers

30

26

atique national bernard sobel

théan de

cache-cache avec la mort

Hervé Audibert - Nicky Rieti - Bernard Sobel

Denis Lavant - Hugues Quester

pas été massaeré. Et quand, en 1979, la première loi-programme destinée à rénover ces établisse-

ments a été votée, les fonds propo-sés eux musées municipaux ont bien souvent été eccueillis evec

que et urbain, pour l'État comme pour les collectivités locales. Un chiffre a mis la puce à l'oreille de nombreux maires : evec 70 millions de visiteurs per an, les musées arrivent largement en tête des «pratiques culturelles» (30 %). Peu importe ce que le publie en retient, certains édiles ne jurent retient, certains édiles ne jurent que par le bouillonnement de Beaubourg, l'animation sur les parvis et les interminables files d'attente devant les grandes expositions parisiennes. « Ajoutez à cela une nouvelle génération d'élus moins indiffèrents à la chose culturelle, la décentralisation, l'inflation qui nous incltait à investir, les pressions de l'industrie du bâtiment, explique le maire d'Arles, Jean-Pierre Campin (RPR) et sons que Pierre Camoin (RPR), et vous avez, à partir de 1983, une France en

Nîmes est le plus bel exemple de cette frénésie muséale. « Passionné d'art contemporain et d'architecture», Jean Bousquet (UDF), qui e emporté la mairic en 1983, ne cesse de remodeler et de rénover sa ville. Son projet le plus éclarant est le Carré d'art (bihliothèque et musée) que Richard Foster e dessiné au centre-ville. « Le musée doit devenir la nouvelle place du village, le point de rencontre de la jeunesse, explique Jean Bousquet, Beaubourg m'a donné l'idée de ce musée ouvert, instrument décisif dans la reconquête du centre-ville. J'ai fait le tour du monde: les files d'ntiente, on les trouve partout devant les musées. Dès l'eté prochain, ce nouveau forum sera noir de monde.» Le problème urbain à résoudre en Arles est inverse: il ne s'agit pas de réoccuper le centre-ville must de recondre le solicité. s'agit pas de réoccuper le centre-ville mais de recoudre la périphé-rie. Le même remède sera utilisé par la municipalité qui installe, en bordure d'une ingrate bretelle d'autoroute, un musée archéologique dans le prolongement d'un cirque romain. Avec l'espoir de passer de 40 000 à 100 000 visiteurs par an.

Une vitrine pour la ville

Pour les éins, le musée, n'est pas simplement un bâtiment qui ren-ferme un certain nombre de collections, mais un chapitre important d'une politique urbaine bien com-prise (comme eu dix-neuvième siè-cle, d'ailleurs), quand il ne s'agit pas, tout simplement, d'une vitrine chargée de défendre les couleurs de la ville, alors que, selon le bon mot ettribué au maire de Montpellier, Georges Frèche, « ume bibliothèque, ça ne rapporte pas une voix». Combien d'architectes se sont entendus dire ; « Je veux une belle et grande façade. »

Et combien de fois, la DMF a dû «freiner des ardeurs qui masquent des projets vides, comme l'explique Jean-Pierre Cusin, directeur de l'inspection générale des musées : Nous réclamons un projet scientifique ovant toute chose, » Et Jacques Sallois de relever « le nombre inquiétant de villes qui nous demandent carrément quel type de

musée elles pourraient bien construire...» Car la question principale – et de simple bon sens – est parsois relégnée eux oubliettes ; les collections sont-elles de qualité suffisante pour que la ville et l'État investissent entre 50 et 100 millions de france donn le construires. lions de francs dans la construction ou la rénovation d'un bâtiment? D'entres enjeux pointent. Le conservateur demende toujours plus pour gonfier une collection ou un bâtiment auxquels il a parfois tendance é s'identifier un peu trop. Les élus pensent à leur réélection (le musée erchéologique d'Arles ouvrira pour les élections munici-pales de 1995). Ils pensent aussi à l'effet sur le tourisme, à allécher les cadres des entreprises désireuses de s'implenter dans une ville. « La première question que me pose la responsable d'une entreprise qui songe à s'installer chez moi tient

aux équipements culturels de la

Adrien Fainsilber, euquel on doit à Paris la Cité des sciences et de l'industrie, a imaginé, avec Claude Gaillard, le nouveau musée. Il a hebilement fédéré plusieurs bâtiments décatis autour d'un etrinm couvert d'une verrière en forme de cône inversé, à partir duquel toutes les salles se distri-buent elairement en dépit de la complexité de la construction. e Un travail passionnant, indique l'architecte, comparable à celui que nous devons faire pour une église puisque nous devions ovant tout articuler des volumes.»

Œnvres. de second plan

Les échappées et les perspectives audscieuses sont multipliées sur des œuvres qui ne demandent pas tant de subtilités. On e vidé ici le fond de deux ou trois cabinets de

construire un institut archéologique dens une ville qui est déjà une pièce de musée en soi, quand on sait, par ailleurs, que les musées lapidaires ne passionnent pas les foules?

Lors du concours erchitectural, Antoine Grumbach avait proposé un musée éclaté sur les sites prestiun musee ectate sur les sites presti-gieux (arènes, théâtre antique, Alyscamps...). « Une incptie scienti-fique et une erreur financière : nous ovous, en 1991, trouvés, lavés, séchés, étiquetés et stockés 340 000 objets. Fallait-il les disperser sur trois sites? », demande Jean-Meu-rice Rouquette, le directeur des musées, « Roumanta veui bâtie son

rice Rouquette, le directeur des musées. «Rouquette reut bâlir son cénotophe, un mausolée à sa gloire», disent ceux qui refusent un projet jugé « mégalomaniaque » au moment où le ville est économiquement asphyxiée. «Ce musée de cailloux sera demain le pain de nos enfants, leur répond Jean-Maurice Rouquette. Quand il n'y n plus d'agriculture ou d'industrie, il faut faire fructifier son patrimoine. »

choix était différent. Fallait-il

100

. . --

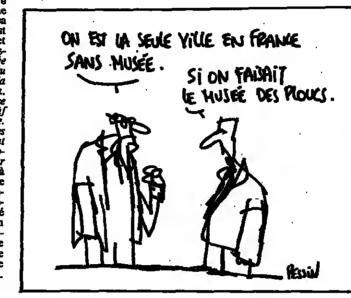
Les collections seront-elles demain des composantes du pay-sage économique? Si certains musées sont en passe de devenir des «complexes eulturels» qui compteront (directement ou non)
dans l'équilibre des budgets monicipaux, les collections permanentes
ne sont, bien souvent, qu'un élément parmi d'eutres : expositions temporaires, euditoriums pour conférences, concerts et projecconterences, concerts et projec-tions, espaces pour les enfants et les écoles, bibliothèques, centres de recherches, librairies, carteries, bar-restaurants, boutiques diverses. Ainsi le Musée Matisse, helle et simple villa itelienne aux murs octes et aux volets verts, va doubler pour sa réouverture en juillet prochain avec une extension de 2 200 mètres carrés. Réalisé par l'srebitecte Jean-François Bodin, le nouveau bâtiment, creusé sur deux niveaux, est élégant, astucieux. Meis le visiteur constatera vite qu'il est presque tout entier consa-cré à des espaces de « dégage-ment» : grand escalier, vaste hall, boutiques, auditorium, restaurant, terrasses. Un lieu de contemplation et de réflexion devant les œuvres de Matisse? Un but de promenade. où les œuvres du grand peintre compteront ni plus ni moins que le charme ensoleillé de la colline de Cimiez? Temples de la consommation culturelle, les musées sont en passe de remplacer les maisons de la culture d'André Malraux, ces « cathédrales du vinguème siècle » aujourd'hui bien décatles.

MICHEL GUERRIN et EMMANUEL DE ROUX

(1) Directeur de la musique et de la danse de 1988 à 1991, Michel Schneider vient de publier la Comèdie de la culture (Le Senil). (2) In Lettrines 2, Cortl ed.

Prochain article:

II. - Gérer la folie des grandeurs



ville. Et bien sur le musée tient la première place, expliquait Cathe-rine Trautmann, maire de Stras-

Du coup, l'emballage a pris une importance décisive. On parle plus de la forme que du contenu. La starification de le profession d'arstarification de le profession d'architecte y contribue. Avoir un musée signé Foster, Nouvel, Portzamparc, Cirieni n'est-il pas' la preuve d'une ville ouverte au vent du progrès? En Arles, Claude Sintès, le lutur directeur de l'Institut de recherche sur la Provence antique (le musée archéologique), qualifie le bâtiment conçu par Henri Ciriani de a geste architectural qui marquera lo ville, Nous recevons des demandes du monde entier pour visiter le chantier ». Et quand le projet est vide ou contesté, l'êlu s'enthousiasme sur « la qualité Incomparable de l'orchitecture » incomparable de l'orchitecture » (lire encadré). « Une ville sans musée est devenue ringarde», note un élu. A Clermont-Ferrand,

immense Chassérieu.: la Défense des Gaules. Pour le reste, beaucoup d'œuvres de second plan, quelques portraits honorables et des pièces de mobiliers qui justifient difficilement le coût du bâtiment: 55 millions de francs. «Cinq mois après l'ouvretures pour le court de cou l'ouverture nous avons reçu 40 000 visiteurs alors que sur les deux anciens sites nous n'accueil-lions que 25 000 visiteurs par an, plaide le conservateur Gérard Tisserand. Clermont doit apprendre à vivre avec ce musée. Et la municipalité comprendra l'usage qu'elle peut réellement en faire. » Pour l'instant la principale qualité du musée est d'avoir, grâce au travail des architectes, recréé un environ-nement ecceptable dans ce feu-bourg périphérique désevorisé. Le conservateur estime que sa belle vitrine doit pouvoir attirer les donations, ce qui justifierait – o posteriori – la qualité plastique et le prix de son musée. En Aries, le

curiosités dont le clou est un

Le rêve de Pierre-Yves Trémois ponais alt recu l'aval de la direc-2 500 mètres carrés ». En ettention des musées de France

de notre envoyé spécial

Nice offre un bel exemple de «muséomania». Pour accompaaner le développement économique du quartier Arénes, au bord de la Méditerranée, et attirer les investisseurs nippons, Jacques Médecin e eu l'Idée, il y e une dizaine d'annéee, de bâtir un « musée frenco-jeponeie » qui devsit présenter le collection d'art nippon de Pierre-Yves Trémoie, habile ertiste figuretif de second plan : dix-sept œuvres qui vont du neuvième au dix-septlème siècle, d'un e*intérêt* exceptionnel » affirment les spécialistes, estimées à 18 millione de francs. A celles-cl devaient s'ajouter deux cent dix-huit gravures, sculptures et lithographies exécutées par le peintre français.

Un architecte japonais, le céléhrissime Kenzo Tenge (auteur du Grand Ecran, à Paris), dessina un bătiment dont le chantier devait être prie en charge per des mécènes. «Nous n'avons jamais vu le trace de ces fameux mécènes», dit-on, aujourd'hui, au conseil général des Alpes-Maau conseil general des Alpes-Ma-rinmes. A la demande de son président de l'époque – encore Jecques Médecin, – le départe-ment e dû se résoudre à financer l'opération. Celle-cl est mainte-nsit echevée maie les 2500 mètres carrés sont vides, car Pierre-Yves Trémois n'est pes d'accord avac le départepee d'accord avac le déperte ment aur le contenu du musée. Aussi incroyable que cela puisse paraître, eucun projet précie, eucun cehier des cherges n'evaient été prévus avent la construction du bâtiment, li est auesi surprenant que le projet scientifique du musée franço-ja-

(DMF) sans savoir quelle serait la épartition des œuvree exposées, entre la collection jepo-naise et les gravures de Trámois.

«L'eccord reposait sur des échanges oraux», dit-on, su département... Un familier de la politique niçoise et du système Médecin ne e'étonnera pas d'une telle pratique. Exploitant ce eflou artistique», Pierre-Yves Trémois propose, tout simplement, eun musée Trémois », explique Otivier Rochereau, directeur du conseil général. e La majorité des salles geralent occupées per des ceuvres du peintre, qui veut éga-lement se méler du fonctionne-ment du musée. C'est impossible la La collectivité locale e alors envoyé à Pierre-Yves Trémois un premier, puis un deuxième contre-projet.

Un artiste encombrant

e Ce deudème projet n'est pas sérieux, car il évacue complètement lee œuvres de Trémois, explique son evocat. François Gibault, la collection d'art japonais tient en une seule salle, pré-vue é cer effet. Nous demandons qu'un tiers du musée — trois selles plus le sous-sol — eoir réservé é l'œuvre de Trémois. Nous exigeons aussi des garan-ties quant é son fonctionne-ment. » Lee deux perties devraient es rencontrer dens le mois qui vient pour essayer de trouver un accord.

Ce conflit traduit l'embarras du conseil général, de la ville de Nice et de la DMF face à un artiste bien encombrant qui « ne mérite en rien un temple de

dant, les élus locaux ne cessent de vanter la construction : «Un outil exceptionnel. » e Una merveille d'architecture. » eUn exemple unique de l'œuvre de Kenzo Tsnge en Europe. » Le coût de cette «merveille» est passé de 12 è 75 millions de francs. Il est vrai que el'outil» est recouvert de marbre de Carrare. Et « chaque coup de crayon de M. Tanga. coûte chers, indique Olivier Rochereeu. Enfin, le fonctionnement - notemmant les coûteuses expositiona temporaires - du musée franco-jeponais incombe à la ville de Nice. Aussi le premier adjoint, Paul Guerrier (div. d.), veut e refiler le bébé» au département qui, évidemment, n'est pas d'accord...

La «lessiveuse» (comme l'eppellent ses détracteure) est devenue une « pleisenterie locale»: on ne compte plus les contre-projets (salle de cinéma, musée de l'image, sutre collection d'ert japonaia), et un élu s même suggéré d'introduire des erocodilee dene le hessin qui entoure la bâtiment... Mais la pleisanterie coûte cher, surtout quand on sait que la rénovation du Musée Matisse, à Nice, était freinée au même moment pour des reisons budgétaires.

Au conseil général, un chef de service n'hésite pas à parler de e désastre administratif ». D'eutres se consolent en feuilletant les rapports qui assurent que «le nombre ennuel des vieiteurs japonais (cinquante mille environ) devrait tripler grace é ce musée ».

M. G.

47

SAMEDI 30 JANVIER 1999 19H55

RESULTATS		
	_	THE COLUMN
100 THE RESERVE OF TH		- Macenia
Bonn mary 1977 Bloom	Ma 6	584 092
2	64	42 074
THE WAR DESIGNATION	1 000	2 163 1
Market service (1)	90%,50	
	-	7
- 113 m	9	Į
MATCHS DU JOUR!		
The Interest Con Total despitation describe	Pull Harris	A PORT W
MINISTER MARKETER	3176	80 F
NAME OF THE OWN PARTY OF THE OWNER.		
PAGE MICHIGAN	F2 003	20 F
LOCK MONACO		
	7 (776	31 F
PROGRAMMENT FOR A VINCENT S.	منسبة والجمية	-



orientations Filières, débouchés, métiers: des écoles vous informent. Code postal ____ Ville Niveau d'études 92-93. désire recevoir gramitement des informations sur des écoles qui forment oux secteurs suivants (cochez les fillères qui vous intéres Classes Préparatoires
 Grandes Ecoles Scientifiques ☐ Dense ☐ Expertise Comptable nation en Alternance Préparer un MBA 3" Cycles de Gestien, Droit ☐ Gestion Financière ☐ Gestion du Person Cours par Corres Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille 75008 Paris (réponse par courrier uniquement) ou composez sur minitel 3615 code ORIENTATIO



Le Monde ■ Mardi 2 février 1993 17

CULTURE

BANDE DESSINÉE

whole con-AMERICA

MAT TO S

I rus in a

un prast. . . .

objets. La ...

THE ROLL

EPROLATE.

port :

Mount of

Mantella.

Les

4

demain de

BOOK INC.

Section 1 Co.25

antsu: J .:

Armai :

2 700

100

11. - Gerer la 62

tions strandeus

1

Marie Labert

great ...

Abstraction April (T.)

Antania . .

428x 000

MAH 1540

Succès public et vague à l'âme créatif

Le Salon international de la BD d'Angoulême a fêté dignement son vingtième anniversaire

ANGOULÊME

de notre envoyé spécial

Les héros de bande dessinée engendrent parfois des êtres de chair et de sang. Ainsi, Valérian et Laureline, les deux agents «spatio-temporels» inventés en 1967 par le scénariste Pierre Christin et le dessinnteur Jean-Claude Mézières, ont-ils danné leurs prénoms à une nuée d'enfants. «Je connais au moins quatre Valèrian et je sais qu'il existe une bonne centaine de

sus des étals. Sur les stands, des auteurs étaient contraints de demander à leurs admirateurs de se calmer, leur poussée faisant régulièrement reculer les tables dressées pour les traditinnnelles séances de dédicace. A l'entrée des expositions, les files s'allongeaient au fil du jour. Il est vrai que la météorologie, exceptionnellement favorable, favorisait cette affluence, renforcée par la prééminence donnée à des auteurs de BD « popu-

laire», comme Frank Margerin,

catastrophe des plastiques an des- confiait le président du Futuro scope de Poitiers.

> Les éditeurs affichaient des mines ravies. Pour eux, la vingtième èditlan du Snlan d'Angoulème s'est traduite par une apogée de leurs ventes sur les stands, qui unt globalement doublé on triplé par rapport à l'an dernier. Senis les anteurs étaient plus partagés. Les séances de dédicace des albums ressemblaient pour la plupart d'entre eux an bane de nage d'une galère. Alors que les uns



petites Laureline», s'amuse Jean-Claude Mézières. Le scénariste Ican Van Hamme peut aussi s'enorgueillir de petits Thurgal et Joian, patronymes des héros des albums qu'il a conçus ces dernières années. Autant d'indices qui témnignent de la popularité du neuvième art. S'il en était d'ailleurs besoin, l'affluence de la foule qui n participé au vingtième anniversaire du Salon international de la BD d'Angoulème (SIBD), da 28 au 31 janvier, confirme que la crise de la BD pourrait presque être rangée au rayon des vicilleries.

Quelque 100 000 fans nut' envahi les tentes et les «bulles» installées dans le centre de la canitale charentaise (1). Pendant le weck-end, la densité du public était telle que les parois des tentes dégnulioaient de candensation. Certains éditeurs, enmme les Humanoïdes associés, out dû proteger leurs livres en tendant en

Tintin au Koweit

Le jury du Salon international de la bande dassinée d'Angoulème a manqué de dis-cernement. Même si tous les lauriers, qu'il a distribués étalent certainement mérités il aurait do décemer un prix apécial de solidarité à M. Found af-Hacham, ce journaliste knweitien qui a été condamné, samedi 30 janvier, par la justice de son pays, à trois mois de prison avec sursis et à dix mille france d'amende.

Dix ans après la mort de Hergé, le délit qui a été sanctionné de la sorte pourrait en effet, en ces temps de décritologies tourmentées, servir de prétexte à une belle suite de Tintin au pays de l'or noir.

Ce rédacteur du quotidien Al-Waten s'était, en effet, cru autorisé à s'exprimer eselon sa conscience» - rapporte l'AFP le jour où il a critiqué... le port du voile islemique dans la pratique de la médecine par les femmes. Les tribunaux islamiques l'ont prié de ne plus réci-diver car au Koweit «libéré» on ne badine toujours pas avec ces choses-là. On imagine déjà ce qu'en dirait le capitaine Had-dock...

'Grand Prix 1992, ou Morris, lauréat du prix spécial Vingtième anniversaire (le Monde des livres du 29 janvier), auxquels les deux principales manifestations étaient consacrées. Lucien, le héros à la banane et au Perfecto immusbles. inventé par Margerin, ou Lucky Luke, le « poor lonesome con boy » conçu il y a plus quarante ans par Morris, furent les stars incontestées de ce Salon. Le musée dn Centre national de la bande dessinée et de l'image (CNDI) connaissait luiaussi une fréquentation jamais vue.

Les éditeurs ravis

Mais, au delà de ce succès public, ce vingtième anniversaire s'est aussi soldé par une véritable consécration politique et commerciale. M. Jack Lang, ministre de la culture, avait rendu visite au Salon l y a dix ans, et le président de la République, M. François Mitter-rand, avait fait le déplacement en 1985. Cette année, le SIBD s'était mis à l'heure de la cohabitatinn annaucée. Dans l'après-midi da veodredi 29 janvier, alars que la cohue atteignait son comble, un groupe compact de personnalités en enstume-cravate, tailleur et talkie-walkie, faisait son entrée, tranchant notoirement sur la foule plutôt jeune et uniformément vêtue de jeans et de blousons. Ce groupe entourait M. René Monory, président du Sénat et maire UDF-CDS de Loudan, Arrêt devant certains stands, poignée de main aux dessinateurs et scénaristes présents, discussions bon enfant avec les éditenrs et M. Michel-Ednuard Leclerc, l'un des principaux parrains du Salnn avec la Caisse d'épargne.

Mais, s'il voulait auréoler de sa présence ce vingtième Salnn, le deuxième personnage de l'Etat était plus là par amitié pour le maire d'Angoulême, M. Georges Chavanes (CDS), et par voisinage avec la capitale charentaise, que par amour du neuvième art. eJe ne suis pas réellement un fan, mais je lis quand même les Schtroumpss et Astérix, à cause de mes petits enfants. Quand j'avais sept-huit ans, je me souviens d'avoir été passionné par les aventures de Bicot»,

s'amusaient de rencontrer leur public, les autres ironisaient sur «un Salon qui se transforme de plus en plus en foire commerciale», les animations - diligence de Lucky Luke, véhicule de police du Los Angeles County garés en permanence devant les tentes, pour la plus grande juie des enfants - en étant la traduction la plus ostentatoire, comme les appels tonitruants retransmis par haut-parleur à travers la ville. Comme si le neuvième art ne semblait pas ae reconnaître dans ce couronnement orchestré par le dieu dn commerce.

(1) Selon les organisateurs du SIBD. ce chiffre se décompose co 42 000 entrées payantes, 20 000 invita-tions, 7 000 personnalités et journalistes accrédités, 10 000 entrées d'enfants et

YVES-MARIE LABÉ



« Ombres et Lumières» Pendentif émus noire et cristal sur argent Boucles d'oreilles OMAI : Esu de perfum origins 36, rue Jacob, 75006 PARIS. Tel.: 42-60-84-33.

SCIENCES Ce Monde et MÉDECINE

- M= André Monnier,

Naissances M= Jacques Monnier, née Comelia Schach von Wittenau - Le 24 janvier 1993 est né

et de ses parents. Madeleise HOUBART Lawrest BREYTON

Marieges

Micheline M. HOWARD

New-York Paris

Jean-François PATARIN sout heureux de faire part du leur mariage célébré dans l'intimité.

Décès

 M. et M= Michel Bapet,
leurs enfants et leurs petits-enfants,
M. et M= Dominique Leclero, leurs enfants et leur petito-fille.
Le capitnine de vaisseau (ER) et
M= Didier Glachant

et leur fille, ont la douleur de faire part du décès de

M- Jean BAPST,

survenu le 30 jaovier 1993, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 2 février, à 13 h 30, en Péglise Saint-Pierre de Neuilly, un l'ou se réu-

Cet avis tient lieu de faire-part.

60, avenue du Roule, 92200 Nenitty.

- Isle (Hante-Vienne).

M= Roland du Cray, Ghislaice, Michel, Vnleutin et

Héloise, Marie-Pierre, Thlerry, Junieo et Luce, Gillonne, Jean-Marie, Albane et Thi-

Olivier, Roselyoe, Morgane et Samuel, Alix et Jérôme,

Régine, M. et M= Serge du Cray, out l'immense douleur de faire part du rappel à Dieu de

. M. Reland du CRAY,

survena dans se soixante-dix-septième

Les obsèques auront lieu le mardi 2 février 1993, en l'église Saiot-Martin d'Isle, à 10 beures.

Condoléances sur registre.

« Heureux les doux, car ils recevront la terre en héritage. Heureux les caurs purs,

- On nous prie d'annoncer le décès

M= Henri ESCOFFIER, née Mathfide Wehrlé.

surveuu en son domicile la 26 janvier

Du la part des familles Nicotas, Wehrlé, Jonezy, Franço et Daignes.

Les obsèques religiouses ont eu lieu à Saint-Paul-de-Vence, dans la plus stricte intimité.

59, rue de Courcelles, 75008 Paris.

- Ses enfants, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M- A. LABURTHE-TOLRA. née Ranée Degoutia.

Messe de funérailles le 2 février 1993, à 13 h 45, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, Paris-5.

CARNET DU MONDE Renseignements: 40-65-29-94 Tarif: la ligne HLT.

Toutes rebriques 100 F Abonnés et actionnaires ... 90 F Communicat. diverses 105 F Thèses étudiants _____ 60 F

Le Monde EDITIONS **ENQUÊTES**

RENE MONZAT EN VENTE EN LIBRAIRIE

CARNET DU Monde

son épouse, Eric et Anne-Charlotte, ses cafants, ont la douleur de faire part du décès d D fait la joie de son grand frère,

M. Jacques M. MONNIER, survenu le 29 janvier 1993, à Neuilly, : l'âge de cinquante ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 2 février, à 11 heures, en l'église Saiut-Pierre de Neully, 90, avenue Achillo-Peretti (avenue du Roule), Neuilly (Hauts-do-Seine).

M. Christian Brégou, président-directeur général de CEP Communication.

Et tous ses collaborateurs, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques M. MONNIER, président-directeur général du groupe Usine nouvelle, gérant du groupe LSA,

survenu te 29 janvier 1993, à Neuilly, à

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 2 février, à 11 heures, en l'église Saiot-Pierre de Neuilly, 90, avenue Achille-Peretti (avenue du Ruule), Neuilly (Hauta-de-Seine).

Les sociétés Groupe Usine nouvelle, Groupe LSA, Les collaborateurs du groupe Usine

Et les collaborateurs du groupe LSA, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques M. MONNIER. président-directeur général du groupe Usine nouvelle,

gerant du groupe LSA, surveno le 29 janvier 1993, à Neuilly, à l'âge de cinquante ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 2 février, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, aveoue Achille-Peretti (avenue du Roule),

[Må le 2 mars 1842 à Paris, Jacques Hornier avait consocré l'enéastiel de la carrière à la presse. Afjoint de directeur administratif de l'Éxpress de 1967 à 1968, il fot auccassimpness chaf de publicité à l'Expression (1969-1970), stacté de direction de Tans Magazaise (1870-1972), directure de publicité à l'Expression (1970-1972), directure de publicité à l'Expression (1972-1974), directure commercial, pais directure de Horne Economiste (1975-1981). Devemp poècident-directure charies de 1981 à 1982, il fot acustive directure délégade aux Editions mondisten (1982-1984),

tinnales de 1981 à 1982, il fut acumhe directaor d'Abigué sux Editions spondiales [1982-1984], pais POB de Aliqueser (1982-1986), exant d'accider à la paintéann de groups Unine rouvelle en 1988 et de groups USA en 1989), exant d'accider à la paintéann de groups Unine rouvelle en 1988 à confinales en 1988 à 1980 à 1981, pais celles de servitaire général de la Friddization nationale de le preses économique, l'acides et politique (SPES), de 1981 à 1982. Il inference le convenir d'un professionnel professionnel professionnel temperales de services de services de services de la preses, d'un homose de disogue trujours socience de faire bénéficier de ser empérance tous ses collaborateurs et ses jeunes contrêves. Le Monde présente à sa familie ses sincères condo-lémens.

- La très bonorable

JERREE SAUVÉ, C.P. C.C. C.M.M. C.D.,

est décédée subitement le 26 jaovier

1993, à l'âge de soixante-dix ans, à Moutréal (Canada), après une longue

Epouse de seu l'hunorable Maurice Sauvé, Mª Sauvé laisse dans le deuil son sits, Jean-François, et sa belle-fille, Diane de Mailly-Nesle, sou frère et ses sœurs, de même que de nombreux parents et amis.

Après une brillante carrière de jour-naliste tant eu presse écrite qu'électro-uique, M= Sauvé a été élue à la Cham-bre des communes à titre de député, puis sommée successivement ministre d'Etat (sciences et technologie), ministre de l'envirousement et ministre des communestions. En 1982, lo très hourable Pierre Elliot Trudesu a nommé M= Sanvé président de la Chambre des communes Permière. Chambre des communes. Première femme à occuper ce posto, ello y demeure jusqu'à sa comination à titre de gouverneur général du Canada en 1984. M= Sauvé a été la première femme à occuper une telle fonction au sein du Communwealth et a servi jus-

qu'en 1990

Canadience admirée et respectée, M= Sauvé compte plusieurs réalisa-tions, dont la réforme de l'administra-tion de la Chambre des communes ainsi que son engagement constant et inébreulable en faveur de l'unité canadieuve. Son iutérêt et son dévouement envers la jenuesse tout au lung de sa vie out résulté en la mise sur pied, en 1991, de la Fondation Jeanne-Sauvé pour la jeunesse, un organisme interna-tional voué à promouvoir la compré-hensinn, la coopération et la tolérance an sein des futurs dirigeants.

Des funérailles d'Etat à la mémoire de M= Sauvé unt eu lieu lo samedi 30 jaovier, en la cathédrale Marie-Reine-du-Monde, à Montréal (Canada),

(Le Monde du 28 janvier.)

THESES Tarif Étudiants 60 F la ligne H.T. Les prêtres du diocèse de Cahors Sa famille, Ses amis,

font part du décès du

l'abbé Jean SIAU, curé de Cremps (Lot),

survenu le 24 janvier 1993, dans sa

Les obsèques furent célébrées le

Courrier et dons destinés aux enfants de la République centrafricaine sont à adresser à M. l'abbé de Labarrière, curé de Gramat, 46500 (France).

Remerciements

- Périgueux (Dordogne).

M= Raymond Boucharel Ses enfants, Ses petits-enfants

Et ses arrière-petits-enfants, Parents, alliés, Et amis, out été profondément touchés par les très nombreux témoignages de sympa-thie qu'ils ont reçus lors du décès do leur très regretté

Raymond BOUCHAREL

nbattant volontaire de la Résistance, médaillé de la Résistance, officier de la Légion d'honneur.

Daos l'impossibilité de présenter, individuellement, à tous leurs remer-ciements et leur gratitude, ils vou-draieut que les nuscrités civiles, militaires, religieuses et philosophiques nationales, départementales et locales, les présideots et adhérents des nombreuses associations, présents et repré-sentés, ainsi que tous les amis, sachent que la chaleur de leur présence et de leur message lenr a apporté un récon-fort irremplaçable.

PF Aquitaina,

route de Paris, 24750 Trélissec

— M. et M= Roger Venturini,
M= Rosaria Turetta,
M. et M= Denis Patout,
La famille de Rocca-Serra,
dans l'impossibilité de répondre individuellement à toutes les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Carline-Alexandra VENTURINI.

prient toutes les persoones qui se sont associées à leur peine de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs plus sincères remerciements.

Avis de messe

Une messe sera célébrée le samedi 6 février 1993, à midi, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Parls-7-, à la

Nacunan SÁEZ,

professeur d'université (USA), disparu tragiquement le 14 décembre

De la part de ses amis.

Messes enniversaires - L'association Rhin et Danube fera célébrer que messe à la mémoire

professeur Pierre SCHERRER.

en Péglise Sajut-Louis des luvalides, le mercredi 3 février 1993, à 10 heures.

Cet avis tient lieu d'invitation.

Anniversaires

Et ses amis,

Gino DONATL

qui nous n quittés le 2 lévrier 1991. tl y a ciuquante ans, le 2 février

olonel Marcel LANGER, capitaine
des Brigades internationales en Espagno,
l' commandant des FTP/MOt
de la 35 brigade

était arrêté à Toulouse pour transport

Condamne à mort par la Section spé-ciale de Toulouse, il fut, à l'aube du 23 juillet 1943, le premier officier de la Résistance guillotioé pour cette action

« ... Une lumière jaionne encore aujourd'hui notre mémoire reconnais sante... »

- Il y a dix ans disperaissalt tragi-

Sephie WINTER

Elle surait trente et un ans.

Nos abonnés et nos actionnaire ros aponnes et nos actionnaires, bénéfician d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous com-muniquer leur núméro de référence.

THE T. P.

MEDEC NE

« Spécificité » et fonction publique

Spécificité. Par les temps qui courant, ce terma est très en vogue dans la fanction publique. Ainsi, la semaine demière, plusieurs catégories da cadres appartenant à diverses administrations ont haussé le ton, multipliant npérations symboliques et tentatives de blocage des services pour attirer l'attention sur leur situation. Quelques jours avant la reprise, prévue mardi 2 février, des négociations consacrées au déroulement de carrière des agents de catégorie A (niveau licence), il convenait da faire monter la pression. Dès décembre, les cinq avndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC, FEN et eutonames de la FGAF) signataires en 1990 du protocole Durafour sur Is réforme da la grille dea fonctionnaires avaient mla en garda contre « une montée dea mouvements catégoriels » en cas d'échec des discussiona. Leur pronostic sa rávěla exact. Maja ces étincelles confirment que ces négociations, indispansables à la modernisation da l'Etat, suscitent des réactions en chaîne difficilement maîtrisables par le gouvernement comme par les syndicata. In fine, elles risquant d'entraînar autant, ainon davantage, de frustrations que de satisfactions. Inspacteurs des affaires sanitaires at sociales, ingénieurs des travaux publics de l'Etat. conseillers d'administration scolaire et universitaire ou cadres administratifs dan services extérieurs de l'équipement, toutes cea catégoriaa se sont mobilisées pour obtenir que leur situation « spécifique » soit prise en compte. La signature, dimanche 24 lanvier, d'un accord particulier entre le ministère de l'éducation nationale et deux organisations syndicales sur la revalorisation des cerrières des chefs d'établissement n'a pu que renforcer leur détermination Ces manifestations de mauvaise humeur illustrent le fossé persistant entre l'encedrement et les orgenisations syndicales, accusées d'être plus attentives eux revendications d'eutres catégorias et de privilégier le sommet de la grille plutôt qua les niveaux hiérarchiques inférieurs. Pourtant, l'ouverture cet automne d'une négociation sur l'adaptation des carrières des cadres marquait indiscutablement un progrèn. Il semble néanmoins que les syndicats n'aient pas encore pris l'exacte mesura daa malaises « spécifiques » et daa effets da contagion qui se développent parmi les catégories les plus

> Insistant sur les mesures de reclassement

VALÈRIE DEVILLECHABROLLE

élevées de la fonction publique.

La nouvelle réglementation des plans sociaux entre en application

Le ministère du travail a adressé aux directeurs départementaux du travail une circulaire qui précise les dispositions de la loi prévoyant un controle renforcé des plans sociaux, publiée au Journal officiel du samedi 30 janvier. La circulaire rappelle que la procédure de licenciement économique est «nulle et de nul effet tant qu'un plan risunt au reclassement des alories s'integrant au plan social n'est par présenté par l'employeur aux représentants du personnel, qui doi-sent être réunis, informés ou consul-

Ces neurelles dispositions sont applicables aux procédures de licenciement agent lesquelles la première réurien des représentants du personnol s'es: "onite après l'entrée en vigoson de la loi, soit à partir du 31 janvier 1993».

Le ministère des finances pourrait porter plainte pour détournement de crédits d'impôt

L'affaire porte sur des sommen considárablea - 5 à 6 milliarda de francs - récupérées sur l'Etat sous forme da crédits d'impôt par des gestionnaires de fonds communs de placements pout leurs clients. Alertée des 1988 par la Cour des comptes, l'administration fiscale avait mis fin en 1989 à ces pratiques, en modifiant pour les entreprises une réglementation trop laxiste. Des redressements d'impôt ont été effectués en 1990. Fin 1992, l'edministration e décidé de saisir le commission des infractions fiscales, qui pourrait donner le feu vert au ministre du budget pour porter l'affaire devant le tribunal correctionnel.

Si la commission des infractions fiscales (CIF), composée de douze membres, moitié de la Cour des d'Etat, danne san feu vert au ministre du budget pour que l'af-faire soit portée au pénal, les prési-dents et mandataires sociaux d'une dizaine de banques risquent de se voir infliger des peines pouvant alter jusqu'à la prison nu l'interdic-tion d'exercer. C'est dire la gravité de l'affaire. Une affaire compliquée par la responsabilité d'une admi-nistration qui en publiant, en jan-vier 1983, une eirculaire relative aux OPCVM (organismes de place-ments collectifs de valeurs mobi-lières), avait très clairement autorisé des pratiques dont on a par la suite découvert qu'elles dannaient lieu à une énorme évasion fiscale.

Comme les sicav, auxquela ils ressemblent mais à beaucoup plus petite échelle, les fonds communs de placement (FCP) unt été créés en 1979 par M. René Munory, alors ministre des finances, pour attirer les épargnants vers la Bourse et les inciter à placer leur argent en actions et en obligations. Les fonds communs de placement facilitent la tâche des épargnants, qui n'ont pas à gérer directement un porteseuille de valeurs mubilières et se contentent de détenir des parts. Le FCP est donc une copropriété, disposant d'un gérant, généralement un banquier ou un agent de change. Les textes prénient que le gestionnaire doit choisir un dépositaire - généralement une banque - qui, outre la garde du capital, assure le lien entre le clicot et le gestionnaire. Le capital minimum eutorise variait entre 2 et 5 millions de francs. Il pouvait, à l'origine, aller jusqu'à 500 millions de francs

Par rapport aux sociétés classi-ques, dont le capital ne peut être modifié qu'à l'occasion d'opérations un peu solennelles comme les augmentations de capital, les FCP ont un capital variable. Cela pour permettre aux épargnants d'y entrer et d'en snrtir à tout mnment, et le plus simplement du monde, par rachat non sur le mar-ché linancier mais par le fonds luimême. Dans le premier cas (entrée), le capital du FCP aug-mente par apport d'argent exté-rieur, dans le second cas (sortic), il diminue puisque le fonds rachète à l'épargnant le montant de ses parts sur le capital mitial. A la limite, si tous les épargnants veulent sortir et se faire rembnurser, le FCP disparaît. Tout cela assure une très grande souplesse à la formule.

Organisme de passage

Une autre caractéristique du fonds commun de placement est le principe de l'égalité de traitement entre les épargnants. Lors de la distribution annuelle des revenus, qui se fait deux ou trois mois après la clature de l'exercice (fin décembre), chaque porteur de parts reçoit la même somme quel qu'ait été son temps de présence dans le finds. Le revenu distribué est calculé en divisant par le nombre de parts le total des produits perçus pendant l'exercice. Pour éviter de léser les premiers arrivants, le coût d'entrée comprend non seulement la valeur de la part mais également la valeur du coupon au jour de l'entrée, une valeur d'autant plus élevée qu'ap-proche la clôture de l'exercice.

Ainsi se trouve payée à son juste prix la valeur du coupon qui sera distribué in fine. Si cette règle n'avait pas existé, une même masse de revenus nurait été distribuée entre des porteurs plus nombreux. Ce qui aurait avantage les derniers arrivants eu détriment des premiers. En leur offrant la possibilité cice et du calcul de la valeur unide récupérer facilement et rapidement leur mise, les FCP enlèvent aux épargnants le souci de gérer leur argent. De plus, les fonds ne sont pas imposables en tant que tels. En langage fiscal, nn dit qu'ils

La transparence implique que les sujets taxés, ceux qui daivent l'impôt au fisc, sont les particuliers nu les entreprises et non le fonds cammun de placement, qui n'est qu'un nrganisme de passage. Ce qui signific que ce sont également les entreprises nn les particuliers détenteurs de parts de FCP qui encaissent - nu imputent sur ce qu'ils doivent au fisc - des crédits d'impôt accordés dans certains cas par la législation fiscale : avnir fiscal paur les actions, crédits d'impôt pour les obligations émises avant le le janvier 1987.

Dans les deux cas, on peut dire que l'Etat ne fait que rendre ce qu'il a déjà prétevé, évitant ainsi une dnuble impositinn: le divi-dende versé à l'actinnaire a déjà subi l'impôt sur les sociétés, ce que corrige l'avoir fiscal; l'intérêt versé au détenteur d'une obligation émise avant le 1° janvier 1987 a déjà subi une retenue à la source de 10 % directement payée au fisc par l'émetteur, ce que corrige le crédit d'impôt. Cette notinn de remboursement, de enntre-partie d'un impôt déja versé au Trésor, est très importante car c'est sur elle que s'appuic maintenant, en partie, l'administration pour attaquer pour abus de druit les utilisateurs entreprises, banques et sociétés de Bourse - pour s'être livrés à des pratiques qu'une circulaire fiscalc de janvier 1983 avait nutorisées.

Que disait cette circulaire à l'origine des farmidables dérapages constatés? Que les «épargnants» entrant dans ua FCP entre la clôture de l'exercice (généralement en fin d'année) et la distribution effective des revenus (généralement en mars ou avril) ne devaient pas être désavantagés. Faute de quai risquaient d'être découragés les investissements dans les FCP pendant les mois qui peuvent séparer clôture de l'exercice et distribution effective des revenus. De façon très claire, il était précisé que les der-niers arrivants devaient bénéficier, au même titre que ceux qui étaient entrés avant la clôture de l'exercice, ann sculement des mêmes coupons maia également des mêmes crédits d'impôt. Une précision qui autorisait sans conteste les FCP à créer des crédits d'impôt fictifs puisque les vrais crédits ceux qui sont la contrepartie d'impôts payés préalablement dans les conditions que nous avans décrites - avaient déjà été pris en compte lors de la clôture de l'exertaire du coupon. Le résultat s'est fait attendre jus-

qu'en 1985 ou 1986. C'est, semble-t-il, à partir de ce moment que la machine s'est emballée, des ges-tionnaires avisés ayant imaginé de multiplier massivement le nombre des porteurs de parts à la veille de la distribution des revenus, distri-bution qui doit être intégrale chaque année, autre caractéristique des FCP. La Cour des comptes, qui la première, a éventé l'affaire, note, dans une npératinn qu'elle a démantée, que le Trésor a payé 30,3 millims de franca de crédits d'imaêt alors que le facé de l'ispaire. d'impôt alors que le fonds n'en avait effectivement acquis que avait ettectivement acquis que 9,13 millions. Perte pour l'Etat sur cette seule opération : 21 millions. La Cour parle d'une perte globale de plusieurs milliards de francs. Selon nos informations, il pourrait s'agir de 5 ou 6 milliards de francs. l'équivalent de ce que rapporte en un an t'impôt de solidanté sur la

Double imposition

On peut évidemment se demander enmment l'administration, d'habitude exagérément méfiante, a pu se laisser pièger de la sorte. A y regarder de plus près, on s'aperçoit qu'existaient de solides raisons de rédiger comme elle le fut la circulaire de janvier 1983. Les épargnants de bonne foi, entrant en caurs d'année dans un FCP, étaient d'une certaine façon défavarisés. Ils payaient avec des ressources déjà imposées (au titre de l'impôt sur le revenu on de l'impôt sur les sociétés paur une entre-prise) une fraction ou même la totalité du coupon qu'ils ailaient recevoir quelques mais ou quelques semaines plus tard et qui, une fois distribué, allait être imposé. De ce point de vue, pour les épargnants entrant après la cidture de l'exer-cice, l'achat de parts n'était pas intéressant du tnut. Elles corres-pondulent en reir de central et de pondaient an prix du capital et du coupon. Tuut se passait comme si l'épargnant «acbetait» un revenn sur lequel il allait être immédiate-

ment taxé. C'est pour corriger cette forme de double imposition inhérente aux sociétés à capital variable, qui veut qu'on y entre et qu'on en sorte à tout moment, que l'administration avait consenti à ce que soient créés des crédits d'impôt fictifs. D'une certaine façon, cette faveur faite enusciemment corrigeait en partie ce qu'avait d'excessif la double

Ce fut l'utilisation industrielle de cette faveur administrative qui transforma les choses et amène à crier à l'abus de droit. Il ne s'agit plus, comme le souligne la Cour des comptes, de développer la col-lecte de l'épargne, mais « de délivrer des certificats de crédits d'impôt bien qu'il n'y ait pas eu de retenue à la source sur les revenus correspondants ». Ce sont les allers et retnurs « rapides et massifs » dans les FCP qui, pour l'administration, sont la preuve de la fraude. Les spéculateurs entraient en effet dans le FCP, bénéficiaient du crédit d'impôt puis se dégageaient dans les jours qui suivaient la distribution en faisant apparaître – le coupnn ayant été détaché – une perte par rapport au prix d'achat. Pnur les entreprises, cette perte représentait une mnina-valne à enurt terme (égale à la valeur du conpon) qui était déductible. L'opération était denne fiscalement neutre.

vrer des certificats de crédits

Restait le gain du crédit d'impôt. Un gain très substantiel puisque les FCP en cause multipliaient au cours de l'exercice les achats de titres juste avant détachement de enupons. Des titres qu'ils reven-daient après détachement et qui eur permettaient d'accumuler, en même temps que des coupons, des crédits d'impôt pendant tout l'exer-cice, rendant la future distribution des revenns partieulièrement

> Ce fut une montée à la fois progressive et désastreuse pour les finances de l'Etat au fur et à mesure qu'un nambre grandissant d'établissements découvraient le filon. On cite notamment Dumé-nil-Leblé, la SDBO, filiale du Crédit lyonnais, la BIP, Arjil, BMA, une filiale du Crédit du Nord, la Société marseillaise de crédit... Mais de numbreuses sociétés de Bourse, dont les noms ne sont pes encore cannus, sant également

Myopie et arbitraire de l'administration

Bien entendu, de nambreux fonds communs se sont créés dans le seul but de profiter de l'aubaine. Une aubaine dant ont finalement bénéficié les utilisateurs, les fabricants de FCP, qui nnt encaissé d'énormes commissions ou rémunérations, représentant jusqu'à 50 % et même 75 % du crédit d'impôt, et même des fabricants-utilisateurs, c'est-à-dire des établissements qui n'ont pas hésité à ptiliser pour leur propre compte le crédit d'impôt (en acquérant des parts de FCP) afin d'effacer l'imposition sur les bénéfices réalisés dans ces opérations.

On en est là. Pour les entre-prises, l'hémorragie a été stoppée en 1989 par un nouveau texte administratif qui supprime la pos-sibilité de créer du crédit d'impôt. Pour les particuliers accédant à un FCP, pour lesquels la fraude était de la circulaire de 1983 n'avait été faite. Il apparaît maintenant que des pratiques inrégulières et infinipées ces derniers mois et qu'un texte sera prochainement public les

de conside

Des redressements fiscaux ont été effectués auprès des entreprises. Après avnir visité soixante-dix funds enmmuns de placement en t990, ennsigne a été donnée, fin mai 1991, à la direction des vérifications nationales et internatinnales (DVNI) de cesser tnute aetina dans ce damaine. Une consigne qui a provoqué la fureur des agents des impôts et qui a été abandnnnée quand il est devenu évident que la plupart des entreprises mises en cause refusaient la transaction très coûteuse que leur proposait le fisc. Fin 1992, l'administration a subitement durei sa position et saisi la enmmission des nfractions fiscales. Cette nauvelle voie peut évidemment canduire l'affaire au pénal.

Si l'affaire est incuntestablement très grave, des funds publics importants ayant été détnurnés dans des ennditinns dauteuses (l'administration a vu une circonstance aggravante dans le fait que des établissements ont fabriqué et utilisé un fands pour leur prapre enmpte), les erreurs de l'administratinn, sa lenteur à réagir, ses changements d'attitude laissent perplexes. L'image que nnus avons dnunée à l'étranger de nos pratiques administratives, fiscales et financières n'est pas fameuse : myopie, puis arbitraire de l'administration, qui enfreint le principe selon lequel une circulaire s'applique et ne s'interprète pas, puis qui qualifie d'abus de droit un mécanisme toléré par une circulaire dant la légalité aurait du faire daute dès le départ; qui limite dans un premier temps ses investigations en échange de l'acceptation de redressements fiscaux puis reprend cenx-ci quand les entreprises se révèlent rétives aux transactions et transmet finalement l'affaire au pénal. On peut enfin s'inquiéter de l'effet probablement déplorable qu'aura eu sur les milieux financiers étrangers l'ingéniosité financière des banques et sociétés de Bourse qui ont «pratiqué» le mécanisme du crédit

L'affaire divise experts et juristes. Il n'est pas impossible que, contrairement à l'administration, le Conseil d'Etat estime qu'il n'y a pas en abus de droit. Ce ne serait pas le moindre des paradoxes que de voir l'institution qui va juger l'affaire fiscale au fond – le Conseil d'Etat - donner tort à l'administration alors même que les tribunaux judiciaires auraient prononcé des

ALAIN VERNHOLES

Avec le gel des salaires en 1993

Bull va de nouveau procéder à des suppressions d'emplois

dredi 29 janvier, qu'il allait procéder à de nouvelles suppressions d'emplnis. M. Pache, qui rencontrait les délégués syndicaux lors d'une réuninn du comité central d'entreprise, n'a pas voulu révéler l'ampieur de ce plan, qui devrait être présenté le 12 février et s'accompagnera d'un gel des salaires en 1993.

Seinn un représentant de la CFDT, majoritaire ebez Bull, M. Pache a déclaré que le résultat d'expluitation du groupe public d'informatique en 1992 était « loin d'atteindre l'équilibre », même s'il était mnins negatif qu'en 1991. Cette année-là, Bull, qui emplaie 13 000 personnes en France et plus de 35 000 dans le mande, avait enregistre une perte d'expinitation de t,5 milliard de francs et une perte nette de 3,3 milliards. En 1992, la perte d'explnitation devrait être enmprisc entre 500 millions et 1 milliard.

Nommé à la tête de Bull il y a sept mois, M. Pache semble décidé, désormais, à porter le fer dans la plaie. Vendredi, le camité central d'entreprise a examiné le futur « schéma directeur » des sites de Bull en région parisienne. Un plan qui devrait entraîner notamment la fermeture deux établissements parire deux établissements parisiens (avenue Gambetta et ruc

Le président du groupe Buil, d'Avron) et de neuvelles suppres-M. Bernard Pache, a annoncé, ven-sinns d'emplois. Des mesures dont sinns d'emplois. Des mesures donton confirme, au siège de Bull, que la direction en attend # 200 millions de francs d'économies». Vendredi, les représentants syndicaux ant présenté des contre-propositions, réduisant le nombre des suppressions de postes. Et, dénonçant l'absence de plan social pour accompagner ces transferts, ils ont refusé à l'unanimité de rendre

l'avis consultatif nécessaire.

 Mort da militardaire japounis
 Taikichiro Mori. - Le milliardaire japonais Taikichiro Mori, sur-

EN BREF

nommé le « propriétaire de Tokyo» en raison des quatre-vingts immeubles de bureaux qu'il y possédait, est mort, samedi 30 janvier, d'une crise cardisque à l'âge de quatre-vingt-buit ans. L'an dernier, la revue Forbes l'avait inscrit à nouveau dans la liste des personnes les plus riches du monde en lui attribnant une fartune personnelle de 13 milliards de dallars. Universitaire, il avait attendu d'avoir cinquanto-cinq ans pour entrer à plein conps dans l'entreprise familiale. -

D La SNCM déboutée après avoir assigné cinq marias en référé. - La Société natinnale Corse-Méditerra-

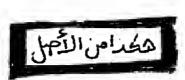
née (SNCM) a assigné, samedi 30 janvier, en référé cinq responsa-bles des marins CGT, pour mentrave à la liberté du travail », mais a été débnutée de sa demande d'indemnisation. Le tribunal a considéré que, le port étant « libre d'accès », cette demande ne pouvait être retenue. En revanche, dans son nrdonnance en référé, il a fixé à 5 000 francs le mantant de l'amende pour chaqua infraction à la liberté du travail qui serait relevée sur les quais nu sur les navires de la compagnie. Une grève paralyse depuis mercredi 27 janvier les noze bateaux de la fintte de la SNCM. Elle devrait durer jusqu'au It février.

O Condamantinus à de la prison pour des dépanseurs à domicile. La remise en nrdre du dépannage à damicile (le Monde du 14 navembre) se poursuit : le tribunal correctionnel de Paris a condamné, lundi 25 janvier, à deux ans d'emprison-nement, dant un avec sursis assorti d'une mise à l'épreuve, le patron d'une entreprise de dépannage à damicile, L'Artisan dépanneur. Il avait déjà été condamné à une peine d'emprisnanement ferme pour une autre affaire, le 21 octobre. Auparavant, le tribunal de pulice lui avait infligé, le 20 nuvembre, de multiples amendes. D'autres dossiers le concernant sont en enurs. En outre, un autre plombier dépanneur, travaillant sous plusieurs enseignes, a été condamné par défaut, le 7 jan-vier, à dix-huit mois d'emprisonnement ferme et 50 000 francs



LE JAPON DEPUIS 1945 William Horsley, Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE



ÉTRANGER

Après la décision du Comité monétaire de la CEE

La dévaluation de la livre irlandaise ranime les tensions au sein du SME

Il fallait s'y attendre : la dévaluation de 10 % de la livre irlandaise, considérée comme imminente à la veille du week-end (le Monde daté 31 janviar-1º février) et décidée par le Comité monétaire de la CEE samedi 30 janiver, a ébranlé à nou-veau ce qui subsiste du système monétaire européen et fait monter le cours du mark à Paris, qui est passé de 3,3820 francs, vendredi 29 janvier, à 3,930 francs landi le février. Du coup, le loyer de l'argent eu jour le jour, qui avait glissé au-dessous de 12 % à la fin de la semaine dernière, s'est tendu à près de 12,50 % avec, à nouveau, des rumeurs de relèvement massif du taux des pensions à court terme de la Banque de France. Les opérateurs ne redoutent pas vraiment une nouvelle attaque en règle con-

tre le franc mais plutôt la persistance d'une fièvre rampante jusqu'eux élections françaises de mars, compte tenu de le fai-blesse de l'économie, qui fera monter la pression pour que notre pays « retrouve sa liberté » en décrochant le frane du mark.

Au Forum de l'économic mondiale de Davos, M. Karl Otto Poehl, ancien président de la Ban-que fédérale d'Allemagne, a estimé que le franc ne devait pas craindre de sortir du système monétaire européen car, selon lui, les perfor-mances économiques de la France, « blen meilleures » que celles de la RFA. lui permettent de se réévaluer en flottant librement. A ce même Forum, M. Raymond Barre a déclaré, en revanche, que le franc était victime d'a attaques spéculotives qui sont inspirées par des motivations politiques», pointant le dnigt vers des «cercles anglosaxons » dont les points de vue sont reflétés dans la presse britannique et américaine.

L'ancien premier ministre, qui soutient «totalement» la politique de défense du franc menée par le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy, estime que «ce qui est en jeu est beaucoup plus que l'économie. Il s'agit, pour la spéculation, non seulement de détruire le système économique monétaire mais aussi la nomique monétalre mais aussi la relation entre la France et l'Allemagne à travers la rupture du lien entre le franc et le mark».

A propos de spéculation, M. Ber-tie Ahern, ministre irlandais des finances, soulignant que la déva-luation de la monnaie de son pays

sommes blen battus pendant cinq mols mais, en guise d'aide, nous n'avons eu que mots», a affirmé: « Les mots ne suffisent pas. Nous étions soumis à une attaque concer-tée de la part de masiodontes bancaires américains et japonais.»

De fait, certains fonds spéculatifs étrangers jouaient à fond la déva-luation de la livre irlandaise, estimant que l'économie de la verte Eire ne pourrait pas résister à la dévaluation de la livre sterling, qui atteint maintenant 20 % depuis son décrochement de septembre 1992, et poursuit sa descente, bettant, lundi matin, son record de baisse à 2,3550 deutschemarks, avant de remonter un peu.

Ces mêmes fonds, après leur vic-toire sur la livre irlandaise, seront tentés de rééditer la manœuvre sur le franc. Sans doute le ministre français des finances, M. Michel Sapio, a-t-il réaffirmé, lundi la février, que l'Allemagne sontien-drait à nouveau la France en cas d'attaque contre le franc. Certes, la spéculation aurait fort à faire si elle voulait s'attaquer de front à la Bundesbank, qui peut créer des dizaioes de milliards de marks pour les prêtet à la Benque de France, bien qu'elle o'aime pas cela, car cette création gonfle, tem-porairement, sa masse monétaire, Mais les mois qui vienneot o'eo risquent pas moins d'être chauds.

FRANÇOIS RENARD

Dublin se déclare décu par l'absence de solidarité européenne

DUBLIN

de notre correspondent

Après la décision du Cnmité monétaire curopéeo, samedi 30 janvier, de dévaluer la livre iriandaise de 10 %, le ministre des ficances, M. Bertie Abern, a exprimé sa déception devant ce qu'il considère comme l'absence de soliderité europécone dans la bataille pour désendre la monnaie irlandeise. Le gouvernement de M. Albert Reynolds et la Banque centrale irlandaise menaient depuis tre le spéculation. Mais confrontés au refus de la Bundesbank de baisser ses taux d'iotérêt, à la faiblesse de la livre sterling et à des teux d'intérêt irlandais extremement éle-vés, la dévaluation devenait inévi-table.

Elle intervient alors que l'écono-mie irlendaise a fait preuve en 1992 d'une relative bonne santé. Outre un faible niveau d'inflation - 3,6 % en 1992 et une eugmentation des prix à le consommation pour 1993 ettendue sutour de 2 t % - l'Irlande a enregistré nn important excédent des paiements courants, le balance des opérations courantes eyant représenté l'en passé 6,6 % du produit intérieur brut (PIB) dont la croissance a atteint 2,6 % en 1992. Quant à la production industricile, elle était

Extension du chômege,

eccumulation dea déficita bud-

gétaires : les économies capi-talistee eclérasées par quinze ens de néolibéralisme ennt en

Dans le Monde diplomatique

da février, Danièle Gervais se

penche sur cette crise et sur la

volonté de la nouvelle adminis-

tration Clinton de dépanner la erolssance, tandis que Marie Lavigne analyse, dens ce même contexte, la manière d'eider les « révolutione sans

Da nombreux eutrea défia

attendent la nouveau président américaln qui devra élaborer

une « nouvelle version » diplo-matique (Michael Klare), elors

que la guerra se pnurault en Bosnie (Catherine Samary), que

lee mennes restent présents

en Somalie (Gérard Prunier) et

que M. Fidel Castro continue

de narguer le blocus (Jenetta

Le regain d'ectivisme dans le

Golfe est un premier test pour

M. Clinton, dane une région où lee Etete-Unis fortifient leur

empries militaire (Alein Greah)

et où la eécurité collective

apparaît illusoire sane l'Irak et

Gillaa Kreemer scrute la

démocratisation eu Kowelt tan-

dis que Nicolae Sarkie déplore

l'Inquiétente baisse des reve-

nus du pétrole et que Joe

Stork rappelle l'incroyable his-

toire de « l'Irakgate », quand le

l'iran (Olivier Da Lage).

état d'urgence.

utopie s à l'Est.

en progression de 2,7 % en 1992 et devrait croître, selon l'OCDE, de 4,8 % cette année. Seul point ooir : le taux de chômage est passé de 15,8 % de la population active en 1991 à 17,2 % en 1992.

La banque d'Angleterre e porté un coup final à la monnaie irlan-dalse en décidant de réduire, la semaine dernière, ses taux d'iotérêt de 1 % (le Monde du 27 janvier). La politique du nouveau gouverne-ment de coalition de centre-gauche coûte que coûte consistant en la défense, de la livre irlaodaise était vouée à l'échec alors que des entre prises exportant vers le Royaume-Uni – leur compétitivité a baissé de 20 % denuis décembre dernier commençaient à fermer leors portes. Le Royaume-Uni, en dépit d'une sugmentation des exporta-tions d'Irlande vers d'autres pays de la Communauté, représente tou-jours 30 % du marché.

Des ministres irlandais exprimaient, dimanche 31 jenvier, la nécessité de réduire devantage la dépendance de l'industrie irlandaise par rapport eo marché britannique. Quant aux conséquences immédiates de la dévaluation irlandaise, le montant et le coût du service de la dette extérieure sug-menteront. Une nouvelle baisse des taux d'intérêt à conrt terme en Grande-Bretegne et une rechute subséquente de la livre sterling

Dans ce même numéro : Le

lebyrinthe elgérien (ignecio

Ramonet) ; Le Frence dea

princes, loin des citoyens

(Christian de Brie) ; Ce barrage

qui oppose Bratisleva à Budapest (Anger Cans); Una

geuche « à l'occidentale » en Ruesie ? (Bernerd Frédérick) ;

La voie étroite du Kazakhstan

(Jean Radvanyi) ; Malcom X au miroir de le réalité américaine

(Achille Mbembe, Robert Den-nin); Désarrol et révolte en

terre de Casemance (Marie-

Chrietine Cormier-Salem); Le

Mozambique dens le tourmente

de l'eprèe-guerre (Carmen

Bader) ; Des Touaregs double-

ment dépossédés (Philippe

Bequé) ; Miracle et mirace de

le zone frenche à Maurica

(Jean-Pierre Durand); Le

cinéma jeponeie découvre les

Infortunee de l'Immigration

(Marc Tessler); Grands bar-

rages, grands désastres (Chris-tien Ferré) ; Repenser le

ecience (Dominique Lecourt);

Ce que le alde epprend eux

acciétés d'ebondence (Jeen-

Paul Jean); Le combet du

Vatican contre le plurelisme

(André Cottani ; Europe : le

caese-tête des lengues (Ber-

Egalement au sommaire :

Supplément : Présence et

« Dane l'ombre de la guerre ».

une nouvelle de Ben Okn.

réalité de l'Amérique latine.

► En vente chez votre mar-chand de journaux, 20 F.

and the second of the second o

nard Cassen).

Dans le Monde diplomatique

de février

Etat d'urgence économique

annuleraient par ailleurs les effets bénéfiques de la dévaluation. Déjà le ministre des finances a signalé que le budget qui sera présenté au Parlement vers le fin février sera

JOE MULHOLLAND

Les difficultés de la télévision haute définition

Philips ajourne la production de televiseurs hij mac

AMSTERDAM

de notre correspondant

Déçu, pour ne pas dire excédé, par l'indécision des ministres curopéens à subventionner le développement des programmes de télévi-sion haute définition (HD MAC), le groupe Philips a décidé de reporter sine die la production des récep-teurs ad hoc qui devaient être mis sor le marché en 1994. «On ne lance pas une voiture pour laquelle le bon carburant n'existe pas , a notamment déclaré au quotidieo néerlandais Het Financieele Dag-blad du samedi 30 janvier le prési-dent de la division «électronique grand publie» de la multinationale. M. Henk Bodt.

Pourtant, à l'en croire, «lo technologie est prête, le système est ou point et il est parfait ». Mais Philips n'a ni l'envie ni les moyens de commencer à produire des télé-viseurs qui pourraient « lui rester sur les bras »: «Le consommateur n'achète un téléviseur que si l'offre des programmes au bon standard est adéquate. » En clair : rien ne sent de proposer des appareils HD Mac tant que les programmes continue-ront à être tournés et diffusés dans les normes actuelles.

Afin de stimuler cette transition, la CEE a bien défini un plan d'ac-tion prévoyant des subventions d'un montant de 500 millions

d'écus (environ 3,5 milliards de francs). Mais son edoption e jus-qu'à présent été bloquée par la Grande-Bretagne.

Lassée d'attendre que les minis-tres européeos confirment leur choix et prennent les mesures de suivi industriel qui en découlent, la multinationale d'Eindhoven préfère suspendre ses efforts financiers (elle a déjà investi 1 gros milliard de francs) et technologiques, menacant même de les « réduire » si une décision n'était pas prise en mai. En attendant, elle va se concentrer sur la production de téléviseurs offrant un écran plus large (169°), rendu déjà possible par les standards Pal-Plus et D2 Mac.

Philips a-t-elle décidé ce conn d'arrêt en concertation avec les industriels européens, au premier rang desquels Thomson, associés au développement de la TVHD au sein dn programme européen Eurèka?
M. Bodt ne le dit pas. Ses déclarations, partiellement inspirées par les
difficultés financiéres du groupe,
mettent en tout cas les responsables mettent en tout cas les response politiques européens au pied du mur, en rappelant que la TVHD offre à l'industrie électronique européenne une perspective de chiffre d'affaires de 150 milliards de francs d'ici à l'an 2000 et une planche de saint dans la compétition interna-tionale pour la «TV du futur».

CHRISTIAN CHARTIER

Après avoir d'abord cherché à partager le pouvoir

M. Robinson abandonne toute fonction chez American Express

NEW-YORK

de notre correspondant

L'smbiguîté n'aura duré que quelques jours. Après avoir confié les rêces de l'entreprise à son ouméro deux, M. Harvey Golnb. tout en conservant le poste de président d'American Express et en se faisant commer à la tête de sa filiale Shearson Lehmen Brothers (le Monde du 27 janvier), M. Jemes Robinson a finalement annoncé le 30 janvier qu'il renonannonce le 30 janvier qu'il renon-cait à toutes ses fonctions au sein du groupe. Sa démission prendra effet eu prochain conseil de direc-tion d'Amex, fio février. M. Robin-ison a expliqué sa décision par l'op-positio persistente des investisseurs institutionnels déten-teurs d'importants paquets d'acteurs d'importants paquets d'actions American Express et par les commectaires défevorables de la

presse. Et le cours de l'action evait régressé en Bourse, tant à l'an-

nonce de ce qui epparaissait, eux yeux de certains, comme un coup

d'État inachevé, qu'au vu des résultats financiers en baisse sensible pour l'exercice 1992, publiés quasiment le même jour.

En attendant que soit désigné le successeur de M. Robinson - de préférence à l'extérieur de l'entreprise, - mission confiée à un « comité de sages » interne an conseil, un président intérimaire devrait être nommé en la personne de M. Richard Furleud, ancien directeur général de Brystol-Myers-Squibb et président de ce comité. Les nonvelles fonctions de directeur-général et de chief executive officer (CEO) de M. Golub, devenu le véritable patron du groupe, ne sont pas modifiées. Mais à l'avenir, rompant evec la tradition existant dans tous les grands groupes américains, les fonctions de chairman (président du conseil) et de CEO (président exécutif) seront dorénavant dissociées ebez American

SERGE MARTI

Le Monde • Merdi 2 février 1993 19 COMMUNICATION

Premières Assises à Paris

Les médias interactifs à la conquête de nouveaux publics

Les premières Assises européennes de l'interactivité et de l'édition multimédia ont réuni du 21 eu 23 janvier, à Paris, des éditeurs, des concepteurs de matériels et logiciele et des pédagogues, qui ont discuté des nouvelles possibilités de création, de diffusion et d'éducation offertes par la multiplication des instruments électroniques tele que les CDI, CD-Rom, CDTV, consoles vidéo, Discmen, etc. En inaugurant cas journées, le ministre de l'éducation nationale et de la culture e affirmé qu'Il souhaite étendre le mécanisme des Soficae (Sociétée de financement du cinéma et de l'eudiovisuel) à ces médias. M. Jeck Lang a précisé qu'à la suite d'un appel à projets euquel ont répondu cinquante groupes, les dispositifs choisis (matériel et « contenus ») iront équipet quetre cents sites de formation et seront proposés avec un label à neuf mille autres. Il a également indiqué qu'un espece d'échanges, de documentation et de création doit être consacré è ces techniques dès l'automne

lls ont en commun d'exiger de leur utilisateur des choix, une participatioo consciente, de mélanger plusieurs sources, images, sons, don-nées et d'être fondés sur l'électronique, dont les progrès rendent rapide-ment accessibles ce qui n'était hier encore qu'utopie. Mais au-delà de ces coovergences, ce qu'il est convenu d'appeler les « médias Inter-actifs » sont férocement concurrents. Car tous s'efforcent d'occuper, su plus vite, le vaste terrain qui émerge à la confluence de l'informatique de la télévision et des télécommunica-

Plusieurs «familles» technologiques, soutenues par amant de mul-ticationales, sont à l'effut. Les «infirmaticiens» comme Apple, Microsoft, IBM, rement en maîtres dans les bureaux; Commodore ou Tandy veulent survivre à l'hécatombe de la micro-informatique.
Pionniers de la console de jeux,
Nintendo et Sega sont les idoles des
cours de récréation et des chambres
d'enfants. Les géants de l'électronique grand public, Philips et Sony notamment, veulent conserver le contrôle de l'image et du son qu'ils déticanent svec la hifi ou le télévi-seur actuel (le Monde du 8 septem-bre 1992). Quant aux grands des lélécommunications, ils salivem à l'idée des lucratifs trafics que pour-rait engendrer sur leurs réseaux la connection de toutes ces machines et de leurs drôles d'interfaces (souris,

De la chambre, du bureau et même à distance par téléphone on câble, tous sont dane partis à la conquête des salons. Ce qui revient à s'allier ou s'aliéner le téléviseur familial. La «famille» CD a, dans l'ensemble, choisi la cohabitation. Au Compact disc audio s'ajoutent donc le CDI (Compact disc inter-

Le Monde était présent eux

joy-stick, écran tactile, console...).

actif), le CD-photo ou le CD-vidéo, qui tous débouchent sur le téléviseur (le Monde du 24 décembre 1992). Alors que les consoles hésitent entre certe alliance et l'autonomie « nomade » qui caractérise le Data-discman et ses evatars. Et que les fabricants de puces comptent bien marier, à la prochaine génération, ordinateurs et téléviseurs.

Mais quel que soit le paysage «matériel» du futur – une norme mondiale unique et numérique apperaît comme un Graal, plus mythique que probable -, trus ces supports vont influer sur les contenus, qu'il s'agisse de création ou de diffusion, de savoir ou d'art, d'éducation et de culture. Il est donc logi-que que le ministre en titre de ces secteurs (et activiste par nature...), M. Lang, soit, avec le Chib d'inves-tissement média de la Communauté européenne, à l'initiative de ces premières assises européennes baptisée Actif, Interactif.

Des auteurs en quête de droits

Les créateurs ne peuvent être indifférents à ce nouveau prolonge-ment de l'expression, à ces outils d'œuvres combinatoires ou aléatoires. Car si l'on quitte avec le CDI, par exemple, la linéarité de l'écrit, ce n'est pas pour une liberté complète. Les «navigations» personnelles dans le savoir ou le jeu stocké sur disque optique sont autant de trajets dans des labyrinthes pensés; il faut élaborer des scénarios nou-veaux, des règles – et les transgresser pour progresser. Ces machines sont co quete d'auteurs ; comme leurs expressions (sonore, écrite et visuelle), elles appellent un mélange des compétences, de nouveaux métiers d'ensembliers, de « metteurs en écran » (1). Ces auteurs sont en quête de droits : le colloque aborde eussi les problèmes juridiques nouveaux de ces œuvres collectives et recomposables. Les éditeurs traditionnels, sur papier ou sur films sont en quête de clients : il leur faut à la et inventer de nouvelles méthodes et circuits de diffusion.

Enfin, pour l'ensemble de la société, se pose une question de sens et d'identité. Alors que l'Europe a fini par reconnaître et défendre les enjeux culturels d'industries cultu-relles «mûres» comme le cinéma ou la télévision, peut-elle abandonner sans y réfléchir tout un pan d'imaginaire qui façonne les représentations de la jeunesse? Que sera demain notre inconscient collectif si l'horizoo de nos Gameboy est conçu à Tokyo, si les jeux se jouent en anglais dans un MacDonald? C'est bien aussi la question posée par une autre conquête à venir de l'édition multimédia, celle des salles de elasse. Une conquête que les pouvoirs publics veulent encourager, à la fois par l'équipement des sites et par le soutien à la création de

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

(1) L'Ecole nationale supérieure de création industrielle et le Centre national de la bande dessinée et de l'image d'Angoulème participent à la création d'un mastère européen d'édition multimédia interactive.

Les produits du « Monde »

essisea de l'édition multimédia avec plusieurs produits. La collection complète de l'Histoire au jour le jour, publiée en édition pepier à le fin de l'an demier par Le Monde Editione, a été stockée aur un CD-ROM produit en co-édition evec la eociété Act-Multimédia. Le diaque contient tous les textes des mile pages de la brochure, avec ses cartes et ses dessins, mais complétés d'extraits de discours sonores tune heure d'audition) et, à titre expérimental. de quatre séquences vidéo, le tout emprunté eux archives de l'Institut national de l'eudiovisuel (INA). Un système de recherchea à pluelaurs entrées (per thème, per personnalité, par zone géographique et per dete) permet à l'utilisateur équipé d'un micro-ordinateur de « naviguer » eleément dens

cette masse d'informations. Une version aimplifiée de le même publication (les seulee chronologies, cartes et deseins, à l'exception des longe textes, mais avac les mêmes enregistrementa radiophoniques) est diffuaée per Act-Multimédie sous deux autree formes : l'une, dite CDTV, est utilisable sur un

poste de télévision grâca à un lecteur Commodare. L'autre, dite « livre électronique », eat poche de type baladeur, fabri-qué per Sony ou Panaeonic notamment (1).

D'autres produits sont attendus dans les mols qui viennent. La acciété britannique Research Publications, qui produit délà les indexee et microfilma du Monde, sortira, en mai 1993, un CD-ROM contenant tous les articles publiés par le quotidien en 1992. Une mise à jour trimestrielle sera également disponible sur abonnament. Enfin, un projet de disque interactif, com-prenant à la fois des films d'archives et des textes du Monde eur deux cents personnelités avant joué un rôla international ces cinquente demières années, est en voie de réslisation avec

1) Pour tout renseignement ou commande, s'adresser aux rayons spécialisés des FNAC, ou à Act-Multimédia, 83-85, bd Vinecut-Auriol, 75013 Paris. Tél: 44-23-68-88. Les prix sont de 5 693 F TTC pour le CD-ROM «grand format», 410 P pour le «livre électronique» et 490 F pour le «livre électronique» et 490 F pour le CDIV. Ce dernier produit est offert par Commodore à tout acheteur d'un lecteur CDIV.

rter plainte

abidi, a brige

die allegen

Agrica Santa

relation at a res

Act ider gene

dimension of

Benediction of the

AND THE RESERVE OF Cristell . . . APP 2015 15 Biffwa in a . Mes Parate Paralectics. inica Pretter St. v. Tellan. .. Acres 140 1000 g. ... detentel ar . MAME W. T. ... -

British of the Monte of

A shall a shall A Saltania and the same · Calledon Sign Student And the second

Latter ditta: -1000 Contract of Co Marie 1

 $(A_{ij}(A_i, b_j))^{-1/2}$

₩ 24... 200 and Same Approximent **3 3** 7 1 1 Barre Comme margath in the con-friggs /m. e. Applications A war <u>`</u>`* '-

A 44 A 50

graphs of the first n †¥d a t 72 and 188 A 4 6 10 1.447 3

. .

13/20 Arrest 1 * : 14 to 5 to 5 1,5 0000

Skis Rossignol renoue avec les bénéfices

de crise, on peut trouver des patrons heureux. C'est le cas de M. Laurent Boix-Vives, PDG de Skis Rossignol. Sa société, après trois années sans neige (1988, 1989, 1990) et done trois exercices lourdement déficitaires (10,5 mil-lions de pertes en 1990, 140,5 milions en 1991 et 54,6 millions en 1992), va porter son chiffre d'af-faires à 1,7 milliard de francs cette année, avec un objectif de 2 mil-liards l'an prochain.

Surtout, elle renoue avec les de francs environ pour l'exercice 1992-1993), commence à réduire (de 60 millions de francs) un lourd endettement, plus de 400 millions de francs, et va reprendre la distri-bution des dividendes (10 à 12 francs), interrompue depuis deux ans. La neige est enfin tombée pendant l'hiver 1991-1992, ce qui a incité les distributeurs de skis à regarnir leurs stocks pour la sai-

En cette époque de morosité et son en cours. Sans doute, le même phénomène d'hiver «set» peut se reproduire : ainsi, les chutes de neige ont été très abondantes à la fin de cette année et ont fait cruellement défaut pendant presque tout le mois de janvier.

> Mais les trois années de vaches maigres ont été mises à contribution pour resserrer les houlons, fer-mer des installations, supprimer, hélas, des emplois, abaisser les prix de revient et, surtout, le « point mort d'équilibre » entre recettes et dépenses. En principe, donc, de nouveux aléas atmosphériques ne devraient plus affecter le groupe Rossignol aussi sévèrement que par le passé. Du coup, M. Boix-Vives, qui détient toujours le contrôle de son groupe, n'envisage plus de faire appel à des partenaires extérieurs.

Au prix d'investissements importants, une nouvelle gamme de skis va renforcer sa position de numéro un mondial avec 1,6 million de paires (+6 % en volume) et un pen

tandis que dans la chaussure (marques Lange et Rossignol), une progressioo de 30 % en volume et une part de 15 % de ce même marché mondial constituent l'objectif cette année. Quant aux diversifications. les raquettes de tennis, désormais fabriquées à Taiwan comme toutes celles du monde occidental, sont mises en demi-sommeil, tandis que pour le golf, la dernière acquisition 1990, la société américaine Cleveland, voit ses ventes progresser à vive allure (+80 % en 1992 et +50 % prévus en 1993). Quant aux perspectives, elles sont excellentes aux Erats-Unis (22 % d'activité) et le groupe Rossignol commence à concurrencer Saloman, numéro

deux mondial de la spécialité, qui

s'est lancé dans la fabrication de

FRANÇOIS RENARD

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CRISE

ti 8 000 emplois du groupe Krapp menacés, selou Der Spiegel. – Au moins 8 000 emplois sont menacés dans le groupe allemand Krupp, qui envisage de fermer des sites de pro-duction en raison de sa situation très délicate, affirme le magazine Der Spiegel paru lundi le février. La situation est « extrêmement tendue », déclare le président du directoire, M. Gerhard Cromme, au Spiegel, précisant que Krupp et Hoesch, qui ont fusionné pour produire de l'acier, sont confrontés à des pertes d'un demi-milliard de DM. Selon l'hebdomadaire, les sites de Rhein-hausen et de Dortmund sont déjà sur la sellette. La sidérurgie allemande traverse actuellement une période particulièrement difficile, marquée par la surproduction. Un autre geant du secteur, Thyssen AG, qui réalise un tiers de ses activités dans la sidérurgie, a envisage cette semaine la vente de ses aciéries, au cas où une solution politique à la crise européenne de l'acier ne serait pas trouvée.

DÉCÈS

Mort de Camillo De Benedetti, président de Fondiaria... - Le finan-cier italica Camillo De Benedetti, président des sociétés Fondiaria (assurances) et Gaic (société de portefeuille, détenue avec le groupe Fer-ruzzi), et cousin de l'industriel Carlo De Benedetti, est décédé samedi 30 janvier à Turin (Piémont). Né en 1932, Camillo De Benedetti avait été durant de nombreuses années vice-président des assurances Gene-

... et du promoteur immobilier japonals Taikichiro Mori. – Le plus grand promoteur immobilier du Japoo, Taikiehiro Mori, considéré par la revue forbes comme «l'homme le plus riche du monde» en 1991 et 1992, est décédé, samedi 30 janvier, d'une attaque cardiaque dans un hopital de Tokyo à l'âse de quatre-vingt-buit aus. Il était en mauvaise santé depuis le mois de décembre. Ancien professeur d'uni-versité, M. Mori avait fondé la Mori Building Development en 1959. Son entreprise possède 83 immeubles de bureaux, la plupart situés à Tokyo.

MARIAGE

□ Oji Paper Co. et Kanzaki Paper □ Philip Motris (tabae et agroali-Mfg Ltd (papler) vont fusionner au mentaire) : béuéfice en hausse de

Japon. - Oji Paper Co., premier papetier nippon, et Kanzaki Paper Mig Ltd, numéro sept dans l'archipel, ont annonce, vendredi 29 jan-vier, leur fusion pour le 1º octobre. Avec une production d'environ 3,5 millions de tonnes, le nouveau groupe pèsera 620 milliards de yens de chiffre d'affaires (25,9 milliards de francs) et réalisera uo bénéfice imposable combiné de 14,4 milliards de yens (620 millions de francs) pour l'exercice allant d'avril 1991 à mars 1992. Ce rapprochement fait suite à celui, annonce il y a six mois et prévu pour le 1s avril, de Jujo Paper et Sanyo-Kokusaku Pulp (le Monde du 16 juillet). Une fois ces fusions opérées, les deux nouveaux groupes – qui seront de taille sensi-blement égale – entreront dans le club des dix premiers papetiers mondiaux, jusque-là exclusivement réservé aux groupes nord-américains

RÉSULTATS

o Delta Airlines; perte importante nn 2º trimestre. – Delta Airlines, troisième compagnie aérienne amé-ricaine, a annoncé, jeudi 28 janvier, une perte nette de 126,3 millions de dollars (670 millions de francs) au 2º trimestre. Son chiffre d'affaires a progressé de 11,5 %. Comme les au tres graodes compagnies aériennes, les résultats financiers de Delta reflètent les effets combinés de la récession et de la guerre des tarifs. Les pertes se sont alourdies malgré les mesures d'économie mises en œuvre par Delta l'été dernier. -

□ Rhône-Pouleuc-Rorer: résultat net de 2,3 milliards de francs, en bansse de 31 %. – Rhône-Poulencgroupe Rhône-Poulenc, a annoucé, jeudi 28 janvier, un bénéfice net de 428 millions de dollars (2,3 milliards de francs), en hausse de 31 % par rapport à l'année 1991. Rhône-Pouenc-Rorer, qui est devenue la prin-cipale source de bénéfices du groupe chimique, a dégagé un résultat opé-rationnel de 675 millions de dollars contre 558 millions en 1991. Le chiffre d'affaires s'est établi à 4,09 milliards de dollars, contre 3,8 milliards de dollars en 1991. Hors fluctuations de changes et cessions de produits, il a augmenté glo-balement de 8,4 %.

64,3 % en 1992. - Le groupe américain d'agroalimentaire et de tabac Philip Morris a annoocé, mercredi 27 janvier, un bénéfice net de 4,94 miliards de dollars pour l'an-née 1992 (26,4 milliards de francs) contre 3,01 milliards en 1991. Le chiffre d'affaires a atteint 59,13 milliards de dollars l'un dernier (316 milliards de francs) contre 56,46 milliards un an auparavant. L'an dernier, les bénéfices du secteur tabac et cigarettes ont représenté la moitié du résultat d'exploitation malgré une légère baisse des ventes de 0,5 %, due notamment à des exportations plus modérées vers la Russie. Le résultat d'exploitation du secteur produits d'alimentation a augmenté de 10,6 %.

CESSION

u Groupe André cède ses chaussures de sécurité Jaliatte au Groupe Etex. - Groupe André, le distributeur français de chaussures et de vétéments, a cédé à Elex (matériaux de construction) 95 % du capital de sa filiale Jallatte, ouméro un mondial de la chaussure de sécurité, ont annoncé, jeudi 28 janvier, les deux sociétés. Jallatte réalise un chiffre d'affaires de 700 millions de francs et une marge nette de l'ordre de 7 %. Le montant de la transaction o'a pas eté précisé. Etex réalise un chiffre d'affaires de 3.5 milliards de francs, notamment dans la productioo de produits en matière plastique et en Fibrociment destinés au

ACQUISITION

U Hutchinson (Total) achète le brichinson, filiale du groupe pétrolier Total spécialisée dans la transforma tion du caoutchouc, vient d'acquérir la société britannique Russells Rubber (étude et réalisation de joints d'étanchéité de carrosserie automobile), a annonce, jeudi 28 janvier, Hutchinson. Implanté à Telford, à 50 kilomètres à l'ouest de Birmingham, Russells Rubber réalise un chiffre d'affaires de 9,4 millions de livres (80 millions de francs), et emploie environ 300 personnes. Cette acquisition renforce la position de sous-traitant automobile du groupe Hutchinson, qui réalise 45 % de son chiffre d'affaires dans ce sec-

REPRODUCTION INTERDITE

bureaux

Regus

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à veriation (un milions de france) 21 juny, 1993 726 584 Disposibilités à vue à l'étranger...... 82 777 50 219 Avances au Fonds de stabilisation des 14 660 voir du Fonds européan de compére 51 275 36 030 Concours as Trésor public. 139 616 Titres d'Est forns et obigations) Autres titres des marchés monétaire Effets privés... 16 718 Pliets on cours do recouvred

252 738 Ballets an circus Comptes courants des établissements 3 715 astreints à la constitution de réserves... 103 217 Compte spécial du Fonde de stabilisa zion des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spé-

8 176 Erans à fivrer au Fonds européen de 50 352 Réserve de réévaluation des avoirs

TAUX DES OPÉRATIONS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1892

22-1-63 29-1-63 98,3 98,3 90,8 90,3 106,3 100,1 100,1 101,9 103,1 101,9 102,8

Base 100 au 1949 ars frame is not. variable _____ 3 640,1 3 888,7 are describinat _____ 3 416 3 487,7 Bute 100 en 1972

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE Base 100 : 31 décembre 1981 22-1-63 29-1-63

belta piojaj	479.2	475A
Prodotes de base	415.1	409.3
Commenced management	418.2	411.7
Kens of designment	247.2	247.5
Riem de repento, desables	510.B	488.5
Rights de common, planibles	835.7	B37.3
Siene de comont statt	785.9	781,6
Services	488.2	488,3
Sociétés de la zone franc exploi-	483,5	477,9
and returned & library	348.2	351.6
Values Industriales	488,1	484,1

TOKYO, 1- février Sans conviction

La Bourse de Tokyo e cideuré en légère leusse, fundi 1º février, grâce à des achets liés à l'indice dans un marché mou et peu étoffé avec à peine 80 millions d'actions Schanges dans is matrie, contre 200 millions vendres matrie. L'indice Niliter a fini à son mallieur nivesu du jour, en hausse de 109,89 points (0,85 %) à 17 133,84 points. Les vondeurs ont préféré demeurer sur le néserve devent les apéquistions sur une nou-velle belses des zaux cetts serraine et fouce d'éléments directeurs nouveeux, clas inves tisseure attendent que le gouvernement preme des mesures aupplémentaires pour relation des missures supportentieres pour relation l'économie, pas seulement des missures pour depar le misché avent le lin de l'année fiscale », notait un opérateur. Seton d'autres professionnels, les investir-seurs attendent avent de se manifester, de voir si l'indice se maintiendre au-dessus de le

VALEARS	Cours de 29 jans.	Cours do 1" felv.
Alinometra Bridgescare Control Frei Breit Honde Meters Honde Meters Honde Meters Honde Meters Honde Meters Honde Meters Town Hences	1 230 1 180 1 393 1 780 1 320 1 150 4 100	1 220 1 170 1 410 1 770 1 260 1 140 4 100 4 100

Le Monde **PUBLICITÉ** FINANCIÈRE Renseignements:

46-62-72-67

PARIS

Second marché (solection)							
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Demier		
Alcoust Citoles.	442	442	Interest Computer	138 90			
BAC	23 70		1PBM	38 90			
Seiron Cut	491	491	Molex	130			
Boisset (Lyon)	237		N.S.C. Schlumberger	760	760		
CAL-defr (CCII	730	730	PubliFilipacch	540	526		
Cabenon	235		Rhoes-Alp For (Ly.)	317	ł		
Cardif	919	930	Select torost (Ly)	96			
CEGEP	185	1	Seribo	147	}		
CFP.L	218		Soura	325			
CRIM	950	936	TF1	421	421 10		
Codetour	290		Thermacian H (Ly)	300			
Creeks	91 50		Daiog	217			
Desptin	200		Viol or Cin	125			
Demectry Worms Co	139	• •	Y St-Laurest Groupe	758	758		
Deverlay	. 1114		- Stranger Groups				
Dolese	100		· .				
Editions Belland	198		1				
Europ. Propoleon		164 50					
Fracor	140 10		LA BOURSE	SUR N	IINITEL		
GFF. tgroup.too!)			1				
GLM	424	(11 -				
Gravograph:	130		36-1	TAI	PΕΖ		
Gairean	954		_50 m !	3	AMRE		
ICC	185			, U. a	LOKIDE		

MATIF Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 29 janvier 1993 Nombre de contrats estimés : 94 697 ÉCHÉANCES **COURS** Sept. 93 Juin 93 Mars 93 112,70 Options sur notionnel

46

OPTIONS DE VENTE OPTIONS D'ACHAT PRIX D'EXERCICE Mars 93 Juin 93 Mars 93 Juin 93 CAC40 A TERME

olume: 34 505			
COURS	Jan. 93	Fév. 93	Mars 4
ricisest	,1 761	1 791 1 786	1 812 1 802

Dollar: 5,5165 F 1 Le dollar progressait nettement

à Paris, lundi le février, s'échangeaot à 5,5165 fraocs, contre 5,4510 francs à la ciòture des échanges interban-czires de vendredi, alors que le deutschemark s'appréciait fortement vis-à-vis du franc à 3,3957 francs, contre 3,3839 francs vendredi à la clôture.

CHANGES

FRANCFORT 29 jeav. 1" Hv. Dollar (ex DM) 1,5925 1,6230 Doffer (co year), 124,30 12495

MARCHÉ MONÉTAIRE New-York (29 insv.)

BOURSES

PARIS (SBF, base 100 : 31-12-81) 28 janv. 29 janv. Indice général CAC 471,20 476,30

NEW-YORK (Indice Dow Jones) 28 janv. 29 janv. 3 306,25 3 310,03 LONDRES (Indice e Financial Times ») 28 janv. 29 janv. 2 \$16.90 2 807.20 30 valents
Mines d'or
Fonds d'Etat 2 184,80 69,30 94,83 FRANCFORT

1 567.84 1 571.85 TOKYO Nikkei Dow Jones... 17 023,78 17 133,64 Indice général......... 1 298,88 1 300,01

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS CO	MPTANT	COURS TERME TROIS MO			
1	Demandé	Offert	Demandé	Offert		
\$ E-U	5,5130	5,5160	5,6409	5,6480		
Yes (190)	4,4100	4,4143	4,5098	4,5190		
Eo	6,5935	6,6990	6,63t4	6,6456		
Dentschemick	3,3940	3,3950	3,4289	3,4336		
Franc saisse	3,6791	3,6836	3,7436	3,7522		
Lire italience (1000)	3,6230	3,6350	3,6258	3,6434		
Little SCOTTERS	47624	4.752	8,1684	8,1875		

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN I	SION	TROIS	MOIS	SIX MOIS		
	Demandé.	Offert	Demandé	Officer	Domandé	Offert	
S E-U Yen (100) Ecn Destychemark Franc suices Live Staffstrame (1000) Livre storting Peachs (100) Franc franceis	3 5/16 9 15/16 8 1/2 5 1/4 11 13/16 6 1/2 14 1/8 12 1/2	3 L/8 3 7/16 10 L/16 8 5/8 5 3/6 12 3/16 6 3/4 14 L/2 13 L/2	3 V16 3 5/16 9 15/16 8 V4 5 V4 11 13/16 6 V8 13 7/8 12 1/4	3 3/16 3 7/16 10 1/16 8 3/8 5 3/8 12 3/16 6 1/4 14 1/4 13 1/4	3 3/16 3 5/16 9 9/16 7 7/3 5 1/4 11 11/16 5 5/8 13 5/8	3 5/16 3 7/16 9 11/16 8 5 3/8 12 1/16 5 3/4 13 7/8	

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Dourses: les plus fortes croissaaces mondiales en 1992. - La Jamaique, le Pérou et la Chine ont été les places boursières qui ont connu la plus forte eroissance en 1992, selon le elassement annuel de la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale pour le développement de l'investissement privé. La Jamaique a connu une croissance de 202 %, le Pérou de 125 % et la Chine de 110 %. Ces places sont suivies par Israël (75 %), la Colombie (36 %), la Thatlande (30 %),

Hongkong (27 %), la Malaisie (24 %), la Jordanie (20 %) et le Mexique (19 %), les pays en développement occupant ainsi huit des dix premières places du classement de la SFL Les marchés boursiers de ces pays ont doublé en dix ans leur part dans la capitalisation boursière mondiale, de 3 % à 6 %, soit 86 milliards de dollars en 1982 et 740 milliards en 1992 (4 144 milliards de francs), a noté Sir William Ryric, vice-président de la SF1

-

SÉLECTION **IMMOBILIÈRE**

Le Monde

appartements ventes 18 arrdt STUDIO Rue Championnet 24 m², 340 000 F. 2 P. Nr Abbesses 35 m², 480 000 F. 3 P. Près bid Ornano 55 m², 795 000 F. Balcon Invit. récent 4 P. Près Rue du Russesu 75 m², 1 250 000 F. Invito MARCADET 42:51-51-51

94 Val-de-Marne LOUNVILLE-LE-PONT LUCUSUS DUPLEX 5/8 P. 40 m² + jard-terrasia 75 m². PRIX. 2 970 000 F mmo Mercadet. 42-51-51-51 appartements achats Rech. URGENT 100 a 120 m² Paris. Préfère 5-, 6-, 7-, 14-, 15-, 15-, 4-, 9-, Pala compt. chez notaire. 48-73-48-07

locations non meublées offres Paris Loue studio, tt cft 36 m², rés-dentiel (bd Pereure, nord). 4 000 F + charges. Semi-meublé. 42-40-33-31

Loue studio evec salls de bane et kitchenstte, calme. Refair reuf. M. Gobelms. 3 750 F. C.C. GPC Tál: 47-05-88-38 (Région parisienne) A LOUER

CHATILLON **APPARTEMENTS** STUDIOS - 2 PCES - 3 PCES PARKING sous-sol rmauble nauf, pierre de teille. EFIMO: 46-68-45-96

pavillons MAROLLES-EN-BRIE Locations WISHOULLO IN TUIL.

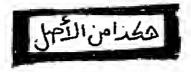
VAL DE-MARINE

VIII 7 PIÈCES UR 800 m²
spisa athédrale, cheminde,
2 chambres, selle de barra,
ouls, équipée, ver, busnderie.
1° éx. : 2 chbres, s. de bns,
drassing Garage 2 votures,
terrasss 200 m². Ouartier
r/sidentiel. proche comrefraignitel, proche commerces, écoles, lycée, équi-pements aportifs, golf, tannie, cantre Aquestre. Prix: 1 600 000 F. Après 19 h: 45-98-12-78

viagers VAL-DE-GRACE. 5 PIÈCES 124 m², 4- sec. servicos. VIAGER cocupé deme 75 ens. LITTRE: 45-44-44-45. immeubles 5º PLACE MONGE

VOUS CHERCHEZ DES BUREAUX OF QUALITE DU PERSONNEL PROFESSIONNEL ET DE LA TRANQUILLITÉ AU CŒUR DE PARIS TOUT DE SUITE Nos centres d'affaires vous arrendent et sont possibles selon vos beso 祖: (1) 4753 72. rue du Faubourg-Saint-Hogoré 70 Métropoles

\$:



4 .

1

.

narché

MATER MI

ROURSES --

Modern programme of the second second

· (ASSESSED 15 · · ·

Expensions to

CAIRE DISPENSE

A PART OF THE PART

FERRENCE CONTROL OF THE PROPERTY OF THE PROPER

60000 . . 22.5 ----.

. . - .

F. F. ** -*** * *

PARIS

• Le Monde • Mardi 2 février 1993 21

ţ

MARCHÉS FINANCIERS														
	BOURSE DU 1er FÉVRIER								Cours rele	vés à 11 h j				
Compacient			Cours Premier (7.1	gleme						Com	pen- tion VALEURS	Cours précéd. Cours	commit +
1671 Remark T.P. 842 841 1670 1680 1680 1670 1680 1670 1680 1670 1680 1670 1680 1670 1680 1670 1680 1670 1680 1670 1680 1670 1680 1670 1680 1670 1680 1670 1680 1670 1680 16	841	Compan- sation 335 Cridis Loc Franca. 518 Cr Lyon, CD. 1250 Crudis Nat. 520 CSSE 3250 Dansert. 520 Dansert. 521 Dansert. 522 Dansert. 523 Dansert. 524 Dansert. 525 Dansert. 526 Dansert. 527 Dansert. 527 Dansert. 528 Dansert. 528 Dansert. 529 Dansert. 520 Dansert. 520 Dansert. 520 Dansert. 520 Dansert. 520 Dansert. 520 Dansert. 521 Dansert. 522 Dansert. 523 Dansert. 523 Dansert. 524 Dansert. 525 Dansert. 526 Dansert. 527 Dansert. 528 Dansert. 528 Dansert. 528 Dansert. 528 Dansert. 529 Dansert. 529 Dansert. 520 Dansert.	321 320 325 335 1175 1184 1 506 3329 343 328 328 328 343 345 44 20 62 50 328 50	10 10 10 10 10 10 10 10	Legrand (PP) 21 Legrand (PP) 21 Legrand (PP) 21 Legrand (PP) 31 Locincian 1 Lyon Execotures 33 Majoritation (V) Male (Majoritation (V) Male (Majoritation (V) Male (Majoritation (V) Majoritation (V) Majoritation (Majoritation	522 154 150	2155	Table	75 1001 200 200 390 1024 305 1240 30 1224 30 1224 30 1224 30 1224 30 1224 30 1224 30 1224 30 1224 30 1224 30 1224 30 1224 30 1224 30 1224 30 1224 30 1224 30 1225 30 1	1200 1200 1200 395 395 395 395 395 395 395 395 395 395 395 395 395 395 1238 1232 1232 144 144 122 222 222 454 472 208 454 472 473 474 475	# 1 33	Hoschst. LCL. LC	1. 386 398 31 45 31 45 31 45 30 32 20 32 20 32 20 32 20 32 20 31 5 32 31 45 30 32 20 32 20 32 20 32 20 32 20 32 20 31 5 32 20 31 5 32 20 31 5 32 20 31 5 32 20 31 5 32 20 31 5 32 20 31 5 32 31 5 31 31 31 31 31 31 31 31 31 31 31 31 31	8 95 + 4 388 + 3 31 80 + 1 388 + 3 31 80 + 1 50 91 50 - 0 283 60 + 2 296 85 + 3 153 10 + 1 4975 + 1 271 + 0 224 80 + 2 328 20 + 1 4028 + 0 125 83 + 0 125 83 + 0 125 83 + 0 125 83 + 0 125 83 + 0 125 83 + 0 125 83 + 0 125 83 + 0 125 83 + 0 125 83 + 0 125 83 + 0 125 83 + 0 125 83 + 0 125 83 + 0 125 83 + 0 125 83 + 0 125 83 + 0 125 84 + 0 125 85 + 0 126 150 150 150 150 150 150 150 150 150 150
895 Créd. Foncier	1 981 1-0811	COMPT		sélection)	I Sociecco [8]	8501 3880 L	38 80 1+ 0 78 1	225 166n Baylon	343 10	1 348 348) lection)	0 1+ 1461 4	951 Zambia Cop	.1 5301 525	9/1
VALEURS % % du nom. coupon	VALEURS	Cours Derrier pric, cours	VALEURS	Cours Demier cours	VALEURS	Cours Der	nier VALE	URS Frais Inc		VALEURS	Emission Frais Inci.	Rachert net		ission Rachs is incl. not
Emp. Entr 9,8% 78	Ca Industriella. Cpc Lyon Alamend. Cpncords. Cpc Lyon Alamend. Cpncords. Cnest MMc Prov. Cnick Girl. loci. Cr Universal (Cal.) Custley. Delires Veriger. Didot Bottin. East Besoin Victy. Edi. Enc. Reg. Parts. Eridenia-Béghin Cl. Fidei. Frence SA (Lal. Frence SA (Lal. Frence SA (Lal. Frence SA (Lal. Generatt. Courte. Louis Vursion. Loui	3330 110 120 221 590 590 22 110 454 1810 1760 569 3010 256 10 263 80 3812 465 470 375 372 10 300 48 25 1919 1820 446 330 399 1616 1590 2051 399 1616 1590 2051 335 380 248 333 50 332 140 264 333 50 332 140 264 300 885 480 300 895 480 300 500 501 502 503 503 504 506	Rochefornias	115 30 137 184 50 159 159 159 150	A.E.G. Aloo No Sico. Aloo No Sico. Aloo No Sico. Aloo Aloo No Sico. Aloo Aloo No Sico. Assuring Brands. Assuring Brands. Assuring Brands. Bragtomasts Int. Con Profitors Chyster Corp. C1 A. Connections. Dow Cherical. Fist. Goodyeer Tire. Grand Holdings Ltd. Goodyeer Tire. Grand and Co (WR). Honeywell in. Johnsteaborg. Kovinkijion Palahood. Kuhota. Noranda Mires. Oliveti priv. Pricer Inc. Ricot. Robero. Hodero. Hodero. Hodero. Sepan. S	500	Aspect Autor Finer Autor Finer Autor Finer Autor Autor Autor Carlot Carlot Carlot Converse Conglinate Congli	7582 02 540 59 1083 1083 1083 1083 1083 1083 1083 1083	30334 14 7290 40 521 93 1083 10 411 46 1052 93 1113 58 1778 74 8494 85 833 56 111 17 147 54 127 61 120 61 140 55 118 87 1041 44 1047 23 1039 47 1041 44 1047 23 1048 11 1041 1	Fruesi-Carpi Fruesitance action Fruesitance action GAN Rondemeet Gesclion Hariteo Indust Fse Court T. Industry Lice Trideor Lice Association Lice Trideor Li	D. 889 24 5340 51 15831 44 172 76 1006 78 1006 78 10572 68 105893 33 105893 33 105893 33 105893 33 105893 33 105895 15 494 67 145 57 302 2088 07 11017 96 31930 08 1055 11 2295 35 2295 35 2796 83 111 11 1017 28 83 706 83 111 11 1017 29 3833 482 494 67 3930 08 1055 11 2796 35 2796 33 110 17 10 1017 28 1017 36 1017 36 1017 36 1017 37 1017 37	887 39 887 39 887 55 887 55 887 55 887 55 1575 68 168 59 1575 68 168 59 14883 30 955 69 1572 68 106504 20 14658 49 485 11 41 33 297 54 562 41 563 24 165 13 1007 25 27908 28 165 13 1007 135 72753 85 686 24 165 13 1007 135 7276 88 87487 72 168 72 167 72 167 72 167 72 167 72 167 72 167 72 167 75 167 75 168 18 168 18	200 200	2 14 6746 03 • 7 34 9586 74 •
Arbet	Heckmen Boll	225 21 21 194-80 300 43 43 150 320 320 552 530 810 1070 430 202 177 258 50 961 242 10 NAME OF STATE OF S	DEVISES p [kile en barre]	CIÈRE ements: 72-67 de l'or ours cours réc. 29/1	HOTS: Signe Hydro Energie. Cataphon. C 5 H Cogenhor. Coperte. Europ. Accum. Europ Sories Ind. Gay Degreene. Lectures du Moode. Nicoles. Office Cent. Planne. Partaip. Percies. Revinto R.V. SGotois-Embellege Schaubenger Ind. S.E.P.R. S.M.T. Goupil S.F.R. act. B. Watermen.	330 55 10 7 8 15 9 10 260 10 250 1050 530 234 243 10 1885 482 1881 0 81 232	Drouot Sécul Ecocie Ecocie Ecor, Capital Ecor, Capital Ecor, Capital Ecor, Séval Ecor, Homan Ecor, Monte Ecor, Trésore Ecor, Solidat Ecor, Color Eco	100 37 1142 59 15418 19 15418	225 53 1044 45 1227 77 2725 14 511614 94 2262 37 1468 81 71682 08 41988 27 2557 39 2053 07 105 46 252 54 3848 30 4570 90 26575 34 11473 81 1665 57 256 04 1278 78 431 30 8394 74 569 54 7085 25 1114 71 5789 25 15418 19 9552 34 496 82 433 48 98 25	Nano-Monétaira. Natio-Opcomunités. Natio-Protrimoira. Natio-Protrimoira. Natio-Protrimoira. Natio-Propectives. Natio-Propective	26896 63 1005 08 1005 08 1005 08 1001 68 63052 41 1092 87 11604 55 851 103 4722 63 1679 31 164 30 2733 78 1668 77 3096 72 3096 75 1620 52 124 27 577 29 289 99 8437 70 7703 40 7703 70 7703 70 11215 40 118 04	28896 83 Surai 978 19 Surai 1004 26 Surai 1004 26 Surai 1002 15 Techn 11804 85 Techn 1675 96 Trisco 1670 57 Surai 1670 86 Trisco 1670 87 Surai	Strate Erner. Ness 1238 1238 1238 11137 11238 11137 11238 11137 11238 11137 11238 11137 11238 11137 11238 11137 11238 11137 11238 11137 11238 11137 11238 11137 11238 11	179 11765 514 10919 010 3 11 751 45 1450 20 950 08 844 5542 72 73 844 557 71 80 1041 38 520 138946 20 561 5179 28 520 69 204 62 143 152 144 95 157 179 770 179

i

. (

MUSIQUE

CONCERTS

AUOITOR)UM COLBERT (BIBLIOTHÈ-QUE NATIONALE, Ensemble Alternance: 12 h 30 lun. Sharon Cooper (soprano), Alice Ader (plano), Arturo Tamayo (direction), Hersant, Becri, Jena-

AUOITORIUM OU LOUVRE (40-20-52-29). Il Seminario Musicale : 20 h 30 mer. ; 12 h 30 jeu. Gérerd Lesne (contraho). Bononcini, Scarlatti, Caldara

AUGITORIUM BAINT-GERMAIN (48-33-87-03). Catherina Coumot, Eric Levionnois, Bruno Martinez : 20 h 30 Levionnois, Bruno Martinez : 20 h 30 ven. Piano, violoncelle, clarinette. Beethoven. Schumann, Brahme Duo Scaramouche : 17 h 30 dim. Mozart, Schubert, Grieg, Cabussy. Ravel Académie de l'île Saint-Louis : 20 h 30 jeu., sam. Frédéric Preste (trompette). Bertrand de Billy (direction). Jolivet, Albinoni, Honegger.

ger. CENTRE GEORGES-POMPIOOU (42-74-42-19). L'Itinéraire : 20 h 30 mer. Cermen Fournier (violon), Alain Louvier (direction). Searlaho, Bancquart,

LE CERCLE (43-22-50-46). Vienne Express: 21 h mer., jeu., ven., sam., dim. Anne Thomas, Claude Collet: 21 h km. Pieno à quatre meins. Dvorak,

CHATELET. THÉATRE MUSICAL OF CHATELET. THEATRE MUSICAL OE PARIS (40-28-28-40). Christophe Rous-eet: 12 h 46 mar. Clavecin. Couperin Trio Fontanay: 12 h 45 ven. Heydn, Brahms Eric Lesage: 12 h 45 lun. Plano. Schumenn Philhermonia Orchastra. Ensemble InterContemporain: 20 h 30 lun. Maria Ewing (soprato), Pierre-Laurent Aimard (pleno), Leazlo Hadsdy (hautbois), Pierre Boulez (direction). Mesrisurbois, Pierre Soulez (pirection). Mes-siaen, Boulez, Carter Schola Seinz-Gré-goire du Mana : 18 h 30 mar. Joachim Harvard de La Montagne (orgue), Denise Lebon (direction). Chanta grégoriens.

EGLISE DE LA TRINITÉ Orchestre phil-harmonique de le RATP: 1B h dim. Nicolas Vendeling, Nathalie Vendeling-Conty (flûte), Eliesbeth Procuranaff (soprano), Catherina Cardin (mezzo-soprano), Jean-Francis Monvolsin (ténor), Bertrand Grunenwald (basse), Chœur universiteire de Jussjau, Chœur de Lutèce, Jacques Mae (direction), Rossini,

EGLISE OES OOMINICAINS (45-63-63-04), Schola Saint-Grégoire du Mans, Jacques Kauffmenn: 1B h 30 drm. Orgue, Dandrieu, Marchand, Buctehude, chame grégoriens EGLISE RÉFORMÉE DES BATI-

GNOLLES, Le Sevolet-flotent : 17 h dim, Jean-Jacques Samuel (ténor). Bach, Buxtehude, Corelfi. EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Orchestre des Parisiens : 20 h 30 mar. Chœur Arioso, Jean-Louis Petit (direc-

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Les Trompettes de Versailles : 21 h sam, Telemann, Haendel, Vivaidi Merc Grauwels, Yves Storms, Giselle Herbert: 20 h 30 mar. Filta, guitare, harpe. Mozart, Guillani, Ginastera, Bach, Tele-

HOTEL OF CRILLON, Catherine Joly: 7 h dim. Piano. Seethoven, Schubert,

LE MACIGAN (42-27-31-61). Jean-LE MAOIGAN (42-27-31-51). Jean-Frençois Vinciguerra, Catherine Stagnoli: 22 h 30 mer. Baryton-besse, piano, Poulenc Petricle Reibaud, Simon Scheidler, Mosno, Paganini Rogar Bou-try, Sylvie Hue, Oldier Costarani; jus-qu'au 5 lévrier 1993. 22 h 30 ven. Plano, clarinette, hautbois, Daniel Neu-ranter (Instant).

ranter (basson), Poulenc. MUSEE O'ORSAY (40-49-48-27). Marthe Arapis, Dirnitrie Yakas; 1B h 45 Jeu. Soprano, pieno. Kalomiris, Spathis, Ria-dis, Levidis, Samarae, Revel Arve Mon Bergset, Helge Kjekshue: 1B h 45 mar. Violon, piano. Grieg, Tveitt, Bull, Brus-tad, Sibelius. Atelier-concert.

NOTRE-OAME OF PARIS. Ceniel Roth : 20 h 30 mar. Récital d'orgue. Vierne, Widor, Liszt.

Vreme, Wildor, Liszt.

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00).

Dimitri Hvorostovski, Mikheil Arkediev;

20 h jeu. Baryton, plano. Rimski-Korsakov, Borodine, Tchelkovski, Rubinstein
Hedwig Fessbender, Aziz Kortel;

20 h ven. Meżzo-soprano, piano. Schubert, Woll, Brehms, Schoenberg Quetuor Vanbrugh: 20 h mar. Haydn. ORATOIRE OU LOUVRE, Orchestre

Sinfonia Sacra : 20 h 30 jeu, Chœur de l'Oretoirs du Louvre, Florian Hollard (direction). Fauré. PÉNICHE OPÉRA (42-45-18-20). Oólices et tourmente eur la mode mineur : jusqu'au 28 février 1993, 21 h

PARIS EN VISITES

a Les pessages du dix-neuvième siècle, leur origine et leur dévelappe-ment. Une promenede hors du tempe »(premier parcoure), 10 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autrefois).

«Le quartier chinois et ses lieux de

culte s, 11 heures, métro Porte-de-Choisy (P.-Y. Jaslet).

a Lae Impressionnistes eu Musée d'Orsey a, 13 h 30, parvis du musée, devent l'éléphant (D. Fleuriot).

«Le cathédrele orthodoxe rus Saint-Alexendre-Nevski », 14 h 1 12, rue Daru (Tourisme culturel).

» Le quertier du Gros-Caillous, 14 h 30, mêtro Champs-Elysées-Clé-menceau (V. de Langlade).

a Hôtels et jardine du sud du Merais. Place des Vosgess, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection

» Les passages couverts du Sentier ou se réalise la mode féminine. Exc-

tisme et dépaysement essurés s (deuxième parcours). 14 h 40, 3, rue de Palestro (Paris autrefois).

jeu., van., sam., mar. ; 17 h dim. Spectacle de Sophie Boulin. Sophie Boulin (eoprano), Freddy Elchelbarger (clave-cln). Musique de Couperin, Lembert Chentefleurs, récital botanique ; jusqu'au 14 février 1983. 21 h jeu., ven., sem. ; 17 h dim. Musique de Wiener, textes de Desnos. Chental Galiana (chent), Sophie Morande Autolocaliel. Elchen Bouleage.

Morando (violoncelle), Fabrica Boulenge (piano), Daniel Pabcauf (sexophone). SALLE ANORÉ-MARCHAL, Alexandro Brussilovsky, Igor Lazko : 20 h 30 sam. Violon, piano. Veracini, R. Strauss, Jana-

CSK, L'AGSTEKOVITCH.

SALLE CORTOT (47-83-80-18). Claire
Louchet, Françoise Inapektor, Hervé
Lamy: 20 h 30 jeu. Soprano, mezzo-sopreno, ténor, Jean-Pascal Ollivry (baryton), Piarra Loiret, Giedrius Gapsys

SALLE GAVEAU (49-53-05-07). Quar-SALLE GAVEAU (49-53-05-07). Quartuor Debussy: 11 h dim. Mozart, Kurtag, Ravel, Hindemith Joeé Ven Oem, Valery Afenaselev: 20 h 30 lun. Baryton, piano. Schubert Ensemble orcheetral de Paris: 20 h 30 mar. Frédéric Pelessy (violon), Daniel Arrignon (hautbois), Bruno Poindefert (direction). Stravinsky, Mozart, Girard, Schubert.

ocias, Bruno Politaerar (areccion), Stravinsky, Mozert, Girard, Schubert.

SALLE PLEYEL (4S-83-8B-73). Orchestre Paul Kuentz: 20 h 30 mer. Barbara Schlick (soprano), Maurice André (trompette), Paul Kuentz (direction). Bach, Albinoni, Vivaldi, Mozart, Barber Orchestre symphonique français: 20 h 30 jeu. Jean-Phillippe Collard (pisno), Laurent Petitgirerd (direction). Feuré, Raval, Rachmaninov Chœur féminin d'Ille-de-Frence: 18 h eem. Sruno Roseignol (direction). Rossini, Debussy, Marenzio, Schubert Orchestre Pasdeloup: 20 h 30 sam. Pfarre Amoyal (violon), Michel Quével (direction). Berlioz, Salnt-Seêns, Oukas, Chausson, Ravel Orchestre philhermonique de Berlin: 20 h 30 lun. Maurizio Politini (piano), Claudio Abbado (direction), Brahms Orchestre philhermonique de Berlin: 20 h 30 msr. Maxim Vangerov (violon), Claudio Abbado (direction), Brahms.

SCHOLA CANTORUM (43-54-58-74).

Maureen Gallagher, Raphael Denchin : 20 h 30 mar, Pieno Schumenn, Rachmaninov, Prokofiev, Bartok. Rachmaninov, Prokofiev, Bartok.
THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES
(49-52-50-50). Elijah: 20 h 30 mer.
Oratorio de Mendelssohn. Solle Isokoski
(soprano), Monica Groop (mezzo-so-prano), John-Mark Ainsley (tinor), Pet-teri Salomaa (besse), Le Crapelle royale,
Collegium Vocale de Gend, Orchestra des Champs-Elyséee, Philippe Herre-weghe (direction) Warther: 20 h 30 jeu.
Opéra de Massenet (version de concert), Leurence Dale (ténor), 8éstrice Urla-Monzon (mezzo-soprano), René Massis Leurence Dale (térior), 8éstrice UrisMonzon (mezzo-soprano), René Massis
(baryton), Matrise école régionale NordPes-de-Caleis, Orchestre national de
Lille, Jean-Claude Casadesus (direction)
Iphigénie en Teuride : 20 h sam, Opére
de Gkick (version de concart). Martine
Dupuy (mezzo-soprano), Donald Kasach
(ténor), François La Roux, Jean-Philippe
Laffont (barytons). Choeur et orchestra
philharmonique da Radio-France,
Roberto Abbado (direction) Maria Joso
Pires : 20 h 30 dim, Piano. Besthoven,
Schubart Alein Maunier, Hélène Schubert Alein Meunier, Hélène Grimaud; 11 h dim. Violoncelle, pieno. R. Strauss, Brahms Régis et Bruno Pas-quier, Arto Noras; 20 h 30 lun. Violon, elto, violoncelle, Philippa Sienconi (piano), Quatuor Lindsay, Michel Lethiec ichemetre). Brahms.

THÉATRE GRÉVIN (43-58-75-10). Ensemble voce) A Sel Voci : 11 h dim. Vasquez, Achieta, Ancina.

Périphérie

BOULOGNE-BILLANCOURT, CENTRE SOULOGNE-BILANCOURT. CENTRE CULTUREL (47-12-77-95). Ensemble instrumental du Conservetoire de région : 20 h 30 jeu., ven. La Madrigal de Paris, Laure Morabito, Pierre Calmiett (direction), L'illene Mazeron (mise en scère). Monteveroi.

COURBEVOIE. SALLE OES MARIAGES (43-33-63-52). Mireilla Patrois. Bernedette Rehek: 20 h 46 jeu. Soprano, phano, clarinatte. Schubert, Spohr, Rossini. CROISSY-SUR-SEINE ECOLE JULES-VERNE. Ars Fidelis: 17 h dm. Christian Goulguène (direction). Prokaflev, Schu-

FONTENAY-SOUS-BOIS, SALLE JAC-QUES-BREL (46-75-44-BB). Youval Micanmecher, Armelle de Frondsville:

Macannachar, Armeia da Frondewaie: 14 h 30 mar., van. Percuesione, soprano, Jean-Marie Machado (piano). Faurd, Poulanc, Berlioz, Ravel, Aperghis, Machado, Micanmachar. FRESNES. FERME OE COTTINVILLE (48-66-08-10), Orchestre Jeune Philharmonie: 17 h dim. Jean-Jacques Werner (direction). Beethoven.

GARCHES. CENTRE CULTUREL SIO-NEY-8ECHET (47-41-79-97). Mikhafi Rudy: 17 h dim. Piano. Brahms, Liszt, Janacek, Moussergski.

s La Musés Cognecq-Jay s, 15 heures. B, rue Elzévir (M. Hager).

6, rue Albert de Lapparent, 14 h 30 et 17 heures : «Anatolle et Iren antique : Ephèse, cepitels d'Orients, per O. Boucher (Antiquité vivante).

Salle Notre-Oeme-des-Chemps, 92 bis, bouleverd du Montparnassa, 15 heurss : « Les douze signes du zodiaque égyptien et l'éternel retours (Paris et son histoire).

Palais de le Découverte, avenue Franklin-Roosevelt. 18 heures : a Les planètes telluriques s, per G. Oudenot (Cours d'estronomie pratique).

Salle Charles-Viennat, 24, rue Salnt-Roch. 19 heures : « La seule révéjetion divine historique : ce que las Egüses disent de la personne de Jésus-Christ, par l'abbé L. Oéjond et la pesteur A. Qumas. Entrée libre (Centrale catholique des conférences. Tél. : 42-60-56-32).

CONFÉRENCES

MARDI 2 FÉVRIER

Nons publions le lundi (daté mardi) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commeotée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

AGENDA

Orchestra eymphonique de l'UNESCO: 21 h mar. Jorge Lozano-Corres (direc-

NEUILLY-SUR-SEINE, LES FEUILLES LIBRES (46-40-77-61). Lorenzo Cipriani : 21 h mar. Clavecin. Bach, Cou-

PAVILLONS-SOUS-BOIS, ESPACE OES ARTS (48-49-10-30). Orchestra national d'ila-de-France : 20 h 30 sam. Gérard Jarry (direction). Britten, Elgar, Tchatkovski.

RUEIL-MALMAISON. THÉATRE ANORE-MALRAUX (47-32-24-42). Orchestra Peedeloup: 20 h 45 mer. Wolfgang Domer (direction). Wagner. SAINT-OUEN. ESPACE 1789. Ensemble Instrumental Audonia: 1S h dim. Pascal Larabours (piano), Marcel Soru-SANNOIB. CENTRE CYRANO OF BERGERAC (39-81-80-55). Orcheatre

philharmonique européen : 20 h 30 mer. Hugues Reinier (direction). Schubsrt, SARCELLEB. FORUM OES CHO-LETTES (39-90-74-66). Orchastra national d'lle-de-Francs : 21 h sam.

Alsin Meunier (violoncelle), Tommaso Placidi (direction). Strevinsky, Weill, Guida. SAVIGNY-SUR-ORGE. EGLISE BAINT MARTIN (89-98-81-58). Orchastre national d'Re-de-France : 16 h dim. Gérard Jerry (direction). Britten, Eiger, Tchelkovski.

VERSAILLES. CHAPELLE ROYALE DU CHATEAU. Les Festes gelentse : 17 h 30 sam. Charpentier, Brossard. VERSAILLES, PALAIS OES CONGRÈS (39-56-28-25). Orchestre philhermonique de Verseilles : 17 h 45 dim. Gérard Gahnaesia (pieno), Trejan Popeaco (direction), Rossini, Tchatkovski, Beetho-

VILLE D'AVRAY. CHATEAU (47-50-44-28). Catherine Joly: 20 h 30 sam, Piano, Liazt, Beethoven, Schubert, VILLECRESNES, EGLISE NOTRE-OAME (45-89-09-08), Ad Libitum 17 h 30 dim. Purcell, Couperin, Sammartini, Scarlatti, Schickardt,

VILLEJUIF, THÉATRE ROMAIN-ROL-LANO (47-25-20-02), La Célébration das invisibles : 15 h dim. De Hurel, Percusaions de Stresbourg, Ensemble Musi-catreiza, Roland Hayrabedian (direction) Michai Rosenmann (mise en scène Dans le cadre du Fastival Sons d'hiver.

... OPÉRAS

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Les Contes d'Hoffmann : jusqu'eu 27 février 1993, 19 h 30 mar., lun. Opéra d'Offenbach. Vinson Cole, Georges Gautier, Robert Oursé, Andreas Jeggi (ténore), Jean-Philippe Lafont, Jean-Marie Fremeau (baryton), Hedwig Fasabender, Françoise Mertinaud, Barnedette Anroine (mezzo-sopranos), Valeria Esposito, Mara Zampleri, Maria Bayo (sopranos), Pierte Thinon-Vallet, Antoine Garcin (besees), Orchestre et chœurs de l'Opére de Paris, John Nelson (direction), Roman Polurski (mise en soane), Redha (chorégraphie) Un bal masqué : jusqu'au 20 février 1993, 19 h 30 sam. Opére de Verdi, Dennis O'Neil (ténor), Philippe louiton (baryton), Gabriela Benackova, Young Ok Shin (copranos), Elene Zaramba (mezzo- sopreno), Chowrs et orchestre de l'Opéra de Paris, Michelengeto Veltri (direction), Nicolae Joel (mise

OPÉRA-COMIQUE. SALLE FAVARI (42-86-88-83). Ascenio in Alba : jus-qu'au 19 (évrier 1993, 18 h 30 mar. De qu'au 19 tevrer 1993, 18 n 30 mar, us Mozart. Eva Males-Godlewsia, Gwendo-lyne Bredley, Priti Coles (soprance), Arthur Stefanovicz (haute-contre), Alas-dair Eliott (tánor), Ensemble Mossiques, Ensemble Centatio, Christophe Coin (directon), Pierre-Alexandre Jauffret

(mise en scène). THÉATRE OU LIERRE (45-86-55-83). Archéologie du XXe stècle : jusqu'au 7 février 1983, 20 h 30 jeu., ven., sam. 1B h dim. Edwige Bourdy (soprano) Daniel Soulier (comédien), Ensemble Clé-ment Janequin, Mirelle Laroche (mise en scène). Musique de Montevardi, Gesueldo, Banchieri, Cacciri, Pari.

THÉATRE OU TAMBOUR-ROYAL (46-06-72-34). La Servante maturasse ; jusqu'au 6 lévrier 1993. 16 h 45 mer., jusqu au o lavrer 1993. Ib n 45 mer., jeu., ven., sam., dim., mer. Opére de Pergolèse. Iger Lewis Borg, Guy Vives (barytone), Simine David, Marie-Claire Lebianc (soprano), Pierre Mulier, Sandra Soyer (pieno), Elisabeth Nevratil (mise en

ELDORADO (42-49-60-27), Ross de Noel: Jusqu'eu 21 février 1993. 14 h 30 mer., jeu. ; 14 h sam., dim. Opératre de Franz Lehar. Avec Richard Finell, Krise Keller, Eliane Veron, Philippe Béranger, Jean-Paul Queret, Gilles Blot, Christien Blain, Luc David, Sylvie Van Oer Meulen, Richard Finell (mise en scène), Lectita Pozzo (chorégraphie).

Périphérie

ENGHIEN-LES BAINS. THÉATRE OU CABINO (34-12-94-94), La Bohème : 20 h 30 mer. De Pucciri. il Teatro Lirico Arturo Toscanini de Milan.

MAISONS-ALFORT. THEATRE CLAUGE-OEBUSSY (43-96-77-67). Histoire d'un Fauet : 20 h 45 ven. De Xenakle. Roland Auzet (percussions), Nicholes isherwood (besse), Véronique Betourné, Jean-Louis Hourdin (miss en scène), Yolande Merzoiff (chorégraphie). Dans le cadre du Festival Sons d'hiver.

L'HAY-LES ROSES, LA TOURNELLE, I LONGJUMEAU, THÉATRE ADOLPHE AOAM (69-09-40-77). La Route fleurie : 15 h sem., dim. De Francis Lopez. Avec Sylvie Roei, Sabine Jean Georgee, Estelle Desnière, Carlo di Angelo, Daniel Desmars, Jacques Dubois (direction). MAISONS-ALFORT. THEATRE CLAUGE DEBUSSY (43-98-77-67). Le Prince de Madrid : 18 h dim. De Francis

JAZZ, POP, ROCK

AU OUC OES LOMBAROS
(42-33-22-88), Bobby Rangel Trio:
22 h 30 mer.; Le Grand Orchestre
d'Hervé Krief: 22 h 30 jeu., van., sam.;
Bradlay Wheeler Quartet: 22 h 30
dim.; Time For Exchange Eric Schultz
Nenet: 22 h 30 lun.; Sigfried KesslerRené Marke Quartet: 22 h 30 mar. AUOJTORIUM OES HALLES (40-28-28-40). Michel Portal, Aldo Romano Quartet : 21 h sam.; Sclavis-Pi-fanely Acoustic Quartet : 19 h mer.; Michel Portel, Nguyen Le, Jon Christen-sen: 21 h.ven. Anches, guitare, batte-rie, Jeen-François Jenny Clark (contre-

BAISER SALÉ (42-33-37-71). Oonke : 22 h 30 ven., sam.; Jeen-Marie Eczy, Francis Lessus, Richard Bona: 22 h 30

LE BILBOQUET (45-48-81-84). Mariène Ver Plank Quartet: 22 h 45 mar., jeu., ven., sem.; Turk Mauro Quartet: jus-qu'eu 14 février 1993. 22 h 45 dim.,

BOUFFONS THEATRE (42-38-35-53). ion Texter Quartet : 1B h sam. CAFÉ CAFÉ (44-79-02-02). Ceu do Brusil : jusqu'au 23 février 1993, 22 h mer. Soirée ambiance Brésil.

CAFÉ RIVE-DROITE (42-33-81-82). Amer Sundy: 22 h 30 mer., jeu.; Chris Lancry: 22 h 30 lun., mer.; Beby Blues: jusqu'eu 28 février 1993. 22 h ven. sam. dim.

CAVEAU OF LA HUCHETTE (43-26-85-05). Al Grey, Oany Doriz Quarter: jusqu'au 14 février 1893. 21 h 30 mer., jeu., van., sam., dim., mar.; Gene Conners: 21 h 30 lin. LA CHAPELLE DES LOMBAROS (43-57-24-24). Les Poubelles Boys ; jusqu'eu 3 mara 1993, 20 h 30 mar.; Azuquita ; jusqu'au 25 février 1993, 20 h jeu. Seise ; La Makyne de Thimotey Herelle ; jusqu'eu 23 février 1993, 20 h

LA CIGALE (42-23-16-15), Lofefore, LA CIGALE (42-23-16-15). Lofefore, Orty Oistrict, Malke Femily : 19 h jeu, Human Spirit, Juan Rozoff. Au profit des Restaurants du coeur ; Pure Cellophane, Spartakus, les Coquines : 19 h van. Soon e MC, Au profit des Restas du coeur ; Rumble Fish, Kingsnakes, Betty Boop : 19 h sam, Les Casses pieds, Au profit des Restos du coeur ; La Souris déglinguée, Mc Sotsar, Princesa Erika : 19 h dim. Les Zerozaurs, Chihuahua, Indians. Au profit des Restos du coeur. inclians. Au profit des Restos du coeur. CINQUIÈME AVENUE (45-00-00-13). Hets: Oh mer.; Soul Connection: Oh

ELYSEE-MONTMARTRE. The Gladiators: 19 h 30 sam.; Rage Against the Machine: 19 h 30 lun.; Bolthrower, Vader, Grave: 18 h 30 mer.

FRONT PAGE (42-36-98-58). Ze 80om: jusqu'au 24 février 1993, 22 h 30 mer.; Mauro Serri & Friends; 22 h 30 jeu.; Shakin Blues: 22 h 30 ven.; Franck Ash Blues Band: 22 h 30 ven.; House Band: jusqu'au 28 février 1993. 22 h 30 d/m.; Brooklyn: 22 h 30 jeu.; Mouetique: 22 h 30 mer. GIBUS (47-00-7B-8B). Cherokees, Groggy Holly : 23 h jeu.; Green Hornets : 23 h sam.; Oy Anxt, AR-VAG : 23 h mar.

HIPPOCAMPUS (45-48-10-03). Trio Jazz Middle: jusqu'au 12 février 1993, 21 h ven.; Trio New Orleens: 21 h

HOTEL LUTETIA (49-54-46-55). Les Nuts Jazz & boogie piano: 21 h 30 jeu., ven., sam. Axel Zwingenberger, Jean-Paul Amouroux Guartet, Carl Sonny Layland, Güntler Straub, Jean-Pierre Bertrand, Philippe Lejeune, Gilbert Leroux Washboard Group, Rob Agerbeek, Hond Chaix, Bob Seeley, Al Colpey.

JAZZ CLUB LIONEL HAMPTON (40-58-30-42). Strunz & Feren ; jusqu'eu 6 février 1993. 22 h 30 mar., jeu., van., sam. ; Boto et Novos Tempos ; 20 h 30 dim.; Jos DeFrencesco: jusqu'au 20 février 1993. 22 h 30 lun., mar. Former 1995: 22 h 30 km., mar.
LATITUGES SAINT-GERMAIN
(42-61-53-53). Barnard Maury quartet:
22 h 30 mer.: Jon Hammond Show,
Philippe Combelle: 22 h 30 jau.; Carl
Sonny Leyland Trio: 22 h 30 van.; Rob
Agerbaek Trio: 22 h 30 sam.; JeenPierre Bertrand Trio, Jeffrey Smith:

LOCOMOTIVE (42-57-37-37). Small

LE MONTANA (45-48-93-08). René Urtreger Trio : jusqu' au 8 février 1993. 22 h 30 mer., lun., mar. ; Alain Bouchet Quartet : 22 h 30 jou., ven. ; Chris Hen-derson Bend : jusqu'au 28 février 1993. 22 h 30 dim.

22 h 30 chm.

MONTGOLFIER (40-60-30-30). Clarinatte Connection: 22 h mar., jeu., ven., sam.; Stéphens Guerault: 22 h lun., mar. Clarinette, saxo ténor, cham.

NEW MOON (49-95-92-33). Berking Dogs: 20 h 30 mar.; Zwap: 20 h 30 jeu.; Les Trolls: 23 h ven.; Les Néru-fars: 23 h sam.; Strange Men: 20 h 30 lun.

NEW MORNING (45-23-51-41). Co NEW MORNING (45-23-61-41). Low-boy Mouth: 21 h mer.; Adrien Politi, Lucis Abonizio, Juan José Mosalini: 21 h jeu.; Lapiro de M'Bange: 21 h sam.; Arthur Blythe, Bob Stewart, Cal-vin Bell: 21 h mar. Saxophone, tuba, guitare, Arto Tuncboyaci (percussions). LE NOUVEAU CAFÉ (43-21-85-29). Mimi Lorenzini : 21 h mer., jeu., ven.,

OLYMPIA (47-42-25-48). Nair Désir : OLTMPIA (47-42-23-43), rear Desir . 20 h mer. ; Ange : 20 h lun. OPUS CAFÉ (40-38-09-57). Groovy Night : 22 h 30 ven. ; Twine Tims : 22 h 30 esm. ; Antonio Cele : 22 h 30

PALAIS OE L'UNESCO. New Jazz Orleans, Charleston : 20 h 30 mer. Avec le Paris Washboard Jazz Band et Clara

transel.

PASSAGE OU NORO-OUEBT (47-70-81-47). The Frank and Walters: 18 h mer.; Zeeb Squed: 0 h mer., jeu., ven., sam. Acid Jazz; Dreft: 19 h jeu.; Marc Ribot & Shrek: 19 h sem.; Berney Willen, Alain Jean-Marie: 18 h mer.; Double Vision: 0 h mar. Acid jazz. Double Vision: 0 h mer. Acid jazz.
PETIT JOURNAL MONTPARNASSE
(43-21-56-70). Barnardo Sandoval:
21 h mer.; Felix Reyes Jazz Group:
21 h jeu.; Riversaillee: 21 h ven.;
Jeen-Michel Proust; Jeen-Michel
Barrard: 21 h sem.; Soirée CiM: 21 h
hm.; Marc Parrone: 21 h mer.
PETIT JOURNAL BAINT-MICHEL
(43-26-26-58). Caude Juner Ouintet:

(43-26-28-68). Claude Luter Quintet. (43-26-28-68). Claude Luter Quintet. 21 h mer.; Triocéphale : 21 h jeu.; Southern Stompers : 21 h ven.; Philippe Lucae Quintet : 21 h sam.; 7B All Star : 21 h km.; Clovis et les Musicodingues :

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36). Patrice Galas, Christophe Le Van, Phi-lippe Soirat : 22 h 45 mer. ; Felice Regappe Socat : 22 n 45 mer.; resulting glo, Olivier Hutman, Thomas Bramerie : 22 h 45 jeu., van., sam. Trompette, piano, contrebasse, Jean-Pleme Arnaud (betterie) : Emmanuel Bex, Yves Brouqui,

(Dattane): Emmanuer Bax, Yves orougui, Richard Portier: 22 h 45 mer. PIGALL'S, Dane Bryant: 20 h sam. REX CLUB (45-08-83-89). Jesus Jones: 23 h mer.; Kick Back: 23 h ven. Soirée Planète Rock. SALLE PLEYEL (45-83-88-73). Jimmy Gourtey: Jusqu'su 16 février 1893. 1B h mar., jeu.; ven., sem., lun., mar. (guita-rista), Dominique Lemerie (comrebasse) e 516 Dans le cadre du Festival 100

ens de lezz SLOW CLUB (42-33-84-30). Gene Mighty Fles Connere ; jusqu'au 12 février 1893. 21 h 30 mer., jeu., ven.,

SUNSET (40-28-46-60). Quoi de neul docteuri : 22 h 30 mer. ; Webetoys : 22 h 30 jeu. ; Denis Fournier Quintet : 22 h 30 ven. ; Richard Raux Tria ; jusqu'eu 22 lévrier 1993, 22 h 30 lun. ; Atapulse Group : 2 h 30 mar. THEATRE QES QÉCHARGEURS (42-36-00-02). Richard Witczek et ses Tzigares : 22 h 30 jeu., ven., sem. TROTTOIRS OF BUENOS AIRES (40-28-28-58). Gérard di Giusto Trio : jusqu'au 6 février 1993. 22 h 30 ven.,

UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-79-66). Widow Makere: 22 h mer.; Srylix: 22 h jeu.; Chris Lancry: 22 h ven.; Edgard & Co: 22 h sam.; Jean-Jacques Milteeu & Co: 22 h mar.; Wolfpack: 1 h sam.

LA VILLA (43-26-60-00), Daniel Humair & Friends : 22 h 30 mer., jeu., ven., sam., dim., lun., mer. ZENITH (42-08-60-00). Zuccharo : 20 h sem. ; Joa Satriani ; 20 h lun.

Périphérie

AULNAY-SOUS-BOIS, ESPACE JAC-QUES-PREVERT (48-68-00-22), High Society Jazz Band : 21 h ven. CHOISY-LE-RO), THEATRE PAUL-ELUARO (48-90-89-78), Eric Lohrer Trio: 22 h van.
COMBS-LA VILLE. LA COUPOLE
(84-88-69-1-1). Michel Petrucciani:

20 h 45 van, Piano, ELANCOURT. LE BILBO-CLUS (30-52-58-82), No Man's Land, les Joueurs: 21 h sam.

EVRY, THEATRE OE L'AGORA (84-97-22-95), Hervé Bourde, Marc Per-rone : 70 h 30 ven. FRESNES. MJC LOUISE MICKEL (46-86-71-82). Plying Potetos, Tom Tom Thomas, les Acariens: 1B h sam. IVRY-SUR-SEINE, THÉATRE (46-70-21-S5). Bill Frisall Bend: 20 h 30 Jau. Dens le cadre du Festival Sons d'hiver.

MONTREUIL (NSTANTS CHAVIRÈS 42-87-25-91), Jam Session: jusqu'au 24 février 1993, 21 h mar.; Thiarry Madiot Trio: 21 h jau.; John Graves: 21 h ven.; Loose Skres: 21 h sam.; Shut up and Dance: 21 h mar. NOISIEL GRANO THEATRE OF LA FERME OU BUISSON (60-06-20-00).

Michel Petrucciani ; 21 h mar.
RIS-ORANGIS, LA DAME BLEUE (69-43-41-08). No Man's Land : 22 h BAINT-GERMAIN-EN-LAYE. LA CLEF-L'ECUPSE (39-73-38-13). Cutufis y Gornes Orqueste : 21 h van. ; Ten Cuidado, Carré blanc pour série noire : 21 h sam.
SAVIGNY-LE-TEMPLE. MPT JAC-

QUES-PRÉVERT (60-63-28-24). Elisa-beth Kontemanou : 21 h 30 ven. Jazz

vocat.
SAVIGNY-SUR-ORGE. MJC
(69-96-64-95). Michel Gentils, Shy Amel
Maitra: 21 h ven, Gultare et percussion,
TREMBLAY-EN-FRANCE. ESPACE JEAN - ROGER - CAUBBING ON (48-61-09-65). Quo Hardy-Jauvein, Bojan Zulfikarpesic : 22 h sam.

CHANSON

AKTÉON-THÉATRE (43-3B-74-82). Sylvie Gebriel : 20 h 30 dim. Sylvie Gebriel: 20 h 30 tim. AU BEC FIN (42-88-29-35). Lse Mariles de la selle de garde: jusqu'au 15 février 1983. 23 h 30 jeu., ven., sam.; 22 h 15 lun. BATACLAN (47-00-30-12). Elmer Food Best : 19 h jeu., ven. BATEAU-THÉATRE (40-51-84-53). Lacouture : 20 h 30 km. CAFÉ DE LA DANSE. Charts : 20 h 30

CASINO OE PARIS (48-95-99-99).
Pierre Perret: jusqu'au 14 février 1993.
20 h 30 mer., jeu., ven., sam., mar.;
18 h dim.
CAVEAU DEB OUBLIETTEB

(43-54-94-97). Cabaret de la chenson française : 21 h mer., jeu., ven., sam., lun., mer. Chansons à la carse tous les

MAISON OE LA POÉSIE (42-36-27-53). Le Mal-aimé : jusqu'eu 13 février 1893. 20 h 30 mer., jou., ven., sam. : 16 h dim. Spectacle musi-cal de Michel de Maulne. O'après Apolli-naire. Avec Michel de Maulne, Ophélle Orecchia, Jean Vallère.

OLYMPIA (47-42-25-49), C. Jérôme : 20 h 30 jeu., ven., sam. ; 17 h dim. OPUS CAFÉ (40-38-09-57), Igor Ager : 22 h 30 mar.

PALAIS OES SPORTS (44-88-69-70). Samira Toulic : 20 h 30 jeu. PALAIS OMNISPORTS OF PARIS-BERCY (40-02-60-02). Michel Sardou : jusqu'au B février 1993. 20 h 30 mer., jeu., van., sam. ; 17 h dim. ; 21 h lun. PARC DE LA VILLETTE. Arthur H : jusqu'au 15 février 1993. 20 h 30 mer., jeu., ven., sem., mer. ; 17 h dim. SENTIER DES HALLES (42-36-37-27).

Panama tropical: jusqu'su 62-36-57-27; 1983. 22 h mer., jeu., ven., sam.; Jeen Nó: jusqu'su 13 février 1883. 20 h mer., jeu., ven., sam., mar. STUCIO 28 (46-06-36-07). Duertistes Zig'Zinzin : jusqu'eu 14 mars 1993. 21 h jeu., ven., sam. ; 14 h 30 21 h

THÉATRE OE LA MAINATE (42-08-83-33). Didier Carret: 19 h jeu., ven., sam. ; 15 h dim. ; Maxima René Climent: jusqu'au 15 février 1883. 20 h 30 jeu., ven., sam., lun. ; 18 h 30

THÉATRE SILVIA-MONFORT (45-33-88-70). Valéria Ambroisa : 20 h 30 km.

THÉATRE TRÉVISE (46-45-27-77). Zeniboni : jusqu'au 7 février 1983. 20 h 30 mar., jeu., ven., sam. TOURTOUR (48-87-B2-48). Georges Chelon : jusqu'au 27 février 1893. 22 h 15 mer., jau., van., sam., mar.

Périphérie

CHOISY-LE-ROI. THÉATRE PAUL-ELUARO (48-90-89-79). Jean Gui 20 h 30 sam.

FOSSES. OMC GERMINAL (34-72-88-80). Un toit d'étoiles : 21 h mar. Didier Brunet (base), Fabrice Ferrari (guitares), Philippe Journo (chant), Eric Le Louvier (claviers), Raminas (batterie), Jean-Michel Framont (mise en scène). LE KREMLIN-BICÊTRE. ESPACE CULTUREL ANORÉ-MALRAUX (49-60-62-16), Nicole Crolsille ; 21 h

MASSY. CENTRE OMNISPORTS (69-20-57-04), TSF : 21 h sam. SAINT-CLOUG. CENTRE CULTUREL OES TROIS-PIERROTS (46-02-74-44). Manon Landowski ; 20 h 45 jeu. TRAPPES, LA MERISE (30-62-84-38).

Sapho, Mônica Passos, Angélique Ionatos : 20 h 30 sam. BALLETS

AMANOIERS OF PARIS (43-65-42-17), Compagnia l'Inspiral ; 20 h 30 mer. Quatre plèces, quatre vents, Kunto Matsumura (chor.) Compagnie Titre en cours ; 20 h 30 ven., sam. ; 15 h dim. Fille d'amour, Crescendo code, Lola Karaly (chor.) Compa-graie Martin Kravitz: 20 h 30 mer. Hans Holding the Void, Martin Kravitz (chor.). DUNOIS (46-84-72-00). Compagnia Christina Burgos : 20 h 30 jeu., ven., sam, Las Ombres du bal, Christine Burgos (chor.).

OPERA OE PARIS, PALAIS GARNIER (47-42-53-71). La Bayadère : jusqu'au 10 février 1993. 19 h 30 jeu., sam., lun. Ballet de Petipa. Avac Isabelle Guérin, Moniques Loudères, Clotide Vayer, Eli-Hilleire, Charies Jude, Manuel Legris, Kader Belarbi, Nicoles Le Fiiche, Wilfried Romoli, Orchestre national de l'Opéra de Paris, Vello Pahn (direction), Rudolf Nou reev (chorégraphie).

PALAIS OES SPORTS (44-68-69-70). Ballet Moissalev : jusqu'au 21 février 1983. 14 h mer. ; 20 h 30 ven., mer. ; 15 h 20 h 30 sem. ; 14 h 17 h 30 dim. THÉATRE OE LA BASTILLE (43-57-42-14). Paco Oecina : jusqu'su 13 février 1883. 21 h jeu., ven., sam., mer. Ciro Esposito Fu Víncenzo, Paco Decina (chor.).

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Anne Teresa de Keersmaeker : 20 h 30 mer., jau., van., sam. Eris, Anne Teresa de Keeremaeker (chor.) Studio OM : 20 h 30 mar., Taucida, Catherina Divertes (chor.).

THEATRE DU JAROIN (40-67-87-86). Terikavalli : 15 h dim. Danse bharata

Périphérie

CLAMART. CENTRE CULTUREL JEAN-ARP (46-45-11-87). Casse-noi-sette : 20 h 30 lun. Bellet de Tchef-kovski. Ballet de l'Opéra royal de Wallonie, Jacques Dombrowski (chor.). FREBNES. MJC LOUISE MICHEL (46-68-71-82). Cie Volt, Emmanuel Accard: 18 h dim. Extra-teschaises, Emmanuel Accard (chor.).

LAGNY-BUR-MARNE. CENTRE CHARLES-VANEL (60-07-20-51). Tap Dance USA: 21 h jeu. Avec is Hot Foot Tap Duo et le Steps Ahesd Tap Trio. MONTREVIL. STUDIO BERTHELOT MONTREUIL. STODIO BERTHELOT (48-70-64-83). Compagnie Mathilde Monnier: 21 h sam.; 18 h dim. Je ne vois pas la femme cachée dans le forêt, Mathilde Monnier (chor.).

NOIBY-LE GRAND. ESPACE MICHEL-SIMON (49-31-02-02). Hot Foot Tep Trio, Steps Ahead Tep Trio: 21 h mer.

MUSIQUES DU MONDE EGLISE EVANGELIQUE ALLEMANDE

Gera: 12 h dim. Negro spirituals. THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77) Petru Guelfucci : 1B h ven., sam. Volx

SITUATION LE 1" FÉVRIER 1993 A 0 HEURE TUC

Marketty

OI YMPIA

BERLY ...

MAY 4 5 5 . .

押 イケー・・・

1.4 1 2

With the same of

7 6 6

tufatu:

145 V 17 11 11

30) to 1, ...

201 13 ...

20 6 55 ...

TALEANY ...

A16 4 .4

2 1 # 報 17 電

124 7 62

State with

Tim bereiten an

TOURTHUE .

CHANGE IS NOT THE STATE OF

TENERS STEEL STEEL

COM PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY AND ADDR

AMARIT SEC. 12 15

THAPPIN OF THE

161 46 i

Pffen 9.

House ...

Bunker's Paris "

MARKET STATE OF

71.1 May 11

***** A. .

MINA "

**** ---

4----

300

25:

THE ATE

44 5 5 1 1

Acres Free

THER THE STATE OF THE STATE OF

*

5 24 .

Peripherit

14 to 15

a be de-

l J

\$ 1 marks of 10 miles

1. 28 MALAN

g/g 44

1 was a second

4 1 2 2

200

F 14 0

Paul Billia

 $\frac{1}{R_{\rm p}^2} = \frac{1}{2} \left(\frac{1}{\sqrt{1+|Q_{\rm p}|^2}} \frac{1}{Q_{\rm p}^2} \frac{1}{Q_{\rm p}^2} + \frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac{1}{Q_{\rm p}^2} \right) = \frac{1}{2} \left(\frac{1}{Q_{\rm p}^2} - \frac{1}{2} \frac{1}{Q_{\rm p}^2} \right)$

Mark 18

Agricultura de la compansión de la compa

1742 # 112 - 1

MUSICUES CHARTS

garage to the

##1 408 CT

OFFIRA DE

Peripherie

ν.

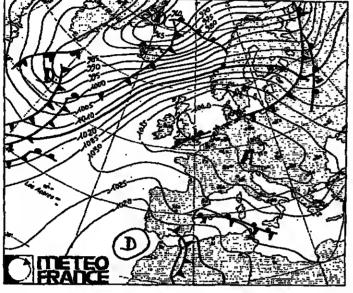
THE STATE OF STATE

BALLETS

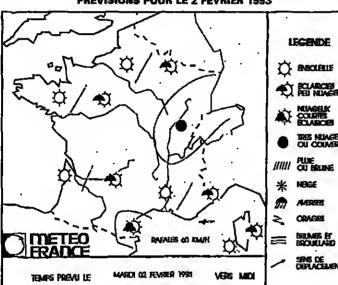
1780

PARC DI 14 titie

BENTHER TELE PAINTS



PRÉVISIONS POUR LE 2 FÉVRIER 1993



s matinales. -- Au lever du avec parfois de brouillards givrants. En cours de matinée, le solei dissipera cette grisaille pour s'imposer l'après-midi.

Sur la région lyonnaise et le vallée de la Saône, les brouillards seront fré-quents et tenaces et ne laisseront aucune change ag solei.

Près de Perpignan, des entrées maritimes donneront un ciel nuageux.

Pertout elleurs, le soleil e'imposera rapidement. Il n'aura pas de mai à dis-siper les quelques bancs da brouillard en 8 retagne ou dens is valés de la

LEGENDE

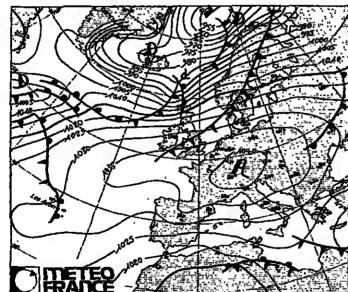
CRACES

SENS DE DEPLACEMEN

Las températures minimales seront comprises entre 2 et - 2 sur le moitié Nord. Localement - 5 sur le Nord-Est. Sur la moitié Sud, il fera entre 2 et 4 degrés au lever du jour, jusqu'à 6 degrés près de Perpigran.

Les températures maximales attein-dront 5 à 9 sur la moitié Nord, 8 à 12

PRÉVISIONS POUR LE 3 FÉVRIER 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES muximu - minima et temps observé Valeurs extrêmes relevées entre le 31-1-1993 à 6 houres TUC et le 1-2-1993 à 8 houres TUC

# 2 - - 1392 # 0 HREEK CC # H 1-2-1350 H P HOMES 105									
FRANCE AJACCIO 16 2 BIARRITZ 15 2 BORDRAUX 15 7 BORDRAUX 15 7 BORDRAUX 16 7 CARN 7 9 CHERBOURG 7 3 CLEMMET-FR 12 0 GRENOGLE 18 2 LILLE 1 -2 LILLE 1 -2 LILLE 1 -2 LILLE 1 -2 LILLE 1 -3 LI	STRASBOURG 1 0 1 TOULOUSE 12 9 1 TOURS 18 1 1 ETRANGER ALGEE 21 7 1 AMSTERDAM 5 -2 1 BANCHOK 30 18 12 BANCHOK 30 18 12 BANCHONE 14 11 18 BELIAN 2 -4 BERLIN 2 -4 BERLIN 2 -4 BERLIN 2 -1 11 COPENHAGUE 3 -4 8 BELIN 2 -1 11 COPENHAGUE 3 -1 COPENHAGUE 3 -1 COPENHAGUE 1 1 4 8 DELIAN 1	MEXICO 21							
	LUXEMBOURG 2 -4 C								
OF GLICATION IV									
A B C Conver	D N O	P T * neige							

TUC - temps universel coordonné, c'est-à-dira pour la France : heure lágale moins 2 heures en été ; heure lágale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

北 Monde SCIÈNCES ET MÉDECINE

IMAGES

alors pas du tout, en bai

là de la désinformation des grands

médias qui, etc. Tout allait d'ail-

laure pour le mieux, pulequ'il

s'appretait à supprimer l'impôt sur

le revenu, à relever la France, et les

socialistes ceci, et les immigrés

cele. Réfrénant visiblement ses

sourires cannibales, Alain Duhernel

e efforçait de gerder la mine grave

- surtout pas de connivence. Vers le moitié de l'émission, les

dimanches familiaux étant ce qu'ils

sont, sonne l'heure de vérité pour

M. Le Pen relaver la France en

TF 1

Tous les

secrets de

l'émission

vedette de

Retrouvez-les

0.05 Série :

dans 'Perdu de vue

20.45 Magazine : Pardu de vua..

22.35 Magazine : Sante à la Une.

FRANCE 2

22.40 Magazina : Savoir plus. La saga des dinosaures.

FRANCE 3

23.55 Journal et Météo.

Les mariages non consommés

20.50 Cinéma : Traquée, a m Film eméricain de Ridley Scott (1988).

0.15 Magazins : Le Cercla de minuit. Présemé par Michel Field.

20.45 Cinéma : Magnum Force. . . . Film eméricain de Ted Post (1973).

Chapeau melon et bottes da cuir.

TF1

Les mains d'Edith sourdine, dans son coin, entre un saladier et une corbaille de fruits. Et dimanche eoir, sur ARTE, eu pas une fois au cours du repas on moment même où Rambo remboine fut tenté de tendre l'oreille. A

N e'était résigné à écouter Jsan-Marie Ls Pen à «L'Heure de vérité». Il pré-cisa d'emblée qu'il n'était pas, mais aucun moment il ne s'immisça plus dens la conversation familiale, ce qui était bien, d'une certeine menière, un événement : l'événement éteit qu'uns «Heura de vérité» de Jean-Marie Le Pen n'était olus un événement, et laisaereit des traces sussi profondes que, par axemple, un «7 sur 7» avec Edouard Balladur. Comme si son disque à lui était désormais aussi rayé que ceux de la chande des quatre». Cet état de choses ne durere peut-être pes, Raison de côtelettes. On laisse donc plus pour le savourer.

Le week-end avait donc quelque son. Incroyable ; des chensons.

sait sur TF 1, en pleine heure de grende écoute, apparurent deux mains en noir et blanc. Deux mains comme deux danseuses dans un bal de veuves da guerra, deux flammes jurnelles sur la tombe d'un soldat inconnu, deux mains s'ouvrent comme lee eiles d'une colombe blessée puis tombant en prière, mon Dieu, laissez-le moi, encore un peu. Au bout de ces mains, dens le rond de lumière, tout en sourire, tout en souffrance, Edith Piaf chantait. Elle enchaîna Milord, la Foule, les Trois Cloches avec les Compagnons de la chan-

sans blabla, sans ieux, sans hommage mouillé du bateleur de service, sans pub évidemment. Et cette nudité faisait écrin à un spectacle qui, bien plus que celui d'une chenteuse, éteit celui de le vie même, de la vie à bout de souffle, à bout de bras, et qui titube jusqu'à s'éteindre dans le nuit. « Je vais toujours jusqu'au bout », avoua-t-elle, d'une voix âpre où valsaient ensemble le bonheur et le mort, à Pierre Desgraupes, dans une visille bende de « Cinq colonnes à la unez. Pour avoir ose cette nudité, ce dépouillement, on fut reconneissant à ARTE, et à Claude-Jean Philippe, auteur du documentaire.

DANIEL SCHNEIDERMANN

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semeine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles

> signalé dans α le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ ■ Ne pas manquer ; ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 1er février

22.55 Journal et Météo.

23.20 Magazīne : A la une sur la 3, Débet avac Jecques Juliard, du Nouvel Observateur. 23.50 Magazina : Tout la cinema,
Thèmes : le cinema et l'histoire, à propos
d'un nouveeu film aur la bataite de Staitngrad ; les rapports de le littérature et du
cineme, à propos du film de Peter Handke,

l'Absence. 0.45 Continentales, L'Eurojournal : l'Info en v.o.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Un look d'enfer. D Film eméricaln de Malcolm Mowbray (1990).

22.10 Flash d'informations. 22.20 Le Journal du cinéma.

22.25 Court métraga : Jours d'attente. De Steven Okazaki. 22.50 Cinéma : Le Pas suspendu

de la cigogne, www. Film franco-gréco-italo-suis Angelopoulos (1991) (v.d.). alo-suisse de Theo 1.10 Cinéma : Memphis Selle. .

Film eméricain de Michael Caton-Jones (1990) (v.o.).

ARTE

20.40 Cinéma : Le Philosopha. a Film allemand de Rudolf Thoma (1988) (v.o.).

22.00 Magazina : Ich liebe dich. De Patrick Jeudy. Marlene Dietrich.

22.05 Cinéma d'enimation : Snark. Longue Distance. 22.20 Téléfilm : A Wopbopaloobop, A Lopbamboom. D'Andy Bausch.

M 6

20.45 Cinéma : Starman, m Film américain de John Carpenter (1984). 22.45 Cinèma : Angoisse à Dublin. # Film irlandais de Robin Hardy (1986).

0.25 Informations: Six minutes première haure. 0.35 Megazina : Culture pub.

FRANCE-CULTURE

20.30 Les Brigades Internationales. GENE Avec Lisa London.

21.30 Le Théâtre maghrébin. 3. Le Cadavre encercié, de Kateb Yacine.

22.40 La Radio dans les yeux. L'actualité du cinéma.

0.05 Du jour au lendemain. L'ectualité du cinéme (suite).

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concart (donné les 6 mars, 20 mars et Concart (donné les 6 mars, 20 mars et 15 mei 1992): Sonate pour violon et pieno, Sonate pour violon et pieno, Sonate pour daux clarinettes, Tho pour piano, hauthois et basson, Elégie pour cor, vitamette pour pieno Sonate pour clarinette et basson, Sonate pour cor, trompette et trombone, Sextuor pour flôte, hauthois, clarinette, basson, cor et piano, de Poulenc, par les solistes de l'Orchestre philhamonique de Radio-France.

23.09 Ainsi la nuit. Par Denise Bahous . Septuor cordes en mi bémol majeur op. 20. de Beethovan; Quatuor à cordes en ut mineur op. 51 n° 1, de Brahms; La Flûte enchantée, extrait, de Mozart.

0.33 L'Haure bleue.

Mardi 2 février

TF 1

15.20 Séria : Hawaii, police d'Etat. 16.10 Fauilleton : Santa Barbara let à 1.15). 16.35 Club Dorothée.

17.25 Série : Le Miel et les Abeilles. 17.55 Série : Hélène et les garcons. 18.25 Jau : Una famille en or.

18.55 Magazine : Coucou, c'est nous ! Invité : Patrice Leconte. 19.50 Divertissement : Le Bèbête Show (et à 1.05).

20.45 Cinéma : Papy fait da la résistance. . . Film français de Jean-Marie Poiré (1983). 22.40 Magazine : Durend la nuit. Présenté par Guillaume Durand, en direct.

20.00 Journel, Tisrcé et Métèo.

0.35 Magazins : Le Club de l'enjeu. FRANCE 2

15.25 Variétés : La Chence eux chansons. Dans les guinguettes de Robinson. 16.10 Jeu : Des chiffres et dan lettres.
Animé par Leurent Romeiko. 18 Coupe des champions, demi-fineles, en direct de Monaco.

17.05 Magazine : Giga. 18.45 Jeu : Score à battre. 19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus.

20.00 Journal, Journal des courses et Mêtéo. 20.50 Cinéma : Rain Man. # # Film américain de Barry Levinson (1988).

23.05 Magazine : Bas les masques. Magazine : Bas les masques.
Présenté par Mireille Durnas. Je n'evais pas le droit de l'aimer. Reportages : Pour Juliette, Vérone, Italie, de Richard Puech; En souvenir de Gebrielle, d'Amélie Develoy et Vincent Liger; Amours excontinuniées, de Pierre Carrière et Pierre Evrard.

0.10 Journal et Météo. 0.30 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

15.35 Série : La croisière s'amuse. 16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer, 17.55 Megazine : Una pêche d'enfer.

18.25 Jeu: Questions pour un champion. 18.55 Un livre, un jour. Vilne, Wilno, Vilnius : la Jérusalem de Lituania, d'Henri Minozeles,

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journei de la région. 20.05 Jeu : Hugodélire (et à 20.40). 20.15 Divertissement : La Classe.

20.45 Feuilleton: Emilie, la passion d'une vie. De Jean Beaudin (10- épisode).

21.35 Magazine: Plenéte chauda, De Dellas... à Delles, de Cleude May | 1= pertie).
Les années Kennedy et ce qu'effes ont changé dans la vie des Américains.

22.30 Journal et Météo. 22.55 Téléfilm : Les Equilibristes. De Nico Papazzkis (2- partie).

0.10 Continentales. L'Eurojournel : l'info en v.o.

CANAL PLUS

15.10 Court métraga : Joure d'attenta. De Steven Okazaki.

15.38 Court metraga : La Maison verte. De Sylvia Verheyde. 15.55 Cinéma : 588, rus Paredis. # Film français d'Henri Verneuil (1991).

18.00 Canailla peluche.

- En clair jusqu'à 20.35 18.30 Ça cartoon. 18.50 Le Top.

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Invitée : Géraldine Chaplin. 20.30 Le Journal du cinéma.

20.35 Cinéma : Comma un ciseau sur la brancha.
Film américain de John Badham (1990). 22.20 Flash d'informations. 22.25 Mueigue :

Hommage à Marvin Gaya. 0.00 Cinéma : Horror Kid, ■ Film eméricain de Fritz Kiersch (1983).

ARTE

 Sur le câble jusqu'à 19.00 · 17.00 Documentaire : Terra X. De Didler Delesklewicz (rediff.).

17.45 Documentaire : Cirque Gosfi. Artistic in Concert. De Guillauma Debroise (rediff.). 19.00 Magazine : Rencontre. Jacques Testart/Gilles Perrault.

19.30 Documentaire: Les Lettres de Stalingrad. De Jacqueline Veuve. 20.00 Documentaire:

Dans les bras de Staline. De Reijo Nikkija. 20.30 8 1/2 Journal. 20.40 ➤ Hommega à Rudolf Noureev.

20.45 Documentaire: Portrait de Rudolf Noureev. 22.10 Entretiens. Avec Laurent Hilaire, Isabelle

Guérin, Elisabeth Maurin, Monqiue Lou-dières, Patrice Bart. 22.20 Documentaire: Nourcev

mémoire d'una « Sayadère ». De Catherine Dupuis. 22.40 Entretians Avec Brigitte lefebyre, John Neumaier. 22.50 Dansa : Cendrillon.

De Charles Perrault. Chorégraphie et mise en scène de Rudolf Noureev (30 min).

M 6

14.15 Magazina : Destination musique. 17.00 Variétée : Multitop. 17.30 Séria : Equalizer.

18.25 Séris : Les Rues de San-Francisco. 19.25 Séria : Ma sorcière bien-aimée. 19.54 Six minutes d'informations, Météo.

20.00 Séria : Cosby Show. 20.35 Le Merdi, c'est permis. 20.45 Telefilm : Spooner. De George Miller.

22.35 Sárie : Amicalement vôtre. Un drôle d'oiseau. 23.35 Sèrie : Soko, brigade des stups. 1.35 Informations : Six minutes première heure.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. La voix. 21.30 La Sulgarie amnésiqua. Etat des lleux. 22.40 Les Nuits magnétiques. L'erbre à

0.05 Du jour au lendernain. Avec Henri Ray-nal (le Pays sur le chevalet). 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 12 août 1992 lors du festivel de Salzbourg) : Concerto pour violoncelle et orchestre n° 2 op. 126, de Chostakovitch; Manfred, symphonie en quatre rableaux d'après Byron op. 58, de Tchalkovski, par l'orchestre phâltamonique de Saint-Pétersbourg, dir. Juri Temirkenov; Natalie Gutman, violoncelle.

22.00 Les Voix de la nuit. Per Henri Goraieb. Mârouf, savetier du Caire (2° pertie), de Rabaud.

23.09 Ainsi Is nuit. Sonate en trio en mi mineur, de Heinichen; Quatuor à cordes n° 2 en la mineur op . 51, de Brehms; Sonate pour violoncelle et piano en sol mineur op. 65, de Chopin; Don Giovanni, extrait, de Mozert.

0.33 L'Heure bleue,

Tandis que la France saisit la Commission européenne

M. John Major estime qu'«il n'est pas surprenant» que Hoover s'implante en Ecosse

Lors de la visite officielle de M. Tasca à Beyrouth

Un accord de coopération audiovisuelle

a été signé entre la France et le Liban

Qualque 5 000 personnee, dont une grande partie des salanés de la fabrique de téléviseurs Grundig de Creutzwald (Moselle), ont manifeste, samedi 30 jenvier à Forbach, pour le sauvegarde de l'usine, dont le cas sera examiné le 12 février par la direction du groupe, filiale da Philips. Per eilleurs, le France e seisi officiellement la Commission européenne d'une « demende d'enquête » afin d'obtenir « confirmetion du fait qu'eucune eide communautaire. directe ou indirecte », n'a été consentie eu groupe américain Hoover qui s'eppréte à supprimer 600 des 700 emploie de son usine de Longvic (Côte-d'Or) pour les transférer en Ecosse. De son côte, la Confédération européenne des syndicats (CES) propose au patronat européen l'ouverture de « réelles négociations » en vue de conclure un «accord-cadre sur les restructurations d'entreprises ».

LONDRES

de notre correspondant

La fin justifie les moyens ou l'ob-jectif de la réduction du chômage en Grande-Bretagne mérite bien de s'accommoder de la pratique du «dumpiny social». Telle est, peu ou prou, la position du gouvernement de M. John Major à propos de «l'affaire Hoover» qui provoque taot de passion en France mais traille arrest mund de la constant d'intérie de mais facilité arrest mund de la comma d'intérie de la comma éveille assez peu d'intéret de ce côté-ci de la Manche.

Loin de se sentir en position d'accusés pour être indirectement responsables de la perte d'emplois en France, les Britanniques se féli-citent de la décision du groupe américain Maytag (dont Hoover est une filiale) de transférer les emplois de son usine de Longvic, en Côte-d'Or, à celle de Cembuslang, en paysage radiophonique, fait d'uce

Ecosse, et souhaitent implicitement l'on veuille s'implanter en Grande- le droit de contester des grèves illéque cet exemple soit suivi de beaucoup d'autres. Le premier ministre lui-même ne craint pas de se livrer à une certaine provocation vis-à-vis de la France à ce sujet.

A l'occasion d'une visite, vendredi 29 janvier, à Glesgow, M. Major a estimé que la décision de Hoover soulignait les « vertus » de la Grande-Bretagne, c'est-à-dire sa capacité à attirer des investissements étrangers, un domaine; e insisté le premier ministre, où elle devance tous ses partenaires européens. « Il n'est pas surprenant que

BEYROUTH

de notre correspondant

qui s'est achevée dimanche 31 jan-

vier, Me Catherine Tasca, secré-

taire d'Etat à le francophonie et

aux reletions culturelles exté-

rieures, s échangé, avec M. Michel

Samah, ministre de l'information,

des documents portant sur l'avenir de la coopération eudiovisuelle

eotre les deux pays et «coiffant» deux eccords, l'un svec Radio-

France Internationale (RFI) et l'au-

tre avec Cenal-France international

Désormais, les télévisions liba-

naises pourront rediffuser, libres de droits, les programmes de CFI. Quant à RFI, c'est six heures par

jour de programmes su minimum.

pouvant être ultérieurement por-

tées à douze, qui seront transmises par Radio-Liban. Si te Liban réus-

Au terme d'une visite officielle

Bretagne : la productivité de l'industrie augmente rapidement et les relations industrielles ont été transformées. Le nombre de jours perdus en raison des grèves a chuté à un niveau record, a-t-il ajouté, nous avons aboli le closed-shop [qui oblige une entreprise à embaucher des ouvriers appartenant à uo même syndicat] et interdit la pratique des grèves de solidarité. Nous avons aussi rendu les syndicats à leurs affilies, et maintenant nous allons renforcer les dispositions rela-

tives au voie d'une grève et accorder

multitude de petites stations, RFI

pourrait s'y faire eoteodre eo

modulation de fréquence, ce qui

viendrait amplifier la présence de

M= Tasca, qui a notamment été

reçue par le chef de l'Etat et le

premier ministre, oous a déclaré

qu'il o'était pas question de :

« sacrifier nos partenaires tradition-

nels en cherchont à en créer de

A son evis, « tout retrait sectoriel

serait vécu par les Libanais comme

un désengagement. Il nous faut, au

controire, consentir un effort supplé-

mentoire. Avec quatre-vingt-cinq

millions de froncs pour 1993, le

Liban bénéficie de lo première

enveloppe de coopération culturelle

de la France au Proche-Orient, en

augmentation, en ces temps d'austé-

rité, de 20 % par rapport à 19923.

LUCIEN GEORGE

●Toute l'offre du marché

Les prix • Les caractéristiques

• 1 500 périphériques

Exclusif

Les coûts cachés

de la micro-

informatique

NOUVEAU

Soft Manager, le premier club des responsables micro

●1 000 PC ●1 000 logiciels

la France, déjà présente en langue

arabe à travers RMC.

Les syndicats, en revanche, sont

ioins cothousiastes. M. Eddie McAvoy, responsable local do syndicat des industries électro-mécaniques (AEEU), e reconnu que l'accord signé avec les responsables de Hoover o'était pas idéal, tout en étant comparable à la situation prévalant dans d'autres usines de Grande-Bretagne, Seloo hui, le paie-ment exceptionnel de 200 livres (1 650 francs environ) compenserait un gel des salaires pendant un an. LAURENT ZECCHINI

M. Lionel Fleury nouveau PDG de l'AFP

de l'Agence France-Presse (AFP), luodi I-février, par le cooseil d'administration de l'agence. Il a béoéficié de treize voix sur quinze, au troisième tour. Les huit représentants de la presse écrite, les cinq représentants de l'Etat et de l'audiovisuel public ont voté eo sa faveur. l'uo des representants da persoocel votant blane et le secood refusant de participer ou-

M. Fleury, quarante-sept ans, docteur en géophysique et ancien élève de l'ENA (promotioo «Michel de l'Hospital»), actuel le mandat a pris fin le 25 janvier. Le septième PDG de l'AFP depuis la ,loi qui portait création de bureau de l'AFP à Bonn.

Elu avec treize voix sur quinze

M. Lionel Fleury a été étu PDG

directeur général edjoint de l'AFP, succède à M. Claude Moisy, dont L'agrice en 1957, a indiqué que soo directeur, décéral sera, M. Pierre Lemoine, ectuel chef lo

Vu de Davos

Business russe

A l'occasion du Forum de l'économie mondiale de Davos (Suisse), le nouveau premier ministre de Russie, M. Victor Tchernomyrdine, a lancé, dimanche 31 janvier, un vibrant appel à l'eide en direction de la communauté économique internationale.

DAVOS

de notre envoyé spécial

Moscou-Davos. Lea Russea qui ont fait la voyage pour parti-ciper cette année au Forum de l'économie mondiale sont nombrsux. Ls nouveeu premier ministre, M. Victor Tchemomyrdine, accompagné de ses ministres économiques, e tenté d'y convsincre le monde des affaires occidental de sa volonté de poursuivre les réformes eur la vola de l'économie de merché. Une trentaine d'« entrepre-neura » privés rueses eont versus y nouer des contacts. Ce que disent les uns et les autres? Propos recueillés...

Auprès du premier minietre, tout d'abord, Question : «Comment allez-vous stopper l'hype-rinflation?» Répones : « Vous n'evez psi une question plus facile / s La saile, bondée d'industriels attentifs, rit. Melgré son ellure d'epparatchik des années 70, le premier minietre rusee a de l'humour. En revanche, il manque de précision. « La lutte contra l'hyper-inflation est notre priorité», se rsprend-il. Les moyens qu'il compte employer? Il perle veguement d'un eveste pacte social avac toutes les forces économiques et politiques du

Converti récemment à l'économie de marché, l'ancien patron du gaz ruese reste d'une grande prudence, Question : « Allez-vous accepter la fermeture. d'entreprises d'Etat?» e Nous y sommes prets », répond-il, avent d'ajouter : e Mais il faut que cela se fasse sans provoquer de difficultés socisies excessives. Le chomage? « il y en aura, mais pas trop. » Et il renvole lee curieux Insatisfeits vers son vice-premier ministre chergé de l'économie, M. Boris Fedorov. Plus précis, celui-ci estime que la fermeture de 30 % des entre-prises d'Etat pourreit être nécessaire, que le déficit budgé-taire devrait être ramené à 5 % de la production en 1983 et de la production en 1993, et que l'infletion devrait ravenir d'un rythme mensuel de 50 %

Commentaire de M. Constan-

tin Borovoï, préeldent de le Sourse des metièras premièras de Rusaie, et, eu-delà, d'un congloméret qui pase 2 mil-liards de dollare (une banque, une télévision privée, une egence d'information...): M. Tchernomyrdine est un Soviétique, if n'e pas d'idées. » Ex-conseiller de M. Gorbatchev. l'économiete Grégoire levlinsky n'eet pas plus tandre. Ce qu'il pense du nouvesu gouvernement? « Une coalition, dit-on? Non, le meriage entre des experts et quelques techno-crates stupides. » Ses chances de succèe? «Nulles. Comment peut-on espérer stabilieer le monnale d'un Etat qui n'existe pas?», interroge-t-il.

L'étrange fanne capitaliste

Partisan de l'ex-premier minis-tre, M. Egor Galder, M. Michel Khodorkoveky, trente ans, président du groupe finencier Menatep, est convaincu, pour sa part, que le gouvernement va poursuivre les réformee, Chi-miste reconverti dans la finence, il est là pour faire du business. Patron d'une banque (une centaine d'agences, un millier de salariés), il observe avec curlosité, pour sa première participation à Devos, cette étrange

Lui, un capitaliete, le Rockefeller russe de l'en 2000? «Je n'el pas fait d'héritage, je n'ai pas de fortune, mais par ma fonction, c'est vrai, je suis un capiraliste», répond-il. Il n'est pas actionnaire de « sa » ben-que, détenue par 16 000 petits porteurs. Son ambition: « Creer un grand groupe sur le modèle des banques suisses. » Pourquoi ce modèle? «La confiance qu'inspirent ces maisons, leur

La banque que le jeune étu-dient en chimie e créée en 1987, et qu'il dirige, e en feit obtenu très tôt - en 1990, encore à l'époque de M. Gorbetchev et du parti - une licence pour pouvoir effectuer dea opérations en devises. M. Michel Khodorkovsky était elors à la direction des Komsomol, les Jeunesses communistes. On e einsi soupçonné à Moscou le groupe Manatap d'avoir été instruit des opérations de transfert de l'argent du parti vers des cieux plus palsi-bles, en Suisse en particulier. Il dément, sount... et ettend la question suivante. La discrétion suisse. Il est sur la bonne voie.

ERIK IZRAELEWICZ

La préparation des élections législatives

MM. Marchais et Lajoinie s'inquiètent du «danger » écologiste

Iovité du « Grand Jury RTL-le Monde». M. André Lejoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée oetionale, a estimé, de vingt-neuf ans, e été élue secrétaire afraérale du MICE en comple. dimanche ostionale, a estimé, dimanche 31 janvier, que la position des écologistes demeure «floue». «Ils votent dans les conseils régionaux avec la droite, et ils s'apprétent, disen-ils, à faire partie d'un gouvernement avec la droite», a-t-il ajouté.

Il o'a pas exclu cependant l'hypo-thèse d'uo désistement en faveur des écologistes et des socialistes «à condi-tion qu'il y ait réciprocité». De son côté, M. Georges Marchais, dont l'in-tervention a clôturé, dimaoche 31 janvier, le congrès du Mouvement de la jeunesse communiste de France à Villejuif (Val-de-Marne), a insisté sur le edevoirs des communistes de mettre en garde contre le « danger » écologiste e celles et ceux qui sont

D Echecs: Nigel Short challenger officiel de Kasparov. — En faisant match oul en 39 coups lors de la treizième partie de la finale des candidats disputée le samedi 30 janvier à l'Escural en Espagne, le Britannique Nigel Short s'est imposé par 7,5 points à 5,5 points à son adversaire, le Néerlaodais Jan Timman. Il devient ainsi le challenger officiel de Garry Kasparov pour le titre de champions du monde d'échecs, qui se disputera à la fin de l'été prochain dans un endroit qui reste à détermidans un endroit qui reste à détermi-ner, les candidatures devant arriver au siège de la fédération internationale avant le 8 février à midi.

de vingt-neuf ans, e été élue secrétaire générale du MJCF, en rempla-



SOMMAIRE

DÉBATS

Un entretien evec Alpha Oumar

ÉTRANGER

Togo: des milliers d'habitants ont fui Lomé eprès une opéradon de représailles de l'armée...... 3 Afrique du Sud : le président De Klerk s'emploie à ressurer la mino-Allemagne : «Plus jamais ça!»... 4 Fin de la visite du président russe

POLITIQUE

La préperetion das élections Les écologistes, elliés de la droite ou dernier espoir des socialistes?. 9

L'encien merceneire Bob Denard est rentré en Frence 11 M. Carignon veut savoir ei Greno-L'ex-international de football Bernard Pardo écroué pour infractions à la législation sur les stupéfiants .. 13 Peur et rumeurs à Nice...... 13

SPORTS

Ski alpin : les Français à l'école de la rigueur; voile : le Tour du monde en quatre-vingte joura ; tennis : Jim Courrier remporte les Internationaux d'Austrelie 14

CULTURE

Aris: Kandinsky à travais une exposition et un volume de corrasMort de Peul Rosins, pianiste de a fièvre des musées... La Salon International de la BD ÉCONOMIE

Une évesion fiscele portant sur plusieurs milliards de francs..... 18 La dévaluation de la livre irlandaise ramme les tensions eu sain du

COMMUNICATION

Les premières essises de l'édition

L'ÉCONOMIE

· Lea grands débats électoraux : la logement déshérité e Le cirque sur un fil e Cusiana, nouvel eldorado e Des caddies à l'école e Dossier : les brevets d'invention · Production audiovisuelle : le star system • La chronique de Paul Fabra : « La tendance des taux 25 à 34

Services

Abonnements	2
Annonces classes	20
Carnet	17
Lato, Lata sportif	
Marchés financiers 20 el	21
Méréorologie	23
Mots croisés	15
Radio-télévision	23
Spectaclee	22
La télématique du Monde	:

3615 LEMONDE 3615 LM

Ca numéro comporte un cahier folioté 25 à 34

Le ouméro do « Monde »

daté 31 janvier - 1" février 1993 a été tiré à 521 086 exemplaires.

Demain dans « le Monde » « Sciences-Médecine » : le sexe des enfants On ne sait pae – encore – trier les spermatozoïdes pour conce-voir fille ou garçon. Mais le eexage de l'embryon humein est déjà une embarrassante réalné.

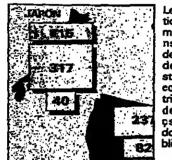
« Point » : l'Europe sous le feu du dumping social

NUMERO SPECIAL

AGAZINE DES SOLUTIONS INFORMATIQUES

Le Monde

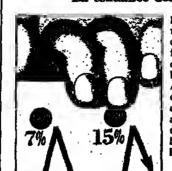
Dossier: les brevets d'invention



Le brevet d'invention - evec l'aug-mentation vertiginsuse des coûts de recherche - est devenu une srme stratégique dans la compétition industrielle. La faiblesse des firmes frençsisea dans ce domaine pose pro-

page 28

La tendance des taux



L'observation hietorique des teux d'intérêt eemble feire eppsreître des cycles de très longus période. Après le sommet du début des ennées 80, noue avons peut-être entamé une phese baiseière, euggère

page 32

Taxer mondialement le capital?



Lea charges d'intérêt dans le pro-duit intérieur brut eugmentent inexo-reblement, dans une logique folle qui eccable le travail et sert le capi-tsl. Il feut un eccord internetional sur l'imposition du cepital, écrit lean-René Vernes.

MODE D'EMPLOI Consommation : Des caddies à l'école. Humeur, par Josée Doyère : Parcours acrobatique. La cote des mots. Bloc-potes. Lois et décrets. . 27 et 29 PERSPECTIVES Chili: saumon austral. Production

audiovisuelle : le star system
OPINIONS Livres. La pollution des privilèges : une critique du livre de John Kennett CONJONCTURE La production industrielle : Retour à

1989. L'Afrique subsaharienne : Léger mieux en 1993 ? Le Kenya : demains d'élections. L'habillement. La France résiste.

Le cirque sur un fil

Les enfants de la balle survivent difficilement malgré l'importance de l'aide publique depuis dix ans

soixante-dix-huit ans et pour la première fois depuis qu'il a quitté la piste en 1985, Achille Zavatta a accepté de se grimer une fois encore et de réajuster son nez rouge. Pas question pourtant de s'offrir un dernier tour de piste: aujourd'hui le vieux clown est malade et le cirque qu'il avait fondé en 1978 est en liquidation judiciaire depuis le 15 décembre. Du « plus beau cirque de France » comme disait la publicité, il ne reste, échouées au fond d'une zone indus-trielle de Cahors, que quelques carrioles et la grande loile du chapiteau.

Si Achille a revêtu le costume de l'Auguste, c'est juste le temps de faire quelques photos, histoire d'assurer, sur les affiches, la renommée d'un cirque «nouveau-né» baptisé Franck Zavatta, du nom de son fils cadet. Objectif affiché : « Faire un cirque avec les anciens collaburateurs d'Achille » eutour de Franck, dix-sept ans, qui, outre ses talents de jongleur, apporte dans la corbeille un nom très convnité! Un chapiteau de mille places a été acheté, une vingtaine d'artistes engagés : la première a eu lieu le 26 janvier à Châtillon-sur-Loire, ville où le cirque Achille Zavatta evait donné son

premier spectacle il y a quinze ans. « Le cirque est mort, vive le cirque!», telle pourrait être la devise de ces gens du voyage qui, de père en fils, excellent dans l'art de se passer le relais... et de surfer

> **Philippe Baverel** Lire la suite page 27

LES GRANDS DÉBATS ÉLECTORAUX (II)

Le logement déshérité



La crise du logement est déclarée. Les HLM débordent, les locataires et les bailleurs se plaignent, comme les candidats à la propriété. Les causes : cherté du crédit, manque de fonds (déclin Lire page 29 les articles de Françoise Vaysse

du livret A et désengagement de l'Etat), mais aussi fiscalité inadéquate... Le blocage menace et le déficit en logements s'aggrave. Chaque parti affûte ses arguments.

Cusiana, nouvel eldorado

Niché au pied de la cordillère des Andes, en zone de guérilla, le gisement de Cusiana fait rêver la Colombie et le monde du pétrole. La découverte serait, dit-on, l'une des plus importantes faite depuis vingt ans sur le continent

de notre envoyé spécial

USIANA, sur le papier, e'est le nouvel eldorado. L'or noir des gisements de Cusiana, découverts à la limite de la cordillère nrientale et des llenos, les grandes savanes de l'Est eolombien, sur quelque 50 kilomètres de long, n'est pas encore exploité commercialement. Meis déjà il suscile les plus grandes spéculations : Cusiana scrait une de ces découvertes majeures qui électrisent régulièrement le monde du pétrole.

Ces espoirs ont certes depuis deux ans été délibérément « douchés » par les commentaires prudents des compagnies associées sur le terrain: Ecopetrol, la société nationale colombienne, Triton, la compagnie américaine qui a la première confirmé la présence de deux gisements différents dans ce secteur, BP, qui est opérateur, et la française Total (pour 40 % du consortium étranger). Reste que Cusiana et ses milliards de barils de réserves potentielles sont pour le petit monde du pétrole international et la Bourse de New-York un sujet d'intérêt d'autant plus fort que rares sont ceux qui jusqu'ici ont pu aller vérifier sur le terrain la véracité de la «légende».

Miradors, sacs de sable, double grillage, patrouille militaire aux aguets : les puits, nichés dans les contrefints verdoyants de la cordillère, sont protegés comme de petits fortins. Depuis celui de Chitamena, à l'extrême sud des gisements, où le patron du campement, Willy Brown, est un ingénieur américain, massif et rubicond, originaire du Wyoming, jusqu'à celui de Cupiagua, le dernier-né, dominé par les crêtes en dents de scie de la montagne du Renard, où officie un eutre gringo, non moins costaud et jovial, Ed Stobart.

GUÉRILLA . Prudence oblige : la guérills n'est pas loin. Les llanos sont l'un de ses fiess de prédilection. A l'est, le Meta et le Guaviare sont truffés de bandes armées. Au nord, l'Arauca est pratiquement sous le coupe des hommes de l'ELN (Armée de libération nationale) du curé espagnol Manuel Perez, qui mul-

tiplient eulèvements, emhuscades et sabotages.

Dans l'Arauca, l'oléoduc de Cano Limon (d'une capacité de 220 000 barils/jour et qui permet d'exporter le brut vers le port atlantique de Cnvenas) est une des cibles préférées des dynamiteurs de l'ELN. Le rythme des sabotages a été si élevé au dernier trimestre de 1992 que le volume des exportations a été pour la première fais sérieusement ralenti. Encore

plus qu'en 1991, où la baisse a été de 25 000 barils/jour en moyenne par rapport à l'année

«BOUM CITY» . Un peu plus nu sud, Cusiana est situé dans le tout nnuveau département du Casanare, appelé comme l'Arauca à devenir une très grande région pétralière. Ynpal, sa capitale, 100 000 habitants environ, est une bourgade-champignon, qui attire déjà prospecteurs et aventuriers. Yopal a connu, en décembre dernier, une première alerte terroriste : l'explosion d'une voiture piégée a fait une dizaine de morts. La guérilla commence à se montrer et les vols d'hélicoptères vers Yopal sont parfnis suspendus.

Mais il en faudrait davantage, semble-t-il. pour troubler la sérénité de la nouvelle « boum city » du Casanare, balayée par le vent chaud des llanos. Au quartier général de BP à Yopal, on paraît surtout intéressé par la mise en route d'un plan de défense de l'environnement. Un souci louable pour une compagnie pétrolière qui a beaucoup investi, semble-t-il, dans ce

Marcel Niedergang

Lire la suite page 30



INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.

220 Montgomery Street # San Francisco CA 94104

Université à San Francisco,

Master of Business Administration for International Management

le en management international, habilitée à délivrer le

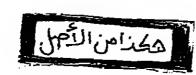
Filière d'admission : 3° CYCLE : Diplômés da l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettras, droit, médecine, pharmaeie - Ingénieurs - DEA -DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projat professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe : 17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris

Tél.: (1) 40 70 11 71





D'EMPL

CONSOMMATION Des caddies à l'école

L'éducation à la consommation est obligatoire depuis plusieurs années. Mais en dépit des efforts des associations de consommateurs elle n'est toujours pas passée dans les faits

pouvoir lire les étiquettes, les enfants dépensent ebez le boulanger ou le marchand de journeux leurs premiers sous. Cinq francs de bonbons délicieusement chimiques, une pochette d'images à collectionner : ils sont déjà consommateurs. « La France est le pays d'Europe au lo pré-scalorisation est la plus développée. Les enfants sortent tot de la maison, et sont donc plongés dès le plus jeune âge dans la société de consammatian», constate Joël-Yves Le Bigot, directeur de l'Institut de l'enfant. D'où la nécessité de les aider au plus tôt à développer un

« Ils disposent en moyenne de 50 francs d'argent de poche par mois entre 8 et 10 ans, de 200 francs entre 15 et 17 ans. Et si l'an prenil en compte l'argent des anniversaires, de Noël et des petits boulots, an arrive à 850 froncs par mois entre 15 et 17 ans. » Saas compter le fort pouvoir d'achat iadirect qu'ils exercent en orientant la consommation de leurs parents. « Environ 43 % des achats familiaux sont influencés par les enfants », poursuit Joël-Yves Le Bigot. Même pour les biens durables. ils oat désormais leur mot à dire, poussant par exemple papa à choisir la Renault Espace, parce que la publicité montre qu'on peut jouer aux cartes à l'arrière...

Conscient de ces évolutions, le ministère de l'éducation aationale publiait des 1982 une circulaire proaant l'enseignement à la consommation des le plus jeune âge; une circulaire actualisée ea 1990 : « Il importe que des l'école maternelle, puis tout

ou long de lo scolarité, une éducotion à la consommation soit conduite, pour assurer au jeune consommateur une formation ò lo responsabilité et à l'autonomie. »

INITIATIVES • « Thème transversal », l'éducation à la consommation ne fait pas l'objet d'un enseignement spécifique mais est censée étre abordée à l'occasion d'autres cours ou d'estivités périphériques. Ainsi au lycée Champollion de Grenoble, trois cents jeunes ménent actuellement une étude sur le thême du budget des jeunes, qu'ils diffuseront eu printemps dans tous les établissements scolaires isérois. Au lycée professionnel d'Evry,

LA COTE DES MOTS

Outplacement

recrutement, les cabinets d'out-placement

aident les cadres, à lo demande de leur

entreprise, à se repositionner en douceur

Esats-Unis dans les années 70, il leur fau-

dro dix bonnes années pour traverser l'At-

lantique. » Ainsi commençait un article

paru daas le Monde du 13 décembre

1989, et qui portait certainement à la

conaaissance d'un bon nombre de lec-

teurs l'existence de ce système de gestion

de l'emploi des cadres (et des non-ca-

dres...). En principe, c'est l'employeur qui est

le client de ces cabinets de consultants

(nous reviendrons sur ce moi dans une

prochaine chronique), et aoa le salarié.

C'est du moins ce que précise le code

d'éthique mis au point par l'Associatioa

syadicale des conseils en réinsertioa pro-

fessionnelle (ASCOREP), ainsi que le rap-

portait un autre article (le Monde du

s'adresse doae à un cabiaet de consul-

tants afin que ees derniers coaseilleat,

assistent, des personnes dont l'eatreprise

veut se séparer, notamment lorsque des

problètaes économiques entraînent des

suppressions de postes. La tache des

conseillers, définie par contrat, comporte

l'obligatioa de suivre l'out-placé jusqu'à

ec qu'il ait trouvé un emploi qui lui

Outplacement (saas trait d'uaion, maintenant) et ses dérivés n'ont pas

trouvé grâce aux yeux des lexicographes,

et les dictionnaires usuels n'ont pas

(encore?) ratifié ces vocables. Désintérêt

pour un aouvel aaglicisme? Perplexité devant une démarche qui a coanu quel-

ques déboires - plusieurs faillites de cabi-

nets de coasultants - et qui a peut-être

voir être aisément remplacé, en tout cas.

Délaissant un transplacement peu usité,

nous proposerons : reclassement externe,

réaffectation externe et reconversion

L'anglo-américa aisme semble pou-

« mangé son pain blanc»?

convienne, et qu'il y soit confirmé.

L'employeur - soit l'out-placeur -

23 mai 1990).

«Ni chasseurs de têtes al conseils en

ouiours en crise. Nés aux

trois ou quatre ans, avant même de un club de jeunes consommateurs fonctionne pouvoir lire les étiquettes, les enfants depuis 1983. Pour faciliter la tâche des enseignants, les associations de consommateurs se mobilisent. L'Institut national de la coasommation (INC) met à leur disposition sa toute nouvelle « pédagothéque » qui recense les matériels pédagogiques permettant d'aborder les différents thèmes liés à la consommatioa; ces mêmes informations, envoyées gracieusement sur simple demande, sont égalemeat disponibles sur Minitel (36 15 INC).

L'ADEIC-FEN, association de consommateurs de la FEN, produit du matériel péda-

ils menacent de nous boycotter

controlée. Bref, un enseignement laissé au bon voulair des chefs d'établissement et des professeurs ». Or les programmes sont déjà fort chargés, les professeurs peu sensibilisés, et comme ce thème peut aussi bien être abordé en économie qu'en biologie, en géographie ou en français, ils ont tendance à se défausser les uns sur les autres.

CONVENTIONS • « D'autant qu'ils hésitent à parlor d'argent en classe, car cela suscite toujours des réactions violentes chez les parents », ajoute Christian Huard, secrétaire général de l'ADEIC-FEN. «Aujaurd'hui encore,

des jeunes sortent du secondaire sans savoir qu'il est possible de se rétracter apres un demarchage à domicile, ou sans même connaître la nation de clouse abusive, déplore Catherina Lioa-Méric. Le problème vient de ce que les multiples initiatives ne sont pas coordannées. Dans une ville, deux lycées fant parfais la même chose sans le savoir, a

Ministères de la consommation, de l'éducation nationale et associatioas de consommateurs semblent avoir quelques difficultés à élaborer des projets ea comman. « Nous incitons régulièrement la DGCCRF (Direction générale de la concurrence, de lo consommation et de la répression des fraudes) à se rapprocher des recteurs, mais il n'est pas évident d'établir des contocts ovec cette grande maisan qu'est l'éducation notionale», reconnaît-oa an secréta-riat d'Etat à la consommation. Dans certaiaes régions, comme en Pro-

vence-Alpes-Côte d'Azur où le directeur régional à la DGCCRF est particulièrement actif, des conventions sont signées avec les recteurs pour « substituer un véritable pro-gramme à des actians ponctuelles ». Mais dans

fort occupées à régler les litiges, oat rarement le temps de faire de la formation, « Et lorsqu'elles ont cette ombition, elles ont un mal fou à se faire admettre dans le milieu scolaire, aote Sylvie Gaignot de la FFF. Nous devons nous contenter des écoles privées et des centres

Pascale Krémer



gogique et envoie gratuitement son journal (Ouvertures) dans tous les établissements scolaires. Sous l'impulsion de cette association, un réseau international de ebercheurs (Micromégas) se penchera bientôt sur les spécificités de la consommation chez les jeunes. A chaque rentrée scolaire, la Fédératioa des familles de France (FFF) fait remplir des caddies à des eafaats de sixième « pour leur apprendre à gérer un budget et prévenir les problèmes de

surendettement ...
Les initiatives foison aent, « mais fondamentalement l'idée d'éducation à la consommation n'est pas passée, souligne Catherine Lion-Mérie, de l'INC. L'éducation à la consommation est obligatoire mois non

l'ensemble de la France, seule une dizaine de conventions ont pour l'instant été signées.

Les associations de consommateurs, déjà aérés. »

D'une semaine... ... à l'autre

HOOVER « DELOCALISE » : L'EUROPE SOCIALE A L'ENCAN. Le febricant eméricain d'aspirateurs a annoncé, le 25 janvier, le transfert de sa production

MARDI 2 FÉVRIER. République tchèque. Vaclav Havel prend ses fonctions de président de la République. Prague. Réunion du comité de crise de la de Loagvic (Côte-d'Or) au profit de l'Ecosse où les coûts salariaux sont moindres. La fermeture de l'usine et la suppression de six cents emplois sont condamnées par le gouvernement français - qui demande à Bruxelles d'ouvrir une enquête - et par les syndicats, qui déaoncent le « dumping social » (le Monde des 27, 28, 29 et 30 janvier). ELF-AQUITAINE : RÉSULTATS 1992 EN

BAISSE. Le groupe pétrolier a annoncé le 26 janvier un résultat net de 6,2 milliards de francs en 1992, en baisse de 37 % par rapport à 1991 (le Monde du 27 janvier). BAISSE DES TAUX D'INTÉRET BRITANNI-

QUES: En abaissant d'un point (de 7 % à 6 %) les taux d'intérêt, le 26 janvier, le gouvernement cherche à favoriser la reprise économique. Les marchés ont réagi en attaquant la livre et, par contre-coup, la punt irlandaise, ce qui entralae de nouveaux remous dans le système monétaire européen (le Monde des 28,

29, 30 janvier).

EXCÉDENT COMMERCIAL EN 1992. Le commerce extérieur de la France a enregistré l'an dernier un excédent exceptionnel de 30 milliards de francs. L'excédent en décembre a été de 5,4 milliards (le

Monde du 27 janvier). VALSE DES PATRONS AMÉRICAINS. Au lendemain du changement de PDG chez American Express (James Robinson sera remplacé par son adjoint direct Harvey Golub), IBM a décidé, le 26 janvier, de remplacer soa PDG, John Akers. Après les pertes record rendues publiques le 19 janvier, « Big Blue » a anaoncé la réduction de son dividende annuel. Le 27 janvier, le président de Westinghouse,

Paul Lego, a préseaté sa démission (le Monde des 27, 28, 29 janvier).

GUERRE DE L'ACIER: LE PROTECTIONNISME RENFORCÉ. La décision des Etats-Unis, le 27 janvier, de surtaxer les importatioas d'acier de dix-neuf pays a suscité les protestations de la CEE et du Japon. Le 29 janvier, le Japon, invoquant leurs prix « déloyalement bas » sur l'arehipel, a frappé certains aciers chinois de taxes anti-dumping (le Monde du 29 jan-

Conférence sur la sécurité et la coopératioa en Europe (CSCE) consacrée au conflit yougoslave (jusqu'au 4 février). Paris. Colloque sur le thème : «Le nouveau marché pétrolier», organisé par l'association ASIE (Analyse des stratégies industrielles et énergétiques) (Ccatre de

conférences-Bercy). MERCREDI 3 FÉVRIER. Bonn. Le chancelier Kohl reçoit les seize chefs de gouvernement des Lander allemands pour une diseussion au sommet sur soa « pacte de solidarité» en faveur de l'ex-RDA.

Bruxelles. « Vers un service public européen : les entreprises de réseaux à l'heure buables pour l'impôt sur le du grand marché», thème du colloque de revenu. En ce qui concerne la taxe la Société amicale des anciens élèves de d'habitation, la mensualisation, Polytechnique (Palais des congrès, jus-

JEUDI 4 FÉVRIER. Villepiate (Val-d'Oise). Salon international professionnel de la papeterie et de la bureautique (jusqu'au 8 février).

Paris. Colloque sur le thème : «Médias. solidarité et catastropbes naturelles », organisé par le Réseau Sud de l'Action d'urgence internationale (UNESCO, jusqu'au 5 février). VENDREDI 5 FÉVRIER. Paris. Colloque sur le

thème: «Urbanisme et reconstructioa au Liban », organisé par l'Office du tourisme libanais à Paris (ONTL) et l'Associntion des économistes pour le Liban (ADELIB) (Institut du monde arabe).

SAMEDI 6 FÉVRIER. Paris. Premier colloque

du Mouvement européen sur le thème : « Démocratie et subsidiarité dans l'union européenne» (Sénat).

procédure pénale, organisés par l'Asso-

ciation française des magistrats instructeurs (AFMI).

DIMANCHE 7 FÉVRIER. Chypre. Election pré-

peen (jusqu'au 12 février).

LUNDI 8 FÉVRIER. Bruxelles. Conseil « Marché intérieur» de la CEE. Volgograd (Russie). Coup d'envoi de la privatisation des moyennes et grandes entreprises en Russie.

Strasbourg. Session du Parlement euro-

Parcours acrobatique I L ne fait pas bon être piéton au cœur d'une grande ville. Il

HUMEUR • par Josée Doyère

n'y a guère, las bagnoles stationnaient un peu partout, dans les couloirs à autobus, sur lee grandes voies de circulation, at las panneaux d'intardiction avaient l'afficacité bien conque du cautère aur la jamba da bois. Pour dégager les rues et que ça roula, on a inventé les « axes rouges », eux amandes vreimant diasuasives. Qua croyez-voua qu'il arriva? Les voitures sa garèrent... maia sur les trottoirs, voyons l Ca qui fait qua quand vous sortez da chez vous, vous êtes obligé da slalomer entre les pare-chocs, da contoumer das capots, de vous insérer antre una façada at una portière, quand il y a assez de place. Et il n'y a paa que les voitures, il y a aussi les daux-rouea, patits cubes ou gros cubes, hérissés d'excroissances bizarras dont l'objet principal semble être de déchirer votra pardassus ou votre

La promenade dans la ville n'a plus aucun charme, la fait da marchar nez au vent vous faisant coun'r das risques sans communa mesure avec la plaisir - au reste gâché. Las courses vous transforment en portefaix muni d'un balancier. Poussez-vous une voiture d'enfant? Le manque de place entre daux vantousaa à quatra ou deux roues vous oblige à un long détour, parfois sur la chausséa, sous les coupa da klaxon vangaure stigmatisant votre imprudanea. Pour peu que vous soyez obligé da vous servir d'une canne, ca devient tout aussi acrobatique.

Et si vous êtes malvoyant, ou non-voyant, l'univers autour da voua deviant terrorisant, la canna blancha vous signalant sur un percours bien repéré des obstacles imprévus, nombreux et qui changent de place at de volume d'un jour è l'autre... La villa naguèra familière at accuaillante vous davient hostile, agressive.

Il y a pourtant pire. Pour éviter un détour, combien de motos, de scooters remontentila aur la trottoir una rua en aens interdit? Malheur au vieillard un peu branlochant qui ne se retira pas assez vite du passage I Et l'autre jour, sur une balla avanue au larga trottoir, j'ai vu, da mea yaux vu, una petite voiture - toute petite, c'est vrai - rouler tranquille ment sur ledit trottoir...

Non, décidément, il ne fait pas bon être piéton au cœur d'une granda ville.

LOIS ET DÉCRETS

Conseillers prud'hommes

■ La subventioa attribuée aux organismes et établissements qui ont conclu avec le ministère du travail une conventioa pour la formation des conseillers prud'hommes a été portée pour 1993 d 558 francs par stagiaire et par jour (contre 537 francs en 1992), Arrêté du 28 décembre 1992, Journal officiel du 15 janvier 1993,

Handicapés

■ La garantie de ressources des travailleurs handicapés a été portée, à compter du le janvier 1993, à 100 % du SMIC, eu lieu de 80 % l'année dernière. Décret du 22 janvier 1993, Jour-nal officiel du 23 janvier, p. 1228.

Mensualisation des impôts

A la suite d'une question de Joseph-Henri Maujoŭaa du Gasset, député de Loire-Atlentique, Martin Malvy, ministre du budget, a communiqué le nombre de contribuables à être mensualisés.

Leur nombre a augmenté de 6.2 % en 1992, passaat à 6 395 577, soit 45,5 % des contrigénéralisée l'an dernier à tous les départements, a touché 2 174 211 contribuables, soit 10 % du total. Deux fois plus qu'en 1991 (939 897 mensualisés, soit 6 % du total), où cette facilité de paiement n'était effective que dans cinquante et ua départements seulement.

Débats Assemblée nationale, Journal afficiel da 4 janvier 1993, p. 38.

Publicités mensongères

Perdre to kilos ea une semaine, cesser de fumer sans effort ou améliorer sa mémoire en Paris. Premiers états généraux des juges un clin d'œil, beaucoup en rêvent, d'instruction sur la réforme du code de et les publicités concernant ces méthodes magiques affluent dans certains journaux spécialisés ou brochures de sociétés de vente par correspondaace. Le ministère de la santé et de l'action humanitaire vient de prendre des arrêtés inter-disant la publicité de ces « produits miracles».

Reprenant des extraits de publicité, le miaistère de la santé considére que ces annoaces n'apportent aucune preuve scientifique

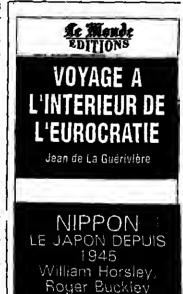
à l'appui de ces affirmations. Le texte cite ainsi la méthode Star-ligne qui fait état d'une perte de 10 kilos dès la première semaine et qui reprend un courrier imaginaire ou difficile à vérifier : « Après deux jours, j'orais perdu 3 kilos, puis 10 kilos lo première semaine, ou total 31 kilos perdus en moins d'un mois... »

Il met aussi en cause la société MSYL, qui fait paraître nne publicité en faveur d'un « bain de chaleur sèche Thermo-ligne » permettant de perdre en 15 jours jusqu'à 400 grammes de cellulite et de « mauveises graisses », ainsi que l'Institut Body Shop, avenue des Champs-Elysées, à Paris, qui fait l'éloge de sa méthode « Mince Express » : les patients perdent du poids une fois pour toutes, les résultats étant durables, cele sans privation ni

Egalement citées : le société IMCA, qui présente le relaxeur du docteur Shealy, lequel permet de vaincre le stress, la fetigue, l'in-somaie, et améliore la mémoire. aiasi que la société Neturvie, à Reims, et sa méthode miracle pour gros fumeurs. Se publicité fait état de la « garantie de bon sevrage », les effets secondeires dus à l'arrêt du tabac étant gérés de très près afia que le fumeur ne connaisse pas de problème de stress, de prise de poids et de ris-

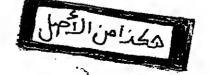
que de rechute. Ce n'est pas la première fois que le ministre de la saaté ordonne par arrêté l'interdiction de ces publicités mensongères qui favoriseat ce marché de dapes. Mais ces textes restent jusqu'ici mal connus du public. Arrêtés du 15 décembre 1992, Journal officiel du 24 janvier 1993, p. 1279 et 1280.

Des nons en e



V 24 2 H EX 1483 CF

Jean-Pierre Colignon



Assessment of the De laber. LEGIC OFF Que Que 1.40

State of the Late Co. At y A 100 0 mm. Acres. بيد واو

A 40 1 1 1

14.87 Her. - 14 Pt ... # A . .

3,4111 A Face wet. finder -Maries . 120:454 Magdat PMD A STATE die te . .

7 7

4040 0460

Josephan

47-

March 1985 A 110 1 1 Later of the con-21 4 25 4 gar. 1201 1-5 Y $|\eta_{ij}(\rho,m)|\leq |\alpha|$





Le clown et le quincaillier

Après avoir racheté Lip, Jean-Claude Sensemat PDG d'un important groupe de quincaillerie,

vient d'acquérir la marque Zavatta pour commercialiser des jouets

da notre correspondent

N devenant propriétaire. à la fin de l'an dernier, de la marque Achille Zavatta pour créer une gamme de jouets « premier age » et d'articles puur enfants, Jean-Claude Sensemat, PDG du groupe qui porte son aom à Fleurance (Gers), vient de réussir, pour la seconde foia, un de ces coups cummerciaux et médiatiques qu'il affectionne particulière-

Créateur d'un groupe de quincaillerie domestique et professionoelle qui emploie aujourd'hui 355 persoones pour un chiffre d'affaires de 602 milliona de francs, ce quadragé-naire atypique et volontiers provocateur avait déjà réussi en 1990 à souffler au nez et à la barbe de la maison Cartier la marque horiogère Lip. Avec la ferme intentioa d'appliquer à l'horlogerie la recette qui lui a si bien réussi pour développer vingt ans durant son « empire»

La recette, que l'on appelle ea Gascogne le « système Sensemat », est simple à éconcer, sinun à appliquer. Le PDG gersois achète dans près de trente pays, notamment en Asie et eo Europe de l'Est, les pruduits qu'il revend ea France et dans une trentsine d'autres pays. Mais ils aont commercialisés sous le label dea sociétés filiales qu'il a lui-même créées, tels que Rhino, Cogex, Turbo-fée... Autant de marques qui «parleat» au grand public.

LABELS . Mais le commerce n'est pas tout. Car Jean-Claude Sensemat, le self-mode mon (il a débate à la simple boutique de réparations de clûtures électriques héritée de son père), n'a jamais caché qu'il avait soif de reconnaissaace sociale. Lui qui passe pour intransigeaat dans la gestioa dea affaires et des bommes cultive aussi en secret une âme de collégien.

En rachetant les marques Lip et Zavatta, aul doute que Jean-Claude Sensemat applique, en la diversifiant, sa



recette commerciale préférée. Mais en rednmant des couleurs au «sigle-culte» de l'borlogerie... ct des luttes sociales, ou au nom du plus célébre clowa de France, Ican-Claude Senseressusciter ses reves de gosse, cois et historique. » Aujour-

et il assure faire œuvre culturelle: « Tous les Français olment Lip, disait-il dejà eo 1990. Tout le monde o eu une Lip pour so première communion. C'est une marque qui mat trouve aussi le moyen de opportient ou patrimoine fran-

d'hui, le patron gersnis ne dit pas autre chosc. « Comme Lip, le num d'Achille Zavutta est chorge d'histaire. Il jouit d'un énorme capital sympothie et dépasse les frontières du mande éconumique. Il appartient à lu mémnire affective des Français. » Qui ne se souvient de la fameuse « Piste aux étoiles », du temps de la télé nuir et hlane, dont le hérns était le fameux clawa à l'inimitable accent nasillard, « Bonzour les petits nonfants #?

PULSIONS . Naturellement, le public de «La piste aux étoiles », a pris quelques années de plus : mais « pour les jouets premier âge, ce sont évidem-ment les parents et les grands. purents qui sont décideurs », suggère avec le sourire Jean-Claude Sensemat. Au-delà de la pulsion affective, il a - qui en douterait? - construit sa décision de rachat sur une aolide réflexion économique. D'autant que le marché français du jouet, évalue à 17 milliards de fraacs, soit environ

I 600 francs par an et par enfant, reste le premier d'Eu-rope : « Les juuets premier age représentent 25 % de ce tuul, ajonte Jean-Claude Sensemat. et remarquez qu'un y trouve peu de murques de farte naturièté». Déficit d'image que le PDG compte bien camhler dès Noël 1993 avec le lancement de sa première gamme, peut-être accompagnée de «coafiseries» Zavatta.

Unc certitude ecpendant: Sensemat ne fera pas de cirque... Cc qui, finalement, rassure tout le monde. Au terme de l'accord canclu après onze mais de « négaciotions langues et difficiles » (le vicux clown n'était pas demandeur), c'est à Achille, qui gnute à snixante-dix-huit ans une retraite bien méritée, et plus probablement à Franck, son fils de dix-sept ans, qu'il appartient de perpétuer la dynastie des Zavatta, artistes de cirque depuis le treizième siècle.

Daniel Hourquebie

Le cirque sur un fil

Car l'histoire des chapiteaux modernes depuis ce jour d'octobre 1783 où Philip Astley ouvrit le premier cirque parisien, n'est qu'une litaaie de dépôts de hilan. « Le cirque o toujours dunsé sur un fil, même si c'est un fil d'or », constate Jean Richard dans ses mémoires (1).

Symbolique, l'échec d'Achille Zavatta n'est finalement que le dernier d'uae longue liste où se côtoient à peu près tous les grands noms de la piste: Jean Richard en 1983, Amar, Pauwels qui devrait renaître au printemps... Charges d'exploitation démultiplièes par le caractère itinérant de l'entreprise, difficultés croissantes à s'installer au cœur des grandes villes (eacore que Paris pratique des tarifs très attractifs : 17 centimes le m² par juur aoit, pour 1000 m², 5 100 francs par mois), concurrence de la télévision, désaffection du public et notamment dea jcunea plua friaoda de conaoles Nintendo que de ouméros de clowns : le cirque n'en finit pas d'égrener

ses misères.
Jusqu'à l'ouverture du parc Euro Disney qui a fait chuter de 20 % la fréquentation du cirque de Paris, estime soo respoosable de la communication. Sédeotarisé à Nanterre depuis 1987, le cirque de Francis Schneller. avec sa formule « Une journée

Suita de la page 25 au cirque », vise le même public que le parc d'attractions... Du côté des pouvoirs publics on relativise ccs difficultés. «Le cirque a de beoux jours devant lui », assure Michel Jarnoux, directeur de l'Association nationale pour le développement des arts du cirque (ANDAC) qui gère, sous tutelle de la direction des théâtres et des spectacles, les subventioas du ministère de la culture (11 millions de francs en 1992, auxquels s'ajnutent les cotisations des vingt-sept cirques adhérents, soit 2 500 000

> Le vrai problème, assuret-il, c'est que « les directeurs de cirque ne sont générolement pas des gestionnoires ». Michel Jarnoux raconte ainsi l'hiatoire de ce petit cirque au bord de la faillite qui faisait néanmoins salle comble tous les soirs : « Quand on est allé mettre le nez dans so comptabilité, un s'est aperçu que le patron distribuoit des soloires bruts à ses employés!»

REUSSITE . A contrario la réussite financière exemplaire du « premier cirque européen itioérant », Pinder-Jean Richard. dirigé, lui, depuis dix ans par un vrai gestionnaire confirme cette thèse. Gilbert Edelstein, venu de la pablicité, a commencé au cirque comme concessionnaire de cacahucies et de boahona chez Jean Richard, avaot de racheter pour 4 millioaa de francs le chapiteau et l'enscigae. S'il n'est pas un enfant de la balle, l'henreux PDG aligoe des chiffres à en faire rêver plus d'un : 30 millioas de francs de chiffre d'affaires, 1 800 000 eatrées, 250 villes par aa, 340 jours de tournée : à lui seul, Pinder rafle 35 % à 40 % du marché.

> Les néo-cirques se taillent aujourd'hui la part du lion.

Pour être bonorable, ce bilan n'en est pas moins vivement critique par les coacucrents qui denoncent en bloc les « mèthodes très commerciales » de Gilbert Edelstein qui a aubstitué une bande-son à l'orchestre traditionnel. Il est vrai que chez Pioder, toute représentation commence par un hummage appuyé aux sponsors « sans qui nous ne serions pas là», dixit Moasieur Loyal.

Cible de choix : les enfants, rituellement invités à une course en sacs sur la piste, juste avant le spectacle, dana de grands plastiquea estampilles « Jouéclub». Sana parler de tous les culifichets ahundamment proposés dans les rangs : pin's (50 francs), drapeaux, etc. Face aux

critiques, le PDG de Pinder revendique son identité de « cirque populaire», avant de sc rejouir du « contrat de parrainage » qu'il vieat de signer avec : « C'est un échonge de bons procedés entre une entreprise de speciacle qui tourne bien et un média importont qui s'adressent tous les deux au grand public. »

« Populaires » ou non, rentables ou déficitaires, les cirques bénéficient, en tout caa depuis dix ans. via l'ANDAC, d'un dispositif de soutien public sans précédent : aides à l'exploitation, à la créalion, à l'amélioration scénique, à la musique vivante, à la gestion aussi, signatures de conventions « cirquecommune », création de l'Ecole nationale des arts du cirque en 1984 à Chaloas-sur-Marne... Un hie : ne profitent de ces aides qu'uae minorité de cirquea. adhérents à l'ANDAC. Car les conditions d'entrée à l'association sont préciaes : détention d'un certificat de capacité pour les animaux et d'une licence d'exploitation de spectacles, comptabilité en règle, etc.

Des exigences auxquelles ne peuvent satisfaire les 150 à 200 petits cirques de famille qui sillonnent tes rnutes de France. « Ceux-la sont insaisissables. explique Michel Jarnoux. Beaucoup changent de nom au cours de l'onnée : ils s'appellent cirque de Puris dans le centre de la France et Atlantic Circus lorsqu'ils arrivent sur la Côte! » Des «cirques-camélénns» qui, faute de moyens, n'offrent que des apectaclea de qualité médincre, pratiquant force tumbolas et plient bagage sans toujnurs payer l'électricité!

CONCURRENCE . Face à ces pratiques sauvages, l'ANDAC a su imposer son label, même si, au sein de l'association, des rivalités sont apparues depuis la récente eclosioa des « aouveaux cirques » (Barnque, Plume, Archaos...), issus pour la plupart du théâtre ou des spectacles de

Des cirques d'avant-garde, sans paillettes ni nez rnuges, proposant des shows à la Mad Max où des motos petaradantes remplaceat les fauves. Il en est même, comme à la Compagnic foraine, qui joaent Beckett sous le chapiteau! Par-delà la diversité de leur spectacle, les artistes de ces cirques alternatifs se rassemblent derrière le même étendard : aucua n'est un enfant de la balle. « C'est pourquoi on ne s'est pas gené pour réinventer les règles », assène Barbara Vieille, responsable de Barbarie.

a Est-ce encore du cirque?» s'interrogent les directeurs de cirques traditionnels, inquiets de cette concurrence iconoclaste ! et qui, surtout, n'apprécient guère de devoir partager le gateau des subventions de l'AN-DAC avec ces lointains cousins. Pis encore, avec quinze memques ae taillent aujourd'bui la part du lion au sein de l'association, d'où certaioes jalousies : « Le ministère oide des entreprises à prétentions intellectuelles, ou détriment des vraies fomilles de cirque », dit uoc

cafant de la balle. A ceux qui lui foat remar-quer qu'ea 1989, 90 et 91, le Grand Prix national du cirque est allè à trois représentants de « la nouvelle vague », le directeur de l'ANDAC répond que le Prix 92 vient d'être décerné à Arlette Gruss, digne héritière d'une famille de cirque plus que ceotenaire. En outre, s'ils soot

majoritaires en nombre à l'AN-DAC, les nouveaux cirques ne foot toujours pas le poids en termes de chiffre d'affaires face aux grands noms du cirque classique (Alexis Gruse Micbeletty, Zavatta fils...). C'est pourquoi le PDG de Pinder, lui, ae s'iaquiète pas outre-mesure de cette concurrence nouvelle : « Sans l'assistance des pouvoirs publics et des DRAC, il y a longtemps que Baroque. Plume et les autres seraient morts! » L'été dernier, la sociélé qui gérait Archaos a fait faillite. « Le cirque, conclut le PDG de Pinder. c'est comme la presse : un miracle ou quotidien!»

Philippe Baverel

(1) Ma Vie sans filet. Jean Richard, 1984, Robert Laffort.

Des noms en or

Pas facile d'attirer les foules Inraqu'nn est un petit eirqua inconnu l Plus efficaea que la publicité, il axiste une solution miracle qui consiate à louer le nom d'une famille de cirque prestigieuse. Cartes, la concession d'enseigne coûte cher (1 500 à 2 000 francs par jour) mais, à en juger par le succès de la formule, le jeu en vaut la chan-

Championa dans l'art de gérer leur nom : les frères Buuglione. Ils ne sont que quatre, mais actuellement une bonne quinzaine de cirques sillonnant les routes de France, arborant la précieuse enseigne « Bouglione ». Excepté Sempion qui gère le Cirque d'Hiver à Pena, tous n'rent des royalties de leur nom et particulièrement Firmin qui use et abuse de cette véritable rente de situation. Joseph, pour sa part, « accorde une franchise à un cirque de famille qui présente un spectacle très correct», Germaine, son épouse, prêchant la modération car e trop louer son nom finit par casser le marché».

Achille Zavatta n'est pas en reste. Depuis pluaieurs années, les frères Micheletty louent l'enseigna «Zavatta II» au viaux cluwn. Quant eux anfants d'Achille, Lydia et William, ila exploitent la cirque Zavatta fils. Et comme lorsqu'un cirque rend l'âme, l'enseigna, elle, n'est pas incorporée à la faillite, le système peut se perpétuer indéfini-

Ainal quand la société garsoisa da apactacles, géranta du cirque Achille Zavatta, a mis la clé sous le chapiteau fin 1991, un repreneur providentiel, agent immubiliar de sun état, a aussitôt racheté le cirque pour la bagatelle de 950 000 francs. Un investissement à fonds perdus car l'enseigne, elle, restait pro-priété d'Achille. Le vieux clown, qui salt bien que son nom vaut de l'or, s'est contenté, une fois de plus, de louer son patro-

L'effaire a fort mal tourné pour l'éphémère repreneur puisque son cirqua s'est très vite retrouvé an liquidation judiciaire l

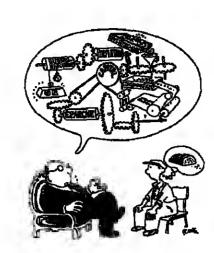
Du côté d'Achille, en revanche, les affaires prospèrent : déposée à l'institut national de la propriété industrialle, la marque Achilla Zavatta viant d'être vendue par l'Augusta à un quin-caillier qui s'apprête à commercialiser des jouets sous la pré-cieux label flire l'article de Daniel Hourquebie) I Gilhert Edalstein, PDG du

cirqua Pindar-Jean Richard et présidant du Syndicat national du cirque, dénonce « l'escroque-rie qui consiste à louer un label à des gens qui l'exploitent mal et qui trompent le public » et fustion les e brebis galauses qui louent leur nome. Mais la directeur de l'Association nationale pour la développement des arts du cirque (ANDAC) avoue son impuissance : «Légalement, nous na pouvons rien faire. La seule possibilité serait qu'une association de consommateurs s'estimant trompés sur la qualité du spectacla par le nom saisisse la jus-



L'ACCES DIRECT A L'ENSEMBLE DU REGISTRE NATIONAL DU COMMERCE.

DOSSIER



Hier encore outil respectable

et un peu désuet, le brevet est devenu en quelques années une arme stratégique redoutable dans la guerre économique opposant les grands ténors industriels internationaux, comme l'atteste d'ailleurs son poids au sein des négociations du GATT. Compte tenu de la crise, qui exacerbe la concurrence, et des coûts de plus en plus exorbitants de la recherche, il devient indispensable de bien protéger ses brevets et aussi de savoir les monnayer par l'octroi de licences d'exploitation. L'internationalisation tous azimuts des technologies, accélérée par les dépôts de brevets eux-mêmes, dont le futur brevet communautaire, accentue encore la pression · concurrentielle. A telle enseigne que certains parlent même de « guerre des brevets». La multiplication des procès en contrefaçon aux Etats-Unis mais aussi en Europe en est une illustration flagrante. Cette évolution met en lumière les carences structurelles des entreprises françaises en matière de propriété industrielle. En effet, dans leur majorité, elles utilisent encore insuffisamment les brevets dont elles n'ont sans doute pas toujours cemé tout l'intérêt stratégique. L'opinion publique assimile même souvent le brevet à la médaille en chocolat décernée au génial professeur Nimbus. Au regard du Japon, de l'Allemagne mais aussi de l'Italie ou de la Grande-Bretagne, le nombre de dépôts est notoirement faible, ce qui fait perdre aux industriels des marchés importants et les entrave dans leur développement hors de l'Hexagone. Mais, attaquées de plein fouet par une concurrence internationale bien rodée, les grandes firmes françaises deviennent plus vigilantes dans la préservation de leur patrimoine industriel et multiplient les « stratégies brevet » offensives. Par contre, empêtrées dans les innombrables et coûteuses

Dossier préparé par Catherine Lévi

ce jeu pour grandes

formalités administratives

exigées pour leur obtention,

surtout à l'international, les

PME restent en retrait dans

pointures. Une économie des

brevets à deux vitesses en

Les brevets d'invention

Quelles en sont les règles?

En soi, le principe est simple. Paur être brevetable, une invention doit être nauvelle, e'est-à-dire n'avoir jamais été diffusée sur la place publique et être susceptible d'uoe iodustrialisation. Ne soot pas considérés comme des inventinns : les découvertes scientifiques, les créations esthétiques, les plaos et méthodes, les logiciels (relevant de la loi sur les droits d'auteur). Jusqu'à présent, les procédés d'origine biologique (donc du vivant), au premier rang desquels les biotechnologies, ne sont pas brevetables, ce qui pose problème compte tenu des avaocées industrielles en la matière. Suite à différentes polémiques - dont la demande de brevet pour des séquences génétiques partielles par un institut américain (le Monde du 16 décembre 1992) -, l'Of-fice européeo des brevets réfléchit sur cette question économique mais aussi

éthique. Conférant à l'inventeur un droit d'exploitation exclusif de vingt ans, en contrepartie de la divulgatinn de son iovention, le brevet se matérialise sous forme d'un titre de propriété dont le con-respect, dit contrefaçon, est sévèrement sanctionoé. La vietime peut, eo effet, attaquer le contrefacteur devant un tribunal et ninsi obtenir la cessation des actions incriminées ainsi que des dommages et intérêts couvrant le préjudice subi. Le brevet est également monnayable puisqu'il peut être vendu ou loué sous forme de licence exclusive on non. Selon la juridiction en vigneur pour

le brevet français, les formalités de délivrance sont effectuées auprès de l'Institut oational de la propriété industrielle (INPI). Compte tenn de la complexité et de la minutie des formalités, entreprises et particuliers peuvent se faire aider dans leurs démarches par des spécialistes, les conseils en propriété industrielle regroupes an seio d'une Compagnie nationale. Vérification de la régularité de la demande, examen par les services de la défense nationale, établissement du rapport de reeberebe, publication de la demande et enfin, délivrance du brevet, les délais d'obtention sont relativement longs. En moyenne, il faut bien compter deux à trois ans pour obtenir satisfaction, pour uo coût compris entre 10 000 et 30 000 francs. m

Qui les dépose?

■ Selon les résultats d'une enquête publiée par le ministère de l'industrie et du commerce extérieur, seule une entreprise française «innovante» sur dix brevette systématiquement ses ioventions les plus importantes. Les secteurs iodustriels les plus coocernés par les brevets sont la le travail des métaux et les transports.

Le recours au brevet est d'abord l'affaire des grandes eotreprises possédaot généralement une culture de la propriété industrielle plus développée que les PME, ainsi que les moyens financiers d'assumer toutes les dépenses afférentes.

Mais, de façon glubale, les entreprises françaises utiliseot beaucoup moins le brevet que beaucoup de leurs rivales étrangères. Avec 317 000 brevets déposés en 1990, le Japoo (voir carte ei-

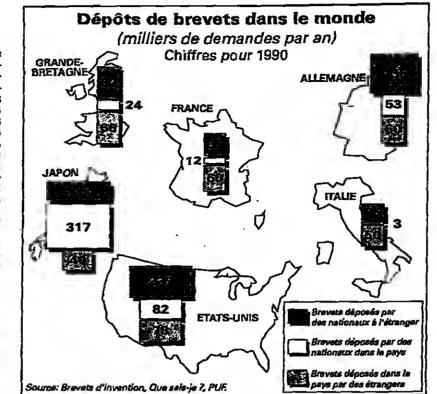
> Di vous ne vous occupez pas de la propriété industrielle, elle s'occupera de vous et vous risquez d'être condamné comme contrefacteur ou ruiné par les contrefaçons 33

> > Georges Maire conseil en valorisation de l'innovation

dessus) occupe one positioo écrasante sur le marché. Forte de ses 53 000 dépôts par au, l'Allemagne est également bien placée. Par cootre, déposant seulement 12 000 brevets, la France fait encore figure

de parent pauvre.

Certains estiment que ce « sous-déve-Inppement » traduit nne carence de politique industrielle favorisant la colonisation du territoire par les technologies étrangères. Echaudées par les habiles tactiques de brevet de certains, les grandes entreprises nationales commencent toute-fois sérieusement à s'y mettre. Pour Francoise Thrierr, directrice de la propriété industrielle de Thomson, le brevet a enfin cessé en France d'être la dernière



LES PRINCIPALES INSTITUTIONS

L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), instaorée suite à la convention de Stockhulm du 14 juillet 1967 (à laquelle 128 Etats ont souscrit), est basée à Genève. Elle assure la promotion de la protection de la propriété iotellectuelle à travers le monde par la coopération entre Etats. Pour la propriété industrielle, elle administre, eotre autres, l'Unioo de Paris, traité de 1883 supprimant ootammeot, dans le pays de dépôt du brevet, toute discrimioation de nationalités cotre inventeurs. Elle est également chargée des demandes ioternationales de brevets dites PCT et régit les conférences diplomatiques relatives à un futur traité d'harmonisation internationale des législations.
L'Organisatine européenne des bre-

vets (OEB) a été créée après l'adoption de la Convention sur le brevet européen d'octobre 1973. Le travail de recherches documentaires est effectué à la Haye tandis que les examens se dérouleut à Munich. Schematiquement, l'OEB compreod les offices nationaux des Etats cootractants, assurant la reception des dossiers et l'Office européen des brevets

pour l'attribution des titres. L'Institut national de la propriété industrielle (INPI) a succédé en 1951 à l'Office national de la propriété indus-

trielle. C'est un établissement publie chargé de l'attribution et de la surveil-lance des brevets sur le territoire. Enregistrant les actes de la vie économique et, bien sûr, les brevets, il dispose également d'un fond documentaire important, dis-

ponible au public.

Sujet d'actualité brûlant à FINPI: sa future délocalisation à Lille qui ne fait pas l'uoanimité dans la profession. Par exemple, Jean-Jacques Martin, président de la Compagnie nationale des conseils co propriété jodustrielle, redoute qu'elle n'affaiblisse momentanément la propriété iodustrielle française, surtout à l'heure du

Par ailleurs la loi du 26 novembre 1990 a instauré la profession de conseil en propriété industrielle, dont les anciens conseils en brevets sont automatiquement membres. Juridiques et libéraux, ces professionnels conseillent, assistent ou représcotent pour l'obtentioo, le maintieo, l'exploitation ou la défense des droits de propriété iodustrielle.

A noter enfin parmi les autres institutions, l'Ageoce nationale pour la valori-sation de l'Innovation (ANVAR) et l'Association française des spécialistes en propriété lodustrielle de l'industrie (ASPI) regroupant 400 membres, tous responsables en entreprise.

LEXIQUE

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. De façoo restrictive, elle recouvre juridique ment les trois droits immatériels que soot le brevet d'invention, la marque de fabrique ou commer-ciale et le modèle industriel.

LICENCE D'EXPLOITATION: Par soo biais, une entreprise concède à un tiers, de façon exclusive ou non, le droit d'exploiter pour une durée déterminée son titre de propriété industrielle eo contrepartie de

SECRET DE FABRICATION. Pour des inventions à courte durée de vie, compte tenu de l'éloignement dans le temps des marchés potentiels ou lorsque la contrefaçon se décèle difficilement, l'entreprise peut décider de garder son iovention secrète au lieu de prendre un bre-vet. En l'absence de «bouclier juridique », elle doit oéanmoins s'entourer de précautinus pour éviter

les fuites.
ENVELOPPE SOLEAU. Destioée aux créateurs ne snuhaitant pas breveter, elle permet, par son dépôt auprès de l'Institut national de la propriété industrielle, de prouver la date de la découverte et ainsi de paursuivre l'activité même si un

tiers dépose ultérieurement un bre-

CONTREFAÇON. Qu'elle résulte d'uoe méconnaissance des brevets, d'une volonté délibérée (notamment en essayant de jouer sur l'absence de normalisation internationale du droit) ou d'age recherche voisine d'équipes concurrentes, la contrefaçon signifie toujours que le titulaire du brevet a été copié sans son

Par une action auprès des tribunaux, ce dernier demande que soit reconnue la violation de son droit et exige réparation. Compte tenu du temps, du coût et de l'énergie oécessaires pour assumer une procédure judiciaire, beaucoup tentent de régler leurs différends par des tractations amiables.

En France, on compte entre 100 et 200 cas de procès par an. Sur le plan international, les batailles sont parfois spectaculaires et mettent en jeu des intérêts considérables. Par exemple, après neuf ans de procédure, Polaroid a contraint en 1985 Kodak à se retirer du marché de la photographie instantanée, recevant au passage plus d'un mil-liard de dollars d'indemnités.

BIBLIOGRAPHIE

Brevets d'invention, France, étranr, brevet européen, de Bruno Phelip, Encyclopédie Delmas pour la vie des affaires, Delmas, septembre 1989, 432 p.

Brevets d'invention, de Jean-Michel Wagret, Coll. «Que sais-je?».

Presses universitaires de France, mars 1992, 127 p.

M. Qui fait confionce oux brevets?, lettre de 4 pages du Sessi, Service d'études statistiques du ministère de l'in-

dustrie et du commerce extérieur, août

Les actions en contrefaçon de brevets dans le monde, sous la direction d'André Bonju, Jupiter Précis, octobre

1989, 385 p.

La place de lo stratégie propriété industrielle dons lo stratégie de l'entreprise, article de Georges Maire, paru dans la revue des ingénieurs de l'Ecole des Mines, septembre 1990.

Quelle est leur utilité?

Marquant le territoire industriel vis-àvis des concurrents, le brevet évite de se faire « dérober » une bonne invention. Par exemple, faute d'avoir été brevetéc. la planebe à voile n'a pas vraiment profité à ses créateurs.

En accordant des licences d'exploitation, les entreprises étendent également leurs marchés géographiques, sans inves-tissements lourds. Ainsi, in filiale fibres de verre de Saiot-Gobain a privilégie dans maints cas cette formule plutot que d'exporter un matériau difficilement transportable. Certains jouent même au « Monopoly technnlogique » avec leurs coocurrents, comme Sospi, filiale brevets d'Aleatel Alsthom, qui dépose entre 800 et I 000 brevets par an. Elle pratique, en effet, les licences eroisées, sorte de troe avec les firmes concorrentes. « Chacun travaillont plus ou moins sur des voies parallèles, elles permettent d'avoncer sur sa propre voie sans guerres inutiles », explique Michel Dalsace, son directeur.

> Au sein du marché unique, le brevet restera toujours le meilleur moyen pour les entreprises de protéger leurs marchés 33

Jean-Claude Combaldieu président de l'Organisation européenne des brevets

Certes, il ne s'agit pas de breveter pour breveter mais plutôt de connaître les rouages de la mécanique pour les inté-grer dans la stratégie industrielle. Pour dnmioer rapidement uo marché à obsolescence rapide, le brevet et sa protection de vingt ans ne s'imposent pas. Par contre, un médicament inédit pour de longues années justifie pleinement la prise d'un titre mondial.

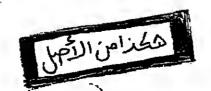
Enfin, le brevet est un élément-clé de la veille technologique, dans laquelle les Japonais excellent. Eo épluebant les brevets, les entreprises s'ioforment des reeberches des concurrents et done de leurs projets, ce qui incite d'ailleurs cer-tains à déposer des brevets bluffs pour brouiller les pistes. Mais, par leur étude méthodique, elles évitent également d'entreprendre des recherches sur des techniques déjà existantes, ce qui, paraît-il, est loio d'être rare. Par la même occasion, elles s'épargneot d'éventuels procès en

Quel cadre international?

En l'abscoce d'un cadre légal interoational contraignant, chaque pays applique sa propre juridiction en matière de brevets. Mais, pour déposer dans un maximum de pays à la fois et faire l'économie de multiples et fastidieuses démarches. les inventeurs frappent aujourd'hui à deux portes.

Sur le plan mondial, suite au traité de Washingtoo de 1970, baptisé PCT, ils peuveot déposer auprès de l'OMPI, à Genève, une demande de brevet concer-nant les 45 pays ayant ratifié l'accord. Depuis la convention de Munieh d'octobre 1973, ils obtiennent également, en une seule formalité, un brevet européen. valable dans le combre de pays eboisis (jusqu'à 17) mais relevant localement de chaque législation nationale. Responsable de son attribution, l'Office européen des brevets, localisé à Munich, a ainsi reçu plus de 70 000 demandes en 1991. Aussi otéressante soit-elle, la procédure est toutefois longue et coûteuse. L'investissement brevet est en effet compris entre 200 000 F et 300 000 F, honoraires de cooseil inclus, et il faut attendre cotre trois et quatre ans pour voir ses efforts récompensés.

S'inscrivant dans la droite ligne du marché unique, le futur brevet communautaire - dont le principe a été instauré par la conventinn de Luxembourg de 1975 (complétée en 1989) – est une pro-longation directe du brevet européen et une première tentative d'barmanisation transnationale. Son application s'étendra aux douze nations, sans aucune formalité nationale, et des tribunaux communautaires siégeant dans chaque pays régleront d'un coup le différend pour toute la communauté. En cas d'appel, l'appréciation du brevet sera soumise à une cour com-muoautaire (Copae) ebargée d'assurer l'unité d'interprétation des brevets. Si le dossier est juridiquement bouclé, il faudra cependant encore au moins deux ans pour que le brevet communautaire soit ratifié par l'ensemble des Parlements



LES GRANDS DÉBATS ÉLECTORAUX (III)

A la veille du rendez-vous électoral, le débat sur le logement prend de l'ampleur. Comment relancer le marché, comment désengorger les HLM, comment enrayer la disparition du parc locatif privé? Chacun affûte ses arguments

ES socialistes n'ant pas de chance. Le logement e plongé dans la crise peu après leur arrivée... Aujnurd'hui, ils risquent de le laisser en piètre état à leurs adversaires politiques. Tant pis si, cutre les deux, la situation e été bonne. L'histoire ne retiendra que

Quelle est leur

utilité?

🛎 Marijus 🔻 the deer one ..

the manufacture of

🖿 🔁 արդանագրային առաջանագրա

trees stades had a

mentent ...

CALL TO SERVICE

Menigeria :

emetalients

ALTER 1.

Diet i Inge e

tion gen

Charles and Chine

methodic Minn

44

umigue, in the entresten

COLUMN TO THE THE

peur les entientests

grafdiget in its mirror

District As

William and

THE MILE WAY!

Type state on Earlie, is

i postly text

Mar the Party

de la company

tions projects.

wastilite in

The street or your

Ampender det

Bank Victor V.

Quel cadre

SHOP AND THE PARTY OF

A PROPERTY. CONTRACTOR OF THE PERSON OF TH

SHAN IN THE . Me geniere . . .

44. 12 (4-7) (1 T) - 1

Better 196 et al. et. Sheet A . . M Waster May 12 Att 12 Miles

ARTON VALUE OF A

Mark was 3

Togethers 15 of the

湖 安田

Same of the same

hyperies in the

4,000

ther the "to"

Reformation of

المال البوس

a Al

galacia (m. 193

1.0

garage and a fi

3144 17 TO

20 Jan 1 1 1

A - 2 - 1 - 1 - 1

 $\overline{X}_{i}^{(i,\pm)} \stackrel{i,\pm,\pm}{\to} e^{-i \left(\frac{i}{2} \right)^{2}}$

 $\varphi^{(i)} = \varphi_i \ldots \varphi_{i-1}$

.

ALC: NO 100

12.79

Marie Lander

Ber Gerage Lead

44 y 1 17 1

irterrationdi

BASS CO.

Eringhart ali.

e werer ift b.

Ber Marinist 12

Face à des ressources budgétaires qui ne sont pas élastiques, les choix faits auront des conséquences sur la vie eu jour le jour des Fran-çais. Car quoi de plus tangible que les quetre murs dans lesquels on habite? Aueun gouvernement n'ayant la meturité politique pour casser le staecatn électural afin d'impulser une pulitique du logement, pluriannuelle, à long terme, basée sur des priorités claires avalisées par les représentants du peuple (le Parlement), on peut redouter qu'une fois encore dominent soit des mesures style « pampier volant », soit le clientélisme.

Tous les secteurs du logement sont sujourd'hui en difficulté : l'accession à la propriété, le locatif prive, les HLM. Tnut le monde est d'accord : il faut «fluidifier» le système afin que les Français soient en mesure de passer du seeteur social au privé, du statut de locataire à celui de propriétaire. Chaeun connaît les leviers sur lesquels on peut juuer : le fiscalité, les taux

d'intérêt, les loyers, les prix. Mais on ne peut tout faire en même temps, faute de moyens. Même si, comme Charles Pasqua, nn propose d'«affecter la majeure partie des ressources provenant des privatisations » à un grand plan national pour le logement (qu'il estime à 200 milliards), il faut établir des priorités... donc renoncer à certaines actions.

A droite comme à gauche, on affirme vouloir conforter le parc locatif social. En clair, constuire des HLM. Combien? 90 000, comme prévu dans le budget? 100 000 par an pendant cinq ans, comme le préconise le rapport rédigé pour le Plan par le maire (PS) d'Hérouville-Saint-Clair, François Geindre? Au moment où les mises en chantier de logements s'effondrent, entraînant derrière elles le bâtiment (déjà frappé par la crise des bureaux), on ne peut imaginer de ralentir la construction sociale, sauf à gonfler le cohorte de chômeurs dans le BTP! Mais cela suppose des fonds. Traditionnellement, e'étaient les livrets A des caisses d'épargne nu de La Poste qui les apportaient. Or, elles vnient leurs clients se détourner de ce plecement, qui n'affre qu'un intérêt de 4,5 %, infiniment moins intéressant que les SICAV

GRANDE IDÉE . L'opposition réussira-t-elle là où l'actuelle majorité 8 échoué : convaincre l'administration des finances d'améliorer cette rémunération par une prime de fidélité? Charles Pasqua est pour. François Geindre aussi, proposant plusieurs formules, dont l'unc en fonction du montant des dépôts. André Santini, maire (UDF) d'Issyles-Moulineaux, ne l'instituerait, hui,

que pour les sommes stabilisées

Evolution des mises en chantier suivant le mode de financement En miliars de logements. PLA PAP EN PC III LIBRE

pendant un certain temps... Et compléterait le système par un «PEP social», placement à long terme exonéré de droits de succession. Autre débat eutour des HLM ;

ettributions. André Santini et l'UDF proposent que le quota des communes monte de 20 à 30, voire 50 %. Cette proposition fait tiquer ceux qui reprochent aux meires (untamment de le région pari-sienne) de ne pas accueillir de HLM chez eux et qui s'inquietent du sort des populations les moins désirées (les plus pauvres, les étrangers..).

Grande idée en vogue, aussi, la réfurme des loyers de HLM pour lutter contre leur engorgement. On la trouve sous plusieurs farmes : l'UDF propose d' « organiser leur progressivité par rapport aux revenus imposables. Ne risque-t-on pas, alors, de voir l'équilibre financier des neganismes dépendre du profil sy-les-Moulineaux met un garde-fon en proposant de consacrer les sommes recueillies (2 à 4 milliards en Ile-de-France) à la réhabilitation du parc ou à la construction de logements intermédiaires.

IMPACT . Autre angle d'ettaque, eppliquer des surloyers. Aujourd'bui, 22 à 23 % des babitants dépassent les plafonds de ressources des HLM. Mais il faut rappeler qu'ils n'ont pas été réévalues depuis dix ans (s'ils evaient suivi l'inflatinn, ce teux serait réduit à 3 %). M. Pasqua est favorable à cette mesure et e'en prend même eu sacro-saint maintieu dans les lieux en proposant des contrats de loca-

tion à durée déterminée. Mais si l'nn rend eu secteur social sa « respiration », nù vont aller ses anciens habitants ? Accéderont-ils à la propriété ou deviendront-ils locataires de propriétaires privés? Cette deruière bypothèse suppose que l'on réussisse à freiner la disparition du parc locatif privé. Ce o'est pas chose aisée : comment éviter que les investisseurs se désinAinsi, elle e toujours refusé la déduction des déficits fonciers du revenu imposable, réclamée à cor et à cri par les professionnels et que reprennent RPR et UDF dans leurs programmes. Le RPR ve jusqu'à préconiser une exonération des frais de succession pour les logements à usage locarif « achetés ou réhabilités entre le 1º janvier 1993 et le 31 décembre 1994 ». Une mesure qui aurait sans doute un fort impact

psychologique. Dernier volet, enfin, Paccession à la propriété. Contraire-ment à François Geindre, qui pro-pose de supprimer les déductions d'intérêts d'emprunts dont bénéficient les accédants (pour les remplacer par une prime), André Santini et l'UDF prévoient de les améliorer, ce qui coûterait 3,8 milliards de francs dans l'hypothèse de 16 000 logements construits.

Une mesure qui, jninte à d'eu-tres, améliorerait la situation des accédents. Ceux que Christian C'est la disparilino do parc locatif privé - et plus particulière-Saint-Etienne dépeint si drôlement dans son dernier livre : « Vous avez, qui amène la gauche à reconnaître l'un et l'autre, environ trente ans et votre fille vient d'avoir deux ans. (...) Vous venez d'acheter un appartement. Vous avez emprunté à des

taux d'intérêt réels atteignant des niveaux jamais observés depuis la deuxième guerre mondiale. Avec les prix de l'immobilier, mème légèrement réduits, et une telle cherté du crèdit, votre appartement est minuscule. Vos parents à tous les deux sont, Dieu merci, en bonne santé : ils ont entre cinquante-cinq et soixante ans et peuvent espérer vivre encore vingt ans. La probabilité la plus forte est que vous hériterez après avoir remboursé votre appartement... » (1).

Peinture d'une classe sociale «aisée» qui ne peut plus echeter aussi fecilement que ses parents. Réalité partielle mais réelle, et qui laisse à part le cas encore plus difficile de l'accession à la propriété des mnins bien Intis. On oublie d'en parler en ces temps de campagne : sauf incidemment le RPR, ou récemment M= Lienemann, qui se refuse à dire à ces Français que leur rêve - être propriétaire de leur logement - est irréalisable.

Françoise Vaysse

(1) Génération sacrifiée. les

Les chiffres à retenir

La France est le pays où le taux de logements est le plus fort du mondé : 26 millions pour 56 millions d'habitants

La dépense publique en matière de logement (budgétaire, fiscale et sociale) sera égale en 1993 à 143 milliarde (+3,6 %), mais le budget du logement ne représentera que 34 millierds (+9,9 %).

Il n'y eura eu en 1992 que 275 000 mises en chentier de logements neufs, le niveau le plus bee depuis 1954. Selan l'INSEE, il feudrait construire 330 000 logements par an pour satisfaire les besoins.

Le budget 1993 prévoit le construction de 90 000 Ingements locatifs sociaux, un niveau très élevé. Le parc HLM comprend 3,1 millions de logements ebritent 10 millione de per-

Le nombra de sans-abris est fois depuis...

mal connu : 202 000 selon une récente enquête du BIPE pour le SCIC (Caisse des dépôts), chiffre inférieur à l'estimetion des

grandes associations caritatives. Chaque année, le parc locatif privé se réduirait de 50 000 unités environ sur un total de 4.4 millions. L'évaluation est difficile aussi pour le nombre de logements vacants (1).

L'immobilier est lourdement taxé, ce qui pèse eur sa rentabilité : il rapporte au total 193 milliards de francs d'impôts, dant 60 % vont à l'Etat.

(i) On comprend mal les raisons réelles de ces incertitudes statistiques sur le logement. La commission des comptes du logement, portée en fanfare sur les fonts baptismaux an printemps, ne s'est réunie qu'une

Les programmes de l'UDF et du RPR

De tous les programmes, celul de l'UDF établi par une équipe réunie autour d'André Santini est le plus éleboré : il e feit l'objet d'un chiffrage (8,4 milliards de dépenses pour 6 milliards de recettes) et d'une position de loi.

téressent de la pierre, moins renta-

ble et plus fiscalisée que d'eutres

placements? Comment empêcher

des héritiers de vendre leurs biens

pour payer des frais de succession?

ment celle du « parc social de fait »

la fonction «sociale» du bailleur.

De là à réhabiliter les propriétaires.

il y a un pas qu'elle n'a pas franchi.

Parmi les mesures : - Une prime de fidélité de deux points sur le livret A en faveur des dépôts stables depuis 6 mois ou un an;

- la création d'un nauveau cpian d'épargne pour le logement social » (exonéré d'impôt et de droits de succession);

- créetion d'un « plen d'épargne foncier » au profit de la commune : l'Etat prendrait en charge une partie des intérêts d'emprunt liés à l'acquisition de terrains par la commune à condition que celle-ci procède à la réalisation de logements sociaux. Le particulier pourrait en être partie prenante : e'il fait des cessions pour la réalisation de logements

sociaux, il peut être exonéré de

le moitié de son impôt sur la - les investisseurs en locatif privé, en échange d'un bail à loyer intermédieire, pourraient bénéficier d'exonérations partielles de plus-velues en cas de

revente du blen ; - en faveur du secteur libre, accroissement du plafond, du taux et de la durée de la déduction des intérêts d'emprunt ouvrant droit à la réduction d'impôt. Déductibilité du déficit foncier sur le revenu clobal :

- HLM: nrganiser la progressivité des loyers par rapport aux revenus imposables :

- pour aider les primo-accé-

dents, une exprération des droits de mutations départementaux est envisagée;

Le RPR, soue la rubrique Relancer la construction de logements », prévoit - l'imputation du déficit fon-

cier sur le revenu clobal : - la hausse de la déduction forfaitaire applicable aux revenus

- exonérer des droits de succession pour tous les logements à usage locatif construits echetés ou réhebilitée entre le

1= juin 1993 et le 31 décembre 1994: - consacrer une fraction des recettes des privatisations à le construction de logements

sociaux et à l'emélioration du dispositif d'aide à l'accession à

la propriété sociale. Par ailleurs, le RPR propose d'exonérer le résidence principale de l'ISF (impôt sur la fortune).

Charles Pasqua e présenté, de son côté, un plen de relance qu'il chiffre à 200 milliards et qu prévoit notamment : - la mudification de le

déduction forfaitaire des revenus fonciers: - la prise en compte du

logement dans le calcul de l'ISF; - une déduction fiscale pour les investisseurs dans le logement neuf et la réhabilitation;

alléger les frais de succession lorsque les biens sont maintenus en location dix ens et les droits de mutation sous réserve de compensation par l'Etat :

- institution d'une prime sur le livret A: - redéfinir le PLA pour prendre en compte l'inflation et les

aidee à l'accession à la propriété : - refondre le 1 % logement; - instituer des contrats de

location à durée déterminée dans les HLM et des compléments de loyers pour ceux qui dépassent les plafonds.

F. V.

POINT DE VUE Une réforme à refaire

Seize ans ont passé depuis la dernière grande réforme du financement du logement. Les conditions se sont tellement dégradées, notamment pour le locatif social, que de nouveaux choix sont indispensables. Ils devront tenir compte du désengagement budgétaire de

PAR MICHEL MOUILLART (*)

✓ OMMENT financer le logement social? Les interrogetions actuellee rappellent celles, déjà lointaines, qui ont précédé le réforme de 1977. De nouveau, les files d'attente s'allongent euprès des organismes d'HLM, la demande des plus défavorisés ne semble plus eervie, les équilibres financiers des opérations nouvelles sont fragiles... La responsabilité en incombe, pour les uns, aux organismes d'HLM qui ne remplissent pee leur mission sociale et, pour les eutres, aux collectivités locales qui n'interviennent pas euffisamment dens le locatif social - voira eux locataires dont les revenus e'élèvent et qui bénéfi-

cient d'une rente de situation. Tous les termes de le comperaison evec les ennées de l'avant-réforme sont réunis. Y enmoris. d'eilleurs, ceux qui soulignent le rôle fondamental de l'Etat dans la détermination de ces évolutions : sousactualisation des prix de référence et des taux de subvention des opérations, des baràmes de l'APL (aide personnalisée au logement), des plefonds de ressourcee PLA (prêts locatifs eidés)... Au point qu'eu lendemain de la réforme 80 % des méneges étaient éligibles à un PLA, elors qu'ils ne sont plus que 60 % aujourd'hul... comme à le veille de la

réforme. La crise du logement social paraît einsi celle des finencement. Tel serait le cas si la croissance était

- 5

programme to the second of the

voies et des moyens de la politique du logement. Comment poursuivre la construction et la rénabilitation de logements sociaux, en nombre suffisant et à des loyers adaptée (plue de sept ménages sur huit ne pourraient pes se loger sane eldes à confort égel dens les conditione ectuelles du marché) ?

Toute l'architectura du financament du logement locatif social a, en effet, été organisée autour du circuit du livret A et d'une intervention budaétaire directe dont les formes et le niveau se sont profondément altérés durant les ennées 80, dans le but d'elléger les engagements de l'Etat.

Pour des raisons qui tiennent tant eux prientations de la politique publique de l'épargne qu'eux difficultés rencontrées par les épargnents les plue modestes (montée du chômage, ralentissement de la progression du pouvoir d'achat...), le circuit du livret A s'est rapidement fragilisé dans la seconde moitié des années 80. Le rythme actuel de la décollecte est tel qu'on s'interroge sur sa survie, d'autant que les pouvoirs publics ont régulièrement prélevé les ressources excédentaires que le système génère (plus de 100 millierds depuie 1984), la privant des capacités d'autorégulation qui auraient pu assurer sa péren-

Tripler le volume des aides

A cet égerd, les choix qui ont einsi été npérés semblent révéler la etratégie suivie : faire rentrer le financement du logement social dans le grand marché cunifié du très court au très long terme » suivant les orientations définies per le Livre blenc sur le

réforme du financement de l'économie. En d'eutres circonstances, cela aurait pu na relever que d'un simple aménagement des techniques de

suffisante pour rendre la demande solvable. Ou si la décrue des taux d'intérêt était crédible. Ou bian si la situation du secteur du logement n'était pas celle que l'on connaît eujourd'hui : une insuffisance de la construction qui, après quinze années de désengage ment budgétaire de l'Etat, laisse un déficit en loge ment qui se chiffre en années de construction (deux certainement, troie peut-être); des eituetions d'extrême urgence (plus de 600 000 exclus du loge-ment); des pans de ville à reconstruire (les 400 quartiers)... Et donc si, dans l'ensemble, la demende (sociele) svait fléchi, comme ceux qui ont rayé la référence à la notion de besnins en logement unt cherché à le faisser croire.

Mais comme rien de cela ne semble pouvoir être ettendu, l'érosion du livret A e ouvert la voie à une réforme cachée du financement du logement locetif social, comparable à celle qui e conduit de l'ecceesion aidée à le pierre, les PAP (prêts accession à la propriété) au FGAS (Fonds de garantie à l'eccession

S'il convient, en effet, de meintenir un flux de construction Incative sociale, sans ressources de livrets A. Il faudrait tripler le volume des eides à le pierre inscrites au budget du ministère du logement (ligne fongible) pour eortir un logement au même niveau de loyer qu'un PLA ectuel.

Alnsi, alors que le desserrement de la contrainte budgétaire paraît peu probable, lee solutions souvent envisagées sont simples à résumer : elles consistent à désigner le ou les ecteurs qui vont, en dernier ressort, pallier (notamment) la défaillence du circuit du

livret A. Pour simplifier, il peut elors e egir : des locataires du parc social eux-mêmes. Bénéficient d'une « rente de situation », Il pourrait paraître logique d'élever leur contribution eu financement (relèvement des loyers et/ou généralisation des

compléments de loyer)... si, au total, cela ne consistait pae à faira porter l'effort supplémentaire de solidarité par ceux auxquels il est censé être destiné;

- des organismes d'HLM. En les incitant à revendre une partie du parc HLM et à einsi constituer les fonds propres nécessaires à la réalisation des opératinns nouvelles... mais cela risquant, rapidement, d'accélérer le mouvement de concentration des exclusione (à l'image de ce qui s'est déjà observé en Grande-Bretagne et Inin des abjectife de mixage social habituellement annoncés);

- des collectivités locales. Dans le cadre d'un nauveeu partage des compétences, elles seraient plus lergement associées eu finencement du parc eocial de droit (construction, amélioration et fonctimmement)... si, bien sûr, ellee bénéficiaient des transferts de ressources nécessaires ou si elles disposaient de recettes fiscales supplémentaires.

Au-delà des interrogations techniques que euscite l'examen de ces propositions (un système fragile dont la vocation sociale paraît limitée), le question fondamentale paraît être le suivante : qui, elors, ve mettre en œuvre les principes de solidarité qui, euparavant, raleveient de la responsabilité de l'Etat et e exprimalent dans le cadra nationel des interventions budgétaires directes (contrepartie d'une fiscalité redistributive eu niveau nationel) nu des mécanismes de circuit comme celui du livret A (fondé sur des principes de répartition et de mutualisation des

ressources d'épargne)? A n'en pas dauter, l'examen de l'erchitecture d'un système de financement du logement (locatif) social révèle bien les lieux d'exercice de la solidarité. Permettant, à ce titre, d'évaluer l'adéquation entre

les abjectifs affichée et les moyens mis an œuvre.

(*) Professeur à l'université Paris-X Nanterre.

ـــــ ـــــ ـــــ المنافق المن

PERSPECTIVES

Cusiana, nouvel eldorado

A Chitamena, à Cupiagua, comme à Bueoos Aires ! et 2, les logénicurs vous montrent avec fierté le système des trois bassins parallèles qui « lave » les eaux et les boues polluées résiduelles des puits de perforation: « Quand nous aurons fini notre boulot, affirme le grand Willy, le campement redeviendra un espace vert. » Pour l'heure, les mobile home blancs, à air conditionné, entourent les lourdes et trépidantes

Poussière, chaleur, boue rouge, la forêt décapitée de l'autre côté des grillages... Le grand Willy aime cette ambiance et partage sa vie d'ingénieur entre deux des vie d'ingénieur entre daux chantiers: Cusiana et Prudohe-Bay en Alaska. « Trois semaines de tropique, trois semaines de glace. Un sauno longue distance ideal pour le regime », dit-il en secouant sa carcasse avec un gros rire avant d'escalader la plate-forme glissante où les ouvriers installent une nouvelle sonde. Profondeur atteinte: 4 500 mètres. « Nous approchons de la nappe dit Willy. Lo roche, le gaz ça oui c'est dur. Co me rap-

"La Colombie pourrait doubler ses exportations de pétrole d'ici quatre ans, ce qui lui permettrait de s'assurer un nouvel équilibre économique. 33

pelle le Wyoming... » Il regarde sans les voir les petits hommes bruos, casqués, immobiles dans leur guérite en bois.

RÉSERVES • Ni lui ni Ed Stobart ne paraissent concernés par l'insécurité potentielle : « On foit avec», disent-ils. Consigne ou cooviction: c'est le mot d'ordre chez les pétroliers, « Nous vivons un rêve, coofiait déjà l'année dernière Andres Londooo Restreopo, ancien patron d'Ecopetrol. Avec parfols des cauchemars.»

Cusiana, c'est l'histoire d'un rendez-vous manqué. Uoe dizaine de grandes compagnies pétrolières auraient pu participer à l'exploration mais ont finalement renoncé. Aujourd'hui, elles regrettent car il

CHILI

est question d'un véritable boum Selon la revue américaine Time de décembre 1992, les réserves de Cusiana seraient équivalentes au quart de celles de l'Alaska.

La société d'études améri-came Petrie-Parkman va plus loin et multiplie par sept le chiffre de réserves probables annoncé dans un premier temps par BP. Selon son rapport, « Cusiano pourrait etre la découverte la plus importante du continent depuis celle du gisement mexicain de Campeche dans les années 70 ». Et d'avancer une fourchette « de 3 à 10 milliards de barils de réserves ».

« Les analyses réalisées jusqu'à présent prouvent que Cusiana est un gisement multimilliardaire », poursuit le document, qui parle de l'un des événements les plus importants dans le sectenr énergétique mondial en 1992. A la conférence économique de Davos la même année, le président Gaviria annonçait lui aussi le chiffre minimum de 3 milliards de barils de réserves. Ce qui doublerait le montant des réserves prouvées et récupérables de la Colombie.

GALON . Dans cette hypothèse, le pays gagnerait du galon parmi les nations pétrolières. En Colombie, les premières explorations ont commencé en 1905 et le pays était déjà producteur en 1918, dans la vallée du moyen Magdalena (qui s'allonge sur 600 kilomètres entre la cordillére centrale et orientale, avec une superficie de 45 000 kilomètres carrés). La par-tie nord de ce bassin a été largement exploitée depuis de nombreuses années, et ses réserves s'épuisent. En revanche, la partie méridiooale du haut Magdalena offrirait encore d'importantes possibilités résiduelles

Les perspectives sont moins encourageantes au sud, dans la région du Putumayo, uo bassin qui se situe dans le prolongement des gisements équatoriens de Lago-Agrio, et que la société Ecopetrol a inclus presque totalement dans son domaine réservé.

Seloo les géologues, près de 800 000 kilométres carrés du territoire colombien (sur une superfi-cie totale de 1 140 000 kilométres carrés) offriraient des possibilités pétrolières. Mais c'est le bassin des llanos qui est, semble-t-il, de loin le plus riche. Il s'éteod sur 100 000 kilomètres carrés et c'est là qu'ont été faites les deux découvertes majeures : Cano-Limon, au début des anoées 80, à la frontière de l'Arauca et du Venezuela, et tout récemment Cusiana. Dans un premier temps, les porte-parole d'Ecopetrol et des compagnies étrangères associées ont émis des avis beaucoup plus modérés que les experts internationaux. Sans doute par souci de freiner une spéculation boursière qui se dévelop-

pait. Mais aussi pour raison gar-

PRUDENCE • Le chiffre de 3 milliards de barils de réserves suscitait, il y a encore peu, des bochements de tête sceptiques aussi bien chez BP qu'au siège de Total à Bogota. « Attendons. disait-on, que les examens soient plus probants. » Mais on admettait déjà que la Colombie « pourrait essectivement doubler ses exporta-tions de pétrole d'ici quatre ans, ce qui lui permettrait de s'assurer un nouvel équilibre économique et d'atténuer le choc provoqué par l'invasion massive des millions de dollars spéculatifs ».

Aujourd'bui, l'optimisme est monté d'un cran, même chez les

plus réservés. « La fourchette se resserre», admet le directeur de Total. BP spécule sur une production de 150 000 barils/jour à Cusiana dans deux ans, soit un tiers du total national extrait d'nn seul gisement - la Colombie pro-

actuellement 450 000 barils/jour, dont 220 000 destinés à l'exportation, - Ecopetrol envisage un investissement total de 1,2 milliard de dollars, selon son président, M. Juan Maria Rendon. Mais des divergences persistent aujourd'hui sur l'ampleur officielle des réserves. 1,5 milliard de barils, selon BP; milliard pour Ecopetrol.

Divergences aussi snr les éserves du champ annexe de Cupiagua (situé dans la région nord-est du gisement principal mais d'une structure géologique différente). « Cupiagua, c'est sans doute le tiers de l'ensemble du bassin explore », selon un porte-parole de BP qui ajoute : « C'est une estimation encore provisoire. » La compagnie a perfore dix puits en 1992, et l'on parle pour l'horizon 1998 d'un bonus de 3 milliards de dollars grâce à Cusiana. Une certitude : le pétrole de Cusiana est léger, de grande qualité (63 ADI, selon les experts), mêlé à du gaz en abondance, qui ne serait pas exploité à conrt terme, selon

L'objectif du gouvernement reste pourtant, à long terme, de rééquilibrer la distribution des différentes sources d'énergie, en multipliant par quatre la consommation de gaz naturel. Le bois représente encore aujourd'bui 62 % de la consommation totale

VENEZUELA Cusiana Vichada COLOMBIE ÉQUATEUR PÉRQU

forêt disparaissent chaque année en sumée. La consommation d'énergie industrielle est pour plus d'énergie des ménages, surtout en de 60 % à base de dérivés de zone rurale. 80 000 bectares de pétrole ou de charbon (valeur sûre

des exportations) alors que le sous-sol contient on grande quantité du gaz naturel inexploité.

Les documents en couleurs de M. Riffault sont presque parfaits parce qu'il est expert en informatique.

LA couleur, c'est mon métier. Alors, jai eu vite fait de bien savan my prendre ance toutes cer machines. Et sprés tout, la démanche n'est pas si compliques. Tout command pas une phase un peu lonque de numérisations 1. It place l'original sur la vitre du scanner. (bien aidemment, jai unistallé préslablement la carte SCSI dans mon ordinateur.) Le villationne la résolution de numérisation. fair une prairmatication. Pimage n'est pas dioite, je la radiene et je refair une precinalisation. numerise une pamière fois. 7. 1 compare Longinal's Caffichage Eccan: 3. Je vérific en particulier que les couleurs correspondent bren à longinal. Je règle le scanner en conséquence: Je numérise à nouveau quin je compare à l'original second je suis satisfait j'en anire à la phase d'impréssion proposement dité. Jimprime une première fois. It compare l'impression asce longinal. 13. Je compane l'unpression ace longrand.

14. Le vivine que les couleur de l'unpression sont bren conformés à l'original (le plus souvent, la première fois viet pis la bonne). Le 5. Si elle ne le sont pas j'analyse les différences.

16. Je règle su mieux les couleurs et, évoutuellement je négleur tellement of négleur de définir la namensation (terminos).

16. Je règle su mieux les couleurs et, évoutuellement je négleur tellement (si voir n'ête fais contraste cète...) pour les rédaptes à mon imprimente. (Si voir n'éte fais les profesionnel du graphions, vous trouscus sinement cette étape. ten (on que)
comprime et je compone
le néraltat n'est pas satisfaisant je nevieus à l'étope 15 the cut parastre un seu longuet, mois avec un peu de tre mois avec un peu de tre mois avec un peu de tre d'une de toute spreuve. U Réfault-

Ceci est l'in breux exemples que montrent que Macintosh est beaucoup plus simple à utiliser.

Macintosh ne vous demande pas de procéder par approximation

peur obtenir un document fidèle. votre original. La sélection de la résolution, le calibrage des couleurs, les réglages du contraste et de la luminosité, le détourage et le redressement de l'image se

font automatiquement. Macintosh ne vous defrande pas de multiplier les réglages pour adapter les paramètres de numérication à votre imprimante. A l'aide de la nouvelle extension système

Apple, le logo Apple, Macintosh sont des maro

Saumon austral

Devenu le quatrième exportateur mondial de saumon, le Chili ambitionne de conquérir d'ici peu la deuxième place

ERTAINS oot du pétrole, d'autres des idées. Le Chili, dont la principale richesse naturelle est un littoral maritime de près de 10 000 kilomètres, a trouvé un filon inattendu : le saumon, un filon inattendu: le saumon, devenu, en quelques années, l'un des produits forts du commerce extérieur chilien. En 1985, le pays en exportait 7 tonnes; en 1991, ce chiffre était de 32 800 tonnes (sur un total de 42 000 tonnes produites), soit en valeur 159 millions de dollars (1). Ce qui place le Chili au quatrième rang mondial des exportateurs, après la Norvége, le Canada et l'Ecosse. Le deuxième rang mondial devrait ètre atteint d'ici à 1996, et devrait ètre atteint d'ici à 1996, et des études japonaises estiment que la production chilienne sera de 500 000 tonnes par an en 2020.

Cette progression est d'autant plus remarquable qu'elle est le résultat d'une action volontariste dans une économic où la non-intervention de l'Etat a été érigée en dogme. A l'origine de ce succès se trouve la Fondation Chili, organisme cofinancé par l'entreprise pard-américale. nancé par l'entreprise nord-améri-caine ITT et l'Etat chilien et

controle par ce dernier.

Dans le cas du saumon, elle a mené à bien une véritable étude stratégique soulignant les facteurs de succès dont bénéficie le Cbili. Parmi ceux-ci, les conditions naturelles de certaines régions, très simi-laires à celles de la Norvège en ce qui concerne l'eau et la température. Le saumon étant un produit haut de ganime à fort taux de marge, l'impact des coûts d'exportation, tou-jours problématiques pour ce pays austral, o'est pas significatif. La Fondation a réalisé toutes

les adaptations techniques et les études de marché nécessaires, investissant dans des entreprises pion-nières qu'elle a ensuite, une fois le succès assuré, revendues au secteur

PILOTE • Le cycle de pisciculture se déroule en deux étapes. La première en eau douce et qui dure soixante jours, la seconde en eau de mer dure entre douze et quatorze mois. Le saumon élevé dans de grandes cages atteint alors un poids de 3 à 4 kilos. La nourriture ntilisée est la farine de poisson, dont le Chili est un des principaux producteurs au niveau

Les clients sont les pays industrialisés : le Japon et les Etats-Unis absorbent à eux seuls 92 % des exportations, suivis par la France et l'Allemagne. La Fondation Chili, qui démarche les restaurants des pays potentiellement acheteurs afin de les convaincre d'adopter le saumon chilien, tentent désormais de rééditer son succès avec deux autres poissons: le turbot, pour lequel la production pilote a déjà commen et l'esturgeon, toujours à l'état de

Bruno Adrian

(1) i dollar vaut environ

Production audiovisuelle: le star system

Patrick Sabatier possède la société de production la plus rentable, suivie par celle de Christophe Dechavanne. Mais la plupart des producteurs sont dans une situation financière catastrophique. Deux études, l'une publique, l'autre privée viennent utilement faire le point sur un secteur mal en point

A production audiovisuelle est uo domaine écocomique nain, morcelé entre une foule de sociétés, et souffrant d'un mal unique : la pénurie d'argent de ses principaux clients, les chaînes de télévision. Deux études, l'une publique, l'autre privée, permettent de faire un point sur la situation de ce secteur mal connu en raison de l'absence de statistiques globales

VEKEZUELA

1

小野野 生いとか

La première, publiée soos le nom d' Observatoire de la création audiovisuelle, émane des efforts conjoints d'un certain nombre d'organismes publics (1). Elle permet d'apprécier uoe évolution globale eo 1991 et l'émergence de teodances nouvelles. Premier constat: les chaînes de télévision, qui avaient réduit leur jovestissement daos la productioo au fur et à mesure qu'elles augmeotaieot leur offre de programmes à la fio des années 80, ont atteint un palier en 1991. De 1,84 milliard de francs en 1990, les investissements des diffu1991, soit une hausse de 2,5 % hors inflation. Comme l'année précédente, c'est la fiction qui accapare les trois quarts du magot. D'autres genres depuis longtemps délaissés (documentaires, dessins animés) retrouvent cependant un peu de considération.

> Pour ce qui est des documentaires, le genre a retrouvé un regain de vigueur au début des années 90.

En matière de fiction, l'importance croissante prise par les copro-ductions tant en France qu'à l'échelon ioternational se confirme. L'étude de l'Observatoire montre ainsi qu'en 1991 l'apport du pre-mier diffuseur d'une fiction décroît seurs sont passés à 1,95 milliards en au fur et à mesure de la montée en

puissaoce des coûts. Pour les fictions «légères» inférieures à 1 mil-lioo de francs, le premier diffuseur fournit les deux tiers des fonds. Cette part tombe à 28 % pour les fictions dont le coût est supérieur à 4,5 millions). Pour ce créneau-là, les coproducteurs européens pren-nent le relais (ils apportent 12,8 % des fonds pour les fictions de 3 à 4,5 millions). Et, ô surprise, ce sont les producteurs sitnés hors CEE qui apportent 20 % des cofinancements de projets dont le prix de revient est supérieur à 4,5 millions de

ACTIVITÉ RODÉE . Pour ce qui est des documentaires, le genre a trouvé un regain de vigueur au début des années 90. Mais, sur le plan financier, l'apport étranger s'avère là aussi déterminant, Entre les préventes (surtout avec les pays de la CEE) et les coproductions (Canada mais aussi Belgique), «on retrouve, entre 1990 et 1991, une progression des sinancements internationaux du même ordre que pour scoop (2) - menée à partir du bilan

Résultats des sociétés de production privées (en millions de francs)

	Volume o	'affaires (1)	End	ettement	Endett	ement/CA	Bénéfice net		
	Total	Flors variétés et jeux	Total	Hors variétés et jeux	Total	Hors variétés et jeux	Total	Hors variétés et jeux	
1987	1 139	1 031	179	177	26 %	30 %	53	27	
1988	1 608	1 403	356.	355	36 %	45 %	63	26	
1989	1 913	1 678	515	512	44 %	55 %	85	30	
1990	2 027	1 717	659	653	51 %	66 %	62	0	
1991	2 045	1 698	675	670	51 %	68 %	31	- 30	

(i) Le volume d'affaires est constitué de la somme du chiffre d'affaires et de la production immobilisée (production en cours, non encore facturée). Source: Téléscoop.

Taurus, et Ellipse, société de pro-

Faute de fonds

sur les producteurs

a été multipliée

Rien d'étonnant donc si les frais

mangé les résultats.

A partir d'un panel de 27 sociétés

réparties dans les différents genres

(animation, liction, flux...), ct en étudiant leurs résultats sur cinq ans,

Téléscoop a tenté d'obtenir des indications sur la santé financière

du secteur de la production. Pre-

mier constat : le volume d'affaires

(chiffre d'affaires et production en cours non encore facturée) de ces

27 sociétés a presque doublé. Entre 1987 et 1991, il est passé de 1,1 milliard de francs à 2,04 mil-

liards de francs. Plus intéressant, ce

chiffre d'affaires repose en grande

financiers ont

la créance des banques

par 2,8.

la siction ». Idem pour le dessin animé. Bien que genre mineur, il n'existe que par la collaboration internationale, laquelle couvre «30 % du coût total des œuvres».

Moins globale, plus centrée sur les entreprises, l'étude de Télé-

partie sur de l'endettement. Fause de 55 sociétés de production, - part du même constat : la pénurie d'arde fonds propres, la créance des gent. A cet égard, il est frappant de banques sur les producteurs a été voir que si le secteur est globalemultipliée par 2,8. Rien d'étonnant meot en mauvaise santé, tous les dooe si les frais financiers ont producteurs oe sont pas frappés à l'identique. Certains vivent même mangé les résultats : la rentabilité par rapport au chiffre d'affaires est tombée de 7,6 % en 1987 à 2,3 % très bien. A deux conditions : bien en 1991. choisir son créneau et jouir d'une forte capacité d'innovation, Pre-Ayant retiré de ce panel de

mière évidence : ce ne sont pas les 27 eutreprises les quatre sociétés de productions spécialisées dans les geores oobles de la télévision (fiction, documentaire, dessin animé) flux (leurs jeux, variétés... sont difqui rapportent le plus d'argent mais les émissions dites de «flux»

(variétés et jeux), surtout quand les sociétés de production sont bâties Les clignotants autour d'un animateur-vedette. ENDETTEMENT • En 1991, la qui s'allument plus rentable des sociétés de prodepuis deux ans... duction, a été, comme en 1990, Télévasion, qui appartient à Patrick Sabatier (40 millions après impôts). devraient inciter les « A lo deuxième place, on trouve la pouvoirs publics société d'un autre animateur vedette de TF I, Coyote Conseil, que dirige Christophe Dechavanne» (17 milà revoir cette réglementation. 57 lions de bénéfices). Qu'il s'agisse de Glem, qui produit les émissions de

Jean-Pierre Foucault, ou de People Productions que dirige Guy Lux, sont financés à 100 % par les l'activité est rodée, et les bénéfices chaînes), Téléscoop a recommencé confortables. Seules deux sociétés le calcul. Là, l'augmentation du spécialisées dans la fiction trouvent chiffre d'affaires n'est plus que des deux tiers (contre le double dans le calcul précédent) en cinq ans. Un place dans le classement, opéré par Téléscoop, des dix entreprises de ratio qui prouve de manière très sûre l'importance que les chaînes production les plus rentables. Parmi elles, Progefi, dirigée par Christine ont accorde progressivement aux programmes faciles. Le taux d'en-Gouze-Raynal, qui bénéficie du soutien de son associé allemand dettement, lui, reste stable, puisque duction dirigée par Philippe Gildas les sociétés de flux ne recourent pratiquement jamais à l'emprunt. Du coup, l'évolution du ratio endettement/chiffre d'affaires est et dont Canal Plus est l'actionnaire majoritaire. Il est à noter que ces sociétés de flux sont aussi les moins endettées des sociétés de producencore plus impressionnante puisqu'il représente 68 % du chiffre d'affaires à la fin de 1991. Les agios pèsent alors de « 8 % à 9 % du chif-fre d'affaires », écrit Téléscoop. Cette situation gravissime des

producteurs d'œuvres audiovisuelles (par opposition aux produc-tions de flux) a été établic avant le dépôt de bilan de La Cinq, qui était un clieut important des producteurs indépendants. En outre, note justement Téléscoop, il est anormal qu'un secteur en principe très favo-risé par la réglementation soit aussi gravement pénalisé financièrement. « Les clignotants rouges qui s'allument depuis deux ans... devraient inciter les pouvoirs publics à revoir cette réglementation. Mais ils devraient aussi inciter les produc-teurs de fiction et de documentaires à revoir leur stratégie », et sans doute aussi leurs techniques de ges-

Yves Mamou

(1) Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), Centre national de la cinématographie (CNC), Service juridique et technique de l'information (SJTI) et Institut national de l'audiovisuel

(2) Téléscoop, la Stratégie des producteurs de télévision face à la crise. 39, rue Chaptal, 92300 Levallois-Per-

Tocalo	amonten vorde		
sont toujou	umentsen coule rsparfaitsparce (nikosi (
AN THE STATE OF TH			
∂ J≈ 1	PLACE L'ORIGINAL SUR LA VINCE, DU	SCAMBETC	
CARL TO THE PARTY OF THE PARTY	CLIEBE SOR LA PONICTION AUTOSCAN DHAT QUENENT, DOIS JE LAISSE LA ET COLDESAME THRE LE TRAVAL BOUS DIRE EN GUOL CALCAUSES	ONESCAMORY COULEUR ONESCAMORY COULEUR ONESCAMORY BIRDS DYCHARS	
	Δ (
Ø	Therine. (e. cest toucoes bie) C DEWY.	
ColorSync, l'Imprimante Courses Apple calcule aniomatiquemen	e age un experi en informal company de les fâctes us company de la company	igie Macini uelles de Jous dema tamais de l	

Monversion des conteurs (RVB ex. 100 e

dipublic il apple Computer, Inc. Tous les produits il marques suis dans cette atmonez sont des marques diposés

un document de qualité optimale.

Maciniosh ne vous demande pas

quantine formation n'est même

nécessaire

ordinateurs.

devraient faire.

Évolution de l'investissement des diffuseurs en production

	1989	1990	1991
Fiction	77,7 % 16,3 % 6 %	75,8 % 15,6 % 4,5 %	72,5 % 18,5 % 5,5 %
Total (en MF)	1 970,47	1 849,10	1 949,84

CHRONIQUE • par Paul Fabra

La tendance des taux

voire de cinquante ans, - l'évolution des taux d'intérêt semble bian e'inscrira dans des cycles de longue durée. Selon une interprétation optimiste, la phase dans laquelle nous nous trouvons pourreit avoir commencé en 1981. Au cours de cette année-là, ils avaient, dans la plupart des pays, atteint leur point culminant dans l'histoira (hors périodee convulsives) : les Etats américain et français, par exemple, avaient alors émis des emprunts à plus de 15 %. A la suite de quoi, on e, un peu partout, et malgré des remontées pessegàres, essiaté à une indénieble

D'énormes profits ont été encaisséa pen-dant les années 80 et de nouveau récemment, à moindre échelle, à le faveur de la hauese des titres à revenu fixe. Il en est résulté, ipso facto, une diminution des taux (voir chronique du mardi 19 janvier). S'agirait-il d'une tendance de fond ?

Nous voilà sur un terrain particulièrement gliesent. Rien n'a sans doute, en économie, excité devantage les imaginetions que l'existence, supposée par certains euteurs, tel N.D. Kondratieff en 1926, d'une sorte de vaste mouvement ondulatoire de l'activité humaine. A une phase de progrès succéderait une eutre marquée par le déclin. Chacune d'elles s'étalerait sur plusieurs décennies.

Inutile d'insister sur le caractère arbitraire et eléatoire d'un tel découpage du tamps. L'exercice devient franchement ecabreux si on essaie d'en tirar des conclusions pour l'avenir. Cette

dernièra remarque vaut pour l'interprétetion des courbes séculeires de taux d'intérêt, ces demières fussent-elles, comme c'est le cas, établies sur des données beaucoup plus

Avec le recul du temps, la longue période ellant de 1946 à 1981 apparaît bien, dans presque tous les paye pourvus d'un marché financier développé (moins d'une vingtaine), comme eyent été caractérisée per dee cours en baisse sur les titres à revenu fixe et, partant, par des taux orientés à la hausse. Là où existaient encore, au lendemain de la seconde guerre mondiale, des merchés obligetaires, les taux y ételent

NICOLAS GUILBERT extrêmement bas. Notons, à titre anecdotique, qu'en France, de 1940 à 1945, la rente 3 % avait été cotée pratiquement eu pair. Autrement dit, son rendement était proche du taux nominal. Sur le grand tés de bon ranom empruntaient aux conditions les plus avantageuses qu'on eit jamais vues dans l'Histoire : en 1946, la moyenne des rendements pour les prime corporate bonds s'était établie à 2,37 %, tandis qu'un emprunt d'Etat à long terme avait rapporté 1,93 %. De ce point bas, on est errivé, par étapes, au sommet du début des années 80. Cette longue période avait été, dans le siècle, précédée de deux autres aux

contours également assez nets. Les sept premières décennies du vinctième siècle laissent apparaître trois grandes périodes (1). Leur succession donne à la courbe des taux le forme d'un gigantesque N penché, comme dens le dessin de Nicolas Guilbert. Cela est particulièrement net pour les quelques pays où le marché obligataira n'a jamais cessé de fonctionner de façon régulière (la palme revient ici eux Pays-Bas, suivis par les Etats-Unis) ou è peu près régulière (Grande-Bretagne). Pour les autres, la courbe n'est pas très différente, à quelques décaleges temporels près. Mals les indications qu'elle fournit sont plus ou moins fictives pour les périodes où le marché ne jouait plus eucun rôle ectif, le plus souvent pour cause d'incertitude monétaira. Example : pendent les années 50, les taux frençais oscillaient entre 5,9 % et 5,2 %, mais à ce taux l'Etat, ni personne, ne pouveit émettre un amprunt, sauf à l'indexer et à l'assortir d'avantages fiscaux exor-

La premier jambage du N penché est constitué par la courbe des taux, ascendante, allant du début du siàcle jusqu'en 1920 (jusqu'à la stabilisation Poincaré de 1925 pour la France). L'année chamièra, c'est 1899 où les taux avaient touché, pour l'époque, leur niveau historiquement la plus bas : entra 3,07 % et 3,2 % aux Etats-Unis pour les émissions privées dorées sur tranche (3 % en France). Cele n'empêchelt pes, notons-la au passage, les taux è court terme de se situer généralement un ou deux points au-dessus.

A le Belle Époque, le calme ne règne pas toujours sur les grandes places. Si, è New-York (déjà le plus grand marché national du monde), on voit le taux de l'argent au jour le jour (call money) tomber è 1 %, il pousse aussi des accès

Peut-être à cause de la matièra traitée - des de fièvre Jusqu'à 75 %. En ce qui concerne plus créances expirant au bout de trente ans, particulièrement notre sujet, on assiste, sur le compartiment du long terme, à une lente montée, avec certains signes d'accélération au fur et à mesure qu'on s'approche de la date fatidique de 1914. La pramière guerre mondiale sera financée par des emprunts chers. Mais l' « explosion » des taux aura lieu dans la deuxième ennée suivant la fin du conflit : en 1920, le taux moyen des randements atteindra 5,56 % à New-York, avec des poussées jusqu'à 7 %. Il faudra etten-

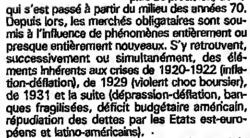
dre 1967 pour retrouver ces niveaux.
La flambée du début des années 20 devait
être suivie par vingt-six ennées dont la plupart
(les plus notables exceptions sont 1931 et 1932) auront été des ennées fastes pour les marchéa obligatairas : heusse des cours des titres avec des plus-values annuelles dépassan parfois 25 %, baisse des taux. Tel est du moins la cas dans les nations dont la monnaie n'a pas fondu. Cela exclut du nombre des élues la France (sauf pour la courte période 1926-1935). Voilà pour le jambage intermédiaire du N.

Fait ramarquable : au contraire de la premièra grande guerre du siècle, le ecconde sera finencée, dene les deux camps, par des emprunts à taux bas, et même très bas (pour les puissances englo-saxonnes). Ce que l'on tenait jusque là pour une règle fermement établie e subi un cinglant démenti des faits. Pareillement, l'expérience ne corrobore pas l'idée simpliste selon laquelle l'inflation, ou l'anticipation de l'inflation, appelle dee taux nominaux élevés (quant aux taux dits réels, c'est une construction de l'esprit

qui, deux fois sur trois, fait raisonner de tra-

Pendant soixante-cinq pre-mières ennées du siècle, les taux français ont évolué selon un profil et à l'Intérieur d'un couloir très semblables aux données du dix-neuvième siècle (et essez proches du modèle eméricain). Pourtant, le franc avait, entre-temps, perdu 99 % de sa veleur par rapport au doller. Pour en terminer

avec le N, son demier jambege représente évidemment (voir plus haut) la courbe des taux, de nouveau ascendante comme au début du siècle, pour la période 1946-1981. Le moment est venu de parler, avec un peu plus de précision, de ce



quol s'ajoute, à moins que cela ne soit le facteur le plus déterminent, l'échec, consommé une première fois en 1931-1933, une seconde fois en 1971-1973, des tentatives faites au lendemain de chacune des deux guerres mondiales pour rétablir un système monétaire de taux de change fixes et d'éta-

Il est vrai que, depuis 1981, les taux ont, dans l'ensemble tendance à reculer de nouveau. C'est un autre fait qu'ils ne sont pas retombés au-dessous du niveau, exceptionnellement élevé, auguel ils se sont hissés en 1974. Depuis cette époque, les Etats-Unis, plus ou moins vite suivis, selon le cas, par les eutres Etats, connaissent des déficits publics d'une empleur au on n'evait jamais vue auparavant en temps de paix. Autre fait nouveau hormis les périodes de conflagra-tions militaires : ces déficits sont finencés pour une part grandissante par des emprunts à long

Au cours de notre siècle, les dettes de guerre ont été ou bien répudiées (cas des pays vaincus) ou bien remboursées avec des monnaies dévalorisées. Sauf è recourir à un effort fiscal exceptionnel, on peut imaginer, pour les dettes eccumulées par les pays développés, d'autres solutions. Leur principe s'inspirerait de telle ou telle option offerte par le « plan Brady » aux banques pour leurs créances sur le tiersmonde. Par exemple, une conversion des obligations existantes en titres à très long terme et portant un intérêt de 3 % calculé sur un principal amputé d'un tiera ou de le moitié. L'avenir est ouvert, et gros de nouvalles et graves criees

(1) Lire notamment A History of Interest Rates, de Sidney Homer et Richard Sylla. Nouvelle édition 3 avec un avant-propos de Henry Kaniman, Rutgers University Press, Etats-Unis.

La pollution des privilèges

L'économie des Etats-Unis, estime John Kenneth Galbraith, est victime de la « culture du contentement »

LA RÉPUBLIQUE DES SATISFAITS de John Kenneth Galbraith, traduit de l'américain par Paul Chemia, Editions du Seuil 186 pages, 115 F.

E temps en temps, John Kenneth Galbraith aime troquer son costume d'économiste contre celui d'anthropologue. C'est le cas dans le dernier ouvrage qu'il nous propose. Son regard sur les Etats-Unis s'est fait plus dur. Il voit dans son pays une « république des satisfaits », et son réquisitoire porte d'autant plus qu'il se garde de moraliser. Avec l'irrévèrence qu'nn lui connaît, il brosse un constat sévère bourré d'exemples.

La tendance au conservatisme est universelle, mais, note Galbraith, ce qui est nouveau dans les pays capitalistes et notamment aux Etats-Unis, c'est que le « contentement », avec la conviction qui l'inspire, est maintenant celui d'un grand nombre de gens, Progrès, non? Certes, mais « le résultat, c'est un Etat qui ne prend pas en compte la réalité ou les besoins de l'ensemble de lo population, mais seulement les oplnions des satisfaits, devenus la majorité des votants ».

Reagan et Busb ont servi loyalemeot la catégorie sociale qui les a élus. Elle se caractérise par des ettitudes bien typées : ses membres estiment parfaitement mériter ce qu'ils sont ; ils préfèrent toujonrs l'inaction publique à court terme à l'action préventive à long terme, même s'il est prouvé que leur intérêt bien compris en souffre : l'Etat est conçu comme nn fardeau... sauf lorsqu'il soutient les revenus agricoles, sert des pensioos, renfloue les caisses d'épargne sinistrées. Sauf aussi lorsqu'il alimeote le budget militaire, qui gonfie les revenus d'une fractioo considérable de la majo-

Fait caractéristique : les « satisfaits » ont une grande toléraoce pour les larges écarts de revenus. Pourquoi? Parce que «le prix à payer pour prévenir toute agression contre ce qu'on o, c'est

rité électorale satisfaite.

davantage». Ils ont cru pouvoir parier d'une société sans elasse, alors que les Américains qui vivent nu-dessous du seuil de pauvreté dépassent 13 % de la population (12 674 dollars pour unc famille de quatre personnes). La «classe inférieure», dit Galbraith, est même devenue structurelle, car « notre économie a besoin de pauvres pour faire les travaux que les mieux lotis ne font pas». Le mou-vement normal d'ascension sociale qui a longtemps fait office de solvant du mécontentement

L'essentiel est de se protéger contre l'ennemi commun : l'aug-mentation des impôts. Galbraith insiste beaucoup sur le fait que l'arme de la fiscalité dans la ges-tion macro-économique a été délaissée, sous les deux derniers présidents, au profit de la politique monétaire. On devrait voir que le dogme du laisser-faire conduit le capitalisme moderne à s'autodétruire, ainsi que l'inextin-guible soif de pouvoir et de profit. En 1980, les PDG des trois cents plus grandes firmes américaines gagnaient vingt-neuf fois plus que l'ouvrier moyen. Dix ans plus tard, les revenus de ces hauts responsables étaient... quatre-vingt-treize fois supérieurs à ceux de cet

MILITAIRES . Et l'on ne dira jamais assez à quel point la grande folie des fusions-acquisitions et de la déréglementation a eu des effets négatifs sur le système économique. A quoi il faut ajouter les ravages de la spéculation immobilière et les aberrations bancaires qui conduisirent à l'effondrement

des caisses d'épargne. Le drame est que la science économique a une faculté étonnante de s'adapter à la défense des iotérets particuliers. Les manuels scolaires, le discours dominant, les idées recues vont à peu près tous dans le même sens. Il arrive même que l'on tire à soi des auteurs célèbres que peu de gens lisent, pour leur faire dire autre chose que ce qu'ils ont écrit, ou occulter certaines de leurs propositions. Sait-on qu'Adam Smith était bos-

d'accepter que d'autres aient tile aux sociétés par actions, où les aregisseurs de l'argent d'outrai » sont conduits au gaspiliage, qu'il plaidait pour l'importance des dépenses de l'Etat dons une société civilisée, ou qu'il était séduit par l'impôt sur la fortune?

Pourquoi, dans un pays où les restrictions sur les dépenses de l'Etat font partic des satisfactions élémentaires d'un large publie, l'establishment militaire a-t-il été épargné malgré la fin de la guerre froide? Galbraith retrouve ici les accents d'entres ouvrages où il avait dénoncé avec force le complexe militaro-industrici. Scion lui, il n'est pas nécessaire que le pouvoir militaire ait un ennemi. « Il sécrète lui-même une justification pleine et entière de son rôle. »

La pollution des privilèges ne cesse de s'étendre... en même temps que la pauvreté depuis le début des années 1980 (1). La majorité de ceux qui votent faisant partie de la population plutôt favorisée, la politique du « contentement » pourra durer longtemps encore, même avec un président démocrate, qui a gagné les élections parce que la politique économique de Bush, ratant son coup, avait réduit le nombre des « satisfaits ».

A plus long terme, ectte « démocratie des satisfaits » est-clie menacée? J. K. Galbraith estime que l' «ère du contentement » ne se terminera que si le phénomène négatif qu'elle engendre ébranle le sentiment de bien-être douillet. Trois hypothèses sont possibles, à ses yeux : un désastre économique de grande ampleur, les néfastes effets d'une action militaire liée à quelque mésaventure internationale; l'entrée en éruption de la « classe inférieure » en colère. *

Notre auteur se garde des pronostics, mais c'est tout de même sur un «requiem» qu'il terminc cet ouvrage qui e le grand mérite de secouer une opinion beaucoup moins ébranlée qu'on ne le croit par les analyses des intellectuels sur le « déclin américain ».

Pierre Drouin

(1) Lire la Pauvreté dans les pays riches, de Serge Milano, Nathan, 1992.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

bruts reinvestis).

Alors voici trois raisons pour décider d'un placement de référence en actions françaises :

Entre le 31 décembre 1984 et le 31 décembre 1992, la progression de SICAV 5000 s'élève à +166,77 % (coupons

En 1992 celle-ci s'est établie à 9,44 %.

La sécurité de SICAV 5000 s'organise à partir d'une gestion rigoureuse de la part de nos spécialistes du CREDIT LYONNAIS. Depuis 1978, date de sa création, SICAV 5000 a démontré son aptitude à faire face à toutes les situations de marchés. La diversification des risques sur SICAV 5000 est renforcée en outre par un actif géré de plus de 15 milliards de F au 31 décembre 1992.

L'avantage fiscal de SICAY 5000 était hier celui des SICAY MONORY - CEA; aujourd'hui, il s'exerce par son éligibilité au PEA et aux exonérations qui y sont attachées.

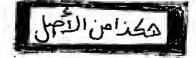
器 CREDIT LYONNAIS

141 000 LECTEURS du Monde exercent une PROFESSION LIBÉRALE. Le Monde est leur premier titre d'information.

(IPSOS 92)

LES 2 360 AGENCES DU CREDIT LYONNAIS SONT À VOTRE DISPOSITION POUR VOUS RENSEIGNER

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE 46-62-72-67



Un impôt mondial sur le capital



Pour surmonter la crise, les partis politiques ne proposent qu'un dosage savant entre l'inflation et la rigueur. La solution n'est pas là, estime Jean-René Vernes, mais dans un changement profond de la fiscalité qui aujourd'hui privilégie les revenus du capital et pénalise le travail (salariés et entreprises). Impossible à appliquer à l'échelle strictement nationale, cette réforme devrait être décidée dans un cadre international. devrait être décidée dans un cadre international.

Marketh,

ontoniemen:

450 603 4 Mann I dante.

Maria.

Added to

Mary Parilla

white the

Thras Some

AMERICA, CO.

Lossabination Proceedings

Jan 1 € 5

BOMET'S !!

All See Fac

KREST

Berrio.

BORE MATTER

1 m

the first and the state of the

SAME WAS LAKE. 196 BOS , 1657

months of

11. 11.

Better et a

19.44 %

PROPERTY S. W.LAP.

सञ्चलकार 🐧 : 🔭

CANADA CONTRACTOR

pay said Aville

gatere in 11

F 4 F 4 F

Le Monde

Mall Mark

A SEAL OF ST

Mit 30'4 201 .. part for a self.

par JEAN-RENÉ VERNES (*)

AGGRAVATION progressive de le crise économique ne conetitue pee eeulement un fait désolent, elle montre l'incapecité simultanée des économietes et des gouvernements à le maîtriser.

Il n'y a pas longtemps encore, un principe fondemental eemblait s'être imposé à l'eesentiment des spécialistee : le condamnetion de l'infletion. Meis devant l'empleur des difficultés actuelles et l'ascension renouvelée du chômage, des voix commencent à s'élever pour demander un relâchement de le rigueur monétariste. La politique inflationniste eyant elle-même échoué lore d'une expérience entérieure, peut-on dans le meilleur des cas en

espérer plus qu'une amélioration limitée?

A l'échelle de la crise économique actuelle, il n'existe vraiseemblablement eucune eolution suffisante pour le vaincra vériteblement dens le cadre des solutions envieegées eujourd'hui par les éco-nomistes et les hommes politiques.

Est-ce à dire qu'il n'existe pas de solution du tout? C'est un problème qui méritereit d'être pris en considération. Meis pour cela il faut déjà douter sérieusement de l'efficecité des solutions classiques, efin de chercher dens une autre voie où le solution se révèle beaucoup plus difficile et loin-

Le ceractère fondementel de l'économie contemporeine est la rapidité croissante de l'évolution technologique. Celle-cl se traduit pour les entreprises par une exigence constante de modernisation et un besoln massif de cepitaux. Le niveau extrêmement élevé des taux d'intérêt n'est donc pas le fruit d'un choix arbitraire et la décision des benques centrales ne peut agir sur lui que dans une mesure limitée. Il serait dengereux de prendre l'eccessoire pour l'essentiel.

L'évolution technologique

A cela il faut ejouter que, pour retenir les capiteux chez eux et encourager l'Investissement, les Etats - comme la France - accordent aux ravenus des capitaux des avantages fiscaux substantiela, ellant dene certains cas jusqu'à l'exonération complète. La conséquence de cette situation de fait est que la part relative des intérête dens le messe totale du PIB s'eccroît avec le temps, creusant un écart de plus en plus sensible entre le revenu moyen des saleriés et celui des individus fortunés, susceptibles de consacrer à l'investissement des moyens financiers importants (1).

Le désir de consommetion personnelle e des limites naturelles. Au-delà d'un certain niveeu, l'ergent n'e guère de sens que pour être inveeti, è moins d'être tout simplement bloqué comme réserve de ressources disponibles. Que l'on puisse acheter une eutomobile de collection 28 millions de francs ou un tableau de Ven Gogh 75 millions (l'équivalent du revenu total de trente smicards travaillent chacun pendant quarante ens) montre l'importance de cet argent flottant. Hélas, il ne pourra ême pas encourager Ven Gogh à peindra un seul

Ces sommes expliquent la flembée des prix Immobiliers que nous evons connue récemment encore. La eurface des terrains eitués au centre des villas ne pouvant s'eccroître par eucun moyen, la concurrence des fortunes fait monter les prix, sans produira le moindra richeese. Que le même appartement se vende 1 ou 2 millions ne modifie pas d'un centime le patrimoine national et n'engendre eucun investissement producteur de salaires. .

Plus eatisfaisant de ce point de vue est l'investiesement qui contribue eu développement de l'économie. Non eaulement l'investissement augmente le productivité et prépare - en théorie du moine – un evenir meilleur, mais le construction des usines, le fabrication des machines requièrent du traveil et créent momentenément des selaires. Cette étape n'e melheurausement qu'un temps. Une fois le travail echevé, il ne reste que les intérêts à payer pour le cepitel investi. A leur tour ceux-ci ne peuvent demeurer dans le circuit économique qu'en étant réinveetis et einsi de suite indéfiniment. Dans une économie à inflation nulle, le part relative dee intérête du capital dans la masse totale du PIB augmente sans cesse. Elle ebsorbe une fraction non négligeable de celui-ci, fraction qui contribueit jusqu'alors à le consommetion directe et qui n'y contribue plus.

La consommation étranglée

On conneît le suite du processus. Dane de nombreux secteurs, la progression de la productivité dépasse celle de la consommation. Les entreprises qui ne réussissent pes à vendre tout ce qu'elles sont cepebles de produire sont obligées de licencier pour conserver un équilibre finencier. Si les salenés licenciés ne trouvent pas de nouvel emploi, on entre dans un cycle Infernel; dont il semble bien que nous fessione la triste expénence : on licencie par insuffisance de consommateurs et le licenciement diminue encore le nombre des consommateurs potentiels.

Pourtent cela n'est encore qu'une première étape. Il semble bien que nous soyons en train d'en commencer une seconde. Si les entreprises ne réuesissent plus à écouler toue les produite fabriqués grâce eux investiceemente nouveeux. est-il intéressant pour les capitalietes d'investir des plus visible. Non seulement l'espoir s'éteint peu è

capitaux bien réels pour des profits eléatoires? La crise de la consommetion risque de bloquer non seulement le production mais eussi l'investissement, c'est-à-dire un eutre secteur généreteur de

On rend la perte de confiance responsable de le crise économique, car le lien entre elles est évident. Mais cette crise de confiance n'est pas erbi-Elle ne feit que traduire la prise de conscience du phénomène plus profond mais plus lent que constitue l'étranglement progressif de la consommation. Et elle présente un caractère beaucoup plus brutal, car elle exprime une réaction de psychologie collective, non l'évolution réelle du marché.

Ainsi l'évolution économique conduit-elle à une situation ebsurde : d'un côté les sociétés industrielles disposent de metières premières, d'une technologie de plus en plus performante et d'une main-d'œuvre potentielle eurabondente; elles pourraient produire sensiblement plus. De l'autre, il existe quantité de désirs de consommation non setisfaits meie une insuffisence de moyens financiere. Contrairement à toute l'histoire des siècles passés, ce n'est plus la consommation qui se règle sur la production meis la production qui doit ee régler sur la consommation. D'une certaine facon, c'est le capital qui finit par s'étrangler lui-même, puisqu'il ne trouve plus le moyen d'utiliser son pouvoir de production.

Une autre solution

Une telle situation est-elle insurmontable? On pourrait penser qu'elle est la conséquence inélucteble das loie du merché, le basoin d'ergent faisant monter hors de toute mesure les taux d'intérêt. Ce serait oublier la fiscalité, qui pourrait fraîner cette évolution mais qui, eu contraire, l'accélère, en privilégiant les ravenus du capital per rapport à ceux du traveil. Feire supporter par les salariés l'indemnisation des chômeurs est peut-être justifié sur le plen nationel dans le contexte actuel, à l'échelle mondiale c'est une absurdité.

Dens la eituetion de concurrence qui régit aujourd'hui les rapports entre les Etats, le gouvernement qui voudrait imposer trop eévèrement les intérêts des cepitaux verreit ceux-ci fuir à l'étranger. La relation entre la fiscalité du travail et celle du capital eet le conséquence d'un état de fait : les capitaux se déplacent facilement, les saloriés diffi-cilement. L'impôt oublie à la fols la justice et l'intérêt internetional. Il frappa d'ebord celui qui e

le plus de mai à lui échapper. Le but à etteindre n'est pas d'éliminer la loi du merché, qui favonse la concurrance et eesure l'efficacité économique mais le caractère compétitif des régimes fisceux, qui mine l'équilibra neturel entre travail et capital et conduit à l'étranglement du premier par le second. Surmonter le crise, c'est d'abord changer la fiscelité, en imposant dee règles universelles à le fiscalité du capital. Pour cela il n'est pas nécessaire de tendre vers un gouvernement mondiel mais seulement vers un accord mondiel entre les gouvernements, poser des limites rigoureuses à la guerra économique qui

sous-tend aujourd'hui les échanges commerciaux. Sans doute la difficulté de réeliser une telle ambition a-t-elle contribué à masquer son efficacité comme moyen de combattre le crise économique. On imagine eisément l'importance des forces eusceptibles de s'y opposer, aussi bien par le biais de le contestation théorique que par celui de l'obstruction politique.

Mais eujourd'hui, peut-être pour la première fois, la nécessité mondiele d'une telle révolution est à la heuteur des obetecles à summonter. Le chômage croît peralièlement dans tous les peys Industrielisés - à l'exception peut-être du Jepon mais pour combien de tempe encore? - evec le cortège de meux qu'il engendra. La révolte gronde un peu pertout, de plus en plus forte, de plus en

peu et l'ebsurdité du système éclate eu grand jour meis il epparaît que le société renie dans les faits le morale de solidarité qu'elle professe dans ses discours, ruinant du même coup le civisme des Individus et meneçant le paix sociale.

Or que nous propose-t-on? Tout ce qu'énvisagent les partis politiques, c'est un dosage sevent entre l'infletion et le rigueur. Seule le proportion d'illusion pour croire que des recettes appliquées

l'une et l'eutra pendant ces vingt demièree ennées et qui ont échoué l'une et l'autre, vont se révélei tout à coup efficacee. D'autant que l'on sait perfaitement pourquoi elles ont échoué. Le progrès sup-pose l'investissement et celui-ci exige à son tour une monneie forte, qui garentit aux prêteurs des intérêts sûrs.

L'infletion ruine l'investissement. Mais nous voyons sous nos yeux la rigueur monéteriste conduira à des résultats identiquee. La consomma-tion etagne perce qua les consommeteurs menquent d'argent et l'anémie de la consommation bloque la production.

L'insuffisance des projets

Les hommee politiques croient dens des formules économiques périmées, perce qu'ils veulent y croire, non parce qu'il est raisonnable d'y croire. Si dens quelques mois la droite errive eu pouvoir, elle fera peut-être un peu mieux, c'est son espoir, meis elle ne fera pes beaucoup mieux. Et si dans quelques ennées il apparaît que l'on n'a stoppé la montée du chômege que temporairement, pour des raisons psychologiques, non de façon durable par une modification profonde des mécanismes économiques, quel espoir restera-t-il eux hommes qui auront vu se déliter l'une eprès l'eutre la philoeophie de le gauche et celle de la droite?

L'universalité de le crise devreit attirer l'etten-

tion sur le fait qu'elle ne peut être résolue per les décisions politiques d'une gouvernement Isolé. Sens doute ne peut-on éviter de prendre position sur le problème de l'inflation ou de l'ebsence d'infletion. Meis il faut faire comprendre aux Frençais et eu-delà des Frençais eux eutres peuples du monde, que l'on combat simultenément sur un eutre plen pour une réguletion économique mondiale. Alors peut-être les épreuves qui nous menacent ne tanront-elles pas tout espoir.

Résoudre la crise exige de revenir à la causalité profonde des phénomènes économiques et de lut-ter contre l'étranglement de la consommation. Non pas, comme on l'e tenté un moment en Frence, en distribuent eux consommeteurs des moyens financiers fictifs qui ralenceralent l'infletion, mais en organisant selon d'autres règles la répartition des revenus réels.

(*) Ecrivain, docteur en logique



Sous la direction de

Roger-Pol Droit



Branche Biscuits et d'Italiaquae en Italie dans la Branche Eaux Minérales. A structure et laux de change comparables, l'augmentation du chiffre d'affaires par Branche est la suivonte:

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

La société Danone S.A. en Espagne (Branche Produits Frais) est consolidée

Les données relatives à 1992 comprennent, pour la première fois, le chilfre

d'affaires de France Plats Cuisines en France et Pycasa Isurgelès) en Espagne dans la Branche Épicerie-Pâles, W&R Jacob en Irlande dans la

Cessions internes

depuis le le juillet 1991.

Total Groupe

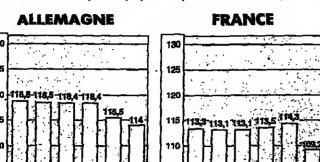
CONJONCTURE

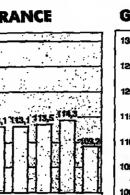
INDICATEUR • La production industrielle

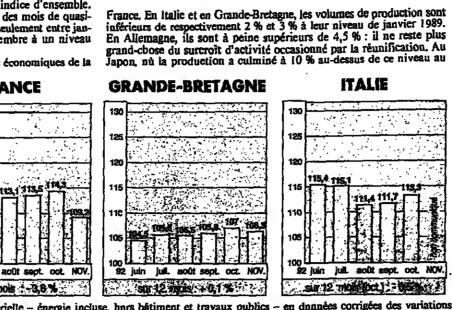
Retour à 1989

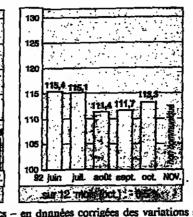
N novembre dernier, la production industrielle française a chuté de ,5 %. Il s'agit d'une des plus fortes baisses mensuelles de cet indice depuis 1980. Certes, ce mouvement est en bonne partie dû à une forte diminution de la production d'énergie, le début de l'hiver ayant été plutôt doux, et l'on peut s'attendre, en raison de la vague de froid de décembre, à une remontée, tirant à la hausse l'indice d'ensemble. L'évolution n'en est pas moins préoccupante. Après des mois de quasi-stagnation – la production ayant progressé de 0,5 % seulement entre jan-vier et netobre 1992 – l'indice est revenu en novembre à un niveau inférieur à celui de 1989.

C'est aussi le cas pour la plupart des partenaires économiques de la





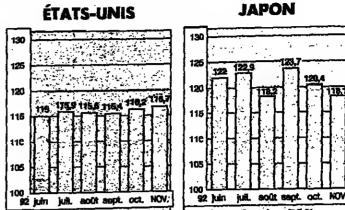




ITALE

début de l'année 1991, les pertes récentes semblent plus brutales encore (l'indice étant revenu en novembre au niveau atteint trois ans auparavant). En comparaison, les Etats-Unis ne sont pas mal lotis. Après avoir touché son point bas en mars 1991, l'activité productive s'est redressée, et se retrouve, maigré la lenteur de la reprise, à 2,6 % au-dessus de celle du début de 1989.

Les pertes occasionnées par la récession actuelle commencent à approcher les nrdres de grandeur des périodes conjuncturelles les plus chahutées de ces vingt dernières années (1974-1975 et 1980-1981). Sans un arrêt rapide de cette dégradation, ces sombres records risquent, en conséquence, d'être hientôt dépassés dans plusieurs pays.



sur 12 mois :-3,8 % ... sur 12 mois :- 5,6 % Indices de la productinn industrielle - énergie incluse, hars bâtiment et travaux publics - en dannées corrigées des variations saisonnières. Base 100 en 1985. Sources nationales

RÉGION • L'Afrique subsaharienne Léger mieux en 1993?

croissance économique de l'ensemhle de l'Afrique devrait être de 3,3 %, après 2 % en 1992 et 1,5 % en 1991. Ces chiffres seraient inférieurs si l'on se limitait à l'Afrique

Dire que les deux derniéres années not été mauvaises pour l'Afrique est un euphémisme. Compte tenu de l'essor démographique, la faible croissance écono-mique signifie en réalité une diminution de l'activité et de la richesse par habitant. Comme nombre de zones, l'Afrique a subi le contrecoup d'une demande externe affaiblie en ce début de décennie par la récession économique occidentale et par les troubles des pays de l'Est : ces derniers étaient en effet des partenaires économiques importants pour des pays comme l'Angola ou le Mozambique, Madagascar on la Guinée, Leur retrait parfois brutal a déstabilisé un peu plus les économies locales; la baisse de leurs achats de café, de cacao ou de bauxite, a aggravé la chute des cours mondiaux.

Les principaux produits d'ex-portation africains ont en effet beaucoup souffert : au début de 1993, café et cacao sont à leur plus bas niveau bistorique; le coton n'en est plus très loin, tout comme la bauxite el le manganèse. Il y a quelques semaines, les producteurs minerai de fer (Mauritanie notamment) ont dû accepter une baisse de 11 % de leurs prix 1993, ce qui est assez logique au vu de l'état de la sidérurgie mondiale. Dans ce panorama déprimé, sculs émergent le thé et le cuivre, la fermeté des cours de ce dernier étant en partie liée aux problèmes de production rencontrés en Zambie et au Zaïre : à 150 000 tonnes en 1992, on est hien loin en effet des niveaux de production qui firent du Zaire l'un des premiers producteurs mondiaux (plus de 500 000 tonnes encore en 1987). Quant aux petits métaux et autres produits stratégiques de l'Afrique australe, du cobalt aux diamants, ils suhissent de plein fouet le dumping des stocks stratégiques russes et même occidentaux. Globalement, le FMI estime qu'en 1991-1992 les termes de l'échange se sont, pour l'Afrique, détériorés de 12 % (6,2 % en 1991 et 6 % en 1992).

Cela est intervenu à un moment où un peu partnut eraquaient des structures politiques souvent encore directement héritées de la décolonisation et confrontées à des impasses en matière de gestion des affaires publiques. Cela s'est traduit par des guerres (Lihéria, Somalie, Angola), par des émentes et troubles publics snuvent d'essence ethnique (Soudan, Zaïre...), par des tentatives de démocratisation par le hiais de « conférences natio-nales » plutôt médiocres, par quelques essais de transition démocratique même au travers d'un recours au multipartisme plus ou mnins réussi. Dans l'ordre économique, cette situatinn a engendré l'incertitude et le repli sur soi, a pratiquement gelé tout investissement étranger (un peu plus de

EN 1993, d'après le Fonds I milliard de dollars en 1992, mais pour toute l'Afrique subsaharienne), a considérablement réduit la marge de manœuvre des Etats.

Ajoutons à cela les effets désastreux de la sécheresse qui a affecté l'Afrique australe et de l'Est, et l'nn emprendra que l'Afrique ait encore été, en 1991-1992, la zone du monde dont la situation économique est la plus difficile : à la fin de 1992, elle a le ratio d'endettement sur exportatinns le plus élevé (333 % contre 178 % pour la moyenne des pays en développement); si par contre son ratio de service de la dette (19 %) est plus faible qu'en Amérique latine (30 %), c'est pour l'essentiel que ses créanciers, à 90 % publics, ont accordé aux pays africains des mesures de restructuration de leur dette plus adaptées aux possibilités réelles de leurs économies. Mais rappelons seulement qu'en 1992, le PNB de l'ensemble de la zone aurait été de 168 milliards de dollars ; l'ensemble de la dette s'élevait à 183 milliards de

Pourquoi alors faire preuve d'un peu plus d'optimisme pour 1993? On peut tout d'abord penser que la plupart des marchés des produits d'exportation africains ont louché leur plancher et l'on peut même être, pour certains, assez optimiste: un accord international devient probable pour le café et permettrait en quelques campagnes de doubler les cours mondiaux. Pour le cacao, une deuxième récolte mondiale déficitaire s'annonce, et lentement les producteurs - et au premier rang la Côted'Ivoire - assurent une partie de la gestion de l'offre. Pour le coton, on peut espérer une reprise des marchés sur la campagne 1993-1994 qui devrait être déficitaire. Les cours du thé, du caoutehouc, de l'huile de palme, du cuivre et du cobalt devraient eux aussi rester assez fermes. Il n'y a que pour le pétrole que l'on doit imaginer une légère détérioration de la situation. En 1993, les termes de l'échange africains ne devraient plus se détériorer et pourraient même peutêtre s'améliorer.

Cela ne sera bien sûr pas suffisant. Mais nombre de pays afri-cains devraient aussi commencer à percevoir les premiers effets de leurs efforts réalisés en matière d'nuverture politique et économique : dans le cadre des programmes d'aiustements structurels. démocratisation et libéralisatinn des économies portent enfin leurs fruits dans des pays aussi divers que le Ghana ou le Zimbahwe. Pour nombre d'autres, ce chemin paraît encore assez long, mais il y a au moins à peu près partout identité de diagnostie et de remèdes.

L'image de la Somalie ou du Zaïre ne doit pas occulter la vision d'une Afrique qui, pour la pre-mière fois depuis longtemps, accepte de s'attaquer à ses véritables problémes et qui, pour cela, doit pouvoir continuer à bénéficier de l'aide internationale.

> Philippe Chalmin conseiller économique de le SFAC



PAYS • Le Kenya

andemains d'élections

N décembre 1992, le Kenya a connu ses premières élections multipartis depuis vingt-six ans. Malgré des accusations de fraude, le gouvernement du président arap Moi l'a emporté sur une opposition divisée qui aurait dû pourtant profiter de la situation nomique difficile du pays.

Depuis plusienrs années, le Kenya - autrefois modèle de développement de l'Afrique anglopbone - conjugue difficultés internes et externes : en 1991 et en 1992, la croissance de son PNB a probablement été infé-rieure à 2 %, ce qui correspond, en réalité, à une baisse du revenu réel par habitant de 1,3 % à

C'est le secteur agricole (80 % de la main-d'œuvre, 24 % du PNB) qui a été le plus affecté par la crise. La sécheresse a frappé le Kenya comme toute l'Afrique australe, mais ici la collecte et la distribution ont été particulièrement mal gérées : certaines régions continuaient à exporter du mais et du lait alors oue dans d'autres apparaissait la pénurie.

Le Kenya a dû importer du maïs et se trouve aujnurd'bui dépendant de l'aide alimentaire d'autant que, dans le Nord, il lui faut faire face à un afflux de réfugiés en provenance de Somalie. L'agriculture représente la plus grosse part des recettes à l'exportation du pays (43 % pour les seuls thé et café). Ces productions ont souffert de la sécheresse, de la désorganisation des systèmes publics de collecte (les Boards qui organisent des ventes aux

enchères) et, pour le café, de la

baisse des prix mondiaux : en 1991, le Kenya n'a produit que 85 000 tonnes de café contre 120 000 eocore en 1990. Les résultats demeureot meilleurs. pour le thé qui est la grande réussite de l'agriculture kenyane : de 90 000 tonnes en 1980, la production est passée à 203 000 tonnes en 1991. Sur les oeuf premiers mois de 1992, on enregistre une baisse de 12 % qui est compensée par l'amélioration sensible des cours mondiaux. En octobre, le gouvernement a autorisé les premières ventes aux enchères directement en dollars, mais celles-ci ont eu peu de succès étant donnée la pénurie de devises dont souffre

Moyennement endetté à l'aune de l'Afrique (la dette pèse 90 % du PNB et son service ésente 34 % des exportations). le Kenya est pourtant fortement dépendant de l'aide internationale (21 % de son budget). Or depuis novembre 1991, un tiers de cette aide a été gelée et, malgré un accord avec le FM1 intervenu en avril 1992, n'a pour l'instant pas repris. Les pays créanciers reprochaient au gouvernement kenyan son manque de démocratie, sa corruption, son inefficacité à gérer tant les problèmes politiques et ethniques qu'économiques. La tenue d'élections, même critiquables, la présentation d'un budget dont le déficit serait limité à 2 % du PNB (avec l'introduction de la TVA) pourraient modifier l'attitude des pays riches. Mais, pour le nouveau gouvernement - qui o'a guère changé - la

SECTEUR • L'habillement

La France résiste

difficile pour l'industrie de l'habillement, comme pour beaucoup d'autres. « Mais pas plus que pour les autres», nuance un professionnel. Après un premier semestre en retrait, les Etats-Unis ont recouvré un meilleur moral; l'anoée s'y achéve de façon étale, masquant de fortes divergences selon les formes de commerce. En Grande-Bretagne, dans l'attente d'une hypothétique reprise, les achats d'habillement out continué à fléchir: - 5 % pour les sept premiers mois de l'an dernier, après - 6 % en 1991. L'Allemagne dont la consommation globale s'était envolée en 1990 et 1991, a vu ses achats de prêt-àporter reculer de 3 % au premier semestre de l'an dernier. En Italie enfin, selon les études du Centre textile de conjoncture et d'observation économique, «la petite reprise enregistrée en prêt-à-porter au deuxième semestre, s'est faite au détriment de la chemiseriebonneterle » .

sur 12 mois : + 1,9 %

Dans la tourmente, la confec-tion française a tiré son épingle du jeu. Dans l'habillemeot fémi-nin, l'excédent de la balance com-merciale (1,1 milliard de francs) a augmenté de 6,5 %, grâce à des exportations record (11,8 mil-liard). Traditionnellement moiss liards). Traditionnellement moins brillaotes, les ventes à l'étranger du vêtemeot masculin oot progressé de 3 %, ce qui n'a cepeadant pas suffi à éviter une nou velle dégradation de sa balance

commerciale. «Il faut en finir avec le pessimisme, en cooclut uo responsable. Dans une conjoncture difficile, la compétitivité du secteur s'est oméliorée ». Même faiblement, les chiffres d'affaires ont d'ailleurs progressé: 24,7 milliards de francs pour le vêtement féminio (+ 1,4 %); 25,4 milliards pour l'habillement maseulin (+ 1,2 %), quand les prix se faisaient d'une sagesse exemplaire

(+ 1 % environ). L'inquiétant est done ailleurs. Dans le désintérêt croissant des Français - et des Françaises pour les dépenses vestimentaires. « Une tendance lourde », se désole

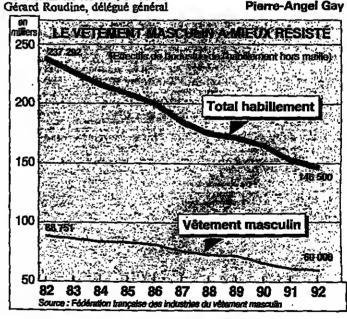
1991 avait été l'année de la Fédération française du prêt-à-porter féminin, en relevant la diminution en valeur relative des achats de vêtements dans le hudget des ménages. La consom-

mation s'effrite. L'an dernier, celle du prêt-àporter féminin a stagné (+ 0,1 % en francs courants, mais - 0,9 % en francs constants); celle des vêtements masculins a haissé (- 1,5 % et - 2,8 %). L'acheteur s'est fait plus attentif au rapport qualité-prix, arbitrant au détriment de l'industrie de luxe, privilégiant les soldes - l'engouement du public pour les rahais de fin d'année a étonné jusqu'aux professionnels.

« Cette attitude nouvelle du public, cette recherche du meilleur rapport qualité-prix, pèse sur l'évolution de la distribution, constate Gérard Roudine. Elle incite les clientes à se tourner vers des chaînes specialistes - franchises ou succursales - où se pratiquent, peut-être, des marges inférieures. Ou bien encore vers les grands magasins ou la vente par correspondance. » Le commerce de détail indépendant, qui représentait 60 % des ventes il y a 3 ans. o'eo pesait plus que 47 % l'an dernier (- 4,4 %). L'évolution est la même pour le vêtement masculin, les magasins multimarques ne représentant plus 43 % du marché (- 2,9 %) quand les franchisés er succursalistes en totalisent plus du quart (+ 7,8 %).

La boone résistance des sociétés françaises de coofection, leur capacité d'adaptation, ne doivent pourtant pas faire illusioo : rien ne semble pouvoir arrêter l'ioexorable mootée en puissance des pays à bas coût de main-d'œuvre. Une montée en puissance qui voit, par exemple, les importations chinoises de prêt-à-porter féminin croître de 40,3 % en 1992 quand celles en provenance d'Italic, à la créativité pourtant mondialement reconnue stagnent (+ 0,1 %). L'emploi, en France comme dans les autres pays développés, paie un lourd tribut. En dix ans, les effectifs salariés de l'industrie de l'hahillement ont été divisés par deux.

Pierre-Angel Gay



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Mande et l'agence de presse Idé.